



# RAPPORT ANNUEL 2010



Ouvrir pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté



Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978, le FIDA a investi 12,9 milliards d'USD environ sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement, permettant ainsi à quelque 370 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique, regroupant 166 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).\*

\* À la date de publication, juin 2011.

# Tableau synoptique, 1978-2010<sup>a, b</sup>

TABLEAU 1

		2006	2007	2008	2009	2010	1978-2010
<b>Activités opérationnelles<sup>c</sup></b>							
<b>Prêts et dons au titre du CSD approuvés</b>							
Nombre de programmes et projets		27	34	29	33	33	859
Montant	en millions d'USD	515,0	520,3	552,2	670,4	794,2	11 926,6
<b>Dons approuvés</b>							
Nombre		109	77	71	99	88	2 315
Montant	en millions d'USD	41,8	35,7	40,9	47,0	51,2	749,5
<b>Total des opérations de prêt et de don du FIDA</b>	en millions d'USD	<b>556,8</b>	<b>556,0</b>	<b>593,1</b>	<b>717,4</b>	<b>845,4</b>	<b>12 676,1</b>
<b>Cofinancement</b>	en millions d'USD	<b>96,1</b>	<b>424,5</b>	<b>305,0</b>	<b>313,4</b>	<b>691,7</b>	<b>8 786,9</b>
Multilatéral		67,3	398,5	198,0	285,2	578,6	7 003,0
Bilatéral		27,0	17,3	13,3	25,0	74,3	1 334,1
ONG		0,6	1,0	3,5	0,7	10,4	41,4
Autre <sup>d</sup>		1,3	7,8	90,2	2,5	28,3	408,3
<b>Contributions des pays</b>	en millions d'USD	<b>290,5</b>	<b>267,1</b>	<b>282,7</b>	<b>372,0</b>	<b>928,3</b>	<b>10 822,6</b>
<b>Coût total des programmes et projets<sup>e</sup></b>	en millions d'USD	<b>906,5</b>	<b>1 215,4</b>	<b>1 144,3</b>	<b>1 362,5</b>	<b>2 427,4</b>	<b>31 618,2</b>
<b>Inventaire des programmes et projets</b>							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		187	196	204	218	234	
Nombre de programmes et projets achevés		26	25	24	24	20	594
Nombre de programmes et projets dans la réserve		56	58	69	65	74	
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		25	28	26	26	28	699
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)		85	85	87	90	95	
<b>Décassements des prêts</b>	en millions d'USD	<b>387,5</b>	<b>399,1</b>	<b>433,8</b>	<b>428,5</b>	<b>457,6</b>	<b>7 667,2</b>
<b>Remboursement des prêts<sup>f</sup></b>	en millions d'USD	<b>148,5</b>	<b>175,1</b>	<b>186,4</b>	<b>201,0</b>	<b>274,1</b>	<b>2 522,3</b>
<b>États membres et administration</b>							
États membres – en fin de période		165	164	165	165	165	
Cadre organique – en fin de période <sup>g</sup>		203	227	233	235	260	

Sources: système de gestion du portefeuille de projets; états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2010; et système comptable du FIDA.

<sup>a</sup> Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets du FIDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD tels qu'ils figurent dans le rapport du Président présenté au Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

<sup>c</sup> Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

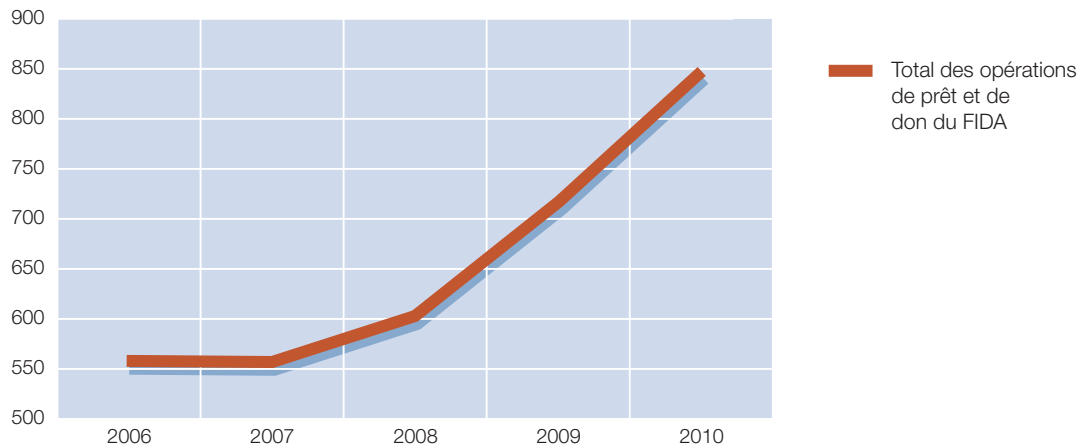
<sup>d</sup> Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

<sup>e</sup> Ce montant comprend les dons au titre du CSD, les dons au titre de composantes et les contributions au titre des reconstitutions des ressources du FIDA. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

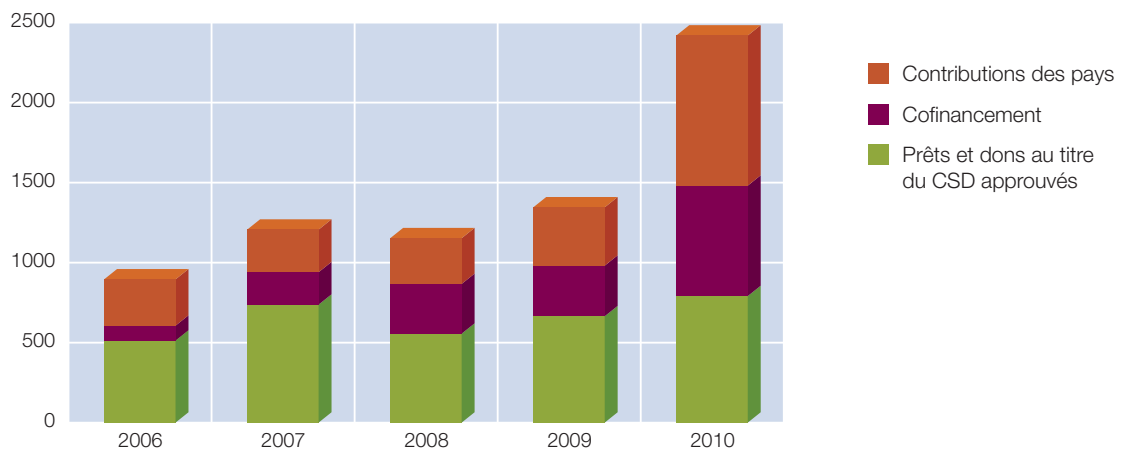
<sup>f</sup> Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiaires de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

<sup>g</sup> Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

**GRAPHIQUE 1**  
**Opérations de prêt et de don du FIDA, 2006-2010**  
(montants en millions d'USD)



**GRAPHIQUE 2**  
**Prêts et dons au titre du CSD consentis par le FIDA, cofinancement et contributions des pays, 2006-2010**  
(montants en millions d'USD)



**GRAPHIQUE 3**  
**Décaissement et remboursement des prêts, 2006-2010**  
(montants en millions d'USD)



# Table des matières

Avant-propos du Président .....	2
Questions dictant les opérations du FIDA .....	5
Programme de travail pour 2010 .....	15
Mesurer les résultats et améliorer l'efficacité en matière de développement ..	40
Partenariats .....	47
Données relatives au financement et mobilisation des ressources .....	56
Rapport annuel 2010 – CD-ROM	

# Avant-propos du Président



Les rapports annuels font habituellement le bilan des activités passées et, de fait, celui-ci met en lumière les réalisations du FIDA et le travail accompli au cours de l'année dernière. Cependant, je souhaite aussi regarder vers l'avenir, d'autant plus que l'échéance de 2015 fixée pour les Objectifs du Millénaire pour le développement approche. Nos regards et nos efforts sont tournés vers le futur, et notre engagement envers les jeunes est un élément essentiel à cet égard. Les jeunes ruraux d'aujourd'hui sont les agriculteurs, les entrepreneurs et les dirigeants de demain. Les investissements permettant d'améliorer leur éducation, leurs capacités et les possibilités qui leur sont offertes sont les plus judicieux pour notre avenir à tous.

Tout d'abord, examinons les réalisations de l'année passée. Malgré les difficultés économiques de 2010, nous avons accompli des progrès importants:

- Le montant des cofinancements mobilisés a augmenté d'environ 140% par rapport à 2009, pour atteindre un total de 1,6 milliard d'USD.
- Au cours de la première année de la huitième reconstitution des ressources, pour chaque dollar apporté par les donateurs, nous avons mobilisé six dollars auprès de nos partenaires.
- Nous avons continué à renforcer notre présence dans les pays, puisqu'à la fin de l'année dernière la création de 30 bureaux de pays avait été approuvée.
- Nous avons diffusé notre publication phare – le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* –, qui donne une vue d'ensemble très détaillée de la situation actuelle en matière de pauvreté rurale.

Cette année, nous avons également intégré, dans le Rapport annuel, des expériences vécues dans les régions, afin de le rendre plus vivant. Vous pouvez découvrir comment l'accès aux marchés a changé la vie des cultivateurs de la région isolée d'El Quiché, au Guatemala, où un emploi dans un atelier de conditionnement a par exemple permis à une mère d'envoyer ses deux enfants à l'école. Vous y trouverez également l'histoire d'une petite communauté des Tonga où les habitants ont construit la route d'accès au port dont ils avaient tant besoin. Parmi leurs stratégies innovantes figure la création d'un site web de réseau social par un jeune de la communauté, dans le but de solliciter des dons auprès d'amis et de parents vivant outre-mer.

Ce qui m'amène à notre thème central: l'avenir. En effet, l'image d'un jeune créatif et plein d'énergie aidant une communauté rurale isolée par le biais d'un réseau social rend parfaitement compte de l'objectif visé par le FIDA: un secteur rural dans lequel des jeunes, femmes et hommes, mènent des vies intéressantes et épanouissantes, tout en produisant les denrées alimentaires dont aura besoin une population mondiale estimée à 9,1 milliards de personnes en 2050.

Comptant plus de 1 milliard de personnes âgées de 15 à 24 ans, l'actuelle génération de jeunes est la plus nombreuse de l'histoire. Dans les pays en développement, ils représentent environ 20% de la population. Dans les zones rurales, nombre d'entre eux grandissent dans de petites exploitations. S'ils obtiennent le soutien dont ils ont besoin pour gérer ces fermes comme des petites entreprises – formation, sécurité de jouissance, crédit, accès aux nouvelles

technologies et méthodes écologiquement durables –, nombreux sont ceux qui choisiront de rester. D'autres décideront aussi de rester si des emplois non agricoles décents sont offerts dans les entreprises et les services de soutien à l'entreprise qui contribuent à une économie locale florissante.

Mais les jeunes ne résisteront pas aux sirènes de la ville – même si nous savons que nombre d'entre eux n'y trouveront que la misère – à moins que la vie rurale n'exerce elle aussi une forte attraction.

Comment créer ces économies rurales dynamiques? Les programmes et les projets appuyés par le FIDA offrent aux petits agriculteurs et aux autres populations rurales pauvres la possibilité de devenir des entrepreneurs, dans le cadre de nouveaux marchés en pleine évolution. Notre travail consiste notamment à plaider en faveur de la réduction des coûts de transaction, à soutenir les organisations de producteurs ruraux, à assurer des services financiers abordables en milieu rural et à garantir l'accès des petits exploitants aux infrastructures, aux services d'utilité publique et à l'information. Il est par ailleurs essentiel d'inciter les partenaires à investir en faveur d'une bonne gouvernance.

Un autre élément des travaux menés par le FIDA en 2010, qui est tourné vers l'avenir, est le *Rapport sur la pauvreté rurale*. Il s'agit du recueil d'informations et de statistiques le plus à jour du monde sur la vie des populations rurales pauvres des pays en développement. Nous nous inspirons déjà, pour nos opérations, de ses conclusions, qui font mention de quatre étapes majeures dans la voie de l'élimination de la pauvreté et de la faim:

- aider les populations rurales pauvres à mieux gérer les risques auxquels elles sont confrontées;
- accroître durablement la production agricole, en tenant compte des effets notables que le changement climatique induit déjà;
- favoriser un accès équitable aux nouveaux marchés en constante évolution, en considérant les petits agriculteurs d'abord et avant tout comme des entrepreneurs; et
- encourager la création d'emplois ruraux non agricoles.

Pour y parvenir, il faut renforcer et élargir la collaboration entre tous les acteurs. Par conséquent, l'intérêt renouvelé pour les partenariats est un autre élément essentiel de notre ligne de conduite pour l'avenir. Au cours des prochaines années, nos partenaires de longue date continueront de jouer un rôle fondamental dans nos travaux. Mais, parallèlement, nous avons commencé à collaborer avec le secteur privé, constatant que la participation responsable du secteur privé est essentielle pour renforcer le potentiel économique en milieu rural.

Nous nous attachons aussi à forger des partenariats financiers novateurs afin d'accroître encore notre programme de travail. Le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, approuvé en 2010, en est un bon exemple. Grâce au prêt de plus de 285 millions d'EUR (soit environ 400 millions d'USD) et au don de 14,5 millions d'EUR octroyés par le Gouvernement espagnol, nous pourrions appliquer nos interventions à plus grande échelle tout en continuant à fournir aux petits agriculteurs un appui financier essentiel.

Les populations rurales pauvres sont elles-mêmes notre principal partenaire. Leurs savoirs et leurs avis constituent l'élément fondamental de toutes les stratégies visant à leur autonomisation. C'est la raison pour laquelle la participation au Forum paysan d'un nombre croissant de représentants d'organisations paysannes venant de chaque continent est si importante. En 2010 s'est tenue avec succès la troisième réunion mondiale du Forum paysan, qui a rassemblé 70 dirigeants d'organisations représentant des millions de petits exploitants. Environ 40% des participants étaient des femmes.

Les populations rurales pauvres et leurs partenaires se heurtent partout à des difficultés. Mais ces difficultés, qui nous obligent à concentrer notre action, offrent aussi de nouvelles possibilités. Nous savons que la petite agriculture peut être un élément moteur de la croissance économique dans les pays en développement, libérant ainsi des millions de personnes de la pauvreté, à condition d'être axée sur le marché, rentable et écologiquement viable. Il va nous falloir apprendre à vivre avec le changement climatique, et les cultivateurs des pays en développement doivent avoir les moyens de s'y adapter et de contribuer à en atténuer les effets.

Dans des pays comme le Brésil, le Ghana, la République-Unie de Tanzanie et le Viet Nam, nous constatons déjà que la petite agriculture est en mesure d'induire la croissance économique, ce qui me donne de l'espoir à l'approche de l'échéance de 2015. Je suis convaincu que les plus grands progrès dans la voie de l'élimination de la pauvreté et de la faim seront réalisés dans les pays qui ont donné aux cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance les outils et les moyens nécessaires pour qu'ils deviennent des petits entrepreneurs fiers et autonomes.



KANAYO F. NWANZE  
Président du FIDA







# Questions dictant les opérations du FIDA

L'année 2010 a été marquée par le changement et l'incertitude dans tous les domaines: fluctuations et hausses des prix, incertitudes économiques, phénomènes météorologiques extrêmes, et progrès technologiques et sociaux en dents de scie. Les populations rurales pauvres du monde sont les plus gravement touchées par les changements négatifs et, trop souvent, elles ont du mal à tirer parti des changements positifs, à savoir les technologies nouvelles qui leur faciliteraient la vie ou les débouchés qui leur permettraient d'augmenter leurs revenus.

Le FIDA travaille avec les populations rurales pauvres, femmes et hommes, pour renforcer leur adaptabilité et leur capacité à faire face aux faits nouveaux négatifs, tout en développant leur aptitude à exploiter les situations nouvelles et à saisir les occasions qui pourraient changer leur vie.

Dans l'ensemble, le Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010 sert de guide au Fonds pour ses opérations. Il trace son orientation et définit la manière dont il contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'Objectif 1, qui concerne l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim. Ce cadre définit les objectifs et les résultats du FIDA et énonce ses principes d'action, l'objectif général étant de donner aux ruraux pauvres, femmes et hommes, qui vivent dans les pays en développement les moyens d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Pour ce faire, le Fonds veille à ce que les ruraux pauvres aient un meilleur accès aux éléments suivants:

- ressources naturelles, notamment la terre et l'eau, ainsi que les pratiques améliorées de gestion et de conservation de ces ressources;
- techniques agricoles améliorées et services de production efficaces;
- large gamme de services financiers;
- marchés de produits et d'intrants agricoles transparents et concurrentiels;
- possibilités d'emploi rural non agricole et de création d'entreprise en milieu rural; et
- processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux et nationaux.

Notre travail repose sur six principes d'action:

- Nous mettons l'accent sur nos points forts dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, tout en nous employant avec nos partenaires

à répondre aux autres besoins des communautés rurales pauvres.

- Nous nous adressons à la fraction la plus pauvre et la plus vulnérable de la population rurale ayant la capacité de tirer parti des programmes et projets appuyés par le FIDA.
- Nous donnons des moyens d'action aux ruraux pauvres, femmes et hommes, à titre individuel ou collectif.
- Nous encourageons l'innovation et nous nous attachons avec nos partenaires à donner plus d'ampleur aux initiatives réussies.
- Nous cherchons par nos partenariats à accroître l'efficacité de nos interventions.
- Nous concevons et gérons nos programmes et projets dans une optique de qualité, d'impact et de durabilité.

Le présent chapitre traite des grandes questions que notre action vise à résoudre, s'agissant notamment de favoriser l'autonomisation des jeunes ruraux, d'améliorer la sécurité alimentaire, de créer des filières, d'encourager les investissements responsables dans l'agriculture et de permettre aux populations de faire face au changement climatique. Le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, qui donne une vue d'ensemble très détaillée de la situation actuelle en matière de pauvreté rurale, y est également présenté.

## Le Rapport sur la pauvreté rurale 2011

Un milliard de personnes vivent dans des conditions de pauvreté dans les zones rurales. Le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* décrit tant leur situation que les moyens d'y remédier.

Ce rapport, intitulé *Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération*, dresse un tableau détaillé de la pauvreté rurale, notamment de ses conséquences à l'échelle planétaire et des perspectives d'éradication. Il contient des témoignages émouvants de ruraux, femmes et hommes, du monde entier. Leurs observations et leurs avis permettent de mieux comprendre comment les gens tombent dans la pauvreté et luttent pour s'en libérer. Publié en décembre, ce rapport rend compte des changements importants survenus depuis la diffusion du rapport précédent en 2001.

Les populations rurales pauvres sont confrontées à d'innombrables risques, tant connus que nouveaux. Il est indiqué dans le rapport que, pour marquer

réellement des points dans la lutte contre la pauvreté rurale, il est essentiel de trouver des moyens plus efficaces de faire face à ces risques.

La petite agriculture, qui est trop souvent considérée comme le symbole même d'une pauvreté insurmontable, peut offrir le moyen d'en sortir. Le rapport insiste sur les possibilités que peuvent offrir les marchés nationaux de produits alimentaires à la prochaine génération d'agriculteurs. Il indique que la petite exploitation doit devenir à la fois plus productive et durable sur le plan environnemental et être capable de s'adapter aux effets du changement climatique.

Mais l'agriculture ne sortira pas tous les ruraux, femmes et hommes, de la pauvreté. L'économie non agricole leur offre de plus en plus de possibilités, liées à l'agriculture ou à d'autres éléments moteurs, inédits, de la croissance rurale. Le rapport met en lumière quatre principales voies, qui permettraient d'offrir des possibilités aux populations rurales pauvres:

- investir dans les zones rurales, afin que ces populations aient envie d'y vivre et d'y travailler;
- réduire les risques et aider les populations à les gérer;
- apporter à plus grande échelle un soutien à l'éducation et à l'acquisition de compétences dans le domaine rural; et
- renforcer les organisations rurales.

Pour de plus amples renseignements sur le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.ifad.org/rpr2011/index.htm>.

### **Les jeunes ruraux: agriculteurs et entrepreneurs de demain**

Plus de 1 milliard d'habitants de la planète ont aujourd'hui entre 15 et 24 ans: l'actuelle génération de jeunes est la plus nombreuse de l'histoire. Dans les pays en développement, où ils représentent environ 20% de la population, il leur incombera bientôt de nourrir leurs concitoyens et de construire l'économie de leur pays. C'est pour cette raison que le FIDA s'emploie à mobiliser l'énergie et la créativité des jeunes, femmes et hommes.

Cependant, la génération actuelle de jeunes ruraux est particulièrement à la merci du chômage, du sous-emploi, des conditions de travail scandaleuses et de l'exploitation pure et simple. La récession les a durement frappés – les taux mondiaux de chômage parmi les jeunes sont passés de 11,9% en 2007 à 13,0% en 2009. Souvent, les jeunes des zones rurales ne trouvent du travail que dans le secteur informel ou dans l'exploitation familiale, ce qui ne leur assure qu'un maigre revenu. La situation est particulièrement difficile pour les jeunes femmes.

Ne pas tirer parti de cette importante ressource potentielle nuirait autant aux personnes qu'aux pays. Ceux-ci ont besoin de jeunes agriculteurs pour accroître la production vivrière qui, selon les prévisions, devra

progresser de 70% dans les 40 prochaines années. Si les jeunes ne réussissent pas à trouver des moyens de subsistance, les pays devront faire face aux troubles qu'une génération frustrée, sans qualifications et sans espoir, pourrait provoquer.

En investissant en faveur des adolescents, les gouvernements peuvent les aider à exploiter leur potentiel. C'est pourquoi nous nous employons, en collaboration avec les pays, à aider les jeunes des deux sexes à acquérir une formation et à s'assurer un accès aux actifs. S'ils possèdent des compétences en matière de techniques agricoles modernes et de pratiques commerciales, les jeunes paysans et les travailleurs ruraux pourront mener leurs opérations de manière professionnelle, tout en augmentant durablement les rendements. Cela est essentiel au moment où les pays font face au changement climatique.

Pour réussir, les jeunes ruraux doivent avoir accès aux éléments suivants:

- compétences relatives aux nouvelles méthodes culturelles et aux techniques modernes;
- formation au commerce et à l'entrepreneuriat;
- appui à la création de microentreprises;
- stages d'apprentissage et expérience de bénévolat;
- accès aux facilités de crédit et autres services financiers; et
- services appropriés de conseil et de suivi de carrière.

Les Nations Unies ont proclamé l'Année internationale de la jeunesse, à compter du 12 août 2010. Le FIDA a accordé un don d'un montant de 300 000 USD à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour qu'elle évalue les programmes et les stratégies qui favorisent l'emploi des jeunes vivant en milieu rural dans des conditions décentes et productives. Cet examen portera sur les meilleures pratiques appliquées par le FIDA et les autres partenaires dans ce domaine, et donnera lieu à des recommandations en vue de concevoir des stratégies et des programmes améliorés.

Afin de souligner l'importance de l'investissement en faveur des jeunes ruraux, femmes et hommes, le FIDA organisera, dans le cadre du Conseil des gouverneurs de 2011, un groupe de haut niveau sur le thème "Nourrir les générations futures: jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères demain".

### **Sécurité alimentaire**

À la suite des crises alimentaire et économique mondiales, le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé plus de 1 milliard en 2009. Bien que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ait signalé que ce nombre avait légèrement diminué en 2010, la situation restera probablement instable. Il existe toujours un risque de crise, aggravé par la demande croissante de produits alimentaires et d'énergie, et par les incertitudes liées au changement climatique. L'ère des prix bas est

probablement terminée pour les produits alimentaires, ce qui aura de lourdes conséquences pour de nombreuses populations pauvres vivant dans des pays en développement. La sécurité alimentaire mondiale reste donc au centre des préoccupations internationales en matière de développement.

Tous les programmes et projets financés par le FIDA se rapportent d'une façon ou d'une autre à la sécurité alimentaire et, au sein des instances internationales, le Fonds joue un rôle de premier plan pour les questions de fond. Nous encourageons la petite exploitation, car elle offre la solution pour répondre à la demande mondiale accrue de produits alimentaires, moyennant des méthodes durables sur le plan environnemental qui tiennent également compte de la nutrition et des moyens de subsistance ruraux.

En 2010, nous avons pris part aux activités et événements suivants:

- Le Forum économique mondial et d'autres forums internationaux, dans le cadre desquels le FIDA continue de préconiser l'établissement de liens entre les petits exploitants et le secteur privé. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA, a été récemment nommé président du Conseil pour le programme mondial sur la sécurité alimentaire du Forum, qui vise à définir et à renforcer les interventions mondiales en période de crise alimentaire.
- À la suite de la demande formulée par le G 20 à sa réunion de Séoul en novembre, le FIDA collabore avec la FAO et d'autres organismes à un rapport qui sera présenté en mars 2011. Nous traitons essentiellement des outils et des politiques nécessaires pour atténuer les risques que présente la volatilité des prix des denrées alimentaires pour les agriculteurs et les autres populations rurales pauvres, et des moyens de rendre la petite agriculture plus résistante dans les pays en développement.
- Mettant à profit la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) menée en 2009, le FIDA a fait en sorte, en collaboration avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), que ce comité joue un rôle central dans la coordination mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Pour soutenir le travail du Secrétariat du CSA, nous avons détaché un membre de notre personnel et accordé un don d'un montant de 200 000 USD. Le personnel du FIDA a pris l'initiative de préparer un document intitulé *Régimes fonciers et investissements internationaux dans l'agriculture* pour une table ronde tenue à l'occasion de la trente-sixième session du CSA, en octobre.
- Le FIDA fait aussi partie du Comité de pilotage du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, un fonds fiduciaire multilatéral créé pour apporter un appui à plus grande échelle aux pays à faible revenu. Nous sommes l'une des sept institutions multilatérales désignées pour aider les

pays à concevoir et exécuter les projets financés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (voir page 53). Les principales caractéristiques de ce programme sont les faibles coûts administratifs, l'importance accordée aux besoins des agriculteurs et la participation du secteur privé. À la fin de 2010, un montant total de 925 millions d'USD avait été engagé par l'Australie, le Canada, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'Irlande et la République de Corée, ainsi que par la Fondation Bill et Melinda Gates.

### **Filières, services financiers ruraux et assurance pour les risques climatiques**

De plus en plus fréquemment, le FIDA finance des filières, à savoir les activités, les services, les équipements et l'information qui aident les agriculteurs à ajouter de la valeur à leurs produits et à atteindre les marchés. Les divers maillons des filières sont notamment les routes, les coopératives, les services financiers et commerciaux, les installations de traitement et l'information sur les prix.

Si les filières sont efficaces, les petits exploitants obtiennent un prix équitable pour leurs produits. La proportion de nos projets qui comprennent des filières a considérablement augmenté au cours des 12 dernières années – passant de 3% des projets de notre programme de travail en 1999, à 46% en 2009. Actuellement, nous appuyons:

- la création de groupements paysans, afin d'améliorer le pouvoir de négociation des producteurs, de gérer les produits en gros et de réduire les frais de transaction;
- le stockage à l'exploitation, de manière que les paysans puissent conserver une partie de leur récolte en attendant que les prix augmentent;
- l'agriculture sous contrat, qui repose sur un accord entre l'acheteur et le producteur définissant les conditions d'achat et de vente;
- les mécanismes de sous-traitance, qui lient les producteurs à des exploitations plus importantes ou à des installations de traitement;
- l'établissement de liens entre producteurs et transformateurs, ainsi que le développement des infrastructures; et
- la création de petites ou moyennes entreprises de transformation apportant une valeur ajoutée.

Selon des estimations récentes, 2,7 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services financiers formels. Par ailleurs, les communautés rurales ne bénéficient que de 10% des services financiers formels les plus élémentaires.

L'approbation de la Politique actualisée du FIDA en matière de finance rurale par le Conseil d'administration en 2009 a préparé le terrain pour les travaux qui ont été menés en 2010. Parmi les résultats obtenus figurent les "outils décisionnels" révisés,



destinés à aider le personnel chargé de l'exécution des projets de finance rurale. Ces outils donnent des renseignements généraux sur les questions clés, définissent les termes communément employés et soulignent les risques et les perspectives.

L'amélioration des services financiers ruraux est prioritaire dans toutes les régions où nous travaillons. En Afrique orientale et australe, par exemple, plus de la moitié des programmes et des projets que nous appuyons renforcent les services financiers (voir page 22). En Asie et dans le Pacifique, environ 70% des programmes et projets ayant fait l'objet de rapports en 2010 comportent des activités de microfinance (voir page 26).

Les petits exploitants sont particulièrement à la merci du mauvais temps. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes, tels que les inondations et les sécheresses, détruisent souvent les cultures, ce qui expose encore plus les communautés à la faim et les agriculteurs à la pauvreté. Le FIDA et le PAM ont travaillé en partenariat à la mise au point du mécanisme de gestion des risques climatiques, qui a pour objet d'améliorer l'accès des petits exploitants démunis à une assurance spécifique. Ce mécanisme propose aux agriculteurs une assurance fondée sur un indice météorologique, qui établit une corrélation entre l'assurance et les conditions climatiques locales, telles que la pluviométrie. Les versements peuvent être effectués pour l'ensemble d'un village en une seule fois, ce qui évite d'avoir à évaluer individuellement les pertes subies dans les champs.

En 2010, le mécanisme a mené à terme deux projets pilotes. En Éthiopie, une assurance indexée a été mise au point pour réduire les risques liés à la sécheresse que courent les producteurs de haricots. En Chine, la toute première application de l'assurance fondée sur l'indice météorologique a été conçue pour réduire la vulnérabilité des petits exploitants face à la sécheresse et aux vagues de chaleur. Le mécanisme de gestion des risques climatiques collabore aussi avec l'université de Wageningen (Pays-Bas) à une opération de cartographie, qui vise à déterminer la vulnérabilité de diverses cultures face aux aléas climatiques et météorologiques.

## **Changement climatique et gestion de l'eau et des ressources naturelles**

Les petits exploitants et les communautés rurales vivant dans des pays en développement constituent le groupe le plus menacé par le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Tributaires des précipitations et sans accès aux institutions et aux marchés, ils ne sont guère en mesure de faire face à des chocs tels que la flambée des prix des denrées alimentaires, les sécheresses ou les inondations. Les ressources hydriques sont soumises à des contraintes et à une concurrence de plus en plus dures, car la demande augmente aussi bien dans les sociétés riches

que dans les pauvres. Les dégâts causés aux écosystèmes ont pour effet de réduire encore plus les revenus des populations rurales pauvres et de compromettre leurs chances de sortir de la pauvreté.

Toutefois, s'ils bénéficient d'un soutien approprié, les petits exploitants peuvent jouer un rôle essentiel en assurant leur propre approvisionnement en produits alimentaires, combustible et plantes textiles, ainsi que celui des 9 milliards d'habitants, voire plus, que devrait compter notre planète en 2050. Ils nourrissent actuellement un tiers de l'humanité et sont d'importants gardiens de la biodiversité dans le monde entier. Ils jouent un rôle de premier plan dans la gestion des écosystèmes dans lesquels ils vivent et dont ils dépendent – terres arides, forêts et marécages –, qui servent aussi de bassins versants, de réservoirs à carbone et d'habitats pour la faune et la flore sauvages. Afin qu'ils puissent remplir leur futur rôle de producteurs de produits alimentaires et de gestionnaires des écosystèmes à l'échelle mondiale, il faut absolument aider les petits exploitants à utiliser leurs ressources naturelles de manière durable.

Les dons et les prêts du FIDA, auxquels s'ajoutent des dons du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), servent à financer des initiatives qui aident les communautés à restaurer et à protéger l'environnement, et soutiennent leurs efforts d'adaptation au changement climatique (voir page 50). Des méthodes efficaces favorisent l'autonomisation des femmes, les encourageant non seulement à participer, mais aussi à assumer des rôles de direction.

## **Gestion de la terre et de l'eau**

Le FIDA soutient des pratiques de gestion durable de la terre et de l'eau, qui contribuent à faire cesser, voire inverser, les phénomènes de dégradation des terres, de désertification, d'appauvrissement des ressources hydriques et de diminution de la qualité de l'eau. En Mongolie, où l'économie rurale repose sur le bétail élevé principalement par des ménages pauvres, le changement climatique et les pratiques d'utilisation de la terre et de l'eau exercent une pression trop forte sur les pâturages, ce qui nuit à la santé des animaux et à la productivité. En 2010, mettant à profit les enseignements tirés en République arabe syrienne et ailleurs, le FIDA a entrepris d'aider les groupements d'éleveurs de ces pays à utiliser de nouveau des techniques de gestion traditionnelles et durables. Un don complémentaire du FEM appuie un système novateur d'assurance indexée pour le bétail, qui vise à protéger les pasteurs des chocs liés aux intempéries et aux marchés.

Le paiement des services environnementaux, notamment la remise en état et l'entretien des bassins versants, constitue une importante source potentielle de financement, qui permettrait d'aider les communautés rurales à gérer leurs ressources naturelles et procurerait des avantages aux usagers de l'eau en aval ou à d'autres

communautés. Des techniques innovantes de promotion du paiement des services, dans le cadre de contrats de services environnementaux négociés avec des communautés pauvres, ont été mises à l'essai cette année en Afrique. Ces essais ont été financés par un don accordé par le FIDA en faveur du Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF), le système de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres (PRESA). Ce don est lié aux projets d'investissement du FIDA en Guinée, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. Des travaux analogues, menés en collaboration avec le CIRAF, sont en cours en Asie, où le programme RUPES-II (Programme de rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine) est actuellement mis en œuvre sur 15 sites en Chine, en Indonésie, au Népal, aux Philippines et au Viet Nam. Un enseignement essentiel peut être tiré: un paiement peut prendre aussi la forme d'une récompense ou d'une mesure d'incitation, comme l'octroi de droits fonciers sûrs.

Afin de promouvoir des pratiques de gestion de l'eau plus équitables et plus durables, le FIDA fait aussi partie d'une communauté de pratique mondiale, qui encourage les systèmes à usages multiples. Ces systèmes visent à créer des effets de synergie lorsque l'eau de sources différentes est utilisée à des fins différentes, par des personnes différentes et à des moments différents tout au long de l'année. Afin d'améliorer l'accès à l'eau potable dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, nous avons établi en 2010 un inventaire interne des acteurs, des organismes de financement et des opérateurs – une sorte d'annuaire de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène – destiné à aider les parties intéressées à l'échelon national à mobiliser des connaissances spécialisées qui complètent les nôtres.

La planification stratégique au niveau national est également importante. Le FIDA appuie le nouveau programme quinquennal de l'Azerbaïdjan, qui comprend un objectif stratégique visant à "améliorer la gestion des ressources naturelles pour une meilleure sécurité alimentaire". Ce programme garantira que des approches durables sous-tendent la formulation et la mise en œuvre des politiques et des activités de développement dans l'ensemble du pays.

### **Faire face au changement climatique**

Pour obtenir à cet égard des résultats à l'échelle mondiale, il faut favoriser le changement sur le terrain et à grande échelle. Afin de jouer le rôle qui leur incombe, les petits exploitants entrepreneurs ont besoin de fonds pour investir dans les savoirs et l'information. Ils ont aussi besoin de nouvelles technologies et de capitaux pour pouvoir adopter des pratiques s'adaptant au climat, telles que des semences et des systèmes de culture résistants à la sécheresse ou au sel.

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque, et l'agriculture est particulièrement vulnérable à ses conséquences, notamment les modifications de l'assolement, la perte de fertilité des sols et la diminution des disponibilités en eau<sup>1</sup>. Au Pérou, un projet appuyé par le FIDA, qui couvre une superficie de près de 78 000 kilomètres carrés sur le plateau des Andes, vise à aider plus de 21 000 familles cultivant des terres en forte pente à améliorer leur capacité d'adaptation à ces changements. Les paysans reçoivent des informations qui leur permettent de diversifier leurs cultures et de construire des murs en pierre et des terrasses pour lutter contre l'érosion. Par ailleurs, pendant la journée, les pierres emmagasinent la chaleur du soleil qu'elles restituent lentement au cours de la nuit, ce qui réduit le risque de gel et de perte des cultures. L'eau provenant des pluies imprévisibles et, fort heureusement, de la fonte des glaciers est recueillie dans des fosses nouvellement creusées et utilisée pour l'irrigation.

Les écosystèmes, qui jouent un rôle de régulateur du climat, ne suivant pas les frontières nationales, leur préservation et leur remise en état exigent aussi de coopérer à l'échelle régionale. La dégradation des vastes forêts marécageuses de tourbe d'Asie du Sud-Est, une importante réserve de carbone du sol et de biodiversité, est l'un des problèmes les plus graves de dégradation des écosystèmes auxquels les pays sont actuellement confrontés. Un don régional du FIDA-FEM aide l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à mettre en œuvre une stratégie visant à remédier à cette situation.

### **Favoriser la biodiversité**

Les pratiques agricoles et les systèmes de production vivrière durables reposent sur des écosystèmes en bonne santé, ainsi que sur les diverses espèces animales et végétales que ceux-ci abritent. Grâce aux dons accordés aux partenaires de recherche, et par le biais de projets d'investissement centrés sur des communautés paysannes pauvres, en particulier des femmes et des populations autochtones, le FIDA appuie une approche fondée sur les écosystèmes, qui considère la biodiversité comme étant une importante richesse naturelle des populations rurales pauvres. Cette année, les activités ont inclus un don de près de 1 million d'USD accordé par le FIDA à Bioersity International pour financer la conservation de la biodiversité agricole au niveau de l'exploitation; un don du FIDA-FEM pour financer des activités d'écotourisme en faveur des pauvres autour du lac Ba Be dans le nord du Viet Nam; et la promotion des pratiques agricoles de conservation (labour minimal) et de la culture de coton biologique dans la région semi-aride du Sertão au Brésil.

Le FIDA s'est associé à d'autres institutions des Nations Unies et à la communauté internationale pour

<sup>1</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, quatrième rapport d'évaluation, *Changements climatiques 2007: rapport de synthèse*, [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr.pdf).

commémorer l'Année internationale de la biodiversité. Nous avons aussi insisté sur le rôle joué par les populations rurales pauvres dans la conservation et la gestion de la biodiversité. Dans le cadre de forums internationaux, notamment la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Cancun, nous avons plaidé en faveur d'une "révolution encore plus verte", menée avec les petits exploitants. Elle permettrait de réaliser rapidement, à plus grande échelle, des investissements en faveur de méthodes agricoles durables qui augmentent les rendements et la capacité d'adaptation des moyens de subsistance, et améliorent l'environnement au lieu de le dégrader.

### Technologies nouvelles et gestion des savoirs

Les questions relatives à l'énergie en milieu rural, liées à l'agriculture, sont l'une de nos préoccupations constantes. Des travaux de recherche sur des biocarburants qui ne sont pas en concurrence avec la production vivrière sont en cours, tant dans des conditions semi-arides, en Inde, que dans des conditions plus humides, au Ghana. L'utilisation de déchets d'origine animale et végétale est à l'étude. Dans les zones rurales de Chine, par exemple, des "digesteurs de biogaz" – une méthode de transformation naturelle des matières organiques – fournissent l'énergie nécessaire à l'éclairage domestique dans plusieurs provinces. En Arménie et au Mozambique, les projets financés par le FIDA comprennent des activités d'électrification rurale, en dehors du réseau électrique, et mettent en place des conduites de gaz naturel.

Par le biais des communautés de pratique nationales, régionales et mondiales, le FIDA favorise le partage des savoirs, l'apprentissage et l'innovation, notamment les applications intelligentes des technologies de l'information et de la communication aux prévisions relatives à l'eau et aux conditions météorologiques. Nous appuyons le Programme d'amélioration de la gestion des eaux à usage agricole en Afrique orientale et australe (IMAWESA) – un réseau de spécialistes de l'eau d'Afrique orientale et australe.

Afin de coordonner son travail en matière de lutte contre la pauvreté, de changement climatique et de protection de l'environnement, le FIDA a créé au début de 2010 la Division environnement et climat. La Stratégie concernant le changement climatique, approuvée par le Conseil d'administration en avril, nous aidera à faire en sorte que nos investissements soient durables, en prenant en considération les besoins des communautés en vue de leur adaptation à l'évolution du climat. Des travaux ont également été engagés concernant la première Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA, qui vise à permettre aux populations rurales pauvres de gérer de manière durable leurs ressources naturelles.

### Régime foncier et investissement responsable dans l'agriculture

La concurrence pour la terre n'a jamais été aussi forte. Du fait de l'accroissement de la population mondiale, du changement climatique et du déclin de la fertilité des sols, les disponibilités en terres diminuent, alors que la population – et donc la demande – augmente. Sans sécurité de jouissance des terres, les agriculteurs démunis sont exposés à la faim et n'ont guère d'espoir de se libérer de la pauvreté. Améliorer leur accès à la terre et aux ressources productives est l'un des objectifs stratégiques du FIDA.

L'intérêt croissant manifesté par de gros investisseurs privés à l'égard des terres et de l'agriculture a suscité des préoccupations en ce qui concerne les droits des groupes vulnérables sur les terres et les ressources. Cependant, ces apports financiers pourraient contribuer à combler le déficit mondial des investissements agricoles. Afin de défendre les intérêts des communautés, tout en encourageant les investissements qui leur sont profitables, il faut veiller au bon équilibre de la structure des incitations. En 2010, nous avons poursuivi notre collaboration avec divers partenaires, afin d'encourager les investissements publics et privés responsables dans les terres et l'agriculture. Nous avons aussi contribué à ouvrir le débat sur cette question, tout en continuant à nous préoccuper des besoins des petits exploitants.

S'agissant des terres et de l'agriculture des pays en développement, nous considérons les petits exploitants, les petites entreprises agroalimentaires et les commerçants comme étant les principaux investisseurs. Plusieurs initiatives sont en cours au niveau international en vue d'encourager l'équité dans les négociations relatives à ces investissements:

- Nous collaborons avec la FAO, la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi qu'avec d'autres organismes, à l'élaboration des *Directives volontaires sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles* et des *Principes pour des investissements agricoles responsables qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources*. Les Directives volontaires s'inspirent du *Cadre et des Directives sur les politiques foncières en Afrique*, qui ont été élaborés avec l'appui financier et technique du FIDA, entre autres. Nous avons également appuyé la participation de groupements paysans et d'autres organisations de la société civile à ces initiatives.
- Avec la FAO, la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse, d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, la société civile et le secteur privé, nous avons participé à un atelier sur le thème "Terres, investissements et développement", organisé par le réseau de la Plateforme mondiale des donateurs pour le



développement rural, et animé une table ronde sur les régimes fonciers et les investissements internationaux, à l'occasion de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

- Le FIDA a présenté des exposés sur les investissements agricoles responsables devant divers sous-comités du Congrès des États-Unis d'Amérique.
- Le Président du FIDA a abordé directement la question des investissements responsables en avril, dans l'allocution qu'il a prononcée à la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur les politiques et l'administration foncières.

Au cours des années, nous avons soutenu des partenariats mutuellement bénéfiques entre les communautés rurales et les investisseurs extérieurs, dans le cadre de projets financés par le FIDA. En 2010, nous avons entrepris de partager les enseignements tirés, dans l'intérêt des populations rurales pauvres, femmes et hommes. Au Mozambique, nous avons engagé avec la FAO un processus d'apprentissage spécifique, afin de faciliter l'établissement de partenariats efficaces, avec l'appui des Gouvernements finlandais, néerlandais et suisse.

Avec la FAO et la DDC, le FIDA a également cofinancé deux rapports de l'Institut international pour l'environnement et le développement: *Making the Most of Agricultural Investment: a Survey of Business Models that Provide Opportunities for Smallholders* ("Exploiter au mieux les investissements agricoles: une analyse des modèles d'entreprise qui offrent des possibilités aux petits exploitants") et *Alternatives to Land Acquisitions: Agricultural Investment and Collaborative Business Models* ("Alternatives aux acquisitions de terres: investissements agricoles et modèles d'entreprise coopératifs"). Nous avons en outre assuré le financement d'un atelier international sur les modèles d'entreprise coopératifs.

### **Les questions de parité hommes-femmes dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles**

Dans les pays en développement, les femmes vivant en milieu rural remplissent les trois fonctions suivantes: travaux agricoles, tâches domestiques et emploi rémunéré. Elles travaillent souvent 16 heures par jour, beaucoup plus que les hommes. À l'échelle mondiale, la superficie moyenne des terres agricoles appartenant aux hommes est près de trois fois supérieure à la superficie moyenne de celles des femmes. Les inégalités entre les sexes qui persistent dans toutes les régions finissent par entraver le développement des femmes, de leur communauté et de leur pays. D'après des études de la Banque mondiale, si les femmes ne se heurtaient pas à tant d'obstacles, la production vivrière pourrait progresser de 10 à 20% dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

Surmonter ces obstacles était l'objectif de la réunion sur la participation des femmes rurales aux instances dirigeantes, qui s'est tenue en février, en même temps que la troisième réunion mondiale du Forum paysan au siège du FIDA. Soixante participants, dont 35 agricultrices, représentaient chaque continent. La réunion a permis de constater que l'accès aux biens productifs et aux débouchés économiques, ainsi que la diminution de la quantité et de la qualité des ressources naturelles, était la principale difficulté à laquelle se heurtaient les femmes, en tant qu'agricultrices et dirigeantes. Par ailleurs, les participants ont demandé que des quotas soient appliqués pour favoriser la participation des femmes aux organisations paysannes; il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour qu'elles aient davantage voix au chapitre et jouent un rôle plus important. Le renforcement des capacités techniques et de gestion a également été jugé prioritaire.

Une initiative menée conjointement avec la FAO en vue de renforcer les capacités à l'échelle régionale est financée par un don du FIDA d'un montant de 1,5 million d'USD. Elle vise à améliorer la gestion des savoirs sur la parité hommes-femmes, l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux. Le programme, qui est mis en œuvre dans les cinq régions, a appuyé des initiatives de renforcement des capacités, des activités de formation et des études.

L'autonomisation des femmes sur le plan économique et l'amélioration de la prise de décisions à tous les niveaux sont les premier et deuxième piliers de notre stratégie en faveur des femmes. Le troisième pilier concerne l'amélioration de leur bien-être et la réduction de leur charge de travail. La publication intitulée *Lightening the Load* ("Alléger le fardeau") préparée conjointement avec Practical Action Publishing et diffusée en 2010, traite de la question fondamentale des technologies et des pratiques à faible coefficient de main-d'œuvre à l'intention des femmes rurales.

Cette année, le Bureau de l'évaluation du FIDA a rendu compte de notre performance concernant la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. L'évaluation a confirmé le bien-fondé de notre approche stratégique. Elle a souligné le rôle fondamental que le FIDA a joué au fil des années en révisant les politiques relatives aux filières, de manière à offrir des possibilités aux femmes, et en mesurant les progrès accomplis. Mais elle a aussi souligné que d'autres progrès peuvent encore être réalisés, notamment en encourageant des solutions novatrices susceptibles d'être appliquées à plus grande échelle.

Redéfinir l'image des femmes rurales, qui ne seraient plus des bénéficiaires de l'aide mais des parties prenantes et des dirigeantes, est un autre objectif du FIDA. Nous soutenons pleinement la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies faite en septembre, selon laquelle l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes rurales sont essentielles

pour le développement économique et social, et pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

### Envois de fonds

Dépassant largement 350 milliards d'USD chaque année, le montant des fonds que les travailleurs migrants envoient chez eux, dans les pays en développement, est plus élevé que les investissements étrangers directs et l'aide au développement pris conjointement. En moyenne, 30 à 40% de ces envois sont destinés aux zones rurales. Ces fonds, qui servent à répondre aux besoins de base (nourriture, habillement et logement), sont essentiels pour libérer des millions de personnes de la pauvreté. Toutefois, leur réel potentiel de transformation réside dans leur investissement en faveur de l'éducation, des soins de santé et des petites entreprises.

Le FIDA gère un fonds multidonateur d'un montant de 18 millions d'USD, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF). Créé en 2006, le MFEF permet de financer la mise en place de services d'envois de fonds novateurs, rentables et aisément accessibles dans le monde entier. Ses projets et activités visent à :

- réduire le coût du transfert de cet argent durement gagné;
- assurer des services bancaires indispensables aux populations rurales qui ne sont pas desservies; et
- promouvoir l'investissement productif, en milieu rural, des capitaux des migrants dans leurs pays d'origine.

Le MFEF compte maintenant un réseau de plus de 150 partenaires sur le terrain, qui proviennent des secteurs privé et public et de la société civile. Ces institutions sont généralement des institutions de microfinance, des coopératives de crédit, des ONG et des opérateurs internationaux de transfert de fonds, mais aussi des banques commerciales, des banques coopératives et des prestataires de services financiers locaux. Pour chaque montant de 2 USD investi par le MFEF, les partenaires ont versé plus de 1 USD pour le financement complémentaire des projets. Son portefeuille comprend plus de 40 projets menés dans autant de pays, dans l'ensemble du monde en développement.

Les projets couronnés de succès financés par le MFEF ont entraîné d'importants changements pour les personnes qui envoient ou reçoivent des fonds :

- En Afrique de l'Ouest francophone, l'Union postale universelle a mis en relation près de 300 bureaux de poste avec des familles rurales destinataires d'envois de fonds, réduisant les délais de transfert de deux semaines à deux jours seulement. Avant que le projet n'entreprenne ses travaux, ces communautés n'avaient accès à aucun type de services bancaires.

- Au Népal, le Centre de microfinance a formé le personnel de dix institutions de microfinance, leur enseignant comment offrir aux familles des travailleurs migrants de sept districts des produits et des services financiers ciblés, liés aux envois de fonds. Parallèlement, il a organisé des cours d'éducation financière à l'intention de 1 000 familles de travailleurs migrants.
- CamCCUL, la ligue des caisses populaires coopératives du Cameroun, a réduit de 17% en moyenne les coûts afférents à l'envoi et à la réception de fonds dans 24 zones rurales. Parmi ces localités, 80% n'avaient jamais été reliées à un système de transfert de fonds. En 18 mois seulement, 1,7 million d'USD ont été reçus et envoyés, tandis que le montant de l'épargne progressait de 12%.
- En utilisant un réseau de transfert de fonds en ligne, Oxfam Novib a mis en relation 5 000 migrants éthiopiens vivant aux États-Unis d'Amérique avec plus de 3 000 bénéficiaires dans leur pays d'origine.

La page du site du FIDA consacrée aux publications du MFEF présente en ligne une vue d'ensemble complète des résultats qu'il a permis d'obtenir de 2006 à 2010: <http://www.ifad.org/remittances/publications.htm>.

### Peuples autochtones

Les peuples autochtones qui, selon les estimations, comptent 370 millions de personnes, vivent dans plus de 70 pays du monde entier. Isolés, vulnérables et défavorisés, ils représentent environ 5% de la population mondiale, mais 15% des pauvres. Ils jouent un rôle essentiel en tant que gardiens des ressources naturelles, et connaissent parfaitement leur environnement. La politique du FIDA en matière d'engagement auprès des peuples autochtones prend en compte leur patrimoine et leurs particularismes culturels, qui sont leurs atouts.

Depuis notre création, nous avons appuyé quelque 140 programmes de développement rural dont les principaux partenaires et parties prenantes étaient des peuples autochtones. Au cours des sept dernières années, nous avons consacré environ 20% des prêts annuels à des initiatives associant des peuples autochtones, principalement en Asie et en Amérique latine. Nous soutenons également le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (voir page 50).

En 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé 12 projets financés par des prêts et des dons (en Afrique, Asie et Amérique latine, à raison de quatre par région), qui visaient à aider les peuples autochtones et tribaux, les minorités ethniques et les pasteurs.

D'après les données ventilées relatives à neuf projets, le financement total dont ont bénéficié les peuples autochtones s'élève à environ 106 millions d'USD. Ces initiatives sont axées sur le développement agricole,

le développement de l'élevage, le renforcement des capacités au sein des communautés, et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité.

À titre d'exemple, au Mali, le FIDA appuie un programme de développement rural qui permet d'accroître les revenus des peuples nomades en améliorant la productivité du cheptel. Ce programme renforce aussi les capacités nécessaires pour définir, planifier et exécuter des activités associant la population nomade kel tamasheq (connue aussi sous le nom de "Touaregs") et le peuple peul.

Dans la région de la *comarca* Ngöbe-Buglé au Panama, la santé a été l'un des centres d'intérêt de notre travail, dans le cadre d'un projet qui a commencé en 2003 et devrait s'achever en 2011. Après l'adoption, dans les hôpitaux et les communautés, de pratiques d'hygiène sexuelle adaptées à la culture locale, le nombre de nouveau-nés enregistrés dans les hôpitaux a plus que doublé. Les visites prénatales ont plus que quintuplé, passant d'environ 3 700 en 2006 à plus de 20 000 en 2008. La mortalité liée à la maternité et l'incidence du VIH ont aussi diminué. Ce même projet a contribué à l'alphabétisation de plus de 1 600 personnes, et renforcé quelque 125 microentreprises, créant à peu près 250 emplois.

Un projet appuyé par le FIDA en Inde, travaillant avec des peuples autochtones, a été reconnu par le gouvernement comme un modèle de développement, du fait de son approche constructive de l'autonomisation. Ce projet, exécuté dans la région du Nord-Est, met l'accent sur les interventions dictées par la demande qui respectent les savoirs autochtones. Grâce à l'importance accordée à l'horticulture et aux cultures pérennes, la plupart des ménages participants, qui souffraient d'insécurité alimentaire pendant trois à quatre mois par an, sont maintenant en situation d'autosuffisance ou de quasi-autosuffisance alimentaires pendant toute l'année.

## Institutions rurales

Les institutions rurales jouent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable. Elles favorisent l'autonomisation des populations rurales pauvres en leur permettant d'avoir accès aux services, aux techniques et aux marchés, et d'influer sur les politiques en se faisant entendre collectivement. Elles favorisent également la cohésion et la stabilité sociales. Ces organisations comprennent des groupements de paysans, de producteurs et d'usagers de l'eau; des associations de travailleurs ruraux; des groupements d'épargne et des coopératives de crédit; et des groupes autonomes, souvent formés de femmes et de jeunes.

En 2010, des travaux ont été entrepris pour renforcer les institutions rurales dans le cadre de deux dons importants. Ces dons, d'un montant de 1,5 million d'USD chacun, ont été octroyés au Centre international

de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et au CIRAF.

Le FIDA est déterminé à améliorer l'analyse institutionnelle au cours de la conception des projets, et à renforcer les institutions et les organisations pendant l'exécution. Cette démarche permet d'améliorer les interventions du programme, compte tenu des besoins et des capacités des populations rurales pauvres. Dans le cadre de ce processus, nous avons publié en 2008 un ouvrage de référence intitulé *Analyse institutionnelle et organisationnelle du changement en faveur des pauvres: relever le défi du Millénaire du FIDA*. En 2009 et en 2010, nous avons appliqué les principes qui y sont énoncés dans les opérations sur le terrain appuyées par le FIDA, en utilisant des méthodes participatives.

En novembre 2010, nous avons rendu un rapport sur l'application sur le terrain, récapitulant les expériences menées auprès d'institutions rurales dans 14 pays. Ce rapport a été établi en collaboration avec le Fonds belge pour la sécurité alimentaire. Il servira de point de départ à un document de synthèse, qui sera ensuite utilisé pour préparer des directives à l'intention des décideurs et des spécialistes. Sur ce même thème, le partenariat permanent du FIDA avec la FAO a débouché en 2010 sur une publication conjointe intitulée *Learning from Good Practices in Building Agricultural and Rural Development Institutions* ("Tirer des enseignements des bonnes pratiques appliquées pour mettre en place des institutions de développement rural et agricole"). Cette étude rend compte des expériences réussies en matière de création d'institutions efficaces, qui permettent aux populations rurales d'améliorer leurs moyens de subsistance.

Au cours de l'année, nous avons aussi renforcé notre collaboration dans ce domaine avec d'autres institutions, telles que le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), le PAM, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et la Banque mondiale. Nous avons pris part à deux réunions déterminantes – la première réunion intercontinentale du GFRAS à Viña del Mar (Chili), en novembre, et l'atelier sur les partenariats ouverts pour la recherche agronomique en faveur du développement, qui s'est tenu à Nairobi en février – dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD).

Nous tenons à jour un site web sur les institutions rurales où sont présentés des documents et des pratiques performantes concernant l'analyse et le renforcement des institutions. Il contient aussi des liens vers d'autres sources d'information sur les institutions, et est utilisé par les agents d'exécution des projets dans les pays partenaires, par les équipes chargées de la conception des projets et par des universités: <http://www.ifad.org/english/institutions/index.htm>.





# Programme de travail pour 2010

L'année 2010 était la première année de la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du FIDA (voir page 62), qui s'achèvera en 2012. Au cours de ces trois années, nous visons à augmenter le montant de nos nouveaux engagements de 50%, et à élargir et renforcer l'impact des programmes et projets que nous appuyons. Les États membres nous ont donné les ressources et le mandat nécessaires pour jouer un rôle concret et dynamique dans l'accélération des investissements mondiaux en faveur du développement de la petite exploitation, ce qui suppose notamment de mobiliser de nouvelles ressources et de nouveaux partenaires.

La progression notable des cofinancements mobilisés au cours de l'année a confirmé que nous étions sur la bonne voie. Les cofinancements provenant de cofinanceurs externes et de sources nationales ont augmenté d'environ 140% par rapport à 2009, atteignant au total 1,6 milliard d'USD. Cette progression s'est vérifiée pour tous les types de cofinancement, qu'il s'agisse de sources nationales, multilatérales et bilatérales ou d'ONG. En comptant le financement des programmes et projets assuré par le FIDA, les ressources mobilisées se sont élevées à 2,4 milliards d'USD, soit environ 80% de plus que le montant total pour 2009. Par ailleurs, les décaissements ont atteint le chiffre record de 457,6 millions d'USD.

À la fin de l'année, le FIDA finançait au total 234 programmes et projets en cours d'exécution dans 91 pays et un territoire. Nos investissements dans ces activités se chiffraient à 4,2 milliards d'USD. Les cofinancements et les fonds provenant de sources nationales s'élevaient à 4,5 milliards d'USD, portant la valeur totale de ces programmes et projets à 8,7 milliards d'USD. Selon les estimations, 100 millions de ruraux pauvres devraient en bénéficier.

Dans le courant de l'année, le Conseil a approuvé 33 nouveaux programmes et projets, appuyés par des prêts et des dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD). Les dons au titre du CSD et les prêts à des conditions particulièrement favorables ont représenté environ 85% du montant total approuvé. La plus grande partie des nouveaux financements destinés aux programmes et projets a été allouée à deux régions d'Afrique subsaharienne – l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et l'Afrique orientale et australe – qui, conjointement, ont reçu plus de 50% des investissements de 2010 (graphique 12). (De plus amples renseignements figurent dans le chapitre sur les données relatives au financement et la mobilisation des ressources.)

Pour 2011, le FIDA propose un programme indicatif de travail prévoyant de nouveaux engagements d'un montant de 1 milliard d'USD, au titre de prêts et de dons. Outre ce montant, des engagements de 500 millions d'USD, qui seront mobilisés sans puiser dans nos ressources ordinaires, seront gérés directement par le FIDA.



## Nombre de programmes et projets en cours par région et par pays à la fin de 2010

234 programmes et projets  
91 pays et un territoire

### ■ Afrique de l'Ouest et du Centre

54 projets  
22 pays

### ■ Afrique orientale et australe

50 projets  
16 pays

### ■ Asie et Pacifique

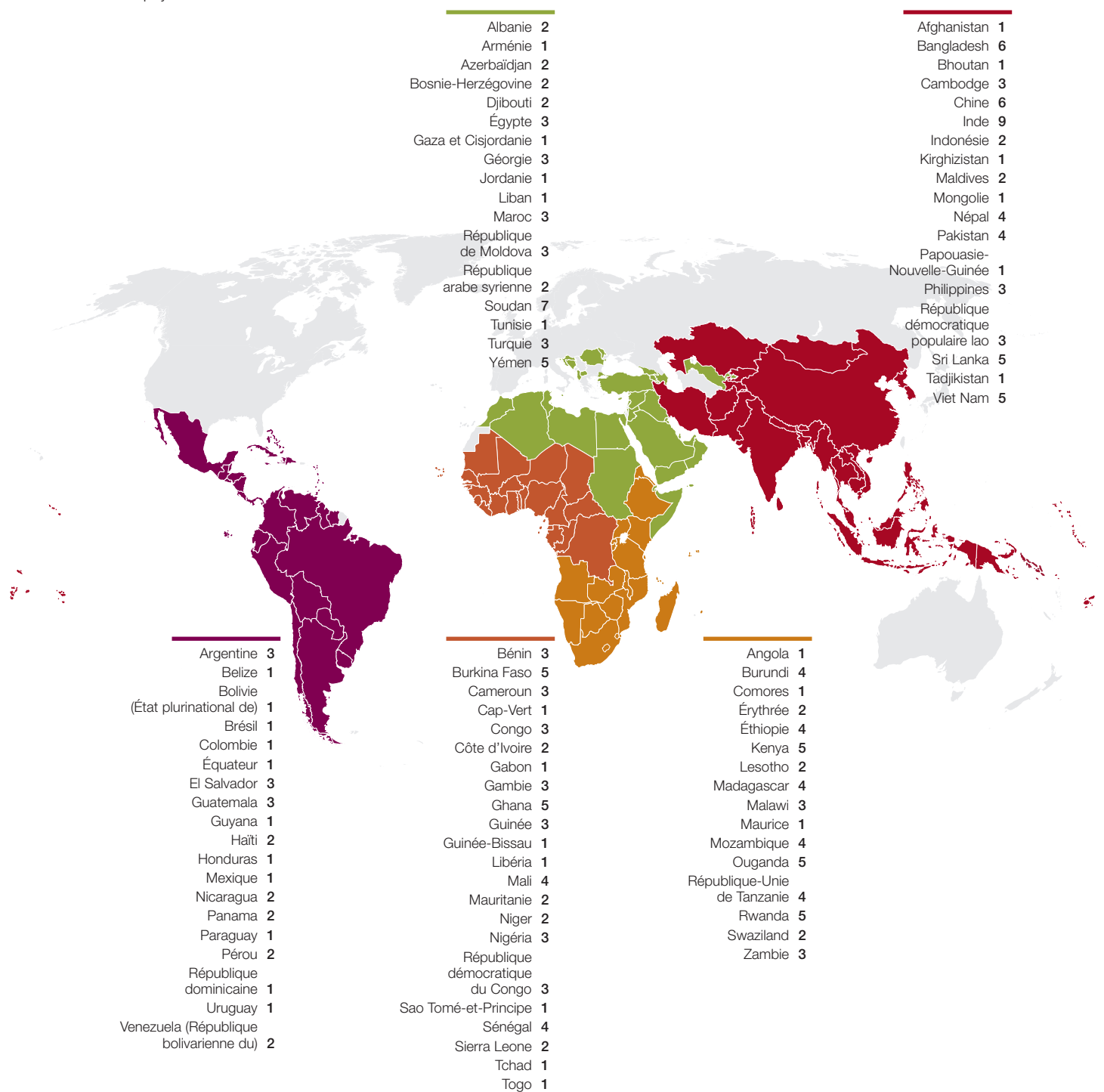
58 projets  
18 pays

### ■ Amérique latine et Caraïbes

30 projets  
19 pays

### ■ Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

42 projets  
16 pays et un territoire





## Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

### Vue d'ensemble

L'Afrique de l'Ouest et du Centre figure parmi les régions les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. La population totale de la région compte environ 482 millions de personnes, dont quelque 55% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'environ 52% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>2</sup>. On constate dans l'ensemble une amélioration de la stabilité sociale et politique, mais dans certains pays de la région les séquelles des conflits armés ont eu des répercussions sur la vie d'environ 200 millions de personnes démunies.

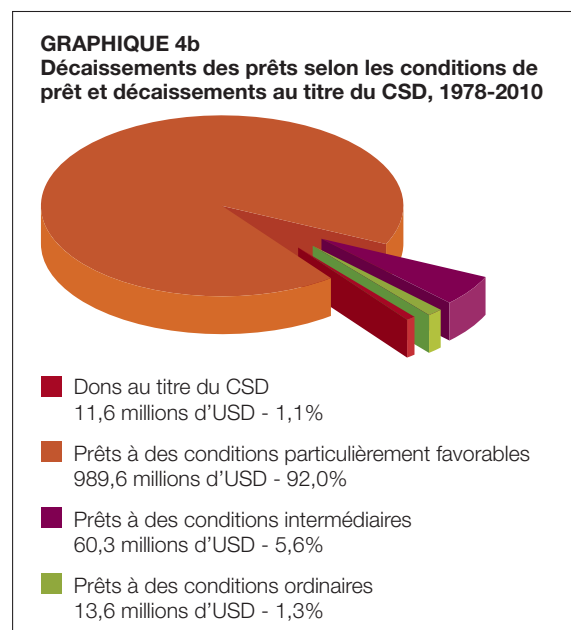
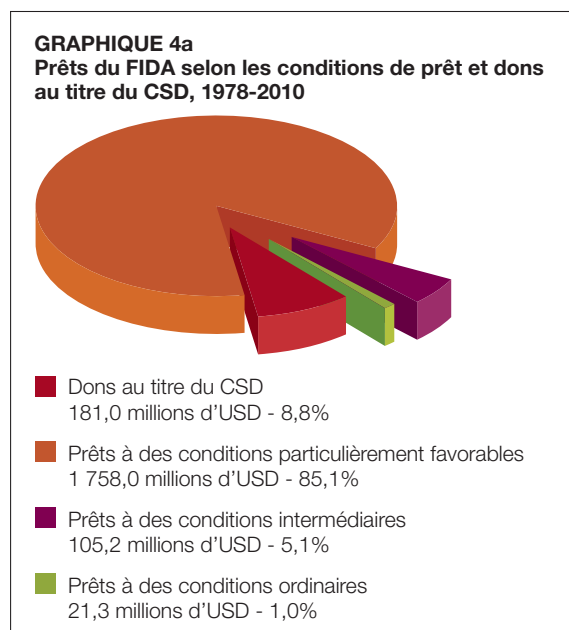
La taille, le climat et le profil économique des pays que nous appuyons diffèrent largement. Néanmoins, et bien que cette région soit plus urbanisée que le reste de l'Afrique subsaharienne, l'agriculture reste le moyen de subsistance le plus important dans l'ensemble des 24 pays. Toutefois, la production agricole locale n'a pas progressé au même rythme que la demande au cours des 20 dernières années, ce qui a des conséquences pour la sécurité alimentaire et la balance des paiements. En moyenne, les pays importent environ 20% de leurs besoins en céréales, notamment en riz.

Depuis le début de la hausse des prix des denrées alimentaires, les taux de croissance agricole ont augmenté, dépassant 4% dans la plupart des pays.

Pour la majorité des pays de la région, cette progression est essentiellement due à l'accroissement de la superficie cultivée, et non au recours à la technologie sur les terres existantes, ce qui est le cas d'une manière générale en Asie et en Amérique latine. Par conséquent, ces pays pourraient dans une large mesure donner un coup de fouet à leur productivité s'ils adoptaient et adaptaient les technologies nouvelles mises au point dans d'autres régions.

En 2009, du fait du ralentissement économique mondial, la croissance du PIB a diminué dans tous les pays par rapport à 2008. Cependant, les perspectives de reprise sont bonnes. Si la stabilité politique se maintient, tous les pays devraient voir leur croissance s'accélérer en 2010 et en 2011 et se situer dans une fourchette allant de 4 à 10%. Toutefois, dans la plupart des pays, il reste extrêmement difficile d'exploiter la croissance pour réduire effectivement la pauvreté, en particulier dans le contexte de l'accroissement rapide de la main-d'œuvre jeune. Il n'existe pas toujours de corrélation entre les taux de croissance et les progrès accomplis dans la réalisation des OMD ou la réduction des taux de pauvreté rurale. Les pays exportateurs de pétrole, comme la Guinée équatoriale, le Nigéria et le Tchad, ont des recettes publiques et des taux de croissance relativement élevés, mais leurs progrès dans la réalisation des OMD ont en fait fléchi au cours des cinq dernières années.

En revanche, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali et la Sierra Leone ont enregistré une croissance relativement élevée et accompli des progrès satisfaisants par rapport aux OMD. Ils ont obtenu ces résultats grâce à des politiques publiques qui favorisent généralement une combinaison de conditions propices aux investissements nationaux et étrangers dans tous les secteurs, avec notamment une part plus élevée des dépenses publiques consacrée à l'agriculture.



<sup>2</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, la Guinée équatoriale n'a pas été incluse dans le calcul des pourcentages de pauvreté.

## Travaux et résultats en 2010

Nos travaux dans la région ont pour objectifs principaux:

- la gestion des ressources naturelles;
- la finance rurale et le développement des microentreprises;
- les marchés agricoles et l'emploi rural non agricole; et
- les processus politiques locaux et nationaux.

Répondre aux besoins des femmes et des jeunes est une préoccupation commune dans l'ensemble de la région, compte tenu en particulier de l'augmentation du nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail.

### Gestion des ressources naturelles

La dégradation des ressources naturelles porte atteinte aux moyens de subsistance des populations rurales pauvres dans le monde entier. Au Mali, les variations climatiques de plus en plus fortes ont une incidence sur les cycles naturels des crues et sur la croissance du *bourgou*, une importante plante fourragère destinée au bétail. Les programmes appuyés par le FIDA appliquent deux techniques pour remettre en état les pâturages dégradés. Les paysans épandent les semences à la volée en juin et en juillet, et transplantent les boutures provenant des herbages irrigués. Environ 240 hectares de pâturages de *bourgou* ont été remis en état. En outre, un projet d'irrigation a été mis en place par des agriculteurs pour redonner vie aux pâturages. Les revenus des ménages et la sécurité alimentaire s'en sont trouvés améliorés, et l'écosystème rural a retrouvé son équilibre.

Au Bénin, le FIDA finance les travaux menés par le Ministère de la pêche pour remettre en état les lieux de ponte dans les eaux peu profondes du lac Ahémé.

Les populations de poissons avaient diminué depuis la mise en service du barrage de Nangbéto en 1987. Ce phénomène avait poussé certains pêcheurs à adopter des pratiques non durables, qui avaient eu pour effet de réduire encore plus les populations halieutiques et de détruire les mangroves ainsi que d'autres éléments de biodiversité.

Le programme a ciblé trois communautés. Les participants ont planté des pieux pour empêcher les pêcheurs de s'aventurer dans des zones réservées au frai. Dans le même temps, plus de 900 000 alevins ont été relâchés dans les réservoirs à des fins de repeuplement. Des bateaux et des filets ont été distribués, et des mangroves ont été plantées le long de 110 hectares de littoral.

### Finance rurale et développement des microentreprises

La démarche que nous adoptons pour diversifier le portefeuille des initiatives de finance rurale dans la région a énormément évolué ces dernières années. Nous associons maintenant des approches novatrices à un appui en faveur de projets durables. En Gambie, un projet de finance rurale mobilise des groupements villageois traditionnels pour atteindre des hommes, des femmes et surtout des jeunes démunis, qui pourraient devenir des clients des services de microfinance. Les premières associations villageoises d'épargne et de crédit ont été appuyées par le FIDA à la fin des années 1980, en collaboration avec la Banque allemande de développement (KfW). En janvier 2010, il y avait 74 associations villageoises d'épargne et de crédit dans le pays, dont les trois quarts étaient pleinement opérationnelles. Quinze d'entre elles ont bénéficié d'une formation, de matériel nouveau et d'équipements au cours de l'année. Une association faitière régionale a aussi été créée.

Certaines associations orientent leurs activités vers des services de transfert de fonds, comme l'agence de Brufut, qui s'est associée à Ecobank pour les transferts de fonds Western Union. En mars 2010, les transferts mensuels s'élevaient en moyenne à 4 200 USD, montant suffisant pour laisser entrevoir les avantages concrets que des opérations et des partenariats novateurs comme celui-ci pourraient apporter aux associations villageoises rurales d'épargne et de crédit.

Du fait de l'élargissement du réseau d'associations, le secteur de la microfinance est devenu plus professionnel, grâce également à la création d'un département de microfinance au sein de la Banque centrale. Ce département supervise les aspects de la microfinance ayant trait aux réglementations et aux politiques, ainsi que la mise en place d'un centre qui assure le renforcement des capacités pour tous les organismes liés à la microfinance.

La guerre civile qui a sévi en Sierra Leone pendant une décennie a entraîné le pays au bord de la ruine,

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 54 programmes et projets en cours dans 22 pays de la région à la fin de 2010;
- 777,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- cinq nouveaux programmes et projets pour le Cameroun, le Mali, le Niger, le Tchad et le Togo, pour un investissement total du FIDA de 95,1 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 57,3 millions d'USD accordé pour des programmes et projets en cours au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria, à Sao Tomé-et-Principe et en Sierra Leone; et
- quatre nouveaux programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) axés sur les résultats pour la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone.

provoquant l'effondrement de son niveau de vie et le plaçant en bas de l'échelle du classement selon l'indice de développement humain des Nations Unies. Alors que les services financiers sont des éléments essentiels pour reconstruire le pays et garantir une transition sans heurt vers une économie durable, rares sont les microentrepreneurs qui ont accès à des services de crédit ou d'épargne de base. La situation est encore plus grave dans les zones rurales où il n'existe pratiquement pas d'intermédiaires financiers.

Un programme financé par le FIDA met en place sept banques communautaires et 30 associations de services financiers dans les quatre districts de l'Est (Koinadugu, Kono, Kailahun et Kenema). Ce programme repose sur un modèle que le FIDA a mis au point et appliqué avec succès au Bénin pendant plus de dix ans. Servant essentiellement de petites banques villageoises qui répondent aux besoins de très petites entreprises, les associations se constituent des fonds propres et offrent du microcrédit. Les clients peuvent obtenir des prêts de 250 USD au maximum, selon leurs antécédents en matière de crédit. Ils utilisent ces fonds pour acheter des semences et des engrais ou pour payer les frais de scolarité.

#### **Marchés agricoles et emploi rural non agricole**

Pour passer de l'agriculture de subsistance à la gestion d'activités commerciales viables, les petits exploitants doivent avoir accès aux marchés, où ils peuvent à la fois acheter des intrants, comme les semences et les engrais, et vendre leurs produits à un prix équitable.

À Sao Tomé-et-Principe, un programme financé par le FIDA, qui travaille avec des producteurs de cacao et d'autres groupes, a continué d'enregistrer des résultats remarquables en 2010. Deux coopératives d'agriculteurs ont atteint leurs objectifs en matière d'exportation de cacao sec – 450 tonnes de cacao certifié "biologique" et 74 tonnes de cacao certifié "équitable" – malgré la très grave sécheresse qui a frappé le pays. Les activités du programme ont également démarré dans neuf nouvelles communautés du Nord, produisant du cacao certifié "équitable" et exportant 40 tonnes en 2010.

Le programme a aussi réalisé des progrès concernant la participation des femmes aux filières. Environ 30% des membres du conseil d'administration de la Coopérative pour l'exportation et la commercialisation du cacao biologique sont des femmes. Elles participent activement à toutes les décisions prises par la coopérative. C'est aussi une femme qui est à la tête du comité de gestion, dont le budget total s'est élevé à environ 100 000 EUR en 2010.

Au Ghana, un programme de commercialisation axé sur les racines et tubercules a permis de remettre à niveau les techniques de traitement et d'améliorer les compétences commerciales des petits transformateurs, en particulier pour les produits tirés du manioc, anciens

et nouveaux. Le programme a créé des centres de bonnes pratiques où les dérivés du manioc sont traités. Chacun d'eux est utilisé par 30 à 60 transformateurs, qui sont pour la plupart des femmes. Grâce à ces centres, l'assainissement et l'hygiène se sont nettement améliorés, et les femmes ont réalisé des bénéfices beaucoup plus importants. Ils sont également utilisés comme lieux de démonstration et d'apprentissage. Plus de 200 transformateurs ont eu accès à ces centres et plus de 900 entrepreneurs ont reçu une formation en création d'entreprises et en commercialisation.

#### **Processus politiques locaux et nationaux**

Les programmes menés dans la région appuient le développement économique et social à l'échelon local et national. En particulier, ils aident les femmes, les hommes et les jeunes appartenant aux populations rurales pauvres à prendre part à la vie locale et nationale, moyennant l'acquisition de compétences de base en matière commerciale, organisationnelle et de plaidoyer.

Un programme appuyé par le FIDA en Mauritanie, qui encourage la mise en valeur durable des oasis, a renforcé les capacités de 65 organisations paysannes en matière de gestion participative, avec notamment un soutien technique. Cette initiative permettra aux organisations d'exercer pleinement leurs prérogatives, gérant et protégeant les ressources naturelles dans le respect des lois et des réglementations.

Au Niger, nous appuyons un projet axé spécifiquement sur la promotion des initiatives locales destinées à favoriser le développement dans le département d'Aguié. Ce projet, qui a démarré ses travaux en 2005, se terminera en 2013. Les activités de renforcement des capacités progressent de manière satisfaisante, avec l'établissement et la mise à jour de plans de développement collectifs, et une réelle participation des parties prenantes, notamment des municipalités. Sur les 266 communes rurales du Niger, 225 ont établi des plans. Le projet facilite aussi l'identification, accompagnée du renforcement de leurs capacités, des acteurs locaux (parmi lesquels des ONG, des opérateurs privés et des groupes de jeunes diplômés sans emploi), qui pourraient se spécialiser dans la prestation de "services de création d'entreprises", afin d'aider les communes à établir et exécuter leurs plans.

## Récit recueilli sur le terrain

### Manioc: transformer une culture de subsistance en culture de rente au Ghana

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, quelque 600 millions d'habitants dépendent du manioc. En Afrique de l'Ouest et du Centre, c'est l'un des principaux aliments de base. Ses feuilles servent de légume, et sa racine riche en amidon peut être consommée crue ou cuite, ou transformée en farine ou autres dérivés: *gari*, *foufou*, *miondo* et *mintouba*, pour n'en citer que quelques-uns. Pourtant, malgré son importance pour l'alimentation, le manioc a rarement été produit dans la région à une échelle lui permettant de devenir une culture commerciale de valeur.

Au Ghana, le FIDA est l'une des principales institutions soutenant la production, la transformation et la commercialisation du manioc. L'une des caractéristiques innovantes du programme national que nous finançons est l'attention accordée à l'expérimentation et à la distribution de nouvelles variétés. Plus de 750 000 agriculteurs les ont plantées, et beaucoup ont participé aux 35 réunions pratiques pour agriculteurs organisées dans tout le pays. Celles-ci permettent aux groupements d'agriculteurs, pour la plupart constitués de femmes, de mettre à l'essai des pratiques agricoles améliorées et des variétés nouvelles. Les participants s'engagent ensuite à transmettre leurs connaissances à d'autres agriculteurs.

Le programme a également aidé les participants à diversifier leur production pour y inclure des dérivés du manioc, tels que la farine de qualité supérieure, qui peut remplacer le blé dans la fabrication de pain, de snacks et de biscuits. Il a formé aux divers usages de la farine de

manioc des centaines de transformateurs, notamment des boulangers et pâtisseries de 67 districts.

Cependant, le succès s'accompagne souvent de nouveaux défis.

“On a assisté à un accroissement de la production sans toutefois que cela se traduise par un accroissement des recettes pour les agriculteurs”, explique Akwasi Adjei Adjekum, coordonnateur national du programme au Ghana. Les bas prix dus aux disponibilités accrues ont dissuadé les agriculteurs de produire du manioc.

Par conséquent, le FIDA se concentre désormais sur toute la filière du manioc – production, transformation et commercialisation – afin de trouver un équilibre entre transformateurs et disponibilités de manioc. Nous avons contribué à relier 60 groupements d'agriculteurs aux marchés par l'intermédiaire des transformateurs, au sein de leurs communautés, et formé 167 groupements de transformateurs à l'utilisation des produits, à la création d'entreprises et à la commercialisation. Dans toutes les zones du programme, le manioc est devenu une culture commerciale produite à l'échelle industrielle et même exportée – un succès impressionnant pour un modeste aliment de base.

Des ouvriers épluchent et lavent le manioc pour la société Josma Agro Industries Ltd. à Mampong.

Ghana: Programme d'amélioration et de commercialisation des racines et tubercules

©FIDA/N.K. Acquah





## Afrique orientale et australe

21 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

### Vue d'ensemble

Bien que le ralentissement économique mondial n'ait pas frappé l'Afrique orientale et australe aussi durement que prévu, les pays ayant des liens plus étroits avec les marchés mondiaux ont tout de même subi de graves chocs. Les pays à revenu intermédiaire de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana et la Namibie, ont enregistré une nette régression de nombreux indicateurs économiques déterminants. L'Afrique du Sud a perdu 900 000 emplois, la production minière et la production manufacturière ayant souffert du recul de 20% de la demande extérieure.

En 2010, l'Afrique orientale a été de nouveau frappée par des sécheresses persistantes, en particulier en Éthiopie, au Kenya et dans le nord de l'Ouganda. Les rendements du maïs ont diminué d'un tiers, la mortalité du bétail est devenue endémique et la production d'énergie hydroélectrique a été réduite.

Il était prévu que les taux de croissance économique remontent lentement en 2010. La croissance de l'Afrique orientale devait progresser de 1%, passant de 4,1% en 2009 à 5,1% en 2010. L'Afrique australe comptait sur une nette reprise, avec des taux de croissance passant de moins 1,4% à 4,1% au cours de la même période. Toutefois, ces résultats dépendaient en grande partie de la capacité d'adaptation de

l'économie sud-africaine et de l'ampleur de la demande de pétrole angolais.

La population totale de la région est d'environ 316 millions de personnes, dont quelque 70,4% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'environ 54% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>3</sup>.

Les difficultés ci-dessus ont dans l'ensemble nui à la réalisation des OMD, et les chiffres globaux pour la région restent catastrophiques. En Afrique orientale et australe, le pourcentage de la population qui souffre de la faim est plus élevé que dans toute autre région du monde, et 13 pays de la région sont situés dans le dernier tiers du classement selon l'indice de la faim dans le monde. Le Burundi était le seul pays du monde où la population souffrant de la faim était plus nombreuse en 2009 qu'en 1990.

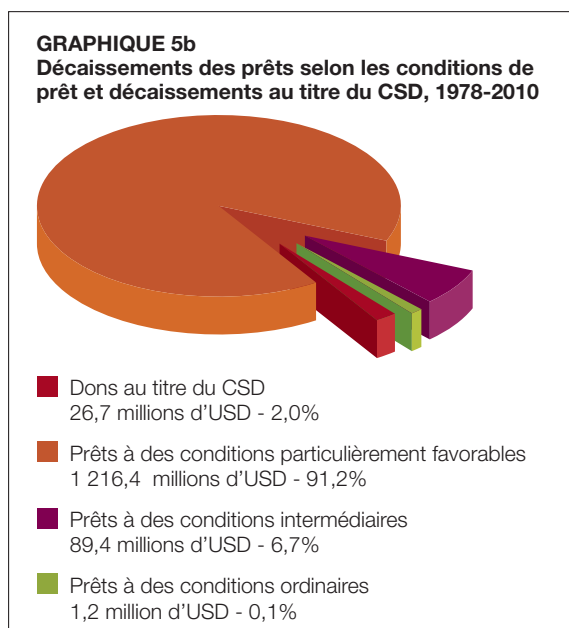
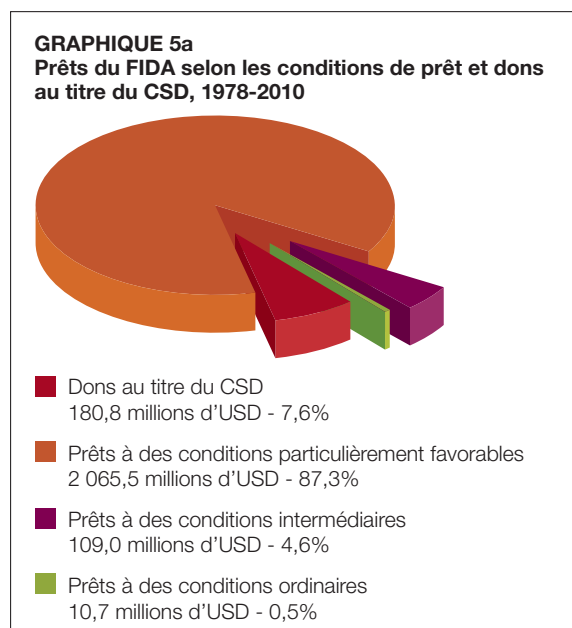
### Travaux et résultats en 2010

Au cours de l'année, nous avons continué de nous attacher à renforcer:

- l'accès aux ressources naturelles et leur gestion;
- les technologies agricoles améliorées et les services de production efficaces;
- les services financiers;
- les marchés de produits et d'intrants agricoles transparents et concurrentiels, de plus en plus souvent dans le cadre de filières; et
- l'emploi non agricole et la création d'entreprises.

### L'accès aux ressources naturelles et leur gestion

L'accès à des terres et à des sources d'eau convenant à l'agriculture, la foresterie et le pâturage, ainsi qu'à



<sup>3</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, les pays ci-après n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages de pauvreté: Érythrée, Maurice et Zimbabwe.

l'usage domestique, est fondamental si l'on veut éliminer la pauvreté rurale. Permettre aux populations rurales pauvres d'obtenir un accès sûr et à long terme aux ressources naturelles et renforcer leurs droits fonciers sont donc des éléments essentiels de notre travail. Nous appuyons aussi des programmes de conservation des sols et de reboisement. Ceux-ci sont particulièrement importants, attendu que la région doit faire face aux effets du changement climatique et que l'agriculture pluviale est la pratique la plus répandue.

Le FIDA finance une initiative de reboisement à grande échelle sur le mont Kenya, s'efforçant de freiner l'érosion qui résulte du déboisement et des pratiques agricoles inadaptées. Depuis le début des activités en 2004, le projet a planté 3 millions de semis. La population locale, sans appui direct du projet, en a également planté 3 millions. En moyenne, environ 85% des gaules survivent.

Plus de 200 000 semis d'espèces locales ont été plantés sur plus de 150 kilomètres de berges, pour stabiliser la pente. Cette initiative est vitale dans cette zone, qui est extrêmement vulnérable au changement climatique. Plus de 500 pépinières ont bénéficié d'un appui, soit plus du double du nombre prévu à l'origine.

Le projet s'emploie aussi à encourager la jeune génération à adopter des principes éthiques en matière de conservation. Il a inscrit près de 900 écoles de la zone du projet à un programme scolaire de reverdissement. Les élèves reçoivent des semis, qu'ils replantent sur leurs exploitations familiales.

### **Technologies agricoles améliorées et services de production efficaces**

L'appui que nous apportons aux communautés rurales pauvres consiste entre autres à travailler avec les gouvernements et avec nos partenaires, pour aider les agriculteurs à apprendre de nouvelles technologies et à avoir accès à des intrants améliorés. L'augmentation de la productivité qui en résulte permet d'améliorer

l'alimentation des familles, de dégager des excédents commercialisables et d'accroître les revenus familiaux et le bien-être.

En Ouganda, la production d'huile de tournesol a donné à de nombreuses familles le moyen de se libérer de la pauvreté. Le succès de cette initiative est d'autant plus remarquable qu'elle a été menée dans des zones qui avaient été auparavant dévastées par le conflit armé et par des déplacements internes généralisés. Depuis 1999, le nombre d'agriculteurs participants est passé de 5 000 à plus de 200 000, ce qui représente 25% de la population des districts desservis par le projet. La superficie plantée en tournesol a été multipliée par près de 40, atteignant plus de 81 000 hectares en 2008.

Les marges bénéficiaires brutes des agriculteurs les plus performants ont été estimées à 230 USD par hectare. En réinvestissant le produit de la vente des graines, de l'huile et des tourteaux de tournesol, de nombreux agriculteurs ont créé de nouveaux flux de revenus tirés de l'apiculture, de l'aviculture et de la production porcine, ainsi que du commerce et du transport. La production accrue de matières premières a également permis de développer la production d'huile artisanale. Les familles qui participent au projet consomment davantage d'huile de tournesol, améliorant leur alimentation et leur santé.

### **Une large gamme de services financiers**

Les services financiers sont essentiels pour accroître la production et l'efficacité des populations rurales pauvres de la région. Les zones rurales manquent cruellement de produits de prêt adéquats pour financer l'achat d'intrants, de crédits qui permettent aux paysans de livrer leurs marchandises au marché en temps voulu, et de produits d'épargne qui les aident à accumuler du capital. C'est pourquoi plus de la moitié des programmes et projets appuyés par le FIDA dans la région renforcent les services financiers.

Il est particulièrement difficile pour les populations rurales pauvres, femmes et hommes, d'obtenir du crédit. Le FIDA a pour politique d'encourager les institutions de microfinance à utiliser les lignes de crédit des programmes et projets pour attirer les banques commerciales vers le secteur rural. La première phase de l'initiative de microfinance que nous avons lancée en Éthiopie en 2003 vient de s'achever, obtenant des résultats impressionnants. Le nombre de clients a été multiplié par quatre, atteignant 2,2 millions, soit une fois et demie l'objectif initial. L'encours des prêts a été multiplié par 14, et le montant moyen des prêts par quatre. Par ailleurs, malgré cette forte expansion du portefeuille, le pourcentage de prêts présentant un risque de non-paiement a été réduit de 7,6% au début du programme à 4% quatre ans plus tard. Les lignes de crédit du programme ont représenté plus de 11% de l'ensemble des prêts accordés par les 26 institutions de microfinance officiellement reconnues dans le pays.

### **Éléments marquants de la gestion du portefeuille**

- 50 programmes et projets en cours dans 16 pays de la région à la fin de 2010;
- 1 010,3 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- huit nouveaux programmes et projets pour le Botswana, le Burundi, l'Érythrée, le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda (2) et la République-Unie de Tanzanie, pour un investissement total du FIDA de 265,5 millions d'USD; et
- financement supplémentaire d'un montant de 1,0 million d'USD accordé pour un programme en cours en Zambie.

Cette initiative pionnière a prouvé aux banques commerciales la viabilité des activités de prêt au secteur de la microfinance rurale en Éthiopie.

### **Marchés de produits et d'intrants agricoles transparents et concurrentiels**

Les agriculteurs ne peuvent pas pratiquer une agriculture autre que de subsistance s'ils ne disposent pas de marchés situés à proximité où acheter des intrants, tels que les semences et les engrais, et vendre leurs produits. L'amélioration de l'infrastructure de marché et des réseaux de routes de desserte est donc un élément clé de notre travail dans la région.

Grâce aux importants progrès réalisés en matière de commercialisation, sous la conduite du gouvernement et avec l'appui du FIDA, les pêcheurs qui exploitent les fonds de pêche poissonneux au large des côtes mozambicaines vendent davantage de poisson et gagnent plus d'argent. La construction de plus de 450 kilomètres de routes reliant les villages de pêcheurs au réseau routier national permet désormais aux populations d'acheminer le poisson au marché plus rapidement. Les prises sont livrées aux trois nouveaux marchés de poisson, qui sont tous équipés de machines à glace. Par conséquent, du fait de l'amélioration des conditions d'hygiène et de la qualité du poisson, les pêcheurs peuvent en demander un prix plus élevé. D'après l'étude d'impact à mi-parcours réalisée en 2005, les recettes avaient augmenté de 16% depuis le début des activités en 2002. La proportion de ménages propriétaires de bicyclettes avait aussi progressé de 15%, et celle des participants au projet qui estimaient être parvenus à la sécurité alimentaire avait doublé, atteignant plus de 30%. Le succès du projet a été tel qu'il sera mis en œuvre à une plus grande échelle, dans le cadre d'une deuxième phase, afin de couvrir tout le littoral du pays. Le nouveau projet a été approuvé en décembre 2010. Il mettra surtout l'accent sur les aspects liés à la commercialisation et sur l'accroissement de la valeur ajoutée des prises.

### **Emploi non agricole et création d'entreprises**

Les petits exploitants doivent disposer d'une certaine latitude pour gagner leur vie, et le travail non agricole ou indépendant représente souvent leur "marge de survie". Une petite entreprise peut rapporter suffisamment d'argent pour éviter aux membres de la famille – les jeunes en particulier – de migrer. Nous les aidons en apportant un appui pour le démarrage des microentreprises et en permettant aux populations rurales pauvres d'acquérir les compétences nécessaires à une activité commerciale rentable.

Il est particulièrement difficile pour les jeunes, femmes et hommes, de trouver du travail dans les pays sortant d'un conflit. Au Rwanda, de nombreux jeunes sont doublement vulnérables, du fait qu'ils ont perdu leurs parents lors du génocide de 1994. Le FIDA appuie

un projet qui cherche à accroître les possibilités d'emploi non agricole offertes aux jeunes, femmes et hommes, vivant dans les zones rurales, et en particulier aux orphelins. Depuis qu'elle a été lancée, en 2004, cette initiative a assuré des cours d'alphabétisation dans plus de 8 500 entreprises rurales, dépassant l'objectif initial fixé à 4 000 environ. Les comités de gestion de plus de 800 coopératives ont bénéficié d'une formation en comptabilité et en administration. En outre, près de 6 000 jeunes, dont plus de la moitié sont des femmes, ont suivi des stages d'apprentissage, essentiellement pour apprendre la couture, la confection et le travail du bois. Parmi les participants au projet qui ont travaillé comme apprentis, 86% ont soit trouvé un emploi, soit créé leur propre affaire.

### **Participation aux processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et des budgets**

Souvent, les communautés rurales isolées n'ont guère voix au chapitre pour ce qui est de l'élaboration des politiques. Dans le cadre de notre appui au développement économique et social, nous aidons les populations rurales pauvres à renforcer leur capacité à prendre part à la vie locale et nationale, moyennant l'acquisition de compétences de base en matière commerciale, organisationnelle et de plaidoyer.

En République-Unie de Tanzanie, la transformation des systèmes de commercialisation agricole est l'un des objectifs de l'important effort déployé par le gouvernement pour remanier les cadres réglementaires, législatifs et d'action, tant au niveau local que national. À l'échelon local, un projet financé par le FIDA, qui s'est associé à cette initiative, a accordé des fonds à 16 districts, afin qu'ils recrutent des juristes chargés de rédiger des réglementations en matière fiscale, d'entreprendre des réformes de la fiscalité et d'évaluer leur impact. Plusieurs districts ont adopté des réglementations qui ont favorisé l'augmentation des recettes, tout en répartissant plus équitablement la charge fiscale parmi la population. Les recettes fiscales ont considérablement augmenté – de 350% dans le district de Mbarali, de 230% dans celui de Mbozi et de 110% dans celui de Mbinga. Les conseils locaux ont utilisé ces recettes pour acheter du matériel d'irrigation, mettre en place des parcelles de démonstration et acheter des motocyclettes pour les agents de vulgarisation.

## Récit recueilli sur le terrain

### Établir un lien entre la coopération économique et la réconciliation au Rwanda

Alors que le Rwanda continue de se rétablir après le génocide de 1994, sa reprise économique est soutenue par une croissance du PIB atteignant 6%. Le FIDA aide les petits exploitants – en particulier les ménages dirigés par une femme – à tirer avantage de cette croissance et à renforcer leur sécurité sur le plan financier, en améliorant leur accès à la terre et en développant leurs liens avec les marchés. La privatisation des plantations de thé publiques, intervenue après le génocide, et leur redistribution aux agriculteurs offrent des possibilités. L'une de ces plantations se trouve à Nshili, dans le sud-est du Rwanda.

“Lorsque j'étais enfant, je venais ici”, déclare Bernadette Mukamazimpaka, une mère de cinq enfants, âgée de 35 ans. Pendant ses vacances scolaires, Bernadette travaillait: elle mesurait les champs. Mais elle a perdu toute sa famille au moment du génocide et, comme d'autres survivants, elle ne savait pas comment aller de l'avant.

En 1997, dans le cadre d'un programme national de reconstruction visant à former des agriculteurs, Bernadette a commencé à travailler de nouveau dans la production de thé. La première étape consistait à régénérer les plants de thé qui avaient été abandonnés. Mais les profits étaient faibles, car l'usine la plus proche se trouvait à 50 kilomètres.

En 2003, le Projet de développement des cultures de rente et d'exportation, qui bénéficie du soutien du FIDA, a commencé à travailler avec les producteurs de thé pour améliorer leurs rendements et les aider à

obtenir des services financiers et à s'assurer un accès sûr à leurs terres. Le projet a aidé Bernadette et ses collègues agriculteurs à former un collectif. En 2008, une nouvelle usine, financée par le secteur privé, a été ouverte à Nshili. Le projet a aidé les coopératives d'agriculteurs à s'assurer une participation financière de 15% dans l'usine.

Bien que Bernadette ait été promue au poste d'aide-comptable, elle cultive aussi du thé sur son hectare de terre. “Je sais maintenant que je pourrai compter sur une récolte qui nous permettra de tenir le coup, ma famille et moi”, dit-elle. Elle envisage aujourd'hui de suivre des cours universitaires par correspondance pendant les week-ends.

“Les programmes de coopération menés ici favorisent l'unité et la réconciliation des populations”, déclare-t-elle. “Les producteurs de thé se regroupent parce qu'ils ont pour objectif de réaliser des profits.” La solidarité entre agriculteurs reposant sur des accords de crédit, et non sur une loyauté ethnique, Bernadette a espoir que la communauté évitera les conflits.

Les cueilleurs de thé reçoivent de l'usine à thé, dont ils sont copropriétaires, environ 2 USD pour 40 kilos de thé récolté dans les plantations de leur coopérative à Nshili.

Rwanda: Projet de développement des cultures de rente et d'exportation

©FIDA/S. Beccio





## Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga et Viet Nam.

### Vue d'ensemble

En 2010, les économies de la région Asie et Pacifique ont continué d'enregistrer des résultats meilleurs que prévu, ce qui est en grande partie dû à des exportations soutenues, à une forte demande du secteur privé et aux mesures d'incitation des gouvernements. Au moment de la rédaction de ce document, le PIB escompté pour l'ensemble de la région devait atteindre 7,9%, chiffre supérieur aux 7,5% prévus en début d'année. Contrairement à la situation de 2009, ces perspectives plus favorables sont assez générales et concernent la plupart des sous-régions. Toutefois, les incertitudes pesant sur l'environnement mondial invitent à la prudence, et les prévisions concernant le PIB pour 2011 sont établies à 7,3%.

Parmi les nouvelles difficultés rencontrées dans la région figurent le recul continu de la part de l'agriculture dans le PIB, l'aggravation de la situation en matière de

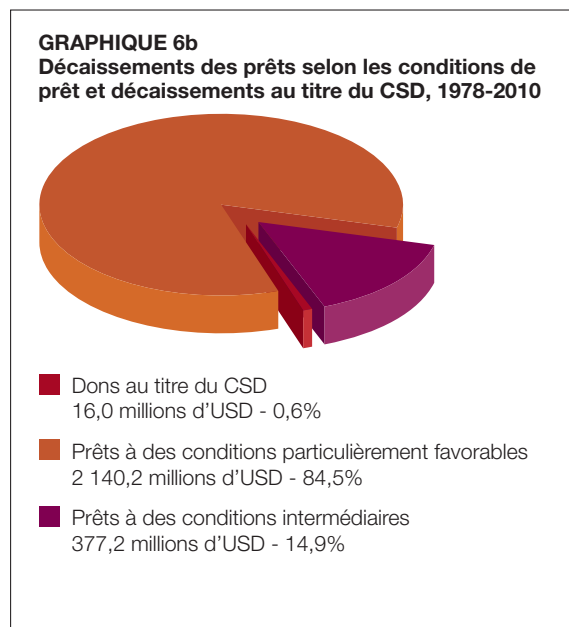
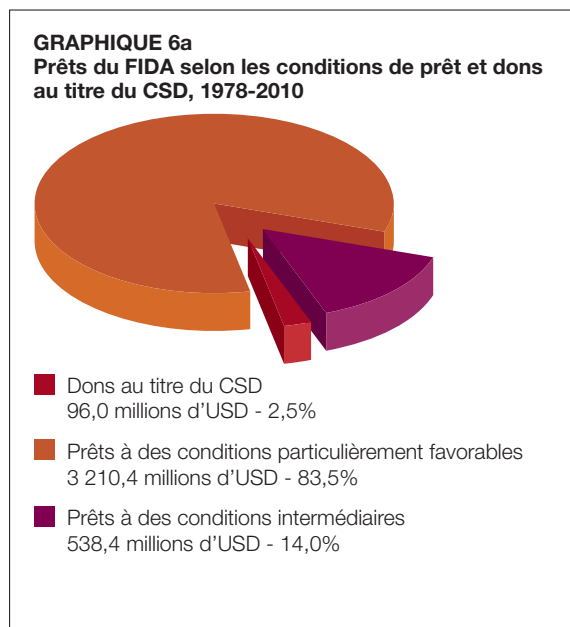
sécurité en Afghanistan et au Pakistan, et les prix des denrées alimentaires qui demeurent relativement élevés et instables. D'après des études récentes, les prix des produits alimentaires resteront élevés. Plusieurs facteurs structurels expliquent cette situation: l'accroissement démographique, le relèvement des revenus, les nouvelles habitudes alimentaires, l'appauvrissement des ressources naturelles et les effets probablement dommageables du changement climatique sur la production vivrière. En conséquence, il faut sans plus attendre:

- accroître les investissements dans les infrastructures rurales – telles que les routes rurales et les réseaux d'irrigation;
- stimuler l'accroissement de la productivité agricole grâce à des technologies durables; et
- appuyer les petits exploitants, moyennant des politiques et des programmes leur permettant de bénéficier de prix plus élevés et de nouveaux débouchés.

La population totale de la région est d'environ 3 704 millions de personnes, dont quelque 62% vivent dans des zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'environ 28% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>4, 5</sup>.

### Travaux et résultats en 2010

Nos interventions dans la région ont été axées en 2010 sur les objectifs définis dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010 (voir page 5).



<sup>4</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, les pays ci-après n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages de pauvreté: Afghanistan, Îles Marshall, Îles Salomon, Fidji, Kiribati, Maldives, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Samoa et Tonga.

<sup>5</sup> Si les données relatives à la Chine étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 2 350 millions de personnes, dont environ 62% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime que quelque 35% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour. Si les données relatives à la Chine et à l'Inde étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 1 135 millions de personnes, dont environ 54% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime que quelque 27% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour.

### Gestion des ressources naturelles

Le FIDA finance actuellement environ 20 programmes et projets qui visent, en collaboration avec les populations rurales pauvres, à améliorer l'utilisation des ressources naturelles dans la région et à lutter contre les usages abusifs. Renforcer l'accès des populations aux ressources sur lesquelles reposent leurs moyens de subsistance et promouvoir des pratiques de gestion durable du sol, de l'eau, des forêts, des pâturages et des parcours sont des objectifs primordiaux.

Les résultats observés en 2010 ont indiqué que l'essentiel des ressources investies en faveur de la gestion des ressources naturelles – près de 40% – était destiné à appuyer des activités de conservation du sol et de l'eau. Treize projets ont assuré la formation de plus de 63 000 personnes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Le nombre le plus élevé de bénéficiaires a été enregistré au Népal, où plus de 14 000 personnes ont été formées et plus de 700 nouveaux groupes ont été créés en vue d'améliorer les pratiques appliquées. Dans le même temps, les projets menés en Indonésie et au Népal ont assuré à près de 10 000 familles un accès sûr et à long terme aux ressources naturelles ou aux forêts.

### Technologies agricoles et services de production

Le fait d'enseigner des techniques agricoles nouvelles ou améliorées aux populations rurales pauvres, femmes et hommes, leur offre de nouvelles solutions et leur donne la possibilité de pratiquer une agriculture autre que de subsistance. D'après les données indiquées pour 2010, les allocations de fonds en faveur de la vulgarisation agricole ont été fortement majorées, atteignant 74 millions d'USD, afin que la diffusion par les projets de technologies nouvelles aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux producteurs des zones reculées soit plus efficace.

Une formation a été assurée dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la production halieutique (dans les eaux intérieures et en mer). Aux Philippines,

un rapport de recherche sur les ressources aquatiques du lac Mainit a obtenu un prix. Ce lac, situé sur l'île de Mindanao, est le quatrième plus grand et plus profond lac des Philippines. Le rapport est le fruit de la collaboration entre un projet appuyé par le FIDA et l'administration municipale locale. Il a permis d'évaluer les populations de poissons et la dynamique des stocks. Il sera utilisé comme point de départ pour formuler un plan détaillé de gestion des pêches pour le lac.

Dans la région, le suivi et l'évaluation des projets financés par le FIDA sont améliorés, en vue de mesurer le pourcentage d'agriculteurs formés qui adoptent effectivement de nouvelles technologies et le pourcentage de ceux qui font état d'un accroissement de leur production. Certains projets communiquent déjà leurs résultats de cette manière, en ayant recours à des enquêtes et à des entretiens. Un projet récemment achevé en République démocratique populaire lao a signalé qu'environ 67% des ménages participants avaient adopté une ou plusieurs technologies recommandées. Parmi les participants au projet interrogés, 57% avaient vu leur production agricole augmenter et 61% avaient signalé un accroissement du nombre de têtes de bétail.

### Services financiers ruraux

Cette question continue d'être une priorité absolue pour le FIDA, qui possède plusieurs années d'expérience en matière d'appui au développement des services financiers ruraux. Les résultats observés en 2010 ont indiqué qu'environ 70% des projets de la région comprenaient des activités de microfinance. Les institutions de microfinance de la deuxième génération sont de plus en plus liées aux organismes financiers formels, tels que les banques agricoles et nationales. Il y a donc davantage de fonds disponibles pour le démarrage des entreprises en milieu rural et pour les investissements dans les petites exploitations.

La State Bank of India a décerné un prix à un projet appuyé par le FIDA dans l'Uttaranchal. Ce projet a mis plus de la moitié des groupes d'autoassistance existants en relation avec des institutions financières formelles (plus de 1 800 groupes sur un nombre total supérieur à 3 500). La banque a également approuvé 97% des demandes de crédit de trésorerie présentées par les groupes d'autoassistance, ce qui représente une proportion considérable.

Dans les groupes d'autoassistance, les femmes sont largement majoritaires. Favoriser l'autonomisation des femmes sur le plan économique améliore leur vie, ainsi que celle de leur famille et de leur communauté. En outre, les groupes assurent souvent des cours d'alphabétisation et une formation en puériculture et hygiène.

### Marchés agricoles

La construction de routes praticables par tout temps est une première étape essentielle pour relier les

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 58 programmes et projets en cours dans 18 pays de la région à la fin de 2010;
- 1 336,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- sept nouveaux programmes et projets pour le Bangladesh, le Bhoutan, les Îles Salomon, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam (2), pour un investissement total du FIDA de 184,2 millions d'USD; et
- financement supplémentaire d'un montant de 10,0 millions d'USD accordé pour un projet en cours au Bangladesh.

communautés rurales isolées au centre du district le plus proche. Les agriculteurs peuvent transporter leurs excédents et les vendre directement, en évitant les intermédiaires et en négociant les prix sur place. De bonnes routes favorisent aussi la concurrence entre les sociétés de transport privées, ce qui entraîne une baisse des tarifs pour la population locale.

Dans l'ensemble de la région Asie et Pacifique, 13 programmes et projets en cours visent à développer les réseaux de routes d'accès aux exploitations. Au cours des deux dernières années, environ 650 kilomètres de routes ont été construits ou remis en état au Bangladesh, au Bhoutan, en Indonésie, en République démocratique populaire lao, à Sri Lanka et au Viet Nam. En République démocratique populaire lao, 93% de la population de la zone cible du programme se trouve désormais à cinq heures de route au maximum du centre du district local. Ce pourcentage a presque doublé depuis le début du programme, en 2006.

Les programmes et projets intensifient aussi la construction de marchés et d'entrepôts. Onze projets ont construit 145 marchés et 22 installations de stockage dans neuf pays. Le fait d'emmagasiner les récoltes dans de bonnes conditions permet de réduire les déchets et de vendre lorsque le prix est intéressant.

Outre les travaux d'infrastructure, nous appuyons aussi de plus en plus des interventions "moins lourdes" visant à renforcer l'accès des producteurs aux marchés. Plus de 22 000 ruraux démunis ont reçu une formation en techniques de postproduction, de transformation et de commercialisation, afin qu'ils puissent ajouter de la valeur à leurs marchandises et en obtenir le meilleur prix.

### **Emploi non agricole et création d'entreprises**

Nos programmes et projets assurent aux populations rurales pauvres une formation et des services concernant la création d'entreprises, qui les aident à mettre sur pied des microentreprises ou des petites et moyennes entreprises leur permettant de diversifier leurs sources de revenus. Des activités commerciales viables offrent des possibilités d'emploi pour les membres de la famille et pour d'autres ruraux, dynamisant l'économie rurale et ralentissant l'émigration vers les villes.

Au Bangladesh, nous appuyons un projet qui est entièrement axé sur le développement des entreprises et la création d'emplois. Grâce à cette activité, plus de 125 000 personnes ont eu accès aux prêts bancaires, ce qui leur a permis d'investir dans leurs entreprises. Au Viet Nam, plus de 3 000 femmes et hommes ont bénéficié d'une brève formation qualifiante, grâce à laquelle 90% d'entre eux ont trouvé un emploi de longue durée. En Mongolie, plus de 2 000 personnes ont reçu une formation professionnelle en coiffure, confection, boulangerie et autres activités. On leur a également fourni le matériel nécessaire pour le démarrage de leur activité, et 90% d'entre eux sont devenus des travailleurs indépendants avec un revenu stable.

### **Processus d'élaboration des politiques et des programmes**

Parallèlement au travail sur le terrain avec les populations rurales pauvres et leurs organisations, nous nous employons avec nos partenaires nationaux et internationaux à influencer sur l'élaboration des politiques et des programmes qui ont une incidence sur la vie de ces populations.

Depuis 2007, nous appuyons un programme régional financé par un don, qui vise à promouvoir la formulation de politiques et l'instauration d'un dialogue qui soient bénéfiques aux pauvres. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en œuvre cette activité dans huit pays de la région: Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Viet Nam.

D'après les résultats de l'examen à mi-parcours réalisé en 2010, le programme est parvenu à:

- rassembler des ministères et des fonctionnaires, des ONG et des représentants du secteur privé, ainsi que des experts universitaires et indépendants, en vue de classer par ordre de priorité les thèmes des analyses des politiques;
- appuyer la réalisation de 23 analyses des politiques dans les huit pays;
- organiser des ateliers pour les parties prenantes à l'échelon national, afin de valider les conclusions et les recommandations des analyses des politiques;
- appliquer des processus transparents et participatifs, en vue d'associer des ONG, des organismes indépendants et des ministères au travail d'élaboration des politiques; et
- assurer une formation à l'analyse des politiques favorables aux pauvres, à l'intention des fonctionnaires et des acteurs de la société civile.

Nos dons dans la région génèrent des savoirs intéressants, qui sont maintenant systématiquement enregistrés et diffusés. Ces dons nous permettent aussi d'expérimenter des innovations prometteuses, qui sont ensuite appliquées à plus grande échelle, moyennant des investissements financés par des prêts, par le FIDA ou par d'autres organismes. À titre d'exemple, les pratiques améliorées de production de produits laitiers caprins ont été reproduites et appliquées à plus grande échelle par un programme financé par le FIDA en Afghanistan. Ces nouvelles techniques ont été mises à l'essai par le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA), dans le cadre d'un projet de recherche appuyé par le FIDA et axé sur le rétablissement des moyens de subsistance agricoles des femmes dans les zones qui se relèvent du conflit en Afghanistan et au Pakistan.

## Récit recueilli sur le terrain

### Les habitants des îles du Pacifique sud redécouvrent leur pouvoir de transformer leur vie

Dans les îles reculées de Fidji, Kiribati et Tonga, dans le Pacifique sud, la vie peut être difficile. Les habitants des îles les plus lointaines ont parfois peu de contacts avec l'île principale, située à des centaines de kilomètres. La dépendance des insulaires à l'égard des importations alimentaires les a rendus vulnérables à la crise économique mondiale, car les prix des denrées alimentaires ont augmenté du fait de la hausse du coût du carburant et des transports. La désintégration des structures communautaires traditionnelles s'est traduite par la perte du filet de protection sociale informel.

Les insulaires redécouvrent aujourd'hui le pouvoir qu'ils ont de transformer leur vie grâce au Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural (MORDI), qui est appuyé par le FIDA et mis en œuvre par la Fondation internationale pour les peuples du Pacifique sud, un réseau régional d'ONG. Le programme, qui opère à petite échelle mais de manière extrêmement efficace, a aidé des dizaines de communautés insulaires.

Aux Tonga, dans le village de Hunga, qui est perché sur une colline dominant le port, les habitants ont rencontré pendant 30 ans de très grandes difficultés pour acheminer jusqu'au quai les produits destinés aux marchés. Le chemin pour parvenir au port était escarpé et sans revêtement. Les animateurs de la communauté se sont rendu compte que, pour le bien-être économique et social des habitants, il était indispensable de construire une route goudronnée. Avec l'assistance du programme MORDI, ils ont imaginé un moyen novateur de mobiliser des fonds en utilisant l'Internet.

Un jeune a créé un site web de réseau social pour la communauté de Hunga afin de transmettre des informations aux familles et amis d'outre-mer sur l'avancement du projet. Ce dernier a été mis en ligne sur le site avec un baromètre permettant de connaître le montant des sommes recueillies. Dans une communauté où le revenu moyen est d'environ 58 USD par mois, les habitants ont réussi à mobiliser 100 000 USD à partir de leurs propres ressources et des fonds envoyés par des membres de leur famille vivant à l'étranger. Ils ont ensuite recherché une aide extérieure et convaincu le Gouvernement indien de financer la fin des travaux de construction de la route.

Grâce à la nouvelle route qui mène au port, les villageois ont non seulement une vie plus facile, mais également de nouvelles possibilités de revenu qui s'offrent à eux. Vu le succès du projet de construction de la route, la communauté a décidé de s'attaquer à un autre problème à long terme: l'accès à l'eau potable. Aujourd'hui, les habitants cherchent ensemble les moyens de réunir les fonds nécessaires pour réparer les citernes d'eau communautaires.

"Notre principal objectif est la durabilité", explique Soane Patolo, coordonnateur national du programme MORDI aux Tonga. "Ici, la communauté s'est vraiment organisée elle-même."

De jeunes garçons naviguent aux environs de l'île de Kadavu, où un programme financé par le FIDA permet aux habitants d'acquérir des compétences génératrices de revenus.

Fidji: Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural

©FIDA/R. Hartman





## Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Venezuela (République bolivarienne du), République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

### Vue d'ensemble

Avant la crise économique mondiale, il semblait que la région Amérique latine et Caraïbes était en train d'adopter des politiques de progrès social et de développement des marchés et de la société civile, qui pouvaient venir à bout de l'injustice et de l'exclusion sociales persistantes. Dans de nombreux pays, la réduction de la pauvreté et l'équité dans la distribution des revenus évoluaient de manière favorable. Les taux de pauvreté rurale étaient tombés du chiffre record de 65% au début des années 1990 à 41% en 2008, et la pauvreté extrême avait reculé de 41% à 30% au cours de la même période.

Les premières estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes indiquent que la région se remet bien de la crise économique, et que celle-ci n'a pas eu d'incidence sur les taux de pauvreté dans l'ensemble des pays. La performance du secteur agricole a été relativement bonne pendant le ralentissement économique, et ce secteur a enregistré la plus forte croissance de l'emploi – plus de 4% en 2009. Par comparaison, ce taux était inférieur à 2% pour l'ensemble de l'économie et

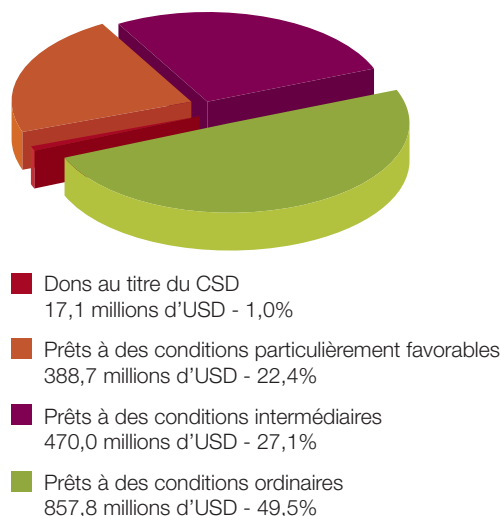
marquait un recul de 3% pour le secteur manufacturier. Néanmoins, parmi les petits producteurs, peu, si ce n'est aucun, ont été en mesure de tirer parti des avantages de cette croissance.

La population totale de la région est d'environ 583 millions de personnes, dont quelque 20% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime que 7% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>6</sup>.

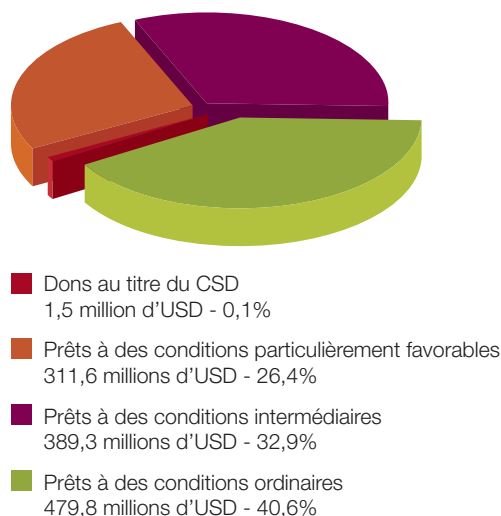
En Amérique latine et aux Caraïbes, l'écart entre les riches et les pauvres est plus grand que dans n'importe quelle autre région. De nombreux ruraux démunis vivent encore avec moins de 2 USD par jour et ont un accès limité aux services financiers, aux marchés, à la formation et aux autres possibilités offertes. La pauvreté rurale extrême est fortement concentrée parmi les paysans sans terre, les populations autochtones, les femmes et les enfants. Dans de nombreux pays, les coefficients de Gini des revenus ruraux atteignent 0,5, voire plus, ce qui confirme qu'il s'agit du secteur rural le plus marqué par les inégalités de par le monde (un coefficient de Gini égal à "0" représente l'égalité complète, tandis que "1" correspond à l'inégalité maximale). Les inégalités dans l'accès à la terre sont encore plus fortes, le coefficient de Gini atteignant dans l'ensemble 0,78 contre 0,62 en Afrique.

Le revenu national moyen donne donc une image fautive de la réalité à laquelle sont confrontées les populations rurales pauvres de la région. À titre d'exemple, alors que le PIB par habitant du Mexique est de 8 920 USD, le revenu moyen des 40% les plus pauvres parmi la population rurale s'élève à 652 USD par an, et celui des 20% les plus pauvres à 456 USD par an (l'équivalent du PIB par habitant de la

**GRAPHIQUE 7a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2010



**GRAPHIQUE 7b**  
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1978-2010



<sup>6</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, les pays ci-après n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages de pauvreté: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago.

République-Unie de Tanzanie). On peut cependant se féliciter des progrès marquants accomplis par la région dans la réduction de la pauvreté. Le Guyana, la Jamaïque et le Nicaragua ont atteint l'OMD 1, et le Brésil n'en est pas loin.

Afin d'apporter des solutions durables en Haïti au lendemain du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays en janvier 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé en 2010 un ensemble de mesures d'allègement de la dette, d'un montant de 50,7 millions d'USD. À la fin de l'année, 36,2 millions d'USD avaient été mobilisés, dont 21,0 millions provenant de donateurs. Le FIDA avait déjà apporté 15,2 millions d'USD, soit 30% du total requis dans le cadre de cette initiative. Nous avons également lancé un projet de création d'emplois et d'irrigation dans le pays, d'un montant de 2,5 millions d'USD, et alloué 20,0 millions d'USD à un projet en cours de conception.

### Travaux et résultats en 2010

Nos interventions dans la région soutiennent en priorité les domaines suivants:

- amélioration de l'accès aux marchés;
- approches novatrices garantissant la durabilité;
- approches territoriales visant à intensifier la croissance économique des populations rurales pauvres;
- concertation sur les politiques susceptibles de favoriser une croissance agricole et rurale qui profite à tous; et
- gestion des savoirs et coopération Sud-Sud.

### Amélioration de l'accès aux marchés

Pour améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés dans la région Amérique latine et Caraïbes, il faut des produits de haute qualité et une intégration complète à chaque maillon de la filière. Au Brésil, un

projet appuyé par le FIDA dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est, connu sous le nom de projet Dom Hélder Câmara, a eu pour effet d'améliorer l'accès aux marchés locaux, en créant des modèles de production plus efficaces et différents et en renforçant le capital social et technique. La gestion de l'eau et d'autres ressources naturelles a permis d'accroître les rendements agricoles et d'améliorer la qualité marchande et la rentabilité, tout en atténuant les risques environnementaux pour les participants. Le projet comprend aussi un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), d'un montant de 5,9 millions d'USD (voir page 50), qui vise à garantir la gestion durable des terres.

L'initiative Dom Hélder Câmara a transformé la vie et les moyens de subsistance de milliers de familles dans six États. Plus de 15 000 ménages ont reçu une formation technique les aidant à augmenter leur productivité et leurs revenus. Plus de 4 500 personnes ont appris à lire, 500 bibliothèques rurales ont été créées et plus de 250 jeunes ont reçu des bourses d'une durée de deux ans pour étudier les techniques agricoles de pointe dans un collège agrotechnique régional. Au Brésil, de nombreuses femmes ne disposent pas des documents nécessaires pour exercer les droits fondamentaux inhérents à leur citoyenneté. Le projet a aidé 14 000 femmes à faire reconnaître leur statut de citoyennes, leur permettant d'avoir accès aux services et au crédit et leur assurant des droits fonciers. Cette initiative d'une durée de dix ans s'est achevée à la fin de 2010 (la composante du FEM se terminera en 2013), mais elle montre des signes de durabilité incontestables, le gouvernement s'engageant en effet à mettre en œuvre une deuxième phase.

Au Guatemala, l'accès aux marchés est un aspect essentiel d'une initiative visant à rompre l'isolement de la région reculée de El Quiché, où les habitants se sont réfugiés, loin des routes et des autres infrastructures, pendant les 30 années de guerre civile (voir page 33).

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 30 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de 2010;
- 487,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- sept nouveaux programmes et projets au Brésil<sup>7</sup>, en République dominicaine, en El Salvador, à la Grenade, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, pour un investissement total du FIDA de 94,0 millions d'USD; et
- un nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats pour la République dominicaine.

### Approches novatrices garantissant la durabilité

Du fait de leur durabilité, les avantages tirés des projets que nous finançons persistent après la fin des travaux. Dans la région andine, le FIDA s'attaque de front à la question de la durabilité en mettant sur pied des projets dictés par la demande, qui répondent aux besoins exprimés par les participants. Nous appuyons aussi des politiques favorables aux pauvres et encourageons des pratiques de gestion des ressources naturelles améliorées. En Équateur, nous renforçons les politiques favorables aux pauvres en appuyant dans le couloir central un projet d'un montant de 14,9 millions d'USD, dont devraient bénéficier 36 000 ménages. Il vise à renforcer les capacités des organismes chargés de

<sup>7</sup> Le Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó au Brésil a été initialement approuvé en décembre 2009 (et inclus dans le Rapport annuel 2009 du FIDA). Il a été approuvé de nouveau en décembre 2010, avec un prêt du FIDA de 25,0 millions d'USD, à l'issue de négociations avec le Gouvernement brésilien.

l'exécution, notamment le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'intégration économique et sociale, en tant que première étape du rétablissement de politiques régionales et nationales de lutte contre la pauvreté rurale. Le projet s'est également employé à créer des entreprises rurales le long de ce couloir commercial, à encourager des pratiques de gestion des ressources naturelles plus efficaces et à promouvoir la culture et les savoirs locaux, en tant qu'éléments catalyseurs du développement.

Au Pérou, le projet mené dans la sierra méridionale utilise la concurrence pour stimuler le développement. Des entrepreneurs locaux présentent leurs plans d'activité ou leurs méthodes de gestion des ressources naturelles à un jury d'examineurs – membres des communautés, fonctionnaires des administrations locales et représentants du projet – qui alloue des fonds aux meilleures entreprises. Le projet y contribue à hauteur de 80%, et les bénéficiaires fournissent les 20% restants avec leur propre argent. Certains utilisent les fonds pour construire des installations de gestion des ressources, comme des citernes, tandis que d'autres engagent des conseillers techniques. Ces concours sont organisés dans toute l'énorme zone du projet, qui couvre 77 700 kilomètres. Il s'agit de l'une des régions les plus pauvres du Pérou, où les entreprises agroalimentaires se heurtent aux problèmes du manque d'eau et des conditions de végétation difficiles. Le FIDA a apporté environ 24,5 millions d'USD sur les 34,4 millions nécessaires pour financer le projet.

Ce modèle fondé sur la concurrence est reproduit au Panama et dans les Caraïbes, où de nouveaux concours aident de jeunes microentrepreneurs à démarrer leurs nouvelles activités.

### **Approches territoriales visant à intensifier la croissance économique**

Le FIDA finance plusieurs organisations établies en Amérique latine, qui interviennent par-delà les frontières pour promouvoir le dialogue sur la lutte contre la pauvreté et stimuler la croissance économique, au profit des populations pauvres des zones rurales. Avec notre appui, l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) en Amérique centrale a accueilli en 2010 des ateliers sur la parité hommes-femmes, le changement climatique et d'autres sujets. Elle a aussi organisé des conférences virtuelles sur l'accès aux marchés et sur les filières. Le fait de tenir ces conférences via Internet a permis à un plus grand nombre de personnes d'y participer.

Au cours de l'année, le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), appuyé par le FIDA, a réalisé des études sur le changement climatique, la commercialisation de l'huile de palme,

les questions autochtones, l'évolution de la pauvreté régionale et d'autres sujets ayant trait à la réduction de la pauvreté rurale.

Nous avons aussi financé le Programme régional de soutien aux populations rurales d'origine africaine en Amérique latine, qui mène ses activités dans l'État plurinational de Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Panama, au Pérou et en République bolivarienne du Venezuela. Dans le nord de l'Équateur, il a contribué à la création de l'APROCA, l'Association de producteurs de cacao d'Atacames, dont les membres produisent du cacao en appliquant des méthodes durables. Collaborant avec l'Alliance pour la défense des forêts pluviales et d'autres organismes, l'association a obtenu le label biologique pour 580 hectares de plantations de cacao. Ce label permet de vendre le produit plus cher.

### **Concertation sur les politiques susceptibles de favoriser une croissance agricole et rurale qui profite à tous**

L'élaboration participative des politiques marque des progrès dans des pays comme le Brésil et le Pérou. Des politiques favorables aux pauvres sont adoptées, améliorant la vie de milliers de personnes et laissant entrevoir une possible disparition de l'exclusion sociale. Afin d'encourager cette évolution générale, nous finançons la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Cette initiative a été lancée pour encourager l'adoption de politiques et de mesures qui servent les intérêts des paysans pratiquant une agriculture familiale, en créant des liens entre les fonctionnaires et les agriculteurs et leurs organisations, dans le cadre du MERCOSUR. Cette commission encourage aussi la mise en valeur des capacités des organisations communautaires concernant les politiques environnementales, la gestion des risques, la parité entre les sexes et les jeunes, en leur permettant de participer au dialogue.

L'évolution de certaines politiques publiques en Amérique latine semble indiquer que la REAF est en train d'atteindre son objectif. À titre d'exemple, lors de la réunion qui s'est tenue cette année à Brasilia, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay ont décidé de suivre une politique qui avait été appliquée avec succès au Brésil pour soutenir les petits exploitants. Dans l'ensemble du pays, 30% des produits alimentaires utilisés dans les institutions publiques – comme les hôpitaux et les écoles – sont achetés aux petits exploitants. La commission a également organisé des débats de fond sur les moyens d'assurer la sécurité alimentaire, de limiter la migration urbaine et de protéger les intérêts de l'agriculture familiale.



Au Pérou, le FIDA collabore directement avec le gouvernement en vue de promouvoir des politiques favorables aux pauvres. Nous entretenons un dialogue avec des fonctionnaires au sujet de la décentralisation, mettant à disposition le savoir-faire acquis grâce aux enseignements tirés d'un projet relatif aux moyens de subsistance dans la sierra méridionale. En 2010, le projet a permis à près de 6 500 femmes d'ouvrir des comptes d'épargne auprès d'opérateurs du secteur privé. Au cours des cinq dernières années, plus de 11 000 agriculteurs démunis ont acheté une assurance vie, et 13 500 familles ont reçu une formation en gestion des ressources naturelles. Des représentants des gouvernements de pays voisins ont pu tirer des enseignements de ces innovations en se rendant sur les sites.

### **Gestion des savoirs et coopération Sud-Sud**

Les "itinéraires d'apprentissage", qui sont le trait distinctif du Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) appuyé par le FIDA, sont un moyen confirmé d'acquérir des savoirs. Dans le cadre de cette initiative, des visiteurs – essentiellement des chefs de communautés, des spécialistes du développement et des responsables des politiques – se rendent sur les sites de projets de développement rural dont ils découvrent les réussites et les difficultés, ce qui est enrichissant tant pour les visiteurs que pour les hôtes.

Depuis 2006, le PROCASUR et ses partenaires ont mis en œuvre plus de 40 itinéraires d'apprentissage dans 15 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Parmi les thèmes abordés figurent l'écotourisme, les microentreprises, la microfinance rurale et le développement local. Plus de 650 personnes ont partagé leurs savoirs, leurs traditions et les innovations agricoles, et environ 4 000 personnes ont bénéficié indirectement des activités. Le programme a pris d'importantes mesures pour faire participer les femmes, qui représentent plus de 40% des participants.

Dans le but de créer un forum qui encouragera le dialogue Sud-Sud, nous cofinçons le Marché Afrique-Brésil des innovations agricoles. Ce programme a été lancé cette année dans le cadre du dialogue Brésil-Afrique sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim et le développement rural. Grâce à un don initial du FIDA, d'un montant de 500 000 USD, le Marché Afrique-Brésil des innovations agricoles financera plusieurs projets au cours des deux prochaines années. Ces projets mettront au point des modalités de partage, entre le Brésil et l'Afrique, des technologies qui stimulent la productivité, des pratiques de gestion des ressources naturelles et des initiatives concernant les politiques et la commercialisation.

## Récit recueilli sur le terrain

### Des paysans exploitent de nouveaux marchés au Guatemala en tirant parti de partenariats privés

S'efforçant de fournir aux agriculteurs de la région rude et accidentée d'El Quiché, au Guatemala, les outils et la formation dont ils ont besoin pour transformer leurs opérations en activités commerciales viables, les projets appuyés par le FIDA mettent à profit les partenariats avec le secteur privé et examinent l'ensemble des filières. Cet appui a permis aux petits exploitants d'avoir accès à certains des marchés les plus importants du monde, et d'augmenter leurs revenus de non moins de 50%.

El Quiché est une zone isolée, avec des chemins de terre défoncés et une infrastructure de production limitée. Pendant la guerre civile du Guatemala, qui a duré 30 ans, c'était une zone de combats, et de nombreux habitants ont été contraints de s'éloigner des routes principales pour ne pas être pris dans les échanges de tirs.

Avant que nos projets ne soient mis en œuvre dans la région, il y a plus de 20 ans, les routes étaient rarissimes. Les réseaux d'irrigation et les centres de transformation n'existaient pratiquement pas, et la population en majorité maya était tributaire du maïs et des haricots pour son alimentation et ses moyens de subsistance.

Aujourd'hui, les petits exploitants pratiquent des cultures de rente comme les oignons, les haricots verts, les pois chinois, les minilégumes et la chicorée de Trévisé. En s'associant à des partenaires du secteur privé comme l'Association des exportateurs guatémaltèques, ils vendent leurs produits à certains des plus grands distributeurs du monde, notamment Wal-Mart Stores, Inc.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Grâce aux projets d'irrigation et aux programmes d'accès aux marchés gérés par le Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest, les associations de petits exploitants d'El Quiché ont tiré plus de 800 000 USD de recettes brutes de ces cultures de rente à valeur élevée. Environ 250 emplois ont également été créés dans la région.

Les intermédiaires ne gardent pas l'argent. Pour Genero Xona, les gains plus élevés que lui assure une raffinerie de cardamome lui permettent de ne plus migrer pour travailler à la récolte de canne à sucre. Grâce à son emploi dans un nouvel atelier de conditionnement où elle pèse des haricots verts, Juana Pinula Lux a pu payer les frais de scolarité de ses deux enfants. Par ailleurs, de manière générale, la population d'El Quiché mange mieux, vit mieux et réussit même à faire quelques économies pour investir dans une vache, un véhicule ou une parcelle de terre.

La modernisation des systèmes d'irrigation et l'amélioration de l'accès au marché aident les paysans à développer la culture du haricot vert et les ventes sur les marchés internationaux.

Guatemala: Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest

©FIDA/S.A. Pons



## Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe<sup>8</sup>

31 pays et territoires: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Gaza et Cisjordanie, Géorgie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tunisie, Turquie et Yémen.

### Vue d'ensemble

La pauvreté au Proche-Orient et en Afrique du Nord n'attire guère l'attention de la communauté internationale, car les taux de pauvreté sont largement inférieurs à ceux d'autres régions, telles que l'Asie du Sud ou l'Afrique subsaharienne. Pourtant, la richesse globale cache d'importantes poches de précarité et, au cours de la dernière décennie, le pourcentage de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté a augmenté parmi les pays les moins avancés de la région. Certains, comme le Yémen et le Soudan, figurent parmi les plus pauvres du monde. En outre, la guerre et les conflits dans la région continuent de détruire les ressources et le tissu social de la société.

La croissance du PIB réel a enregistré une chute brutale en 2009, tombant de 5,8% l'année précédente à 1,4%, à la suite de la crise financière mondiale. Toutefois, l'année 2010 a été marquée par une reprise économique, soutenue par la hausse du prix du pétrole

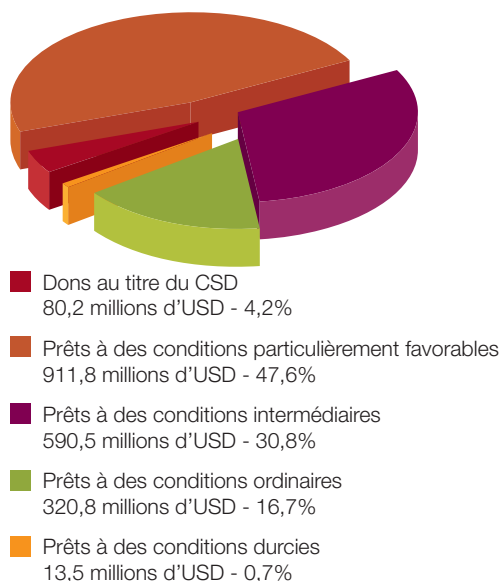
et l'accroissement de la demande intérieure; la croissance du PIB réel s'est élevée à 4,1%.

La population totale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord compte environ 505 millions de personnes, dont quelque 25% vivent dans des zones rurales. Dans les pays et les territoires pour lesquels des données sont disponibles, on estime qu'environ 3% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>9</sup>.

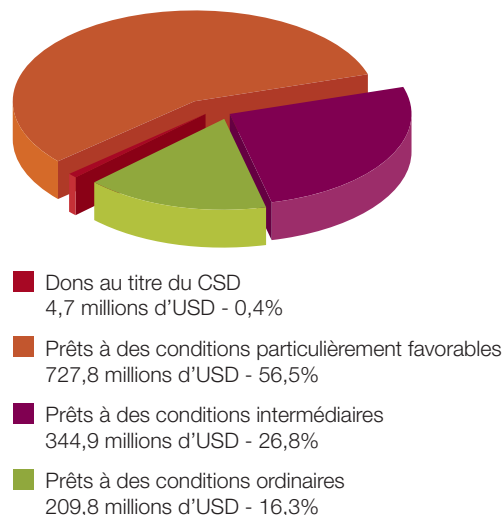
La crise mondiale a frappé la région de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux États indépendants plus durement que toute autre région à marché émergent. En 2009, le PIB réel de la région a reculé pour la première fois depuis 1998. Cette contraction a été la plus forte depuis le fléchissement record enregistré pendant la récession liée à la transition, en 1994. La plupart des pays de la région n'ont connu qu'une légère reprise en 2010. La majorité d'entre eux (à l'exception notable de l'Azerbaïdjan et de l'Ouzbékistan) s'attendaient à ce que la croissance du PIB réel reste en moyenne inférieure à 3%.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement a prévu que la reprise reste fragile. Le rythme de croissance varie largement entre les pays, et de nouveaux risques apparaissent du fait de la pression fiscale et de l'instabilité financière en Europe de l'Ouest. On craint également que la crise n'ait une incidence durable sur les perspectives de croissance, en raison des problèmes institutionnels, du vieillissement de la population et des performances médiocres en matière d'innovation.

**GRAPHIQUE 8a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2010



**GRAPHIQUE 8b**  
Décassements des prêts selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1978-2010



<sup>8</sup> Au FIDA, une seule division couvre deux régions distinctes: Proche-Orient et Afrique du Nord, et Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants.

<sup>9</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, les pays et territoires ci-après n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages de pauvreté: Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Gaza et Cisjordanie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie et Soudan.



La population totale de la région de l'Europe orientale est d'environ 47 millions de personnes, dont quelque 43% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, on estime qu'environ 3% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>10</sup>.

### Travaux et résultats dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord en 2010

Nos activités dans la région répondent aux priorités suivantes:

- amélioration de la gestion des ressources en terre et en eau, et réduction de la vulnérabilité au changement climatique;
- établissement de liens entre les petits cultivateurs de produits non traditionnels et les marchés nationaux et internationaux;
- amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire;
- élargissement de l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers comme le crédit, l'épargne et l'assurance; et
- traitement du chômage des jeunes en milieu rural.

La région Proche-Orient et Afrique du Nord est la zone la plus aride du monde et, même sans tenir compte des effets du changement climatique, il est prévu que la disponibilité en eau par habitant diminue de moitié d'ici à 2050. L'amélioration de la gestion des rares ressources en eau est donc une priorité absolue pour le FIDA et ses partenaires. Dans la province d'Al-Haouz, au Maroc, la remise en état des infrastructures de petite irrigation a permis d'augmenter de 36% les terres irriguées et de réduire les pertes d'eau d'un quart. En conséquence, les rendements des cultures de base ont progressé, ce qui a incité 85% des agriculteurs à adopter des technologies améliorées.

En Égypte, un projet appuyé par le FIDA dans la région de Noubaria Ouest a permis d'établir des liens entre les petits cultivateurs et les marchés grâce aux partenariats novateurs entre les agriculteurs et le secteur privé qu'il a encouragés. Nous avons contribué à la création de six associations paysannes de commercialisation, comptant au total 12 500 membres, et assuré d'importantes activités de formation et de renforcement des capacités. Ainsi, au cours de l'année dernière, plus de 2 000 agriculteurs ont pu signer des contrats avec des entreprises du secteur privé pour vendre 21 produits agricoles différents. Par comparaison, en 2003, lorsque les travaux du projet ont commencé, seulement 43 agriculteurs vendaient deux produits.

L'accès physique aux marchés est un grave problème pour les petits exploitants qui vivent loin des réseaux routiers. Au Yémen, la réfection de la dernière catégorie de routes, celles qui desservent les communautés les

plus pauvres, a eu pour effet d'accroître la concurrence entre les sociétés privées de transport, et donc de réduire les coûts de transport de personnes et de marchandises.

L'amélioration de la productivité agricole est l'un des résultats obtenus par un programme appuyé par le FIDA au Soudan, dans le Kordofan-Sud. Plus de 80% des agriculteurs participant au programme ont appliqué au moins une des recommandations préconisées par les équipes de vulgarisation. Les accroissements des rendements ont atteint 10% pour le sorgho et 30% pour le millet. S'agissant des arachides et du sésame, les rendements ont progressé de 100% par rapport aux variétés locales.

Lorsque nous suivons les progrès de nos travaux visant à élargir l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers, il ne s'agit pas seulement de dénombrier les clients des activités de microfinance. À Djibouti, nous avons examiné comment les femmes et les hommes qui recevaient des prêts par le biais d'un projet de microfinance financé par le FIDA utilisaient ces fonds. Les résultats ont indiqué que plus de 96% de l'argent était investi, en totalité ou en partie, dans des activités génératrices de revenus, qui étaient essentiellement agricoles. Les fonds investis contribuaient à créer ou à conserver des emplois.

### Travaux et résultats en 2010 en Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants

Le FIDA s'est fixé trois priorités, étroitement liées, dans cette région:

- promotion des services financiers ruraux;
- établissement de liens avec les marchés pour permettre aux petits exploitants de vendre leurs produits à un bon prix; et

#### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 42 programmes et projets en cours dans 17 pays et territoire des deux régions à la fin de 2010;
- 622,6 millions d'USD investis par le FIDA dans les portefeuilles régionaux en cours;
- sept nouveaux programmes et projets en Arménie, Maroc, République arabe syrienne, République de Moldova, Soudan et Yémen (2), pour un investissement total du FIDA de 120,3 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 5,1 millions d'USD accordé pour des programmes en cours à Djibouti et au Soudan; et
- un programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats pour l'Azerbaïdjan.

<sup>10</sup> Les données brutes proviennent de l'édition 2010 du *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. La population totale inclut tous les pays de la région. Faute de données, les pays ci-après n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages de pauvreté: Chypre et Malte.

- développement d'activités rurales non agricoles moyennant un soutien aux petites et moyennes entreprises.

L'impossibilité d'accéder au crédit et aux autres services financiers est un sérieux obstacle à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de la région. Nous nous attachons donc principalement à renforcer l'infrastructure financière et à multiplier les possibilités économiques offertes en milieu rural, notamment les microentreprises.

En Azerbaïdjan, plus de 6 000 personnes ont reçu en 2010 une formation en gestion d'entreprise. Les projets relatifs aux microentreprises et aux services financiers ont permis de créer 6 000 nouveaux emplois supplémentaires en Albanie, Arménie, Azerbaïdjan et République de Moldova. Par ailleurs, des services non financiers, tels que le développement des entreprises et les services consultatifs, ont été assurés à quelque 1 500 entreprises.

D'après une évaluation récente menée en République de Moldova, une réussite notable de notre initiative de finance rurale a été la création d'emplois pour les jeunes. Près de 4 000 nouveaux emplois ont été créés, dont les deux tiers offerts à des jeunes de 30 ans au plus.

Les investissements dans les produits laitiers, réalisés dans le cadre du Programme de développement économique des zones rurales, qui vient d'être achevé en Arménie, sont directement à l'origine de la création de près de 400 emplois. Les retombées économiques des achats de lait par les transformateurs peuvent être chiffrées à environ 8 millions d'USD; elles ont permis indirectement de créer l'équivalent de près de 800 emplois à plein temps, dont 70% sont occupés par des femmes.

Certaines parties de la région sont aussi confrontées à des problèmes de pénurie d'eau. Lorsque nous avons commencé à travailler dans le nord-est de l'Azerbaïdjan, plus de la moitié des superficies cultivées étaient privées de systèmes d'arrosage, en raison de la dégradation de l'infrastructure d'irrigation. Deux ans plus tard, le volume d'eau irriguant les exploitations avait augmenté de 100%. Les agriculteurs gèrent maintenant le projet par le biais de leurs associations d'usagers de l'eau, qui apportent aussi une aide en matière de technologies de pointe, de commercialisation et de transformation.

Les réseaux d'irrigation permettent aux agriculteurs de pratiquer des cultures de plus grande valeur, ce qui accroît leurs revenus. Dans le cadre d'un projet appuyé par le FIDA en Arménie, un hectare de terre irriguée produit en règle générale de 15 à 20 tonnes de légumes, de 5 à 8 tonnes de fruits, et de 3 à 5 tonnes de céréales. Sur des terres non irriguées, la production n'est que de 1,5 tonne de céréales.

## **Politique, partenariats, gestion et communication des savoirs**

En 2010, nous nous sommes employés à établir dans les deux régions des partenariats à long terme qui améliorent notre capacité à :

- définir des stratégies conjointes pour le développement de la petite exploitation agricole, la réduction de la pauvreté rurale, la sécurité alimentaire et l'utilisation durable des ressources naturelles;
- mobiliser des cofinancements et des fonds supplémentaires;
- aider les pays bénéficiaires à exécuter les opérations appuyées par le FIDA;
- piloter des activités innovantes par le biais de dons distincts; et
- promouvoir la gestion des savoirs.

Pendant le Conseil des gouverneurs du FIDA, les parties intéressées de la région se sont réunies, dans le cadre d'un événement parallèle, pour examiner des stratégies conjointes visant à adapter la gestion des ressources hydriques, afin de faire face aux effets du changement climatique. Les effets potentiels du changement climatique sur les ressources naturelles, le secteur agroalimentaire et les économies nationales ont été expliqués. D'après les conclusions tirées de cet événement, il est nécessaire d'adopter des technologies nouvelles pour accroître la production vivrière, en dépit du changement climatique, et il est important de tirer parti de l'expérience et des traditions des populations autochtones en matière de gestion de la pénurie d'eau.

S'agissant du cofinancement, nous avons mis au point au cours de l'année des accords qui feront date avec deux de nos plus importants partenaires dans la région – la Banque islamique de développement (BIsD) (voir page 51) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (voir page 51).

Le premier programme qui sera cofinancé au titre de l'accord avec la BIsD, le Programme de création de possibilités économiques au Yémen, sera mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé créé par le gouvernement. Ce programme établira des liens entre les groupements de producteurs ruraux et les marchés et les services. Le cofinancement de la BIsD s'élèvera à 10,5 millions d'USD.

La réunion qui s'est tenue en janvier avec l'Agence française de développement a débouché sur un accord de cofinancement, d'un montant de 27 millions d'USD, en faveur du Projet de développement intégré de l'élevage en République arabe syrienne.

## Récit recueilli sur le terrain

### Proche-Orient et Afrique du Nord

#### Commencer une nouvelle vie en exploitant le désert égyptien

Chaque année, environ 700 000 jeunes sortent des écoles professionnelles égyptiennes. Faute d'emplois en nombre suffisant, nombre d'entre eux se retrouvent au chômage. Dans le même temps, l'Égypte a des difficultés à assurer un approvisionnement alimentaire stable à sa population en pleine expansion. L'objectif du projet appuyé par le FIDA dans la région de Noubaria Ouest, qui fait partie des "nouvelles terres" bonifiées conquises sur le désert, est de résoudre ces deux problèmes.

En partenariat avec le gouvernement, le projet vise à transformer des diplômés au chômage en petits agriculteurs, et à les aider à créer des exploitations rentables et durables dans cette région située à environ 90 kilomètres d'Alexandrie. Il offre des prêts pour acheter la terre, plus une formation et d'autres formes de soutien.

L'un des jeunes qui exploitent ces nouvelles terres agricoles est un diplômé en génie rural de l'Université du Caire. Depuis qu'il a terminé l'université, Ahmad Abdelmunem Al-Far n'a travaillé que de façon épisodique, dans un garage ou comme serveur. Sa vie a changé lorsqu'il a répondu à une annonce offrant à des diplômés au chômage des possibilités d'emploi sur des terres bonifiées.

Sur la moitié de sa parcelle de deux hectares, Ahmad a planté des oranges, une culture commerciale. "Les oranges se vendent très bien l'été à cause de la forte demande des hôtels et des restaurants", explique Ahmad. "Le personnel du projet nous a accompagnés depuis le tout début, des jeunes plants à la récolte,

fournissant des conseils techniques, des semences, des engrais, des pesticides et des informations sur les marchés. Grâce à l'appui du projet, j'ai pu produire 16 000 kilogrammes d'oranges pour ma première récolte, il y a quatre ans [...]"

Les 36 000 agriculteurs de la région de Noubaria Ouest ont remporté quelques succès qui ne passent pas inaperçus. Ils fournissent les lieux de villégiature égyptiens de Charm el-Cheikh en oranges et en mozzarella, et exportent des arachides en Allemagne et des tomates séchées au soleil en Italie et aux États-Unis d'Amérique. Heinz achète chaque année plus de 6 000 tonnes de tomates aux 300 exploitations du projet.

À mesure que les gens sont arrivés, les services ont suivi. Les écoles et les soins de santé sont maintenant disponibles sur place. Les enfants de ces nouveaux agriculteurs grandissent en se sentant chez eux dans ce qui était autrefois un désert. Ce sentiment d'appartenance renforcera la communauté au fil des générations. Les anciens diplômés au chômage construisent leur propre vie, tout en assurant la subsistance de leurs concitoyens.

Dans la région de Noubaria Ouest, la société H.J. Heinz fournit des semences aux agriculteurs du projet et achète leurs tomates à un prix convenu.

Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest

©FIDA/T. Al Ghanem





## Récit recueilli sur le terrain

### Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants

#### Dans la Bosnie-Herzégovine d'après-conflit, les femmes sont un moteur du changement

Les femmes ont particulièrement souffert des conséquences de la guerre en Bosnie-Herzégovine. La pauvreté et le délitement de la cohésion sociale ont été accompagnés du retour de la mentalité traditionnelle. De nombreuses femmes qui occupaient auparavant des postes prestigieux étaient censées rester chez elles pour s'occuper des tâches ménagères. Les hommes étant partis à l'étranger en quête d'emplois, environ un quart des ménages étaient dirigés par une femme. Mais elles n'avaient pas accès à la terre, à la formation, aux services financiers et à l'équipement, et il leur était difficile de gagner leur vie.

Et pourtant, de nombreuses femmes dirigent aujourd'hui avec succès de petites et moyennes entreprises, dont beaucoup ont bénéficié de l'appui du Projet de développement de l'élevage et du financement rural du FIDA. Ces femmes sont devenues un moteur de changement.

Ljubica Rados, qui était autrefois une mère célibataire en difficulté, est l'une d'entre elles. Vivant dans la municipalité de Gornji Vakuf-Uskoplje, une région connue pour son couvert forestier, elle a décidé de tirer parti de son expérience de la vente au détail pour créer sa propre entreprise de commerce de produits forestiers. En 2000, elle a enregistré sa société, Flores, qui exporte des plantes médicinales et des champignons.

Il lui a fallu trois ans pour trouver une source de crédit. En 2003, Rados a obtenu dans le cadre du projet du FIDA un prêt de 25 000 USD, dont elle a utilisé une

partie pour acheter du matériel de réfrigération et de séchage, le reste lui servant à financer ses coûts d'exploitation initiaux.

L'entreprise est devenue florissante. En 2006, seulement trois ans après une première exportation de 16 tonnes de champignons, la société a expédié la quantité record de 400 tonnes. Flores emploie environ 2 000 travailleurs saisonniers, dont la plupart sont des femmes, fort heureuses de compléter leurs revenus en ramassant des champignons et des plantes.

"Au départ, j'ai recruté un spécialiste pour former les employés aux techniques de la cueillette et à la gestion", explique Rados. "Puis j'ai acquis les qualifications requises pour m'en charger moi-même et j'organise maintenant régulièrement des sessions de formation."

Récemment, la société Flores a servi de garant à 48 agriculteurs, dont la moitié sont des femmes, pour obtenir un microprêt du FIDA. Flores aide les agriculteurs à se lancer dans la production de fraises. "Nous leur achetons ensuite leurs produits et exportons les fruits vers la Croatie", explique Rados. "Nous envisageons d'étendre ce système à la production de choux, selon les mêmes modalités." Comme peuvent en témoigner des centaines d'employés, c'est un système qui marche.

Grâce au soutien d'un autre projet financé par le FIDA dans leur pays, Fatima Gerzic et d'autres petits producteurs de Bosanska Krupa vendent leurs plantes médicinales et aromatiques, ainsi que du miel biologique, au magasin coopératif TIM-MED.

Bosnie-Herzégovine: Projet de renforcement des entreprises rurales  
©FIDA/P. Marchetti



Une association de petits exploitants distribue des jeunes plants de palmiers à huile élevés dans la pépinière d'un partenaire privé sur l'île de Bugala, dans le district de Kalangala

Ouganda: Projet de développement de la production d'huile végétale  
©FIDA/S. Beccio







# Mesurer les résultats et améliorer l'efficacité en matière de développement

## Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est le principal outil utilisé pour rendre compte aux organes directeurs et les informer; il peut être consulté en ligne. L'édition 2010 de ce rapport est la première de la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du Fonds.

Le RIDE suit la structure du Cadre de mesure des résultats, et il rend également compte des progrès réalisés par rapport aux objectifs et indicateurs clés du Plan à moyen terme du FIDA.

S'agissant des résultats et de l'impact des projets achevés examinés en 2009 et 2010, la performance a été particulièrement satisfaisante pour ce qui est de la pertinence, de l'innovation et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans ces domaines, le niveau actuel d'avancement dépasse les objectifs fixés pour 2012. Nous avons atteint, ou sommes sur le point d'atteindre, les objectifs actuels en matière d'efficacité, de durabilité, de reproductibilité et d'application à plus grande échelle. Dans le domaine de l'efficacité, les progrès réalisés pendant la période couverte par l'examen sont restés quelque peu en deçà de l'objectif.

La performance des projets mesurée en termes d'impact sur la pauvreté rurale s'est légèrement améliorée, les meilleures notes étant obtenues dans les domaines des ressources humaines et des actifs matériels. Des améliorations remarquables ont été également observées dans le domaine du ciblage. Après les progrès notables enregistrés de 2007 à 2008, la performance du FIDA concernant la durabilité des avantages a atteint un palier. Ce domaine reste donc un sujet de préoccupation. Globalement, la performance s'est améliorée en 2009 et 2010, et la plupart des objectifs fixés pour la période de la huitième reconstitution sont déjà atteints, ou sont en passe de l'être.

Il apparaît que le FIDA joue maintenant un rôle de pionnier dans la gestion des risques, et, d'après le RIDE, notre performance dans le domaine crucial de la mobilisation et de la gestion des ressources financières est satisfaisante. La hausse du niveau de cofinancement national des projets et du volume des fonds dont la gestion est confiée au FIDA par les donateurs semble indiquer que le Fonds assume également un rôle de chef de file dans le développement de l'agriculture familiale.

## Amélioration de la qualité et assurance qualité

L'amélioration de la qualité est le processus d'examen technique interne grâce auquel les meilleures pratiques du FIDA et d'autres institutions sont intégrées à la conception des nouveaux projets. Cet examen porte essentiellement sur des domaines tels que la conformité avec les politiques du Fonds, l'analyse technique, le ciblage, la parité hommes-femmes et les questions environnementales. À l'issue du processus d'amélioration de la qualité, la conception des projets est revue conformément aux recommandations du groupe d'experts, puis soumise à un processus d'examen indépendant au titre de l'assurance qualité. Cet examen constitue l'étape finale avant les négociations de prêt et la présentation des projets au Conseil d'administration.

En 2010, 32 projets, dont ceux du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ont été examinés au titre de l'amélioration de la qualité, et 36 ont été soumis à un examen au titre de l'assurance qualité. Sur ces 36 projets, 16 étaient cofinancés, et une autre institution financière internationale en était le financeur principal ou chef de file. Par rapport à l'année dernière, le nombre de projets cofinancés soumis à un examen au titre de l'assurance qualité a enregistré une augmentation de 26%. Cette progression fait apparaître le rôle de plus en plus important que les partenariats et les multiples sources de financement jouent dans l'élaboration et l'exécution des projets du FIDA.

Au cours de l'année, des efforts ont été déployés pour développer la "boucle de rétroaction" concernant la gestion des savoirs, entre les deux stades du processus d'examen. Les conceptions des projets qui ne tenaient pas suffisamment compte des recommandations du premier groupe d'experts ont donc été systématiquement signalées par les experts chargés de l'assurance qualité comme nécessitant des améliorations.

Il ressort des problèmes mis fréquemment en lumière par les experts en 2010 qu'il est nécessaire de prendre les mesures suivantes:

- renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance;
- améliorer la stratégie de ciblage et l'intégration des questions de parité hommes-femmes;
- garantir la mise en conformité avec la Politique du FIDA en matière de finance rurale;



- mieux évaluer les marchés;
- améliorer l'analyse institutionnelle;
- simplifier la conception; et
- incorporer systématiquement à la conception des projets des cadres de gouvernance et de lutte contre la corruption.

Depuis que les processus d'amélioration de la qualité et d'assurance qualité ont été mis en place, les notes indiquent des améliorations successives de la conception des projets. En 2010, pour la première fois, la présentation de tous les projets au Conseil d'administration a été autorisée sans retard excessif. En outre, les experts externes ont jugé que 86% des projets étaient susceptibles d'atteindre leurs objectifs de développement, contre 79% en 2008 et 2009.

Néanmoins, d'autres indicateurs relatifs à la qualité initiale, mesurée par rapport aux indicateurs du Cadre de mesure des résultats du FIDA, sont plus variables. Dans l'ensemble, la note globale moyenne attribuée à la qualité initiale a été de 4,4, ce qui correspond à la catégorie "plutôt satisfaisant"; cette note est inchangée par rapport à l'année dernière. S'agissant de l'efficacité des domaines d'action, de l'impact prévu sur les mesures visant la pauvreté, et de la parité entre les sexes et la population cible, le pourcentage de projets ayant obtenu des notes satisfaisantes a atteint plus de 90%. Toutefois, s'agissant des indicateurs "durabilité des avantages" et "innovation, apprentissage et application à plus grande échelle", les pourcentages de projets obtenant des notes satisfaisantes sont inférieurs à ceux de l'année précédente (tableau 2).

### Présence dans les pays

En 2010, nous avons continué à renforcer notre présence dans les pays dans lesquels nous intervenons, puisqu'à la fin de l'année la création de 30 bureaux de pays desservant 32 États membres avait été approuvée. Le bureau implanté en Guinée est le seul qui n'a pas pu être mis en service pour des raisons de sécurité.

À mesure que nous intensifions la supervision des programmes et projets que nous finançons, son efficacité s'améliore car nous disposons d'un personnel

plus nombreux sur le terrain. Bien souvent, le personnel du bureau de pays assure la direction des missions de supervision. La suite donnée aux recommandations formulées pendant les missions est généralement plus immédiate et souvent plus efficace. Bien qu'ils concentrent leur attention essentiellement sur les projets d'investissement, les bureaux de pays sont également des instruments efficaces de supervision et de suivi des dons du FIDA au niveau du pays.

En 2010, nous avons commencé à établir directement les contrats du personnel des bureaux de pays. À la fin de l'année, 11 administrateurs étaient détachés; d'autres devaient suivre au début de 2011. Environ 22 fonctionnaires nationaux recrutés localement avaient fait l'objet de contrats directs avec le FIDA, tandis que le reste du personnel était recruté par l'intermédiaire des organismes hôtes.

Dans les pays où des bureaux sont maintenant implantés, nous finançons au total 135 projets: 125 sont en cours et 10 n'ont pas encore démarré. Ces projets représentent 51% du portefeuille actuel du FIDA en nombre, et 60% en valeur.

### Lutte contre la corruption, surveillance institutionnelle et responsabilité

Lorsqu'elle touche des programmes et projets financés par le FIDA, la corruption est un obstacle à la réduction de la pauvreté. En matière de prévention de la corruption, la politique adoptée par le FIDA en 2005 prévoit une tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition affectant les activités que nous appuyons. Le Bureau de l'audit et de la surveillance continue de mener librement des enquêtes sur les allégations de fraude et de corruption, ainsi que de faute professionnelle.

En 2010, le FIDA a reçu 43 plaintes ou allégations – tant internes qu'externes – concernant des actes de fraude et de corruption commis dans le cadre de nos programmes et projets, ainsi que d'autres fautes professionnelles. À la fin de l'année, 18 allégations, dont certaines reçues en 2009, n'étaient pas encore

**TABLEAU 2**  
Notes attribuées à la qualité initiale en 2010

Indicateurs du Cadre de mesure des résultats	Description	Note moyenne	Pourcentage de notes plutôt satisfaisantes ou plus <sup>a</sup>
1	Efficacité des domaines d'action	4,6	97
2	Impact prévu sur les mesures visant la pauvreté	4,7	97
2D	Parité entre les sexes et population cible	4,7	92
3	Innovation, apprentissage et application à plus grande échelle	4,1	78
4	Durabilité des avantages	4,3	72
<b>Note globale</b>		<b>4,4</b>	<b>75</b>

<sup>a</sup> Les notes attribuées à la qualité initiale sont fondées sur une échelle de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indique le nombre de projets ayant obtenu une note égale ou supérieure à 4 par rapport au nombre total de projets.

traitées et devaient faire l'objet d'une enquête. Le nombre d'allégations externes reçues en 2010 a légèrement augmenté, d'environ 24%. L'accroissement prévu du fait du passage du FIDA à la supervision directe ne s'est pas vérifié, ce qui explique l'ampleur limitée de cette augmentation.

Conformément aux procédures du FIDA relatives aux sanctions, la Commission des sanctions examine les allégations dignes de foi et se prononce. Les mesures possibles incluent la suspension ou l'annulation de prêts, l'interdiction de participation à toute activité financée par le FIDA et le renvoi devant les autorités nationales. Pour les cas internes, la Commission formule des recommandations à l'intention du Président. Des sanctions appropriées sont ensuite appliquées.

En 2010, la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance a été révisée afin que la fonction d'audit reste conforme aux normes internationales. Cette opération a encore renforcé l'indépendance du Bureau. Vers la fin de l'année, le FIDA a instauré l'obligation pour l'ensemble du personnel de remplir un certificat annuel de conformité au Code de conduite du FIDA et de soumettre une déclaration de situation financière.

Nous avons poursuivi notre campagne en vue d'améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle au sein de l'organisation. Dans le cadre des travaux en cours visant à intégrer la gestion des risques, nous avons établi le premier profil de risque au FIDA. Nous avons également lancé un projet concernant la présentation d'une déclaration de la direction sur l'efficacité de ses contrôles internes ainsi que des audits externes des rapports financiers. Le FIDA est la première organisation des Nations Unies à adopter cette pratique.

## **Évaluation indépendante Vue d'ensemble du huitième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA**

Le huitième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) établi en 2010 présente une synthèse des résultats et de l'impact des 17 projets appuyés par le FIDA qui ont été évalués en 2009. Il rend également compte des conclusions de deux évaluations au niveau de l'institution et de 11 évaluations de programmes de pays effectuées entre 2006 et 2010. Le RARI a été présenté à la session de décembre du Conseil d'administration, accompagné de la réponse de la direction.

Les principaux éléments qui ressortent du RARI 2010 sont les suivants:

- Les résultats d'ensemble des projets se sont régulièrement améliorés de 2002 à 2004 et de 2007 à 2009, une plus forte proportion de projets ayant été jugés plutôt satisfaisants ou satisfaisants. Toutefois, plus de la moitié des

projets examinés entre 2007 et 2009 n'ont pas dépassé la catégorie "plutôt satisfaisant", et aucun n'était très satisfaisant.

- L'impact global du travail du FIDA sur la pauvreté rurale s'est aussi régulièrement amélioré au fil des années. De 2002 à 2004, 48% des projets ont été jugés dans l'ensemble satisfaisants. De 2007 à 2009, 49% ont été jugés plutôt satisfaisants et 37% satisfaisants.
- Le FIDA s'est activement employé ces dernières années à améliorer ses résultats en matière de durabilité, définie comme la persistance des avantages après la clôture du projet. Environ 65% des projets ont été jugés plutôt satisfaisants ou satisfaisants du point de vue de la durabilité dans le RARI de cette année, contre à peine 40% dans l'échantillon de projets de la période 2002-2004.
- La promotion des innovations dans le cadre des projets appuyés par le FIDA demeure un point fort. D'après les moyennes pour la période 2007-2009, 47% des projets évalués étaient plutôt satisfaisants sur le plan de l'innovation et 48% étaient satisfaisants.
- Le degré de pertinence des opérations financées par le FIDA, par rapport au contexte des pays, aux besoins des participants aux projets, aux priorités des institutions locales et aux politiques des donateurs et des partenaires, est généralement élevé. Toutefois, les objectifs sont parfois trop ambitieux, et la stratégie du projet n'est pas la plus appropriée pour les atteindre.

Le RARI de cette année consacre pour la première fois un chapitre à la performance des programmes de pays financés par le FIDA, en s'appuyant sur les évaluations effectuées de 2006 à 2010.

Le RARI 2010 pointe aussi, comme les rapports des années précédentes, des faiblesses auxquelles le FIDA doit remédier. La performance de la majeure partie des opérations appuyées par le Fonds est jugée plutôt satisfaisante. Elle n'est entièrement satisfaisante que par rapport à quelques critères, comme la pertinence et l'innovation, et rares sont les projets qui sont très satisfaisants sur tous les points. L'impact du Fonds sur la pauvreté rurale est généralement bon, ce qui n'est pas le cas de l'impact sur la gestion des ressources naturelles et sur l'environnement.

Des améliorations ont été apportées dans le domaine de la durabilité, mais plusieurs facteurs doivent encore être pris en compte si l'on veut obtenir de meilleurs résultats. Nous devons faire adopter, de manière plus efficace, des technologies adaptées aux besoins et aux capacités des communautés avec lesquelles nous travaillons. Nous devons aussi concevoir des stratégies de retrait au début de la vie d'un projet. Ces stratégies consistent à prendre des dispositions pour que les activités soient menées à

terme d'une manière qui garantisse la durabilité après la clôture du projet.

Alors que la promotion des innovations est satisfaisante, l'application à plus grande échelle est bridée par une moins bonne performance dans le domaine de la concertation sur les politiques, de la gestion des savoirs et de l'établissement de partenariats. Dans l'ensemble, l'efficacité des opérations appuyées par le FIDA reste médiocre. Les améliorations enregistrées depuis 2002 sont très limitées, un projet financé par le FIDA sur trois étant encore classé au mieux dans la catégorie "plutôt insuffisant" par rapport à ce critère. L'efficacité institutionnelle du Fonds demeure un problème.

Dans sa réponse au RARI, la direction a fait observer que le Bureau de l'évaluation note les projets en appliquant une série de critères types, quels que soient leurs objectifs particuliers. Dans bien des cas également, les projets sont évalués par rapport à des critères qui n'étaient pas utilisés au moment de leur conception; il est donc difficile d'améliorer les notes et presque impossible d'obtenir l'appréciation "très satisfaisant".

L'autoévaluation par la direction de 50 projets achevés, examinés en 2009 et 2010, donne des résultats tout à fait comparables à ceux du RARI, en particulier concernant la pertinence et l'impact sur la pauvreté rurale. S'agissant de la performance des gouvernements, de l'efficacité et de la durabilité, les appréciations de l'autoévaluation sont plus favorables. En revanche, dans le cas de l'innovation, l'évaluation indépendante indique une bien meilleure performance.

La direction reconnaît le bien-fondé de la conclusion du RARI selon laquelle l'efficacité des projets financés par le FIDA laisse à désirer. Toutefois, elle note également que le coût des interventions est nécessairement élevé, puisque nous travaillons dans les zones les plus reculées et les plus difficiles, auprès de populations qui n'ont jamais été atteintes auparavant. La direction admet qu'il faut améliorer l'efficacité institutionnelle du FIDA. Elle a défini des indicateurs pour mesurer la performance et fixé des objectifs.

### Autres activités d'évaluation en 2010

Au cours de l'année, le Bureau de l'évaluation a évalué notre capacité à promouvoir des innovations qui sont utiles aux pauvres et peuvent être reproduites et appliquées à plus grande échelle en vue de réduire la pauvreté rurale. Il a aussi procédé à des évaluations de programmes de pays en Argentine et au Mozambique, et participé à l'autoévaluation du programme de pays pour la Chine, effectuée par la Division Asie et Pacifique du FIDA.

En Argentine, le niveau relativement élevé du revenu par habitant masque de fortes inégalités, et de vastes poches de pauvreté rurale persistent, en particulier dans le nord du pays. Il reste donc tout à fait pertinent pour le FIDA de s'employer avec le gouvernement à réduire

la pauvreté rurale. D'après l'évaluation, l'impact sur les institutions et les politiques relatives à l'agriculture et au développement rural est l'aspect le plus concluant de notre partenariat avec l'Argentine. Nous avons joué un rôle important en soutenant le processus de transformation engagé par le pays en faveur du développement rural et de l'agriculture familiale; ce secteur est en effet un élément stratégique de la réduction de la pauvreté rurale et un facteur essentiel de la sécurité alimentaire. L'appui aux populations vulnérables, notamment les jeunes, les femmes et les peuples autochtones, a été également satisfaisant.

Toutefois, des problèmes sont survenus. Les opérations de mise en œuvre ont subi de graves retards, qui ont eu une incidence notable sur l'efficacité et l'efficacité du portefeuille de pays. Il a été difficile d'assurer l'accès des petits producteurs ruraux aux services financiers et, dans le contexte du secteur financier institutionnel limité qui caractérise l'économie rurale, cette question reste en suspens.

Au Mozambique, l'évaluation a indiqué que le FIDA avait largement contribué au développement agricole et rural des zones isolées et marginalisées du pays. Elle a aussi montré que l'accent mis par le FIDA sur les cultures commerciales et les cultures économiquement rentables, en tant que moyen efficace de lutter contre la pauvreté, était extrêmement pertinent. Note moins positive, les progrès accomplis dans la réalisation de nos objectifs stratégiques n'ont été que moyennement satisfaisants, et il reste beaucoup à faire.

Cette année, les évaluateurs ont été eux-mêmes évalués. Le rapport final de l'examen par les pairs du Bureau de l'évaluation du FIDA et de la fonction d'évaluation au FIDA a été achevé au début de 2010. Cet examen a été entrepris par le Groupe conjoint d'évaluation des banques multilatérales de développement. Le rapport contient sept recommandations, qui ont toutes été approuvées dans leurs grandes lignes par le Conseil d'administration du FIDA. À la fin de 2010, le Bureau de l'évaluation avait déjà pris des mesures pour appliquer les principales recommandations, modifiant ses modalités d'évaluation des projets et renforçant ses systèmes financiers, sa gestion des ressources humaines et ses processus administratifs.

Pour de plus amples renseignements sur le Bureau de l'évaluation, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>.

### Système d'allocation fondé sur la performance

Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) régit l'octroi aux programmes de pays des ressources mobilisées au titre des prêts et dons du FIDA, y compris les dons relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Les critères d'allocation du système sont la population, le revenu national brut

par habitant et la performance du pays. Plusieurs autres institutions de financement du développement utilisent un système SAFF, notamment la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque de développement des Caraïbes, le Fonds pour l'environnement mondial, la Banque interaméricaine de développement et l'Association internationale de développement de la Banque mondiale. Toutes ces institutions financières internationales appliquent un système qui évalue la performance et les besoins. Elles organisent chaque année une réunion à laquelle participe le FIDA, pour examiner les divers problèmes ainsi que les progrès accomplis.

Au cours de l'année, nous avons examiné les données relatives à la performance du secteur rural dans les diverses régions afin d'en garantir la cohérence. À la suite de quoi nous avons amélioré la méthode de notation en nous inspirant de l'indice de Transparency International. La Banque asiatique de développement a accueilli en août le sixième atelier technique sur le SAFF. Faisant le point sur la mise en œuvre du SAFF, les participants sont convenus que le système actuel fonctionne généralement bien; des mesures sont envisagées pour renforcer l'assistance prêtée aux États petits et fragiles.

Toutes les propositions de prêt et de don à des pays spécifiques qui ont été présentées au Conseil d'administration pour approbation en 2010 étaient dans les limites des allocations triennales du SAFF.

### **Appliquer à plus grande échelle les interventions réussies pour renforcer l'impact sur le développement**

L'application à plus grande échelle – définie d'une façon générale comme la reproduction, l'élargissement et l'adaptation d'approches et d'innovations réussies – est un élément essentiel de l'efficacité en matière de développement. Un examen de la démarche suivie par le FIDA pour l'application à plus grande échelle a été achevé en 2010, en collaboration avec la Brookings Institution. Il comprenait des études de cas thématiques ou portant sur des pays, ainsi qu'un examen de notre modèle opérationnel. Cet examen a mis en évidence que l'innovation, l'apprentissage et l'application à plus grande échelle sont des processus distincts, bien que liés, qui sont parfois complémentaires, mais qui peuvent aussi, dans certaines circonstances, être en concurrence. Le cycle innovation-apprentissage-application à plus grande échelle n'est pas linéaire ni constant. L'application à plus grande échelle revêt une importance cruciale pour la mission du FIDA.

Les exemples d'application à plus grande échelle réussie, dont peuvent être tirés des enseignements utiles, ne manquent pas au FIDA: l'appui au développement des communautés, la fourniture de

services, financiers ou non, et le développement des entreprises rurales. Toutefois, l'application à plus grande échelle n'est pas encore au centre des activités que nous appuyons. Une démarche systématique d'application à plus grande échelle comprendrait plusieurs étapes essentielles:

- passer d'une approche axée sur les projets à une approche programme;
- mettre au point les éventuelles modalités d'élargissement précoce et prendre des mesures pour planifier et préparer l'application à plus grande échelle – en allant au-delà des "stratégies de retrait" habituelles;
- étudier les espaces institutionnel et organisationnel, les marges d'action et les partenariats qui permettent une application à plus grande échelle; et
- recenser les partenaires internes et externes – notamment les organismes techniques et financiers, les ONG et le secteur privé – avec lesquels il est possible de travailler sur le terrain en vue d'une application à plus grande échelle.

Les modalités d'application à plus grande échelle varient selon le pays et le type d'intervention. À la suite de l'examen par la Brookings Institution, nous avons reçu des informations en retour encourageantes de la Banque mondiale, des institutions établies à Rome et d'autres partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux. Nous nous attachons maintenant à associer les gouvernements et les parties intéressées des divers pays aux efforts que nous déployons pour appliquer à plus grande échelle des interventions réussies, forger des partenariats et mettre au point des outils servant de guide pour la gestion des programmes de pays, aux fins d'application à plus grande échelle.

### **Réformer les ressources humaines pour autonomiser les personnes et obtenir des résultats**

Le FIDA a continué en 2010 de réaliser des progrès dans la réforme des ressources humaines. Le programme de présence dans les pays a été renforcé: 11 administrateurs ont été détachés, et 22 fonctionnaires nationaux recrutés par le FIDA. Nous avons également achevé l'automatisation d'un certain nombre de processus manuels, afin d'améliorer la réactivité et la responsabilité internes. Les processus relatifs aux ressources humaines qui ont été automatisés sont notamment le système de gestion de la performance du personnel et la première phase de la mise en œuvre du module de recrutement électronique. Il s'agit de créer des fichiers pour le personnel des services généraux et du cadre organique engagé pour une durée déterminée, et pour les consultants. Cette phase sera achevée en mars 2011, avec la présentation des candidatures en ligne et leur tri électronique. Une deuxième phase sera ensuite engagée.



Le règlement du personnel a été mis au point et devrait être diffusé en 2011. Les travaux de révision du Manuel des procédures relatives aux ressources humaines se sont poursuivis. Sur 12 chapitres, huit sont achevés, et les quatre derniers devraient être finalisés en 2011.

Le programme d'information en ligne du nouveau personnel a été lancé cette année. Il donne pendant trois heures à tous les nouveaux membres du personnel, au siège et dans les bureaux de pays, une vue d'ensemble de l'organisation du FIDA, de ses principales activités, de ses processus internes et des services qu'il assure.

Nous continuons de renforcer le module de formation au sein du FIDA. Plus de 400 membres du personnel ont bénéficié d'une formation, portant sur l'acquisition de compétences en gestion et proposant des cours dans les principaux domaines d'activité du FIDA. Les programmes de formation Springboard et Breakthrough ont été axés sur la mise en valeur des talents d'un certain nombre d'administrateurs et d'agents des services généraux.

Après la mise en œuvre du système électronique d'évaluation de la performance (e-PES) en 2009, nous avons examiné ce processus pour accroître son efficacité et son efficacité, et insister davantage sur l'amélioration de la performance. Afin de renforcer la gestion du personnel du FIDA, une formation intensive en gestion de la performance et en accompagnement professionnel a été organisée à l'intention de tous les membres du personnel ayant des responsabilités de direction.

Au 31 décembre 2010, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- 496 membres du personnel, y compris le Bureau de l'évaluation du FIDA. Sur ce total, 260 appartenaient à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, et 236 à celle des services généraux.
- Le personnel du cadre organique et les fonctionnaires de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 65 États membres, ce qui témoigne de la diversité des membres du FIDA et du recrutement fondé sur le mérite. Parmi les administrateurs, 43% étaient des femmes, et elles représentaient 82% de la catégorie des services généraux. Le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA est de 61%.
- Le personnel des entités hébergées (Mécanisme mondial et Coalition internationale pour l'accès à la terre) compte 27 membres: 20 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et sept agents des services généraux.





# Partenariats

Les éléments marquants du travail que nous avons accompli avec nos partenaires au cours de l'année sont décrits dans le présent chapitre. Les partenariats sont au centre de notre action. Les gouvernements des États membres sont nos principaux partenaires, car ils ont la maîtrise des programmes et projets que nous appuyons et les mettent en œuvre. Nous travaillons aussi la main dans la main avec les ruraux pauvres et leurs organisations, les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, d'autres organisations de développement, les ONG et le secteur privé.

Au cours de l'année, nous avons insisté sur le renforcement des partenariats de cofinancement afin de stimuler l'investissement en faveur du développement rural. Nous avons signé notre tout premier accord de financement avec la Banque islamique de développement (BIsD), ainsi qu'un accord avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international, afin de promouvoir de nouveaux mécanismes de financement. Nous avons aussi poursuivi notre étroite collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), premier financeur mondial des projets destinés à améliorer l'environnement.

Notre partenariat avec les autres institutions établies à Rome nous permet de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité. On estime qu'au cours de l'année 1,0 million d'USD ont été économisés grâce à la mise en place, à titre expérimental, d'une équipe chargée des achats communs.

Nous avons aussi mis à profit notre coopération avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), en particulier pour améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés. Par ailleurs, la troisième réunion mondiale du Forum paysan a rassemblé 70 dirigeants d'organisations paysannes au siège du FIDA, dont beaucoup de femmes.

Pendant la période couverte par la huitième reconstitution (2010-2012), nous sommes résolus à donner à notre approche des partenariats un caractère plus systématique et plus stratégique, et à élargir notre base de partenariats.

## Fonds belge pour la sécurité alimentaire

En janvier, le Fonds belge de survie, partenaire du FIDA depuis 1983, a élargi son champ d'action et est devenu le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA).

Ce nouveau FBSA axe son action sur les groupes les plus vulnérables de la population rurale, en particulier les femmes, en:

- renforçant la sécurité alimentaire, notamment en favorisant un approvisionnement alimentaire régulier des populations en toute sécurité, grâce à des services financiers ruraux et à un meilleur accès aux ressources naturelles; et en
- travaillant avec les pays partenaires en vue d'améliorer les capacités des institutions locales, et en favorisant une approche plus globale de la sécurité alimentaire et du développement rural.

Dans le même temps, le FBSA continue d'aider les populations à satisfaire leurs besoins de base et à bénéficier d'un accès sûr aux infrastructures de santé, d'alimentation en eau et d'éducation.

En 2010, les taux de décaissement ont progressé et les effets mesurables des projets ont été renforcés. Auparavant, des problèmes relatifs aux capacités, à la planification et à la passation des marchés ralentissaient le transfert des fonds, empêchant les travaux d'être menés à terme. D'avril à septembre, les décaissements d'un projet mené dans la région de Gash Barka, en Érythrée, sont passés d'un peu plus de 80% à 100%. En conséquence, 18 nouveaux centres de santé ont installé des panneaux solaires, améliorant notablement les services de nuit et prolongeant la durée de conservation des médicaments. De leur propre initiative, les communautés ont construit des foyers d'hébergement pour les futures parturientes près des centres de santé. Le fait d'éviter aux femmes un voyage long et dangereux jusqu'à l'hôpital, juste avant l'accouchement, a permis de réduire sensiblement la mortalité liée à la maternité.

Au Tchad, un projet d'une durée de neuf ans achevé en juin a amélioré la vie de plus de 3 000 femmes dans divers domaines. Avec 67 nouveaux trous de sondage et 17 puits, les femmes consacrent beaucoup moins de temps à la collecte de l'eau. Elles se sont aussi initiées aux bonnes pratiques et aux soins d'hygiène postnataux, et ont appris à lire et à écrire, ce qui leur a permis de participer aux programmes de développement local.

Au Mali, les nouveaux centres de santé financés par le FBSA ont incité des agents sanitaires qualifiés à s'installer dans des zones reculées. Au Mozambique, 26 points d'eau ont été achevés en 2010 dans le cadre d'un projet de pêche artisanale. Depuis le début du

← Vannage du riz: le programme financé par le FIDA appuie les actions de l'État visant à redonner au pays l'autonomie dans la production rizicole.

Philippines: Programme d'accroissement rapide de la production alimentaire

©FIDA/G.M.B. Akash

projet, en 2002, plus de 280 points d'eau ont été construits, dont bénéficient près de 20 000 ménages.

Dans la région de Maradi, au Niger, 310 000 EUR (environ 411 000 USD) ont été accordés à une initiative qui vise à aider les populations rurales pauvres à faire face à la crise alimentaire. Ainsi, 10 000 ménages extrêmement vulnérables ont reçu des produits alimentaires et des semences, et environ 50 banques alimentaires ont reconstitué leurs stocks. Toujours au Niger, le FBSA cofinance une initiative qui assure à près de 300 femmes et jeunes ruraux une formation en tricot, couture, maçonnerie et charpenterie.

Le FBSA cofinance aussi des activités destinées à garantir l'accès des femmes à la terre. À titre d'exemple, en République-Unie de Tanzanie, un programme relatif aux parcours associe la planification communautaire à l'échelon villageois à la gestion durable des parcours, tout en défendant les droits fonciers des femmes. Au Niger, un projet pilote concernant la sécurité foncière a permis de délivrer 1 271 titres fonciers à 879 propriétaires terriens au total, dont 134 femmes. Le FIDA et ses autres partenaires étudient les possibilités d'appliquer cette initiative pilote à plus grande échelle.

En avril, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé la Phase II du Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest de la Somalie. Ce programme sera exécuté par une entreprise du secteur privé, Transtec S.A.. Le Gouvernement belge financera la totalité du budget, soit 5,7 millions d'USD, par le biais du FBSA.

Pour de plus amples renseignements sur le FBSA, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.ifad.org/bffs>.

### **Mécanisme mondial**

Le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification aide les pays à augmenter le financement de la gestion durable des terres. Il est hébergé par le FIDA depuis 1997, ce qui témoigne du rôle que joue le Fonds dans le développement rural, l'agriculture et la gestion durable des terres. Le FIDA verse la contribution la plus forte au Mécanisme mondial.

Le programme de financement en matière de changement climatique, un programme stratégique du Mécanisme, s'intéresse aux liens entre changement climatique et dégradation des terres. L'objectif est de mobiliser des fonds supplémentaires en faveur de la Convention. Avec l'appui de la Commission européenne, le FIDA a collaboré cette année avec le Mécanisme afin d'accroître la capacité des pays en développement à obtenir un financement pour des activités relatives au changement climatique. L'accent a été mis sur l'accroissement, à l'échelle nationale, du financement de la mise en œuvre des projets et sur les politiques au niveau international.

Le FIDA et le Mécanisme mondial ont aidé le Gouvernement de la République démocratique

populaire lao à mieux cibler sa stratégie relative au secteur des ressources naturelles et son plan d'investissement. L'objectif était d'améliorer l'efficacité, l'équité et la durabilité, en s'attaquant aux questions liées à la mondialisation et à la compétitivité régionale. Nous avons également appuyé les initiatives visant à intégrer la gestion durable des terres et le changement climatique dans les programmes agricoles et forestiers nationaux.

Au Viet Nam, nous avons collaboré avec le Mécanisme mondial dans le domaine du développement agricole et rural durable. La participation du Mécanisme a porté sur la gestion durable des terres et l'adaptation au changement climatique.

Le FIDA et le Mécanisme mondial ont participé à la seizième session de la Conférence des Parties, qui s'est tenue à Cancun en novembre-décembre 2010, dans le cadre du consortium que constitue la Plateforme mondiale des donateurs. Ensemble, nous avons prêté notre concours pour une table ronde sur le financement en matière de changement climatique destiné au secteur agricole.

Pour de plus amples renseignements sur le Mécanisme mondial, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.global-mechanism.org>.

### **Coalition internationale pour l'accès à la terre**

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales qui favorisent l'obtention et la maîtrise par les pauvres, femmes et hommes, d'un accès sûr et équitable à la terre. Elle regroupe 81 organisations membres, réparties dans plus de 40 pays, parmi lesquelles des associations de paysans, des organisations de la société civile, des instituts de recherche, des ONG et des institutions des Nations Unies. Le FIDA héberge le secrétariat de la Coalition.

Cette année, la Coalition a mené à bien un important projet de recherche sur les droits fonciers des femmes dans sept pays: Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda et Zimbabwe. Dans le cadre de cette initiative, des études de cas ont été réalisées et des connaissances pratiques acquises concernant l'obtention de ces droits. La Coalition a aussi collaboré avec des projets financés par le FIDA et avec les Gouvernements nigériens et tanzaniens, en vue de mettre au point des modalités nouvelles de gestion des terres et d'enregistrement des droits décentralisés, qui prennent en compte toutes les catégories de la société, notamment les femmes, les jeunes et les pasteurs.

Un programme d'échange de savoirs entre pairs, reposant sur les "itinéraires d'apprentissage", a réuni plus de 25 professionnels africains avec des responsables de la Coalition, spécialistes des questions



de parité hommes-femmes, venant d'Asie et d'Amérique latine. Ils ont mis au point des programmes de sensibilisation fondés sur des éléments concrets, qui visent à défendre les droits fonciers des femmes en reproduisant les expériences réussies.

Un autre itinéraire d'apprentissage, concernant l'assistance juridique en cas de conflit foncier, a été mis en place en Amérique latine, avec la participation de jeunes professionnels d'organisations de la société civile et d'associations paysannes. Constatant que l'absence d'accès à la terre est un important facteur responsable de la migration des jeunes vers les zones urbaines, le programme a encouragé nombre d'entre eux à participer.

En Inde, des jeunes, femmes et hommes, des quatre coins d'Asie ont participé à un atelier régional de formation des formateurs sur les approches participatives visant à améliorer l'accès à la terre et la sécurité alimentaire. Aux Philippines, un atelier a été organisé pour former des techniciens juridiques, dans le cadre de la nouvelle loi nationale sur la réforme agraire. En Asie également, divers membres de la Coalition ont mis en œuvre des projets sur la documentation et la cartographie des conflits, qui ont fait apparaître les conséquences disproportionnées des conflits fonciers sur les femmes et les jeunes.

Malgré les pressions commerciales croissantes exercées sur les terres, la Coalition s'emploie, à l'échelle mondiale, à aider les femmes et les hommes démunis à obtenir un accès sûr et équitable à la terre. Par ailleurs, des activités pilotes visant à promouvoir l'autonomisation juridique des femmes ont été poursuivies en Colombie, en République démocratique du Congo, en Inde et au Pakistan. Dans le cadre de cette initiative, une assistance juridique a été apportée aux femmes pour les aider à affirmer et défendre leurs droits.

Au cours de l'année, plus de 130 spécialistes appartenant à 40 réseaux et organisations ont collaboré pour mettre au point un portail en ligne sur les questions foncières, qui devrait être lancé en 2011.

Pour de plus amples renseignements sur la Coalition internationale pour l'accès à la terre, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.landcoalition.org>.

### **Coopération avec les institutions établies à Rome**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le FIDA coopèrent de diverses manières pour faciliter la réalisation de l'un des objectifs de la communauté mondiale, à savoir l'élimination de la faim et de la pauvreté. En œuvrant de concert, nous offrons aux États membres l'avantage de nos points forts combinés. Nous avons récemment regroupé plusieurs fonctions afin d'améliorer notre efficacité.

L'Équipe chargée des achats communs, qui a été mise en place à titre expérimental en janvier 2010, a traité essentiellement les achats effectués au siège. Elle a permis de:

- réaliser des économies grâce à l'effet de levier et aux économies d'échelle;
- rationaliser la planification et les ressources; et
- harmoniser et intégrer les interfaces avec les entreprises.

Au cours de cette année d'expérimentation, 17 appels d'offres ont été lancés pour une valeur globale de 28,5 millions d'USD, l'économie réalisée étant estimée à 1,0 million d'USD. Cette expérience a facilité la collaboration entre les divisions chargées de la gestion des installations, des ressources humaines, des technologies de l'information et des communications, de la sécurité et de la trésorerie.

Le FIDA et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont pris la tête d'une initiative des Nations Unies visant à mettre en place des services de trésorerie communs. Un contrat a été attribué en 2010 pour la réalisation d'une étude de faisabilité à laquelle participeront 19 institutions des Nations Unies (dont celles qui sont établies à Rome). Étant l'une des institutions chefs de file, le FIDA est responsable de la gestion de ce projet (voir page 65).

Le dispositif de reprise d'activité en cas de catastrophe, destiné à assurer la continuité des opérations du FIDA, est maintenant en service. Hébergé par la FAO, il est conçu pour prévenir toute interruption de nos principales opérations, et minimiser l'incidence sur les activités d'une situation de crise telle qu'une catastrophe, naturelle ou causée par l'homme. Les applications vitales tournant sur les serveurs du FIDA, en particulier celles qui concernent l'information financière et les données sur les ressources humaines, sont dupliquées automatiquement sur des serveurs spécialisés situés à la FAO. En cas de catastrophe, ce dispositif nous permettra de poursuivre nos opérations en réduisant les interruptions au minimum.

### **Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et Forum mondial sur la recherche agricole**

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) regroupe des organisations qui se consacrent à la recherche agricole pour le développement. L'année dernière, le FIDA a coprésidé l'équipe de coordination du changement, qui a supervisé un ambitieux processus de réforme. Il fait partie du nouveau Conseil du Fonds du GCRAI, un organe qui représente les donateurs et les autres partenaires du GCRAI.

En 2010, nous avons approuvé des dons d'un montant total de 13,6 millions d'USD en faveur de 15 programmes pilotés par le GCRAI.

Nous avons aussi continué de soutenir le Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR), qui a pour vocation d'encourager les partenariats de recherche collaborative à l'échelle mondiale. Le GFAR, en collaboration avec le Consortium du GCRAI récemment constitué, a organisé la première Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement, qui s'est tenue en mars à Montpellier, en France. Cette conférence a servi de vitrine aux travaux de recherche menés par le Consortium et ses partenaires, dans le cadre du système mondial de recherche agricole. S'adressant aux participants à la Conférence, le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, a souligné le rôle fondamental joué par les partenariats, qui permettent d'exploiter le potentiel transformateur de la science et de la technologie au profit du développement rural.

Dans le cadre d'un accord signé pour la première fois en 2008 avec la Commission européenne, le FIDA gère les fonds de la Commission destinés à la recherche agricole pour le développement par l'intermédiaire du Consortium du GCRAI. Le budget s'élève au total à 150 millions d'USD sur trois ans.

À titre d'exemple, nous travaillons avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'un des membres de l'Alliance des centres du GCRAI. Grâce à cette collaboration, nous pouvons unir nos connaissances pratiques aux compétences techniques de l'IFPRI en matière de recherche sur les politiques. Il y a un an, le FIDA et l'IFPRI ont entrepris un programme triennal commun portant sur l'accès aux marchés et sur le changement climatique au Ghana, au Maroc, au Mozambique et au Viet Nam.

Moyennant le partage des informations et l'évaluation des politiques et programmes novateurs, nos partenariats avec les divers centres du GCRAI nous permettent d'appuyer des initiatives visant à améliorer l'accès aux actifs productifs et aux nouveaux marchés de produits à forte valeur marchande, notamment en mettant à l'essai des moyens inédits d'établir des liens entre les agriculteurs et les marchés. À titre d'exemple, nous continuons de travailler avec Bioversity International à la mise en valeur d'espèces laissées de côté et sous-utilisées. Des communautés rurales pauvres dans l'État plurinational de Bolivie, en Inde, au Pérou et au Yémen ont reçu plusieurs tonnes de semences de variétés améliorées, ce qui contribue à relever les revenus et à améliorer la sécurité nutritionnelle des populations rurales pauvres, en particulier les enfants. Dans le cadre d'autres programmes du GCRAI, le FIDA facilite aussi l'accès des paysans aux marchés qui récompensent les pratiques d'atténuation des effets du changement climatique.

## Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones

Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones du FIDA vise à renforcer les communautés et les organisations autochtones, en finançant des microprojets qui s'appuient sur leurs caractéristiques culturelles, leurs droits, leurs savoirs et leurs ressources naturelles. Lancé en 2007, le Mécanisme accorde des dons allant de 10 000 à 30 000 USD pour un an. Ces dons complètent les activités que nous menons auprès des groupes autochtones par le biais des programmes et projets que nous appuyons (voir page 12).

Deux appels à propositions, qui ont été lancés avec succès en 2007 et 2008, ont conduit à l'approbation de 73 projets dans 38 pays, pour un montant total d'environ 1,5 million d'USD. S'ajoutant à nos contributions, des fonds ont été apportés par la Banque mondiale et par les Gouvernements canadien, finlandais, italien et norvégien. Environ 40 projets sont en cours d'exécution en Afrique, Asie et Amérique latine. Les résultats obtenus et les enseignements tirés à la suite des deux cycles d'activités du Mécanisme sont rassemblés dans un rapport intitulé *Learning by Working Together* ("Apprendre en travaillant ensemble").

En Ouganda, par exemple, un don du Mécanisme a aidé plus de 360 familles *acholi* à acheter et élever des poulets. Ils ont reçu une formation en comptabilité et en commercialisation, ainsi qu'en élevage des poulets. De nombreux jeunes, femmes et hommes, y ont participé. Certaines familles ont utilisé les revenus de cette activité pour payer les frais de scolarité et le matériel.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie à moyen terme pour 2010-2013, le processus d'octroi de dons du Mécanisme est revu et décentralisé. Des organisations seront choisies à l'échelle régionale pour gérer les dons, de la sélection des propositions au décaissement des fonds, à la supervision et au suivi, en collaboration avec les chargés de programme de pays du FIDA. Dans le cadre de cette stratégie, le plafond de financement a été porté à 50 000 USD, et la période de mise en œuvre des dons à deux ans.

## Fonds pour l'environnement mondial

Notre partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), une institution financière indépendante qui est le premier financeur mondial des projets destinés à améliorer l'environnement, nous sert de tremplin pour nos activités environnementales. Il nous permet de chercher à répondre, en collaboration avec les gouvernements et les communautés, tant aux priorités locales, comme le reboisement, qu'aux objectifs mondiaux, comme la conservation de la biodiversité.

Les ressources naturelles sont des actifs productifs pour les communautés rurales et elles sont essentielles pour leur subsistance. Grâce à notre collaboration

avec le FEM, nous sommes plus à même d'aider les populations rurales à gérer ces actifs, malgré les menaces environnementales croissantes, notamment la dégradation de la qualité du sol et de l'eau et les risques d'ordre climatique, tels que les changements des régimes des pluies.

Dans le cadre des dons accordés au titre du partenariat avec le FEM, nous apportons une assistance technique à des projets tels que l'écotourisme en faveur des pauvres dans le nord du Viet Nam et la restauration d'écosystèmes d'alfa menacés au profit des pasteurs du Maroc.

Depuis 2004, le FIDA a obtenu au total plus de 120 millions d'USD sous forme de dons, et a appuyé 34 projets, soit en moyenne 3,5 millions d'USD par projet. Presque tous ces dons (29) sont intégrés dans nos prêts, d'un montant total de 370 millions d'USD, ce qui renforce leur impact. Au début de cette année, nous avons créé la Division environnement et climat, afin de mieux intégrer ces questions dans l'ensemble de nos opérations.

Le FIDA poursuivra ses activités dans quatre des six domaines d'intérêt du FEM: la dégradation des terres, la biodiversité, les eaux internationales et le changement climatique.

### **Banque islamique de développement**

En 2010, nous avons renforcé notre partenariat avec la Banque islamique de développement (BIsD) en signant un accord de cofinancement d'un montant de 1,5 milliard d'USD. Au cours des deux prochaines années, grâce à cet accord historique, un financement important sera disponible pour des projets de développement menés dans 26 des pays les plus démunis où interviennent les deux organisations.

Les États membres de la BIsD ont joué un rôle décisif dans la création du FIDA en 1977, et ont continué de lui apporter pleinement leur soutien. Conjointement, nous avons cofinancé des projets d'un montant total supérieur à 112 millions d'USD, et 40% des projets que nous appuyons ont changé la vie des populations des États membres de la BIsD. Nous avons également soutenu de concert des travaux de recherche révolutionnaires, en particulier sur les questions hydriques, menés par des institutions comme le Centre international d'agriculture biosaline de Dubaï ou le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides d'Alep, en République arabe syrienne.

En juin, le Président du FIDA a signé avec la BIsD le premier accord relatif à un pays, en vue de cofinancer le Programme de création de possibilités économiques au Yémen. Les préparatifs ont commencé dans le courant de l'année, le début des travaux étant prévu en janvier 2011.

Lorsqu'il a prononcé son allocution lors du symposium annuel de la BIsD de 2010, le Président

du FIDA a souligné les principales priorités du partenariat: augmenter la productivité agricole en accélérant l'investissement; faire en sorte que les petits exploitants soient traités comme des entrepreneurs; investir en faveur des jeunes ruraux, femmes et hommes; et forger des partenariats entre les secteurs public et privé.

### **Fonds de l'OPEP pour le développement international**

Dans le logo du FIDA, les pays de l'OPEP représentent l'une des trois tiges qui soutiennent un épi de blé, et le Fonds de l'OPEP pour le développement international est partenaire du FIDA depuis sa fondation, il y a plus de 30 ans. Le Fonds de l'OPEP demeure l'un de nos principaux partenaires et, avec des cofinancements s'élevant à près de 485 millions d'USD pour 85 opérations communes, il est le troisième plus important cofinancier des programmes et projets appuyés par le FIDA à l'échelle mondiale. Conjointement, nous avons cofinancé des projets dans plus de 30 pays, sur tous les continents sauf l'Amérique du Nord.

Dans les initiatives cofinancées, le Fonds de l'OPEP appuie généralement les infrastructures rurales, notamment l'alimentation en eau et les routes rurales, ainsi que les actifs agricoles, y compris le matériel agricole, la reconstitution du cheptel et les installations agroalimentaires du secteur privé.

En 2010, nous avons renforcé notre coopération avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international en signant un accord qui vise à promouvoir de nouveaux mécanismes de financement susceptibles d'encourager les investissements en faveur de l'agriculture. L'idée est d'attirer des investisseurs du secteur privé et de mettre au point des modèles d'entreprise qui procurent des avantages tant aux investisseurs qu'aux paysans locaux. Dans un communiqué commun, nous nous sommes déclarés préoccupés par le fait que l'agriculture n'a pas reçu les ressources financières et techniques nécessaires à son développement. Par ailleurs, les gouvernements n'ont pas accordé à ce secteur la priorité voulue. De concert, nous avons aussi invité les donateurs et les institutions de développement à harmoniser leurs politiques et à aligner leurs programmes en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Dans le cadre de notre collaboration future, nous mettrons l'accent sur le secteur privé, le financement des transactions commerciales et la pauvreté énergétique. Nous félicitant de l'initiative du Fonds de l'OPEP destinée à mettre l'énergie au service des pauvres, nous avons décidé d'étudier les possibilités d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux sources modernes d'énergie, en tant que moyen efficace de favoriser le développement économique et social et d'accroître la productivité agricole.

## **L'Alliance pour une révolution verte en Afrique**

Le FIDA coopère avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) en vue d'accroître la productivité agricole des petits exploitants et d'améliorer leur accès aux intrants et aux marchés.

En mars, nous avons pris part au Conseil des partenariats de l'AGRA présidé par Kofi Annan, qui s'est tenu à Nairobi. En septembre, nous nous sommes associés à l'AGRA et à d'autres parties prenantes pour héberger le Forum sur la révolution verte en Afrique à Accra, au Ghana. Organisé pour la première fois sur le continent africain, ce forum a attiré 250 participants. Des mesures prometteuses ont été prises en vue d'élaborer des plans d'investissement concrets favorisant une révolution verte dans la région. Dans son discours liminaire à l'intention des participants au forum, le Président du FIDA a insisté sur les efforts que nous déployons pour soutenir une révolution "encore plus verte" en Afrique. "Nous devons axer notre action sur les jeunes et les petits exploitants", a-t-il déclaré. "Sans eux, il n'y aura pas de révolution verte en Afrique."

Augmenter la production vivrière ne représente que la moitié de la tâche incombant aux paysans et, en 2010, nous sommes intervenus avec l'AGRA au Kenya et au Mozambique dans le cadre de deux programmes de commercialisation, qui avaient été tous les deux conçus en collaboration avec l'Alliance. Par l'intermédiaire de l'Equity Bank au Kenya, l'AGRA accorde des garanties de crédit qui permettent aux cultivateurs d'acheter des intrants. Depuis le début de l'initiative, en 2009, plus de 30 000 agriculteurs ont obtenu des prêts grâce à ce mécanisme. Au Mozambique, l'AGRA aide les grossistes et les détaillants à favoriser l'ouverture des marchés et à accéder à des financements.

En 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé le Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale en République-Unie de Tanzanie, qui est cofinancé par l'AGRA. Ce programme consolidera et amplifiera les acquis des deux programmes de finance rurale et de commercialisation financés par le FIDA, qui sont en cours d'exécution. L'AGRA, qui apporte 6,9 millions d'USD, reproduira son système éprouvé de garantie des prêts.

Nous collaborons également avec l'AGRA dans le cadre de la Coalition pour la mise en valeur du riz en Afrique (CARD). Cette coalition a été mise sur pied en 2008 dans le but de doubler la production africaine de riz en dix ans. Le comité de pilotage de la Coalition, qui est actuellement coprésidé par le FIDA, réunit un vaste éventail de partenaires. Les ruraux pauvres, femmes et hommes, qui bénéficient de l'assistance de la Coalition représentent l'ensemble de la filière riz, de la production aux activités de commercialisation, notamment la transformation, le conditionnement, le

transport et le stockage. Les travaux menés actuellement par la Coalition pour établir un lien entre les stratégies nationales de développement de la riziculture et les stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance sont financés par un don du FIDA octroyé en 2009. Ils ont pour objectif de faire le bilan des bonnes pratiques et de promouvoir la coopération Sud-Sud.

Nous avons aussi accordé des dons d'un montant total de 1,2 million d'USD au Fonds de développement des entreprises en Afrique, qui est hébergé par l'AGRA. Ils permettent d'accorder des prêts sans intérêt et des dons en vue d'accroître les débouchés offerts aux petits exploitants.

Pour de plus amples renseignements sur l'AGRA, se reporter à l'adresse suivante:

<http://www.agra-alliance.org>.

## **Banque africaine de développement**

La collaboration du FIDA avec la Banque africaine de développement (BAfD) remonte à près de 30 ans. Au cours de cette période, la BAfD a assuré le cofinancement de 13 projets appuyés par le FIDA en Afrique, pour un montant supérieur à 289 millions d'USD. L'un de ces projets, qui a démarré en 2008 à Madagascar, vise à améliorer l'accès des populations rurales aux services financiers par le biais des organisations paysannes. Il a aussi pour objet de renforcer ces organisations pour qu'elles puissent participer plus activement aux décisions stratégiques. Les femmes et les jeunes sont spécialement visés, en tant que membres potentiels de ces associations.

Un autre projet en cours d'exécution au Ghana renforce la performance institutionnelle, le champ d'action et l'approche axée sur le client, dans tous les segments du système financier rural, en insistant sur la finance agricole.

Nous élaborons ensemble des programmes stratégiques nationaux communs dans les pays où les gouvernements sont d'accord, et où la collaboration en matière de supervision a progressé en 2010. Au cours de l'année, des initiatives visant à aller au-delà du cofinancement des projets ont aussi vu le jour. L'application à plus grande échelle des opérations réussies, le travail de gestion conjointe des savoirs, et la rationalisation de la conception des projets et des rapports de préévaluation, en vue d'améliorer l'efficacité de l'exécution, sont autant de domaines dans lesquels les deux organisations ont l'intention de renforcer leur coopération.

## **Travailler avec des partenaires dans le cadre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique**

En 2010, la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) a continué de progresser rapidement, soutenue



énergiquement par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses États membres. Le FIDA appuie ce processus et s'emploie, en partenariat avec les gouvernements et avec d'autres organismes, à garantir que les intérêts des petits exploitants sont pris pleinement en compte.

Après l'élaboration des pactes du CAADP, les plans nationaux d'investissement du CAADP en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture ont été mis au point définitivement. En juin, la CEDEAO a accueilli à Dakar, au Sénégal, une réunion de travail CEDEAO/CAADP qui a débouché sur des annonces de contributions financières supplémentaires destinées à la mise en œuvre des plans d'investissement. Des réunions complémentaires se sont tenues au Cap-Vert, au Mali et au Niger.

De même, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a accéléré l'élaboration de pactes et de plans d'investissement en Afrique orientale; d'importantes réunions se sont tenues à cet effet en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), certains pays mettent à exécution le processus du CAADP, tout comme plusieurs pays d'Afrique du Centre et du Maghreb, bien qu'ils bénéficient d'un soutien moindre de la part de la communauté économique régionale.

À la fin de 2010, 21 pays et la CEDEAO avaient signé des pactes avec les parties prenantes, et 14 pays avaient achevé leurs plans d'investissement. Quatre d'entre eux (Niger, Rwanda, Sierra Leone et Togo) ont reçu des fonds du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, un mécanisme de financement multilatéral hébergé par la Banque mondiale.

Notre rôle de soutien au CAADP en Afrique de l'Ouest et du Centre se trouve renforcé à mesure que les parties prenantes africaines elles-mêmes s'investissent davantage dans la direction du programme. Le FIDA demeure l'organisme donateur de référence pour ce qui est d'encourager les organisations paysannes à jouer un rôle dans ce processus. Nous nous employons également à garantir que tous les plans prennent convenablement en compte les rôles et les perspectives des femmes et des jeunes.

Le FIDA fait aussi partie du groupe informel de partenaires donateurs qui coordonne dans l'ensemble l'appui au CAADP. Au niveau des pays, les programmes que nous finançons servent de point de départ pour la conception de plusieurs plans d'investissement du CAADP. En conséquence, les Gouvernements sierra-léonais et togolais ont désigné le FIDA comme organisme chargé de la supervision des programmes financés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le premier de ces programmes, soumis à l'approbation du comité de pilotage à la fin de 2010, a été préparé par le Gouvernement togolais, le FIDA et la FAO, en étroite collaboration.

## Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural

Le FIDA est membre fondateur et coprésident de la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural. Moyennant des activités de plaidoyer s'appuyant sur des preuves, la Plateforme œuvre en faveur d'une aide accrue et plus efficace. En outre, elle met en évidence le rôle que des investissements plus utiles doivent jouer dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle renforce également la capacité des institutions membres à appuyer efficacement le développement agricole et rural en facilitant l'apprentissage partagé et le regroupement des meilleures pratiques, et elle aide les spécialistes à se tenir informés des innovations et des savoirs les plus récents.

En 2010, la Banque mondiale, l'un des membres de la Plateforme mondiale des donateurs, a décidé de mettre en ligne, sur le site web de la Plateforme, son étude intitulée *Rising Global Interest in Farmland* ("L'intérêt croissant pour les terres agricoles dans le monde"), et d'inviter les principaux groupes de parties intéressées à participer à un débat virtuel. Près de 3 400 visiteurs ont téléchargé le rapport et 96 d'entre eux – venant de 33 pays – ont participé activement à ce débat, qui a duré un mois.

Bien que les femmes jouent un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire et le bien-être du ménage, les dépenses consacrées aux questions de parité hommes-femmes dans le domaine du développement agricole et rural restent terriblement faibles. La note d'orientation de la Plateforme publiée en décembre 2010 récapitule l'état présent des réflexions sur ce sujet et formule des recommandations générales.

En 2010, dans le cadre du consortium que constitue la Plateforme mondiale des donateurs, nous avons pris part à la seizième session de la Conférence des Parties, qui s'est tenue à Cancun en novembre-décembre 2010, et nous avons prêté notre concours pour une table ronde sur le financement du secteur agricole en matière de changement climatique.

Pour de plus amples renseignements sur la Plateforme, se reporter à l'adresse suivante:

<http://www.donorplatform.org>.

## Organisations paysannes

Grâce à nos partenariats avec les organisations paysannes, nous restons en contact avec les petits exploitants et les autres populations démunies des zones rurales. Ces échanges étant à double sens, ils permettent aux paysans de faire connaître leurs besoins et leurs préoccupations dans le cadre des plateformes nationales et internationales, et donc de contribuer à la conception et à l'exécution des programmes et des projets que nous appuyons.

La troisième réunion mondiale du Forum paysan s'est tenue au siège du FIDA à Rome, en février. Elle a

rassemblé 70 dirigeants d'organisations représentant des millions de petits exploitants et de producteurs ruraux. Environ 40% des participants étaient des femmes. D'après le rapport de situation sur nos partenariats avec les organisations paysannes qui a été présenté, la participation des organisations de producteurs ruraux à la conception et l'exécution de nos programmes de pays progresse tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Une session spéciale du Forum a été consacrée à la promotion de la participation des femmes aux instances dirigeantes des organisations paysannes (voir page 11). Afin d'associer à cet événement ceux qui ne pouvaient pas y être présents, nous avons encouragé la couverture du Forum par le biais des réseaux sociaux. Dix volontaires s'en sont chargés, en direct, en utilisant Twitter, la photographie, des vidéos et le blog social du FIDA.

Le FIDA a aussi accordé des dons à des organisations paysannes aux niveaux national, régional et international. Parmi les bénéficiaires ont figuré le Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique et AgriCord, le réseau des agri-agences qui appuie les organisations paysannes dans les pays en développement. Nous avons aussi créé, en partenariat avec AgriCord, un petit dispositif visant à encourager la participation des organisations paysannes à la conception des projets nationaux financés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Un nouveau partenaire important est apparu cette année: le Forum panafricain des producteurs agricoles (PAFFO). Il s'agit du premier forum continental africain qui soit entièrement dirigé par des paysans. Il leur permet d'exprimer leurs préoccupations dans les débats sur les orientations générales, en particulier avec l'Union africaine. Le FIDA a cofinancé l'organisation de l'assemblée générale constitutive de ce forum en octobre à Lilongwe, au Malawi.

Le financement du Forum panafricain des producteurs agricoles est une composante du Programme d'appui aux organisations paysannes africaines, qui a été lancé en 2009. Ce programme, dont bénéficient environ 53 organisations nationales, regroupe les réseaux d'organisations paysannes d'Afrique subsaharienne. Il a aussi aidé les réseaux sous-régionaux à engager des activités avec les communautés économiques régionales.

En octobre, nous avons accueilli le Forum international des ONG/OSC, qui a précédé la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Ce forum a permis aux associations paysannes et à d'autres groupements de la société civile de participer au débat mondial sur la sécurité alimentaire.

Près du village d'Amghrass, l'amélioration des systèmes d'irrigation permet aux agriculteurs de cultiver des oliviers, des amandiers et des noyers robustes et productifs. →

Maroc: Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz

©FIDA/S. Beccio





# Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Les tableaux et graphiques du présent chapitre contiennent des données détaillées sur le portefeuille de projets du FIDA en cours et sur les valeurs cumulées. Des chiffres essentiels sur la période 1978-2010 figurent dans le tableau 1 et les graphiques connexes (au début du rapport).

## Portefeuille en cours

En 2010, comme en 2009, notre portefeuille en cours a continué d'augmenter, comptant 234 programmes et projets à la fin de l'année (tableau 3), contre 218 en 2009. Notre investissement en faveur du portefeuille en cours a également progressé, atteignant 4,2 milliards d'USD contre 3,9 milliards d'USD en 2009. Les deux régions d'Afrique subsaharienne – l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et l'Afrique orientale et australe – bénéficient conjointement de 104 programmes et projets en cours, pour un investissement de près de 1,8 milliard d'USD, en valeur cumulée.

## Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Les cofinancements totaux mobilisés en 2010 ont progressé d'environ 140% par rapport à 2009, atteignant le montant important de 1,6 milliard d'USD (tableaux 1 et 4). Cet accroissement a concerné tous les types de cofinancements, qu'ils proviennent de sources nationales ou de cofinanceurs extérieurs, ces derniers comprenant les sources multilatérales et bilatérales et les ONG. Les cofinanceurs multilatéraux ont continué

d'assurer la majeure partie des cofinancements extérieurs au cours de l'année, suivis des donateurs bilatéraux. Le graphique 9 donne la ventilation des programmes et projets appuyés par le FIDA pour 2010, par type de cofinancement extérieur.

Le graphique 10 indique les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA à ce jour: le Fonds de l'OPEP pour le développement international arrive en tête, suivi de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD – Groupe de la Banque mondiale) et du Fonds arabe de développement économique et social (FADES). À eux quatre, ces donateurs représentent plus de 50% du total des cofinancements multilatéraux, qui s'élèvent à 2,5 milliards d'USD.

Le graphique 11 indique nos principaux donateurs bilatéraux, la Belgique, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni étant les plus importants. Conjointement, ils ont assuré près de 70% des cofinancements bilatéraux, qui s'élèvent au total à 673,4 millions d'USD depuis le début des activités du FIDA en 1978.

Au cours de l'année, dans le cadre des efforts que nous déployons actuellement pour mobiliser des ressources afin d'accroître le montant total des fonds de source extérieure disponibles pour les États membres en développement, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé la création du Fonds fiduciaire du mécanisme

**TABLEAU 3**  
**Portefeuille de programmes et projets en cours par région<sup>a</sup>**  
Fin décembre 2010

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA <sup>b</sup> (en millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	54	777,7
Afrique orientale et australe	50	1 010,3
Asie et Pacifique	58	1 336,5
Amérique latine et Caraïbes	30	487,8
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	42	622,6
<b>Total<sup>c</sup></b>	<b>234</b>	<b>4 234,9</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés qui sont entrés en vigueur et ne sont pas encore achevés.

<sup>b</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), les dons au titre de composantes et les contributions au titre des reconstitutions des ressources du FIDA. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

<sup>c</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Le Fonds fiduciaire est constitué d'un prêt de 285,5 millions d'EUR (équivalant à 400 millions d'USD) et d'un don de 14,5 millions d'EUR (équivalant à 20,3 millions d'USD), qui ont été accordés par le Gouvernement espagnol et seront engagés pendant la période couverte par la huitième reconstitution.

### Financement en faveur de régions et pays prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2010, 84,5% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 56,3% à des pays placés par l'ONU dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition

régionale, les deux régions de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié conjointement de plus de 50% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2010 (graphique 12).

### Financement par sous-secteur

Au cours des cinq dernières années, les investissements du FIDA par sous-secteur ont été répartis de manière assez équilibrée entre nos domaines d'action prioritaires (graphique 13). La part la plus importante a été consacrée à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles, ce qui témoigne de notre engagement fondamental à accroître durablement la productivité agricole des populations rurales pauvres, afin qu'elles puissent pratiquer une agriculture autre que de subsistance. Les services financiers ruraux arrivent en deuxième place pour ce qui est des fonds investis, et les marchés et l'infrastructure connexe suivent de près en troisième

**TABLEAU 4**  
**Financement des programmes et projets du FIDA, 1978-2010**  
(montants en millions d'USD)

	1978-1998	1999-2003	2004-2008	2009	2010	1978-2010
FIDA <sup>a, b</sup>	6 089,8	1 961,0	2 473,4	677,1	807,4	12 008,7
Cofinancements <sup>c</sup>	5 747,2	917,5	1 117,1	313,4	691,7	8 786,9
Contributions nationales	6 785,1	1 312,1	1 425,1	372,0	928,3	10 822,6
<b>Total<sup>d, e</sup></b>	<b>18 622,1</b>	<b>4 190,7</b>	<b>5 015,6</b>	<b>1 362,5</b>	<b>2 427,4</b>	<b>31 618,2</b>
Nombre de programmes et projets <sup>f</sup>	521	128	144	33	33	859

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de composantes et les contributions au titre des reconstitutions des ressources du FIDA. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

<sup>b</sup> Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

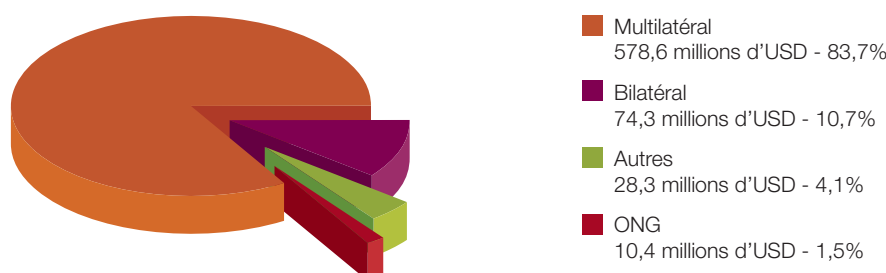
<sup>c</sup> Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

<sup>d</sup> Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes/projets précédemment approuvés. Les dons ne se rapportant pas à des programmes ou des projets ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

<sup>e</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>f</sup> Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

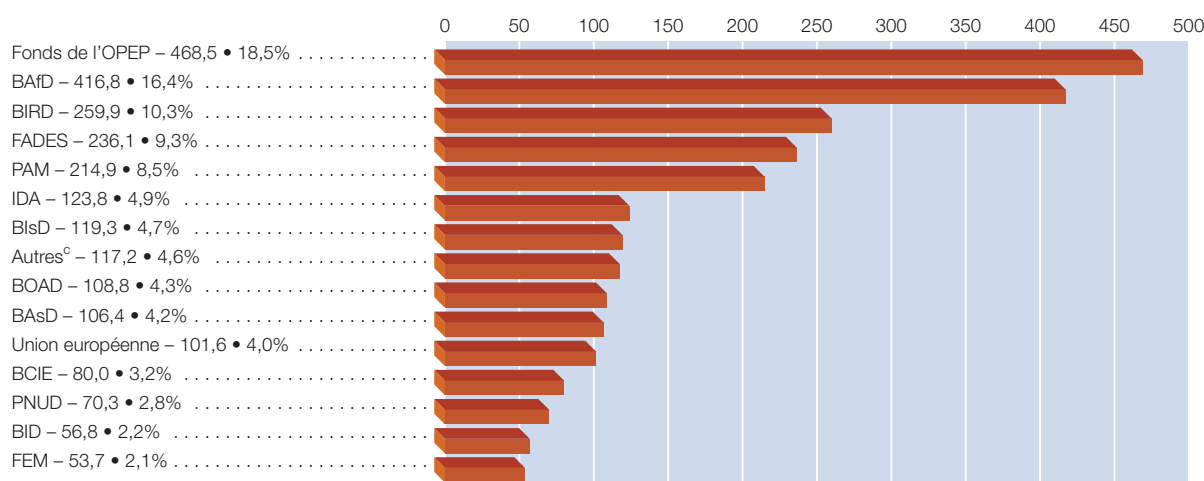
**GRAPHIQUE 9**  
**Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2010**  
(sur un montant total de 691,7 millions d'USD)<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## GRAPHIQUE 10

**Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2010<sup>a, b</sup>**  
(montants en millions d'USD)



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

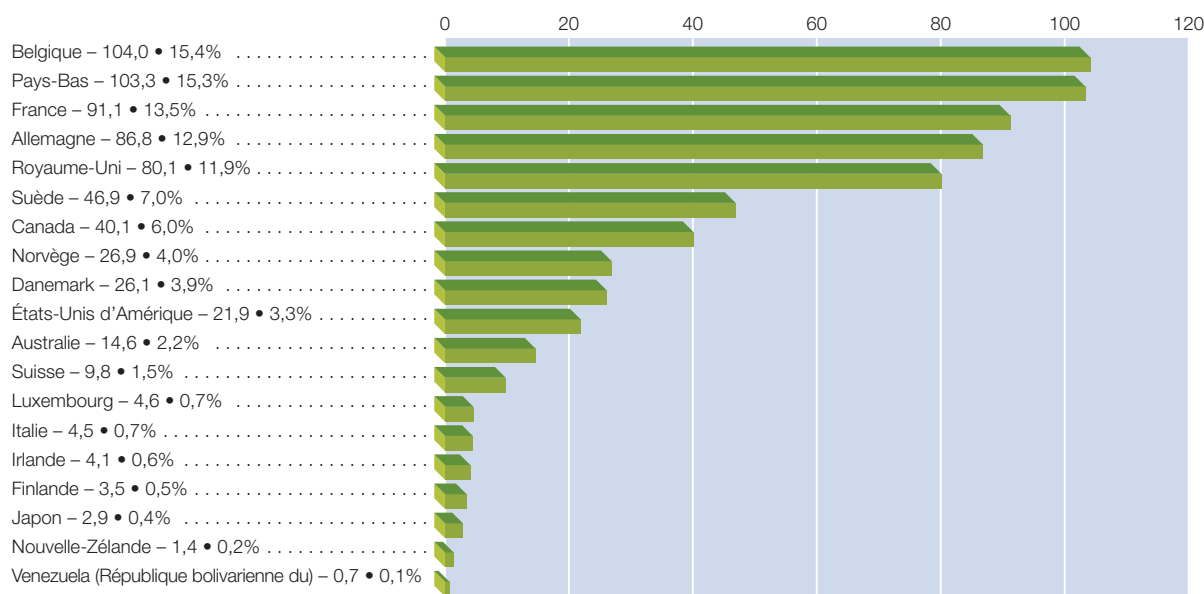
<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, qui s'élève à 2 533,9 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

<sup>b</sup> Fonds de l'OPEP = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BAfD = Banque africaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; IDA = Association internationale de développement; BIsD = Banque islamique de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; BAsD = Banque asiatique de développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; BID = Banque interaméricaine de développement; et FEM = Fonds pour l'environnement mondial.

<sup>c</sup> Les autres cofinanceurs sont notamment les suivants: Office arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID); Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA); Société andine de développement (SAD); Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK); Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA); Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD); Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

## GRAPHIQUE 11

**Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2010<sup>a</sup>**  
(montants en millions d'USD)



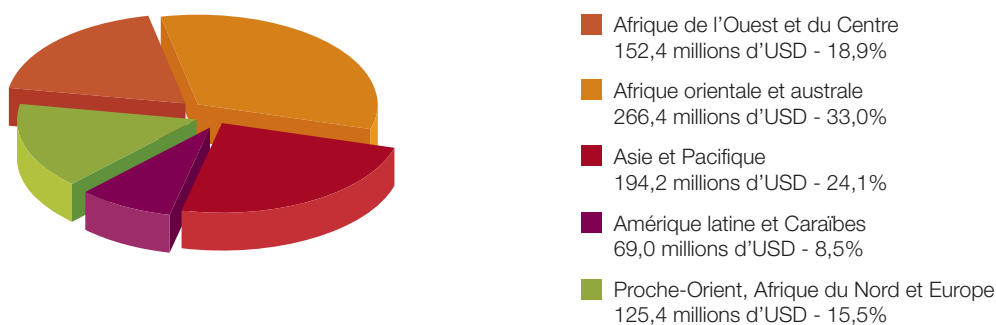
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 673,4 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.



**GRAPHIQUE 12****Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2010<sup>a</sup>**

(sur un montant total de 807,4 millions d'USD)



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de composantes et les contributions au titre des reconstitutions des ressources du FIDA. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

**TABLEAU 5****Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2010<sup>a, b</sup>**

(montants en millions d'USD)

	1978-1998	1999-2003	2004-2008	2009	2010	1978-2010
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>						
Montant total	1 041,3	398,7	377,7	113,6	152,4	2 083,8
Nombre de programmes et projets	113	32	29	8	5	187
<b>Afrique orientale et australe</b>						
Montant total	1 008,1	423,7	545,7	140,1	266,4	2 384,0
Nombre de programmes et projets	93	27	30	4	8	162
<b>Asie et Pacifique</b>						
Montant total	2 044,2	509,7	895,1	217,5	194,2	3 860,6
Nombre de programmes et projets	135	26	40	9	7	217
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>						
Montant total	960,2	321,1	286,7	102,0	69,0	1 739,0
Nombre de programmes et projets	94	19	20	6	6	145
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>						
Montant total	1 035,9	307,8	368,3	104,0	125,4	1 941,4
Nombre de programmes et projets	86	24	25	6	7	148
<b>Montant total du financement du FIDA<sup>c</sup></b>	<b>6 089,8</b>	<b>1 961,0</b>	<b>2 473,4</b>	<b>677,1</b>	<b>807,4</b>	<b>12 008,7</b>
<b>Nombre total de programmes et projets<sup>d</sup></b>	<b>521</b>	<b>128</b>	<b>144</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>859</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de composantes et les contributions au titre des reconstitutions des ressources du FIDA. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

<sup>b</sup> Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes/projets précédemment approuvés.

<sup>c</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>d</sup> Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

position. Ces domaines sont essentiels pour nos travaux, qui visent à stimuler la croissance économique en milieu rural et à permettre aux petits producteurs d'avoir accès à des marchés rentables et transparents.

### Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt<sup>11</sup>

La plus grande part des financements destinés par le FIDA à des programmes et projets d'investissement est accordée sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables<sup>12</sup>. En 2010, les prêts de cette catégorie ont représenté, en valeur, 66,3% du financement total des programmes et projets, tandis que les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) représentaient 18,8% de ce total (graphique 14).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA, les dons au titre du CSD et

les prêts assortis de conditions particulièrement favorables représentent actuellement 75% du total, soit une part supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères en matière de prêts. Les chiffres relatifs aux investissements en fonction des conditions de financement figurent au tableau 6, tandis que le tableau 7 indique la répartition régionale des ressources en fonction des conditions de financement.

### Décaissements des prêts

En 2010, les décaissements au titre des prêts du FIDA aux États membres emprunteurs ont atteint le chiffre record de 457,5 millions d'USD (tableau 8). En valeur cumulée, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire pendant la période 1979-2010 s'élevaient à 7 351,1 millions d'USD (72,8% des engagements effectifs) fin 2010 (tableaux 8 et 9), contre 6 893,6 millions d'USD (76,9% des engagements effectifs) fin 2009.

**GRAPHIQUE 13**  
Financement du portefeuille actuel du FIDA par sous-secteur (fin 2010)

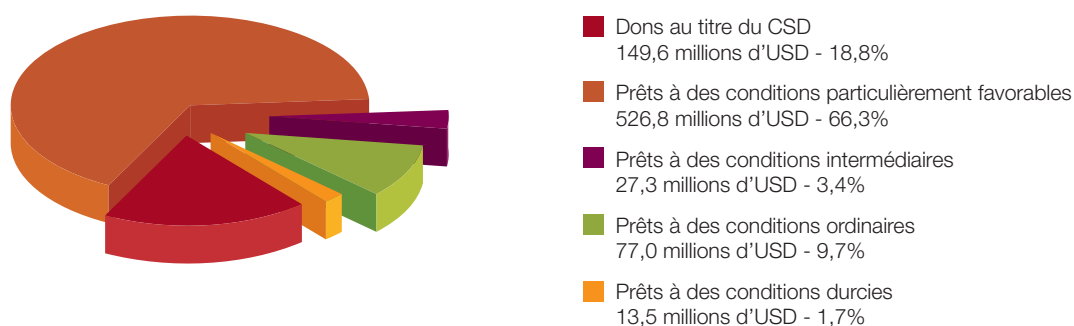


Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

\* L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, l'élevage, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

\*\* Les autres sous-secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi et l'évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

**GRAPHIQUE 14**  
Prêts du FIDA par conditions de prêt et dons au titre du CSD, 2010  
(sur un montant total de 794,2 millions d'USD)<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>11</sup> Ces instruments financiers et ces conditions ont trait aux prêts et aux dons au titre du CSD consentis par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucune incidence sur les modalités et conditions dont sont assorties les lignes de crédit proposées dans le cadre des programmes et projets.

<sup>12</sup> En 2010, le FIDA a accordé des prêts assortis de quatre types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt annuel variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

**TABLEAU 6**  
**Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, 1978-2010<sup>3</sup>**  
(montants en millions d'USD)

	1978-1998	1999-2003	2004-2008	2009	2010	1978-2010
<b>Dons au titre du CSD</b>						
Montant	-	-	211,7	193,8	149,6	555,1
Nombre de dons	-	-	23	21	14	58
<b>Prêts à des conditions particulièrement favorables</b>						
Montant	4 052,9	1 612,5	1 861,1	281,0	526,8	8 334,3
Nombre de prêts	367	105	113	18	22	625
<b>Prêts à des conditions durcies</b>						
Montant	-	-	-	-	13,5	13,5
Nombre de prêts	-	-	-	-	1	1
<b>Prêts à des conditions intermédiaires</b>						
Montant	1 354,7	171,3	172,1	87,6	27,3	1 813,1
Nombre de prêts	116	12	11	4	1	144
<b>Prêts à des conditions ordinaires</b>						
Montant	625,8	172,3	227,4	108,1	77,0	1 210,6
Nombre de prêts	51	10	15	9	6	91
<b>Montant total</b>	<b>6 033,5</b>	<b>1 956,1</b>	<b>2 472,4</b>	<b>670,4</b>	<b>794,2</b>	<b>11 926,6</b>
<b>Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD<sup>b, c</sup></b>	<b>534</b>	<b>127</b>	<b>162</b>	<b>52</b>	<b>44</b>	<b>919</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

<sup>c</sup> Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

**TABLEAU 7**  
**Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD par région, 1978-2010<sup>3</sup>**  
(montants en millions d'USD)

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
<b>Dons au titre du CSD</b>						
Montant	181,0	180,8	96,0	17,1	80,2	555,1
Nombre de dons	19	14	10	5	10	58
<b>Prêts à des conditions particulièrement favorables</b>						
Montant	1 758,0	2 065,5	3 210,4	388,7	911,8	8 334,3
Nombre de prêts	174	149	185	38	79	625
<b>Prêts à des conditions durcies</b>						
Montant	-	-	-	-	13,5	13,5
Nombre de prêts	-	-	-	-	1	1
<b>Prêts à des conditions intermédiaires</b>						
Montant	105,2	109,0	538,4	470,0	590,5	1 813,1
Nombre de prêts	11	11	33	50	39	144
<b>Prêts à des conditions ordinaires</b>						
Montant	21,3	10,7	-	857,8	320,8	1 210,6
Nombre de prêts	3	3	-	62	23	91
<b>Total</b>	<b>2 065,4</b>	<b>2 365,9</b>	<b>3 844,8</b>	<b>1 733,6</b>	<b>1 916,8</b>	<b>11 926,6</b>
<b>Pourcentage du total de prêts et de dons au titre du CSD du FIDA</b>	<b>17,3</b>	<b>19,8</b>	<b>32,2</b>	<b>14,5</b>	<b>16,1</b>	<b>100,0</b>
<b>Nombre total de prêts<sup>b, c</sup> et de dons au titre du CSD</b>	<b>207</b>	<b>177</b>	<b>228</b>	<b>155</b>	<b>152</b>	<b>919</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

<sup>c</sup> Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.



## Ressources de base et fonds supplémentaires en 2010

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit notamment de ses fonds propres, du produit des placements, des remboursements de prêts, et des contributions des États membres et des institutions multilatérales. Ces contributions nous parviennent dans le cadre de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

## Huitième reconstitution des ressources du FIDA (2010-2012)

La période de trois ans couverte par la huitième reconstitution des ressources du FIDA a commencé en janvier 2010. Au 31 décembre 2010, les annonces de contributions des États membres à la reconstitution s'élevaient à 1 076,8 millions d'USD, soit 90% du montant fixé comme objectif pour cette reconstitution. Les instruments de contribution déposés s'élevaient au total à 868,7 millions d'USD, et les versements effectivement reçus atteignaient 611,5 millions d'USD

**TABLEAU 8**

**Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2010<sup>a</sup>**  
(montants en millions d'USD)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	1979-2010
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>	34,2	34,2	30,4	36,0	33,0	34,5	48,6	61,4	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	1 063,5
<b>Afrique orientale et australe</b>	24,9	37,9	30,7	40,2	54,1	46,9	55,4	70,2	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	1 307,0
<b>Asie et Pacifique</b>	94,8	95,7	86,2	83,0	97,9	86,1	78,7	73,1	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	2 517,4
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	45,3	50,4	53,2	51,0	63,1	51,4	47,0	49,1	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	1 180,7
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>	28,9	55,5	70,2	59,7	43,2	44,5	56,1	57,6	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	1 282,5
<b>Total<sup>b</sup></b>	<b>228,2</b>	<b>273,7</b>	<b>270,7</b>	<b>269,8</b>	<b>291,3</b>	<b>263,4</b>	<b>285,8</b>	<b>311,4</b>	<b>341,6</b>	<b>386,9</b>	<b>398,7</b>	<b>424,1</b>	<b>437,5</b>	<b>457,5</b>	<b>7 351,1</b>

Source: Système prêts et dons.

<sup>a</sup> Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

<sup>b</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 9**

**Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2010<sup>a</sup>**  
(montants en millions d'USD)

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Total
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>				
Montant		989,6	60,3	1 063,5
Pourcentage de l'engagement effectif		75,1	100,0	69,7
<b>Afrique orientale et australe</b>				
Montant		1 216,4	89,4	1 307,0
Pourcentage de l'engagement effectif		70,0	86,8	71,5
<b>Asie et Pacifique</b>				
Montant		2 140,2	377,2	2 517,4
Pourcentage de l'engagement effectif		72,0	89,2	73,6
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>				
Montant		311,6	389,3	1 180,7
Pourcentage de l'engagement effectif		79,3	89,3	71,1
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>				
Montant		727,8	344,9	1 282,5
Pourcentage de l'engagement effectif		84,8	68,8	76,9
<b>Total</b>		<b>5 385,6</b>	<b>1 261,1</b>	<b>7 351,1</b>
<b>Pourcentage total de l'engagement effectif</b>		<b>72,2</b>	<b>81,7</b>	<b>63,4</b>

Source: Système prêts et dons.

<sup>a</sup> Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

(57% des annonces de contributions). À la même date, les versements effectivement reçus au titre de la septième reconstitution s'élevaient à 613,4 millions d'USD (96% des annonces de contributions).

L'objectif du programme de travail triennal du FIDA pour la période de la huitième reconstitution a été fixé à 3,0 milliards d'USD; cette somme, associée au cofinancement, devrait permettre des investissements d'un montant total de 7,5 milliards d'USD destinés au développement agricole, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

### Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

Il est prévu que la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA commence en février 2011, après la session du Conseil des gouverneurs. La Consultation définira les priorités du FIDA, ses orientations générales et institutionnelles, et le cadre de financement pour la période couverte par la neuvième reconstitution.

### Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées au FIDA en sus des contributions ordinaires aux reconstitutions<sup>13</sup>. Ils comprennent toutes les ressources reçues d'un ou plusieurs donateurs et acheminées par l'intermédiaire du FIDA pour financer ou cofinancer des activités spécifiques, des programmes et des projets, ainsi qu'il est indiqué dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur.

Les principaux accords conclus en 2010 ont été passés avec des partenaires, notamment la Commission européenne et les Gouvernements danois et suisse. En juillet, pour appuyer les travaux menés par le Consortium du GCRAI, le FIDA a signé le troisième accord de contribution avec la Commission européenne (voir page 49), qui a mis en place le cadre juridique nécessaire pour que le FIDA puisse administrer la contribution de la Commission européenne au GCRAI pour 2010, qui s'élève à 17,5 millions d'EUR. En décembre 2010, un autre accord de contribution en faveur du GCRAI, d'un montant de 5,25 millions d'EUR, a été conclu avec la Commission, afin d'appuyer le programme de renforcement des innovations agricoles utiles aux pauvres et favorisant la sécurité alimentaire dans la région des Andes, par l'intermédiaire du Centre international de la pomme de terre.

Grâce à ces nouvelles contributions, le montant total des fonds apportés par la Commission européenne au

réseau du GCRAI, par l'intermédiaire du FIDA, s'élève à 135,3 millions d'EUR pour la période 2007-2010. Ce programme a pour objectif général de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté, moyennant le développement agricole et des innovations rurales utiles aux populations rurales pauvres.

Dans le cadre de la Facilité alimentaire de la Commission européenne, la Commission et le FIDA ont signé en 2010 un nouvel accord, d'un montant de 20,0 millions d'EUR, qui permettra, en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), d'accroître la disponibilité des variétés améliorées de semences et d'aider les petits exploitants à augmenter la production agricole. Ces fonds se sont ajoutés aux 36,5 millions d'EUR que la Commission avait déjà accordés en 2009 en vue d'accroître la sécurité alimentaire en Afrique orientale et australe.

En décembre 2010, nous avons signé un accord administratif avec la Suisse, prévoyant l'apport de 1,7 million de CHF destinés à appuyer notre effort d'amélioration des projets dans le secteur hydrique. Nous avons aussi signé avec le Gouvernement danois un accord de cofinancement, d'un montant de 27,0 millions de DKK, pour appuyer les jeunes entrepreneurs en République de Moldova.

En novembre, le FIDA et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD – Groupe de la Banque mondiale), en qualité d'administrateur du Fonds fiduciaire du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), ont signé un accord portant sur un montant de 3,4 millions d'EUR, qui nous permet de concevoir et de superviser deux programmes du GAFSP en Sierra Leone et au Togo. Ces programmes ont reçu de la part du GAFSP des dons d'un montant total de 89 millions d'USD, dont 70 millions seront utilisés sous la supervision du FIDA.

Dans l'ensemble, en 2010, le FIDA a reçu dans le cadre d'accords signés en 2010 et au cours des années précédentes 59,6 millions d'USD de fonds supplémentaires, dont 29,0 millions d'USD au titre de la Facilité alimentaire de la Commission européenne. Le tableau 10 récapitule les fonds supplémentaires reçus pendant l'année.

### Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette apporte une contribution significative à la réduction de la pauvreté dans nombre

<sup>13</sup> Les ressources principales du FIDA sont définies à l'article 4 de l'Accord portant création du Fonds. Les fonds supplémentaires sont d'autres fonds acceptés pour compléter ces ressources afin de renforcer les opérations du FIDA et d'établir des relations et des partenariats stratégiques avec des États membres. Les fonds supplémentaires mentionnés dans la présente section servent à financer des programmes ou activités spécifiques et incluent les ressources acheminées par l'intermédiaire du FIDA pour cofinancer des programmes et projets appuyés par des prêts. Ils ne comprennent pas les ressources obtenues pour les cadres associés, ni les fonds que le FIDA administre pour le compte des organisations partenaires qu'il héberge (Mécanisme mondial et Coalition internationale pour l'accès à la terre) ou du Fonds pour l'environnement mondial.

de pays parmi les plus pauvres de la planète. Nous avons continué, au cours de l'année 2010, à apporter notre plein soutien à l'action menée à l'échelle internationale pour résoudre le problème de la dette existante des pays pauvres, dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE). Parallèlement, nous avons utilisé notre Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas de nouvelles dettes.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont réalisé des progrès sensibles sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 90% des pays admissibles (35 pays sur 38) ont franchi le point de décision et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente et un pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette –, et sept en sont au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

À sa session de décembre 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un document établissant que les Comores ont atteint le point de décision pour un allègement de la dette. En outre, cinq pays – le Congo, la République démocratique du Congo, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Togo – ont atteint leur point d'achèvement et remplissent les conditions requises pour un allègement irrévocable de

leur dette. Nos engagements représentent au total à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 715,3 millions d'USD en valeur nominale.

Compte tenu en particulier de la crise financière actuelle, le maintien de la dette à un niveau supportable au-delà du point d'achèvement reste un sujet de préoccupation. Selon des analyses de la soutenabilité de la dette, seulement 40% environ des pays ayant franchi le point d'achèvement présentent aujourd'hui un faible risque de surendettement. Le nombre de ceux dont le risque est jugé élevé est même en augmentation. Cette situation souligne la nécessité pour ces pays d'appliquer des politiques d'emprunt judicieuses et de renforcer leurs capacités en matière de gestion de la dette publique. Les créditeurs multilatéraux qui participent à l'Initiative PPTE surveillent les niveaux d'allègement de la dette en se fondant sur l'étude annuelle réalisée par la Banque mondiale. Nous participons à cette étude en transmettant toutes les informations relatives à l'endettement, conformément à nos obligations au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, et en restant en contact avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

En 2010, 18,8% du montant total des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement était constitué de dons au titre du CSD. Quatorze dons ont été approuvés, pour un montant total de 149,6 millions d'USD (tableau 6).

**TABLEAU 10**  
**Récapitulatif des fonds et cofinancements supplémentaires reçus en 2010 au titre des études thématiques et de l'assistance technique**  
(montants en millions d'USD)

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>Facilité alimentaire</i>		29,0	
<i>GCRAI</i>		8,1	
<i>Forum paysan</i>		2,0	
Total Commission européenne		39,1	39,1
Espagne	5,0	-	5,0
GAFSP (par le biais de la BIRD-Banque mondiale)	3,8	-	3,8
Pays-Bas	0,1	2,5	2,6
Belgique	-	2,5	2,5
Suisse	1,9	-	1,9
Danemark	-	1,4	1,4
COOPERNIC	1,4	-	1,4
Finlande	0,7	-	0,7
Italie	0,4	-	0,4
Norvège	0,3	-	0,3
Programme des Nations Unies pour le développement	0,3	-	0,3
Agence française de développement	0,1	-	0,1
FAO	0,1	-	0,1
<b>Total</b>	<b>14,1</b>	<b>45,5</b>	<b>59,6</b>

À la suite du tremblement de terre qui a ravagé Haïti au début de 2010, un ensemble de mesures d'allégement de la dette a été approuvé (voir page 30).

### **Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA**

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 2,8 milliards d'USD au titre du programme de travail ordinaire, ainsi que 0,3 milliard d'USD pour le compte de divers programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale. Le montant annuel des mouvements de trésorerie a atteint 1,7 milliard d'USD en 2010 contre 1,5 milliard d'USD en 2009, soit une augmentation de 13%.

En 2010, nous avons mené à bien un examen approfondi des politiques du FIDA en matière de placements et du niveau minimal de liquidité obligatoire. Les recommandations seront mises en œuvre en 2011. Pour mettre à l'abri ses investissements, compte tenu de la volatilité des marchés, le FIDA a encore restreint ses avoirs en créances titrisées, et il a abandonné ses opérations de prêt de titres et confié ses actifs à des gestionnaires de fonds plus performants. Nous avons également renforcé les directives en matière d'investissements et les activités de suivi des risques financiers. Grâce à ces initiatives, le rendement a dépassé 3%, ce qui est un bon résultat compte tenu du climat économique actuel.

Les consultations sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA commencent en février 2011. Dans cette perspective, nous avons analysé l'impact de divers niveaux de programmes sur les ressources financières du Fonds, dans le contexte du programme de changement et de réforme du FIDA.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour mobiliser des ressources destinées à financer les travaux du FIDA, nous avons évalué et défini avec précision d'autres solutions de financement, notamment l'emprunt de fonds à des États membres. Nous avons aussi aidé les bureaux de pays à faciliter les paiements locaux et à gérer les engagements spéciaux relatifs aux décaissements opérationnels.

Le FIDA joue un rôle de chef de file dans les initiatives des Nations Unies visant à améliorer l'efficacité opérationnelle à l'échelle du système. Nous coprésidons le groupe de travail du réseau finance et budget sur les services de trésorerie communs. En outre, nous hébergeons, administrons et coordonnons le site web de la communauté de pratique des services de trésorerie des Nations Unies, principale plateforme d'interaction entre les services de trésorerie des Nations Unies.

Au cours de l'année, le FIDA a amélioré la gestion financière des projets, ainsi que les pratiques d'administration des prêts et des dons. Un nouveau modèle d'administration des prêts a été adopté et le personnel a suivi un programme de certification des achats. Nous avons mis à l'essai avec succès les principaux éléments de ce nouveau modèle, en décentralisant pour la première fois le traitement des décaissements vers un bureau hors siège – le bureau du FIDA à Nairobi. Nous avons aussi appliqué des conditions de prêt plus souples, alignées sur celles des autres institutions financières internationales.



## RÉSUMÉ DES PROGRAMMES, PROJETS ET DONS APPROUVÉS EN 2010

### *Programmes et projets*

#### Afrique de l'Ouest et du Centre

##### Cameroun

#### ***Projet d'appui au développement des filières pour les produits de base***

Le projet sera axé sur quatre grandes régions (l'extrême Nord, le Nord, l'Ouest et le Nord-Ouest), régions de production du riz et des oignons. L'objectif principal est de renforcer le développement durable et la compétitivité des filières du riz et de l'oignon. Il appuiera 1 190 groupements paysans comprenant 30% de femmes et de jeunes.

**Montant du prêt:** 12,7 millions de DTS (soit environ 19,2 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 24,3 millions d'USD, dont 1,5 million d'USD seront apportés par les bénéficiaires et 3,6 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 134 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

##### Mali

#### ***Projet visant à améliorer la productivité agricole***

Le projet accroîtra la productivité des petits exploitants agricoles et producteurs de l'agroalimentaire dans les systèmes de production ciblés (riz et légumes irrigués, céréales pluviales, haricot à œil noir, fourrage et élevage). Pour ce faire, il faudra améliorer les techniques agricoles, augmenter la superficie des terres arables et renforcer les capacités des parties prenantes, en insistant sur les femmes et les jeunes.

**Montant du prêt:** 21,0 millions de DTS (soit environ 31,7 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 200 000 DTS (soit environ 295 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 163,5 millions d'USD, dont 70,0 millions d'USD seront apportés par la Banque mondiale, 19,5 millions d'USD par l'Union européenne, 8,1 millions d'USD par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 6,2 millions d'USD par les bénéficiaires et 27,7 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 60 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

##### Niger

#### ***Programme d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural***

Le programme contribuera à atténuer les effets de la grave crise alimentaire et pastorale provoquée par la sécheresse en 2010 dans trois régions: Maradi, Tahoua et Tillabéri. Il reconstituera le capital productif des ménages ruraux vulnérables les

plus exposés à l'insécurité alimentaire, en s'attachant plus particulièrement aux femmes et aux jeunes; il renforcera les systèmes de production alimentaire locaux, notamment les systèmes de production irriguée de riz et de blé et améliorera la mobilité des personnes et des biens. Le programme assurera aussi un accès adéquat des communautés rurales et du bétail à l'eau.

**Montant du prêt:** 4,2 millions de DTS (soit environ 6,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

4,2 millions de DTS (soit environ 6,5 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 34,4 millions d'USD, dont 15,0 millions d'USD seront apportés par la Banque mondiale et 6,4 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 121 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Tchad

### ***Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)***

Le programme contribuera à jeter les bases pour une amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus de la population rurale de la région du Guéra. Il exploitera et portera plus avant les résultats obtenus par les deux phases du Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra (PSANG). Il améliorera l'infrastructure de base, en particulier l'alimentation en eau et l'assainissement, facilitera l'accès aux services financiers et renforcera les capacités des organisations et groupements de producteurs au niveau local.

**Montant du prêt:** 5,7 millions de DTS (soit environ 9,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

5,4 millions de DTS (soit environ 8,5 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 20,1 millions d'USD, dont 200 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, et 2,5 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 26 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Togo

### ***Projet d'appui au développement de l'agriculture***

L'objectif général du projet est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des familles d'agriculteurs et à accroître leurs revenus. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: augmenter la productivité et la production des trois cultures de base (maïs, riz et manioc) et améliorer la transformation et la commercialisation de ces produits.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

8,7 millions de DTS (soit environ 13,5 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 75,6 millions d'USD, dont 20,0 millions d'USD seront apportés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, 15,0 millions d'USD par la Banque ouest-africaine de

développement (BOAD), 15,0 millions d'USD par la Banque d'investissement et de

développement de la CEDEAO (BIDC), 1,4 million d'USD par les bénéficiaires, et 10,7 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 95 100 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Afrique orientale et australe**

### **Botswana**

#### ***Projet d'appui aux services agricoles***

Le projet, mis en œuvre dans l'ensemble du pays, contribuera à la diversification économique, à la réduction de la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des moyens d'existence dans les communautés rurales. Son objectif spécifique en matière de développement est de rendre le secteur de la petite exploitation agricole viable et durable, en le libérant de sa dépendance à l'égard des subventions ou des aides et en le fondant sur l'agriculture considérée comme une entreprise.

**Montant du prêt:** 2,6 millions de DTS (soit environ 4,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

1,0 million de DTS (soit environ 1,6 million d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 25,0 millions d'USD, dont 5,7 millions d'USD seront apportés par les cofinanceurs (à déterminer), 290 000 USD par les bénéficiaires, et 13,4 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 20 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **Burundi**

#### ***Programme de développement des filières***

Le programme contribuera à réduire le déficit céréalier et laitier du pays grâce à la professionnalisation des producteurs agricoles et à leur organisation. Il réduira aussi la pauvreté et améliorera la sécurité alimentaire en milieu rural en développant des filières agricoles et en donnant aux petits exploitants les moyens de jouer un rôle central dans la production.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

25,9 millions de DTS (soit environ 39,6 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 73,8 millions d'USD, dont 11,9 millions d'USD seront apportés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 9,1 millions d'USD par le Programme alimentaire mondial (PAM), 3,1 millions d'USD par les bénéficiaires, et 10,1 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 77 500 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **Érythrée**

#### ***Projet de développement de la pêche***

Le projet aidera les pêcheurs artisanaux des régions côtières de la mer Rouge, qui ont beaucoup souffert pendant le conflit frontalier, de 1998 à 2000, et ne se sont

pas encore entièrement relevés. Il permettra d'accroître la production et la productivité du secteur de la pêche tout en préservant les stocks de poissons et l'écosystème marin. Le projet contribuera aussi à la sécurité alimentaire des ménages et de l'ensemble du pays, réduira la pauvreté rurale et renforcera la contribution du secteur de la pêche à l'économie nationale.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

8,3 millions de DTS (soit environ 12,6 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 18,1 millions d'USD, dont 180 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, et 5,4 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 6 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Kenya

### ***Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural (PROFIT)***

Le programme augmentera les revenus des petits exploitants, des pasteurs, des artisans pêcheurs, des femmes, des travailleurs sans terres et des jeunes dans les zones rurales, grâce à une amélioration de la productivité et de la commercialisation. À cette fin, il facilitera l'accès durable des ménages ruraux pauvres aux services financiers, assurant les activités nécessaires de renforcement des capacités.

**Montant du prêt:** 19,3 millions de DTS (soit environ 29,3 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 395 000 DTS (soit environ 600 000 USD)

**Coût total du programme:** estimé à 83,2 millions d'USD, dont 2,8 millions d'USD seront apportés par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), 50,0 millions d'USD par des banques commerciales, et 560 000 USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 196 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Mozambique

### ***Projet d'appui au développement de la pêche artisanale***

Le projet aura pour principal avantage d'augmenter les revenus d'un nombre important de ménages des communautés de pêcheurs, en améliorant leur accès aux marchés, aux services financiers, aux intrants, au matériel et aux bateaux de pêche. Les ménages pauvres qui ne sont pas directement concernés par la pêche tireront avantage de leur participation aux groupes d'épargne et de crédit, des possibilités d'emploi créées par les travaux d'infrastructure routière, et de l'amélioration de l'accès routier et de l'alimentation en électricité.

**Montant du prêt:** 13,9 millions de DTS (soit environ 21,1 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 43,5 millions d'USD, dont 10,9 millions d'USD seront apportés par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, 7,1 millions d'USD par le FIDA ou d'autres cofinanceurs, 3,3 millions d'USD par les bénéficiaires, et 1,1 million d'USD par le gouvernement.



**Nombre approximatif de personnes concernées:** 80 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## **Ouganda**

### ***Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2***

La deuxième phase du projet mettra à profit les acquis de la première phase afin de continuer à accroître la production nationale d'huile végétale et de ses sous-produits, de manière à augmenter les revenus ruraux des petits producteurs et à assurer la fourniture de produits à base d'huile végétale à un prix abordable aux consommateurs ougandais. Le projet y parviendra en aidant les agriculteurs à accroître leur production de palmiers à huile et d'oléagineux et à nouer des relations commerciales qui les mettront en contact avec les transformateurs.

**Montant du prêt:** 33,6 millions de DTS (soit environ 52,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 146,2 millions d'USD, dont 70,4 millions d'USD seront apportés par la société Oil Palm Uganda Limited, 5,5 millions d'USD par le Kalangala Oil Palm Growers Trust, 340 000 USD par l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), 3,9 millions d'USD par les bénéficiaires, et 14,1 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 139 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## **Ouganda**

### ***Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries***

Le projet permettra d'accroître la productivité agricole et les revenus des ménages participants en améliorant la recherche agricole et les services consultatifs, tout en favorisant la pérennité écologique et la capacité d'adaptation aux risques climatiques et à la dégradation des terres. Il renforcera la capacité d'organisation des populations pauvres, développera le capital humain et social et soutiendra les activités économiques. Il encouragera aussi les opérateurs du secteur privé à jouer un plus grand rôle dans le développement agricole et la lutte contre la pauvreté.

**Montant du prêt:** 9,3 millions de DTS (soit environ 14,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** 665,5 millions d'USD, dont 120,0 millions d'USD seront apportés par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA), 20,0 millions d'USD par l'Union européenne, 7,2 millions d'USD par le FEM, 7,0 millions d'USD par l'Agence danoise de développement international (DANIDA), 70,0 millions d'USD par les bénéficiaires, par le biais d'une contribution aux entreprises (non comprise dans les coûts du projet), et 497,3 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 1 700 000 ménages  
**Institution coopérante:** Banque mondiale

## République-Unie de Tanzanie

### ***Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale***

Le programme améliorera la production et les revenus des agriculteurs par le biais d'une amélioration des prix sur les marchés et des installations de stockage et de la valorisation de leurs produits. Les activités de renforcement des capacités et l'accès accru aux services financiers entraîneront une meilleure gestion des finances des ménages et des microentreprises par les exploitants, ainsi qu'une augmentation des investissements dans les activités productives. Les avantages institutionnels incluront des groupes d'agriculteurs bien organisés et une capacité plus grande des acteurs du secteur privé à administrer le système de reçus d'entrepôt dans l'intérêt des paysans.

**Montant du prêt:** 59,4 millions de DTS (soit environ 90,6 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 169,5 millions d'USD, dont 62,9 millions d'USD seront apportés par la Banque africaine de développement (BAfD), 6,9 millions d'USD par l'AGRA, 2,0 millions d'USD par d'autres cofinanceurs potentiels, 3,3 millions d'USD par les bénéficiaires, et 3,8 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 500 000 ménages  
**Supervision conjointe par le FIDA, la BAfD et l'AGRA**

## Asie et Pacifique

### Bangladesh

#### ***Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV***

Le projet améliorera et sécurisera les moyens de subsistance des populations pauvres vivant sur les îlots côtiers de formation récente (connus localement sous le nom de chars). Elles tireront profit du développement de la gestion des eaux, des communications, de l'approvisionnement en eau douce, de la protection contre les cyclones et d'autres infrastructures. Le projet adoptera une approche intégrée du développement de la zone côtière.

**Montant du prêt:** 30,9 millions de DTS (soit environ 47,3 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 89,2 millions d'USD, dont 20,6 millions d'USD seront apportés par les Pays-Bas, 4,9 millions d'USD par des ONG partenaires, 800 000 USD par les bénéficiaires, et 15,6 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 28 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## **Bhoutan**

### ***Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance***

Le projet permettra d'améliorer la productivité des systèmes agricoles de subsistance dans les communautés inaccessibles par la route et, dans les communautés desservies par la route, d'intensifier les cultures de rapport et la production laitière et de favoriser l'accès des petits exploitants aux marchés.

**Montant du prêt:** 5,6 millions de DTS (soit environ 8,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 2,0 millions d'USD au titre de la contribution complémentaire de la Suède à la huitième reconstitution

**Coût total du projet:** estimé à 15,8 millions d'USD, dont 400 000 USD seront apportés par l'organisation de développement néerlandaise SNV, 1,0 million d'USD par les bénéficiaires, et 3,8 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 6 490 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Pakistan**

### ***Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab***

Le groupe cible sera constitué par les journaliers sans terres, les petits exploitants et les ménages dirigés par des femmes. Le projet visera à accroître leurs revenus en renforçant leur aptitude à l'emploi, ainsi qu'en augmentant la production et la productivité agricole moyennant le développement de l'agriculture et de l'élevage.

**Montant du prêt:** 26,4 millions de DTS (soit environ 40,2 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 49,1 millions d'USD, dont 3,3 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires, et 5,7 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 80 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Papouasie-Nouvelle-Guinée**

### ***Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture***

Le projet renforcera les moyens d'existence des petits producteurs de cacao et de café en améliorant les résultats et la pérennité des filières de ces produits dans les zones productrices. Il y parviendra en renforçant la coordination des institutions et des secteurs industriels et les partenariats productifs, et en améliorant l'infrastructure d'accès aux marchés.

**Montant du prêt:** 9,2 millions de DTS (soit environ 14,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 46,3 millions d'USD, dont 25,0 millions d'USD seront apportés par la Banque mondiale, 5,8 millions d'USD par les bénéficiaires et 1,5 million d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 50 000 ménages

**Institution coopérante:** Banque mondiale

## Îles Salomon

### ***Programme de développement rural des Îles Salomon***

Le programme, mis en œuvre dans l'ensemble du pays, rehaussera le niveau de vie des ménages ruraux en créant de meilleurs mécanismes pour la fourniture d'infrastructures sociales et de services économiques par les secteurs public et privé. Il mettra en place des infrastructures et des services locaux et améliorera les services de développement des entreprises agricoles et rurales.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

2,6 millions de DTS (soit environ 4,0 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 3,4 millions d'USD, dont 6,1 millions d'USD seront apportés par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), 10,2 millions d'USD par la Commission européenne, 9,2 millions d'USD par la Banque mondiale, et 930 000 USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 60 000 ménages

**Institution coopérante:** Banque mondiale

## Viet Nam

### ***Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)***

Le projet permettra d'accroître les revenus des minorités autochtones et des ethnies migrantes, l'accent étant placé tout particulièrement sur les femmes, dans les communes les plus pauvres de la province de Dak Nong. Les familles de l'ethnie Kinh, pauvres et à faible revenu, seront également visées. Le projet va contribuer à renforcer les institutions provinciales pour leur permettre de travailler avec ces groupes, selon une démarche participative, et à intégrer leurs priorités dans le processus de planification mis en place par les pouvoirs publics.

**Montant du prêt:** 12,8 millions de DTS (soit environ 19,4 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 330 000 DTS (soit environ 500 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 23,8 millions d'USD, dont 900 000 USD seront apportés par la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (AGRIBANK), 700 000 USD par les bénéficiaires, et 2,3 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 31 370 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Viet Nam

### ***Projet d'appui à l'agriculture, aux paysans et aux zones rurales dans les provinces de Gia Lai, Ninh Thuan et Tuyen Quang***

Le but premier du projet est d'améliorer la qualité de vie des minorités ethniques et des ménages ruraux pauvres, en particulier de ceux qui vivent dans les zones les plus défavorisées des provinces de Gia Lai, Ninh Thuan et Tuyen Quang. Il permettra à ces groupes de participer durablement à des activités économiques rentables, moyennant le renforcement institutionnel nécessaire pour la mise en œuvre des initiatives en faveur des pauvres prévues par la nouvelle politique de développement rural, connue sous le nom de Tam Nong.



**Montant du prêt:** 31,5 millions de DTS (soit environ 48,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 200 000 DTS (soit environ 310 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 65,4 millions d'USD, dont 6,1 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires, et 10,9 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 73 800 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Amérique latine et Caraïbes**

### **République dominicaine**

#### ***Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est***

Le projet va accroître les revenus et les ressources des populations pauvres – hommes, femmes et jeunes – en promouvant et renforçant les capacités des bénéficiaires et de leurs organisations. Il contribuera à améliorer l'accès des organisations de petits producteurs à des marchés et chaînes de valeur dynamiques, et facilitera l'accès des petits producteurs agricoles, des organisations de producteurs et des microentrepreneurs aux marchés financiers. Le projet sera mis en œuvre dans 20 provinces du centre et de l'est du pays.

**Montant du prêt:** 9,3 millions de DTS (soit environ 14,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du projet:** estimé à 48,5 millions d'USD, dont 16,0 millions d'USD seront apportés sous forme de cofinancement par des organismes internationaux, 9,5 millions d'USD par des institutions financières nationales, 3,7 millions d'USD par les bénéficiaires, et 5,3 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 24 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **El Salvador**

#### ***Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (Amanecer Rural)***

Le programme contribuera à créer des emplois, à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire des familles des petits producteurs agricoles. Il améliorera et diversifiera la production et facilitera l'accès à des marchés concurrentiels. Ce résultat sera obtenu grâce au développement des associations d'entreprises agricoles et à la création et à la consolidation des entreprises et microentreprises rurales.

**Montant du prêt:** 11,15 millions de DTS (soit environ 17,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du programme:** estimé à 40,9 millions d'USD, dont 15,0 millions d'USD seront apportés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 4,5 millions d'USD par les bénéficiaires, et 4,4 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 40 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## **Grenade**

### ***Programme de développement de l'accès aux marchés et des entreprises rurales (MAREP)***

Le programme va accroître les revenus des jeunes ruraux sans emploi ou des travailleurs indépendants, femmes et hommes, dans les zones rurales. Il renforcera le pouvoir d'action des communautés et des membres des organisations sociales et économiques et créera des emplois. Par ailleurs, il permettra d'établir des entreprises et microentreprises, ou de les renforcer, et améliorera les pratiques agricoles durables, les liens avec les chaînes de production et l'accès aux marchés et aux services financiers.

**Montant du prêt:** 1,9 million de DTS (soit environ 3,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du programme:** estimé à 7,5 millions d'USD, dont 2,0 millions d'USD seront apportés par la Banque de développement des Caraïbes, 300 000 USD par les bénéficiaires, et 2,2 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 3 090 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## **Guatemala**

### ***Programme de développement rural durable dans le département du Quiché***

Mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, le programme contribuera à accroître les revenus et à créer des emplois parmi les populations autochtones et les paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou qui commencent à pratiquer une agriculture commerciale à petite échelle; les familles rurales sans terres et les salariés agricoles; les petits opérateurs commerciaux et les microentrepreneurs (agricoles et non agricoles); et les artisans traditionnels.

**Montant du prêt:** 10,9 millions de DTS (soit environ 16,5 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Montant du don:** 330 000 DTS (soit environ 500 000 USD)

**Coût total du programme:** estimé à 41,1 millions d'USD, dont 15,0 millions d'USD seront apportés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 5,1 millions d'USD par les bénéficiaires, et 4,0 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 37 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## Honduras

### ***Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)***

Mettant l'accent sur les femmes et les jeunes des zones rurales, le programme contribuera à accroître les revenus, l'emploi et la sécurité alimentaire des petits producteurs agricoles pauvres. Les autres groupes cibles comprendront les microentrepreneurs susceptibles de prendre part aux chaînes de valeur agricoles et non agricoles, les petits entrepreneurs exerçant une activité de transformation et de valorisation, les pêcheurs en eaux intérieures traditionnels et les populations autochtones (les *Lenca*). Le programme favorisera la participation des petites entreprises rurales aux chaînes de valeur, développera leur accès aux marchés intérieurs et extérieurs, renforcera la sécurité alimentaire et réduira la vulnérabilité face aux effets du changement climatique.

**Montant du prêt:** 6,7 millions de DTS (soit environ 10,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 37,2 millions d'USD, dont 10,0 millions d'USD seront apportés par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), 10,0 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 3,5 millions d'USD par les bénéficiaires, et 3,7 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 40 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Nicaragua

### ***Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE)***

Le programme cible sept unités territoriales situées dans trois zones agroécologiques. Deux de ces zones – Río Coco et Minas – se trouvent dans la Région autonome de l'Atlantique nord (RAAN), et une – Laguna de Perlas – dans la Région autonome de l'Atlantique sud (RAAS). Les participants sont les peuples autochtones et d'ascendance africaine, et les autres populations rurales pauvres, qui vivent dans la zone ciblée. Le programme va accroître les revenus de ces groupes grâce à une amélioration de la production, à une gestion et une mise en valeur durables des ressources naturelles, et à un renforcement des organisations communautaires.

**Montant du prêt:** 2,6 millions de DTS (soit environ 4,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 2,6 millions de DTS (soit environ 4,0 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 15,0 millions d'USD, dont 4,0 millions d'USD seront apportés par la BCIE ou un autre prêteur ou bien une institution financière, 1,5 million d'USD par les bénéficiaires, et 1,4 million d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 10 580 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe**

### **Arménie**

#### ***Programme de création d'actifs en milieu rural***

Le programme s'adressera aux petits producteurs de la filière des fruits et fruits à coque, femmes et hommes, qui vivent dans la région la plus pauvre du pays. Travaillant avec les petits exploitants, il établira un secteur des fruits et des fruits à coque viable, ainsi qu'une entité entièrement privatisée ayant pour objet de fournir des services à ce secteur (Fruit Armenia). Il remédiera aussi au manque d'infrastructures qui empêche les populations pauvres de participer au mouvement d'ouverture de l'économie rurale aux marchés.

**Montant du prêt:** 8,9 millions de DTS (soit environ 13,5 millions d'USD) à des conditions durcies

**Montant du don:** 330 000 DTS (soit environ 500 000 USD)

**Coût total du programme:** estimé à 52,4 millions d'USD, dont 20,0 millions d'USD seront apportés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 2,0 millions d'USD par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 2,3 millions d'USD par un autre cofinancier, 3,1 millions d'USD par les bénéficiaires, et 11,0 millions d'USD par le gouvernement.

**Supervision directe par le FIDA**

### **Maroc**

#### ***Programme de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza***

Le programme permettra de diversifier les sources de revenus des ruraux pauvres, femmes, hommes et jeunes, grâce à la promotion de produits de base agricoles à forte valeur marchande. Il appuiera la transformation et le conditionnement des produits, ainsi que l'accès à des marchés rémunérateurs. Il assurera aussi la viabilité des investissements en soutenant l'infrastructure socioéconomique de base, afin de lever les obstacles au développement des filières.

**Montant du prêt:** 14,7 millions de DTS (soit environ 22,5 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Montant du don:** 328 000 DTS (soit environ 500 000 USD)

**Coût total du programme:** estimé à 39,2 millions d'USD, dont 3,4 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires, et 12,9 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 13 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **République de Moldova**

#### ***Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires***

Le projet reliera les personnes ayant le sens du commerce, les personnes exerçant une activité économique et les ruraux très démunis aux chaînes de valeur de produits agricoles à forte valeur marchande. Il présente un certain nombre de caractéristiques innovantes dans le contexte moldave: perfectionnement de la méthodologie et de la pratique concernant les chaînes de valeur; développement de l'agriculture sous contrat; développement de l'agriculture de conservation; et



création d'un dispositif de financement des entreprises agroalimentaires sur fonds propres.

**Montant du prêt:** 12,4 millions de DTS (soit environ 19,3 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don:** 320 000 DTS (soit environ 500 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 39,3 millions d'USD, dont 4,5 millions d'USD seront apportés par la DANIDA, 1,8 million d'USD par les institutions financières participantes, 11,7 millions d'USD par les bénéficiaires, et 1,5 million d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 9 250 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **Soudan**

### ***Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar***

Le projet augmentera la productivité des cultures vivrières et de rente ainsi que des élevages de petits ruminants pratiqués par les agropasteurs des zones non irriguées. Il améliorera le transfert de technologies, l'accès aux marchés, la gestion après récolte et le renforcement des capacités et des institutions. Le projet interviendra dans les trois localités de Dinder, Abu Hujar, et Dali et Mazmoum dans l'État de Sennar.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

8,9 millions de DTS (soit environ 13,5 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 21,2 millions d'USD, dont 2,9 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires, et 4,7 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 20 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## **République arabe syrienne**

### ***Projet de développement intégré de l'élevage***

Le projet améliorera la production animale et la productivité des paysans, des éleveurs et des petites entreprises et microentreprises dans le secteur des filières du lait et de la viande. Il appuiera les services de production animale et améliorera la productivité des parcours et la mise en valeur des ressources fourragères. Le projet favorisera également la création de petites entreprises dans la filière concernée, en se concentrant plus particulièrement sur la transformation et la commercialisation, et appuiera le microfinancement en fonction de la demande pour les activités rémunératrices.

**Montant du prêt:** 17,4 millions de DTS (soit environ 27,4 millions d'USD) à des conditions intermédiaires

**Montant du don:** 375 000 DTS (soit environ 588 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 73,1 millions d'USD, dont 27,0 millions d'USD seront apportés par l'Agence française de développement, 1,8 million d'USD par les bénéficiaires, et 16,4 millions d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 311 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Yémen

### ***Programme de création de possibilités économiques***

Le programme visera à développer, en collaboration avec les ménages de petits exploitants et de paysans sans terres, les chaînes de valeur relatives à trois productions agricoles économiquement rentables: le café, le miel et les produits de l'horticulture. Ces produits présentent un important potentiel de réduction de la pauvreté et de croissance économique; ils offrent des possibilités d'accroissement des exportations, de substitution des importations et de création d'emplois ruraux. Le programme favorisera également la création de microentreprises pour répondre à la demande de biens et de services dans les zones rurales.

#### **Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

8,5 millions de DTS (soit environ 12,9 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 38,6 millions d'USD, dont 10,5 millions d'USD seront apportés par la Banque islamique de développement (BIsD), 9,7 millions d'USD par l'Union européenne, 2,2 millions d'USD par les institutions financières participantes, 1,0 million d'USD par le Fonds pour la création de possibilités économiques (EOF), 1,1 million d'USD par les bénéficiaires, et 1,2 million d'USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 14 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## Yémen

### ***Projet d'investissement dans le secteur de la pêche***

Le projet va créer de la valeur ajoutée et accroître les revenus dans l'ensemble de la filière des pêches, à l'intention en particulier des pêcheurs pauvres, tout en mettant en place des mesures de protection des ressources pour inverser la surexploitation des espèces recherchées. Il investira dans la gestion durable des ressources, modernisera la filière des pêches, en renforcera l'intégration verticale et développera l'aquaculture.

#### **Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

5,8 millions de DTS (soit environ 9,1 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 30,9 millions d'USD, dont 11,3 millions d'USD seront apportés par la BIsD, 5,3 millions d'USD par l'Union européenne, 2,8 millions d'USD par l'EOF, 800 000 USD par les institutions de microfinancement, 1,5 million d'USD par les bénéficiaires, et 100 000 USD par le gouvernement.

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 45 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

## ***Dons***

Depuis 1978, le FIDA a engagé environ 750 millions d'USD sous forme de dons, afin de promouvoir des travaux de recherche pour le développement utiles aux pauvres (tableau 1). Lorsque nous sélectionnons les bénéficiaires, nous recherchons des solutions techniques et des approches novatrices de nature à améliorer l'impact sur le terrain et à renforcer les capacités des institutions partenaires, notamment les organisations à assise communautaire et les ONG.

Les dons que nous accordons appuient des travaux de recherche adaptative ainsi que le renforcement des capacités sur un large éventail de thèmes, parmi lesquels la finance rurale, l'adaptation au changement climatique, la lutte intégrée contre les ravageurs, l'intégration des questions de parité entre les hommes et les femmes, les chaînes de valeur, l'agroforesterie et les cultures qui sont importantes pour la sécurité alimentaire et les possibilités de gain des populations rurales pauvres. En 2010, nous avons approuvé des dons d'un montant total de 51,2 millions d'USD, dont 37,1 millions d'USD pour des dons régionaux et mondiaux et 14,1 millions d'USD pour des dons accordés à des pays spécifiques, ainsi que 3,7 millions d'USD pour d'autres dons d'un montant peu élevé au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette.

Nous finançons des projets de recherche agricole auxquels les paysans et les populations rurales pauvres participent activement, et qui sont généralement mis en œuvre dans des zones défavorisées et dotées de ressources limitées. En 2010, des dons régionaux et mondiaux ont permis de mettre au point et de diffuser des technologies agricoles durables. Ces dons ont également servi à soutenir des réseaux régionaux de recherche et d'innovation, à renforcer la capacité d'organisation des associations paysannes et des groupes similaires et à forger des partenariats qui sont utiles aux pauvres.

Les dons à des pays spécifiques approuvés cette année ont visé à faciliter la constitution de partenariats et les activités de concertation, complétées par les activités d'assistance technique, le renforcement des capacités locales et l'innovation. Ils ont servi également à cofinancer des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités institutionnelles financées par des prêts du FIDA. Les dons d'un montant inférieur à 500 000 USD accordés à des pays ont été utilisés pour valider les bonnes pratiques sur le plan local, en vue de les appliquer à plus large échelle dans le cadre du programme de prêts.

Nos dons servent à aider les organismes de recherche, les gouvernements, les ONG et les organisations à assise communautaire. Les institutions régionales et internationales de recherche agricole pour le développement, dont les activités sont axées sur les besoins des populations rurales pauvres, demeurent les principaux bénéficiaires.

Les notes consultatives techniques rendent compte des résultats obtenus dans le cadre du programme de dons. Elles sont disponibles sur les réseaux électroniques régionaux du FIDA et par le biais des canaux de diffusion des bénéficiaires des dons.

## **Résumé des dons d'un montant élevé**

Les dons d'un montant supérieur à 500 000 USD qui ne sont pas liés à des programmes et projets financés par des prêts, et qui ont été approuvés par le Conseil d'administration au cours de l'année, sont récapitulés ci-dessous.

### **AgriCord: Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA (1,6 million d'USD)**

Le programme contribuera à renforcer la capacité d'organisation des associations paysannes, afin qu'elles puissent participer pleinement aux forums qui traitent des questions agricoles.

### **Alliance pour une révolution verte en Afrique: Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique (1,0 million d'USD)**

L'Alliance fera en sorte que les systèmes de marché des agro-industries jouent davantage en faveur des populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales de l'Afrique subsaharienne, en attirant pour cela les investissements du secteur privé vers des projets où les pauvres trouveront place en tant qu'employés, agriculteurs sous contrat, sous-traitants, fournisseurs et consommateurs.

### **Bioversity International: Renforcement de la capacité de résistance des communautés rurales pauvres face à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et au changement climatique par la conservation de l'agrobiodiversité locale à l'échelle des exploitations (975 000 USD)**

L'initiative favorisera une utilisation, une gestion et une conservation durables et efficaces de l'agrobiodiversité locale par les communautés et les parties prenantes, afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition, la création de revenus et l'adaptation au changement climatique.

### **Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique: Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique (1,4 million d'USD)**

Le programme aidera les populations rurales pauvres à améliorer leur niveau de vie grâce à un meilleur accès aux services énergétiques, en mobilisant des partenariats public-privé en faveur des pauvres.

### **Association guatémaltèque d'exportateurs: *PRO Mercados* – Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et microentreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale (2,0 millions d'USD)**

Le programme permettra aux organisations de producteurs des territoires pauvres d'accéder aux marchés, en améliorant durablement leurs capacités de gestion technique et commerciale.

### **Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations: Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe (1,5 million d'USD)**

L'objectif est de permettre aux décideurs et aux exécutants de choisir en connaissance de cause les moyens les plus efficaces de favoriser la mise en place de marchés transparents, ouverts et concurrentiels pour les intrants et les produits agricoles.



**Institut d'études péruviennes: Les jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI<sup>e</sup> siècle (750 000 USD)**

Le programme fera en sorte que les responsables de l'élaboration des politiques, ainsi que les directeurs et le personnel des projets de développement rural, soient mieux informés des caractéristiques, des capacités et des attentes des jeunes femmes rurales. L'objectif est d'améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques et des projets.

**Centre international de recherches agricoles dans les zones arides: Amélioration de la sécurité alimentaire et de la capacité d'adaptation au changement climatique des éleveurs utilisant le système de production fondé sur l'orge cultivée en sec en Iraq et en Jordanie (1,5 million d'USD)**

Le programme améliorera la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la capacité d'adaptation au changement climatique des ménages ruraux pauvres vivant dans les régions d'agriculture en sec. Il va accroître la productivité des communautés d'agriculteurs dépendant de la production d'orge et de l'élevage.

**Centre international de recherches agricoles dans les zones arides: Amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les zones arides – Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage (1,0 million d'USD)**

Le programme visera à améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs dotés de ressources limitées et des agropasteurs dans les zones arides du monde entier. Il renforcera leur capacité d'adaptation à la variabilité du climat et au changement climatique.

**Centre international de recherches agricoles dans les zones arides: Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable – Jordanie, Liban et Maroc (1,0 million d'USD)**

Le programme vise à promouvoir l'adoption de technologies intégrées de gestion optimale de l'eau, des terres, des récoltes et du cheptel, afin d'augmenter durablement la productivité et la rentabilité agricoles et d'enrayer la dégradation des terres.

**Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes: Application à plus grande échelle des activités d'apiculture et autres moyens de subsistance, en vue de renforcer les systèmes agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et en Afrique orientale (1,2 million d'USD)**

L'initiative appliquera à plus grande échelle les activités d'apiculture donnant de bons résultats, et d'autres moyens de subsistance, afin d'accroître les revenus, moyennant une productivité majeure, la certification de produit biologique et des services de pollinisation des cultures à des fins de rendement/qualité.

**Centre international de la pomme de terre: Programme de recherche-développement sur les cultures de racines et de tubercules en faveur de la sécurité alimentaire dans la région Asie et Pacifique (1,5 million d'USD)**

L'initiative vise à améliorer le potentiel des communautés rurales, s'agissant de sécurité alimentaire, de nutrition et de génération de revenus, grâce à une production et à une utilisation durables de racines et de tubercules.

**Institut international de recherches sur le riz: Améliorer les moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse (1,2 million d'USD)**

Le programme permettra aux riziculteurs pauvres, en particulier les groupes ethniques minoritaires et les femmes des zones rurales, d'améliorer leur sécurité alimentaire et celle de leur famille et de sortir de la pauvreté en adoptant des technologies améliorées.

**Institut international de gestion des ressources en eau: Technologies intelligentes de l'information et des communications pour informer et conseiller les petits agriculteurs africains dans le domaine de la météorologie et de l'hydrologie (1,8 million d'USD)**

Le don favorisera le recours à des approches novatrices et à des technologies TIC pour la fourniture d'informations en temps utile sur la météorologie, l'hydrologie et les cultures aux petits agriculteurs africains.

**Programme régional de formation au développement rural:**

**Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe (1,5 million d'USD)**

Le programme développera les connaissances et les capacités nécessaires pour faire adopter et appliquer à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations, au profit des agriculteurs, des microentrepreneurs, des petits producteurs et de leurs associations, ainsi que des professionnels participant aux programmes et projets de développement rural.

**RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural: Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté (1,8 million d'USD)**

Le programme visera à renforcer les stratégies, politiques et investissements nationaux et infranationaux favorables aux ruraux pauvres grâce à l'analyse, à la concertation et à un appui stratégiques reposant sur des faits concrets en Colombie, en El Salvador, au Mexique et au Pérou.

**Centre Songhai: Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre (1,8 million d'USD)**

Le don garantira l'accès des femmes, des hommes et des jeunes aux compétences voulues en matière d'entrepreneuriat, de direction et de gestion pour pouvoir créer et financer des petites entreprises agroalimentaires.

**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Institut pour l'éducation relative à l'eau: Irrigation de crue aux fins de la croissance rurale et de la lutte contre la pauvreté (1,2 million d'USD)**

Le programme rassemblera des données sur des expériences pratiques qui contribuent à accélérer la croissance dans les zones marginales de l'Éthiopie, du Pakistan, du Soudan et du Yémen, où l'irrigation de crue pourrait favoriser dans une large mesure le développement agricole.

**Association VU-Windesheim: Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel (1,2 million d'USD)**

Le programme favorisera la sécurité alimentaire en généralisant l'application des pratiques d'adaptation climatique dans les communautés rurales pauvres. Il va accroître la capacité des projets financés par le FIDA à influencer sur les politiques publiques et les décisions d'investissement en faveur du reverdissement comme principale stratégie d'appui aux moyens de subsistance et d'adaptation climatique.

**Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest: Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre (1,0 million d'USD)**

Le programme renforcera les capacités du personnel en matière de gestion et d'exécution des projets financés par le FIDA et encouragera l'échange d'expériences et de bonnes pratiques pour optimiser la contribution de ces projets à la réduction de la pauvreté.

**Centre mondial d'agroforesterie: Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain (1,5 million d'USD)**

Le don a pour but d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pauvres en adaptant, diversifiant et conservant les savanes-parcs, et en multipliant les options génératrices de revenus liées aux arbres de ces parcs, afin de réduire l'impact du changement climatique.

**Centre mondial d'agroforesterie: Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire (1,5 million d'USD)**

Le programme encouragera les organisations de base, notamment les associations paysannes, à prendre une part active aux processus de gouvernance ayant une incidence sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

Tableau 11

**Récapitulatif des financements sous forme de dons, 2006-2010<sup>a</sup>**

(montants en millions d'USD)

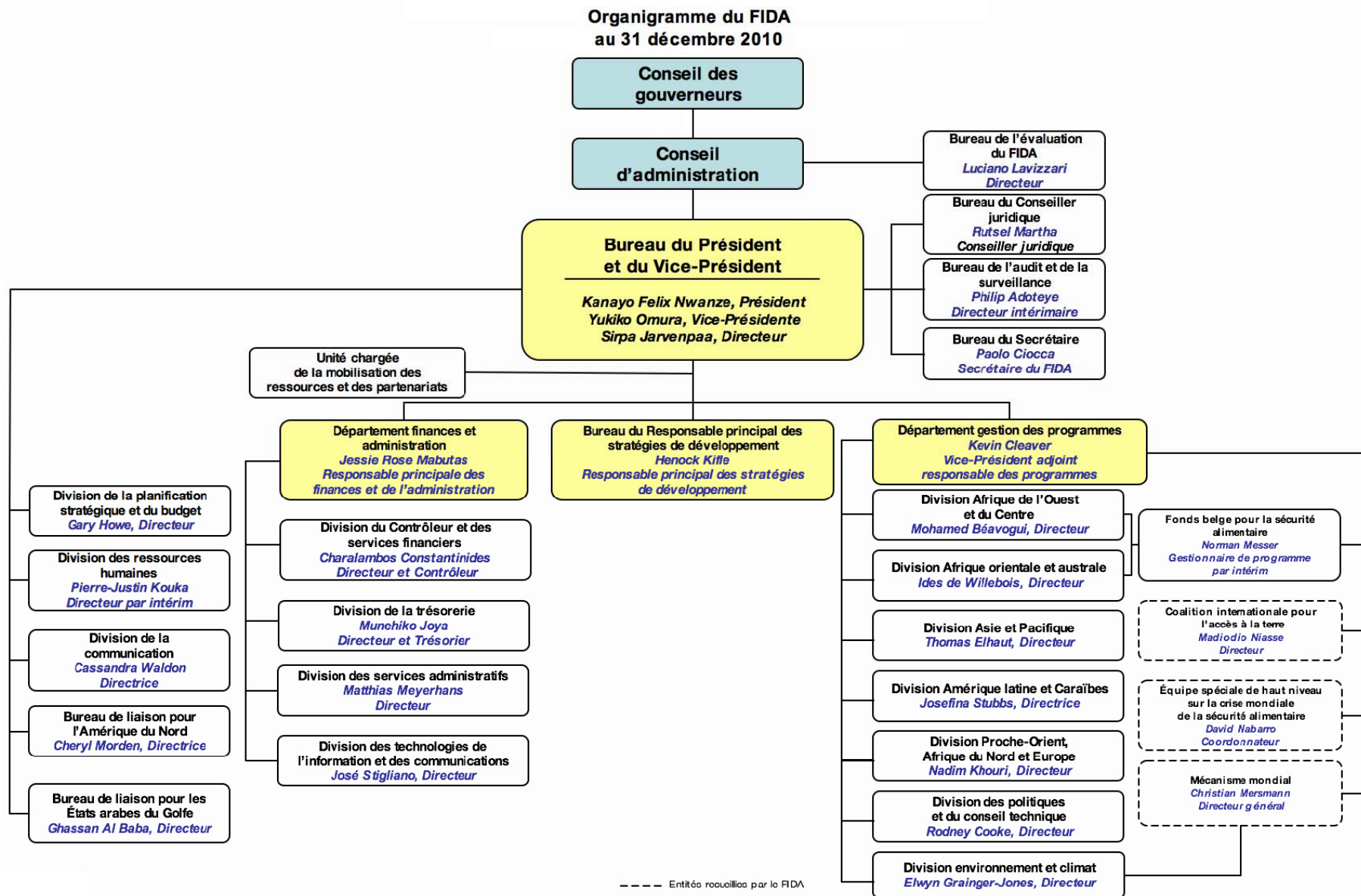
	2006	%	2007	%	2008	%	2009	%	2010	%	2006 à 2010	%
<b>Dons mondiaux/ régionaux</b>												
Montant	29,1	69,6	25,3	70,9	32,0	78,7	35,7	75,8	37,1	72,5	159,2 4	73,6
Nombre de dons	59		43		47		70		54		272	
<b>Dons à un pays spécifique</b>												
<i>Dons autonomes</i>												
Montant	7,8	18,7	5	14,0	4,2	10,3	3,6	7,7	4,5	8,8	25,1	11,6
Nombre de dons	39		19		13		16		16		103	
<i>Dons associés à un prêt</i>												
Montant	4,9	11,7	3,9	10,9	4,3	10,7	6,6	14,2	6,0	11,7	25,7	11,9
Nombre de dons	11		10		10		7		10		48	
<b>Total dons à un pays spécifique</b>												
Montant	12,7	30,4	8,9	24,9	8,5	21,0	10,2	21,9	10,4	20,3	50,7	23,4
Nombre de dons	50		29		23		23		26		151	
<b>Autres dons au titre du CSD</b>												
Montant	-	-	1,5	4,2	0,2	0,4	1,1	2,4	3,7	7,2	6,5	3,0
Nombre de dons	-		5		1		6		8		20	
<b>Total (ensemble des guichets)</b>												
<b>Montant</b>	<b>41,8</b>	<b>100,0</b>	<b>35,7</b>	<b>100,0</b>	<b>40,9</b>	<b>100,0</b>	<b>47,0</b>	<b>100</b>	<b>51,2</b>	<b>100</b>	<b>216,4</b>	<b>100</b>
<b>Nombre de dons</b>	<b>109</b>		<b>77</b>		<b>71</b>		<b>99</b>		<b>88</b>		<b>443</b>	

Source: Système prêts et dons, et Secrétariat des dons, Division des politiques et du conseil technique.

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



# ORGANISATION, COMPOSITION ET REPRÉSENTATION



## ***Membres et représentants***

Au 31 décembre 2010, le FIDA compte au total 165 pays membres – 22 de la Liste A, 12 de la Liste B et 131 de la Liste C, dont 49 en Sous-Liste C1, 50 en Sous-Liste C2 et 32 en Sous-Liste C3.

### Liste A:

Autriche  
Belgique  
Canada  
Danemark  
Finlande  
France  
Allemagne  
Grèce  
Islande  
Irlande  
Italie  
Japon  
Luxembourg  
Pays-Bas  
Nouvelle-Zélande  
Norvège  
Portugal  
Espagne  
Suède  
Suisse  
Royaume-Uni  
États-Unis d'Amérique

### Liste B:

Algérie  
Gabon  
Indonésie  
Iran (République islamique d')  
Iraq  
Koweït  
Jamahiriya arabe libyenne  
Nigéria  
Qatar  
Arabie saoudite  
Émirats arabes unis  
Venezuela (République bolivarienne du)

## Liste C

### ***Sous-Liste C1: Afrique***

Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
  
Cap-Vert  
République centrafricaine  
Tchad  
Comores  
Congo  
Côte d'Ivoire  
République démocratique  
du Congo  
Djibouti  
Égypte  
Guinée équatoriale  
Érythrée  
Éthiopie  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
  
Maurice  
Maroc  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Rwanda  
Sao Tomé-et-Principe  
  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie

### ***Sous-Liste C2: Europe, Asie et Pacifique***

Afghanistan  
Albanie  
Arménie  
Azerbaïdjan  
Bangladesh  
Bhoutan  
  
Bosnie-Herzégovine  
Cambodge  
Chine  
Îles Cook  
Croatie  
Chypre  
République populaire  
démocratique de Corée  
Fidji  
Géorgie  
Inde  
Israël  
Jordanie  
Kazakhstan  
Kiribati  
Kirghizistan  
République démocratique  
populaire lao  
  
Liban  
Malaisie  
Maldives  
Malte  
Îles Marshall  
République de Moldova  
  
Mongolie  
Myanmar  
Népal  
Nioué  
Oman  
Pakistan  
Papouasie-Nouvelle-  
Guinée  
Philippines  
République de Corée  
Roumanie  
Samoa

### ***Sous-Liste C3: Amérique latine et Caraïbes***

Antigua-et-Barbuda  
Argentine  
Bahamas  
Barbades  
Belize  
Bolivie (État plurinational  
de)  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Cuba  
Dominique  
République dominicaine  
  
Équateur  
El Salvador  
Grenade  
Guatemala  
Guyana  
Haïti  
Honduras  
Jamaïque  
Mexique  
  
Nicaragua  
Panama  
Paraguay  
Pérou  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-les  
Grenadines  
Suriname  
Trinité-et-Tobago

Afrique du Sud  
Soudan  
Swaziland

Togo  
Tunisie  
Ouganda

République-Unie de  
Tanzanie  
Zambie  
Zimbabwe

Îles Salomon  
Sri Lanka  
République arabe  
syrienne  
Tadjikistan  
Thaïlande  
Ex-République  
yougoslave de Macédoine  
Timor-Leste

Tonga  
Turquie  
Viet Nam  
Yémen



**LISTE DES GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS<sup>14</sup>  
DES ÉTATS MEMBRES DU FIDA  
AU 31 DÉCEMBRE 2010<sup>15</sup>**

Membre	Gouverneur	Suppléant
AFGHANISTAN	Mohammad Musa Maroofi	Abdul Razak Ayazi
ALBANIE	Ridvan Bode	Ministre adjoint de l'agriculture, de l'alimentation de la protection des consommateurs
ALGÉRIE	Rachid Benaissa	Rachid Marif
ANGOLA	Afonso Pedro Canga	Manuel Pedro Pacavira
ANTIGUA-ET-BARBUDA	Harold Earl Edmund Lovell	–
ARGENTINE	María del Carmen Squeff	–
ARMÉNIE	Gerasim Alaverdyan	Zohrab V. Malek
AUTRICHE	Edith Frauwallner	Klaus Oehler
AZERBAÏDJAN	Emil Zulfugar Oglu Karimov (Janvier 2010 – Octobre 2010) Nigar Huseynova (Octobre 2010 – )	–
BAHAMAS	Lawrence S. Cartwright	Paul Farquharson
BANGLADESH	Abul Maal Abdul Muhith	C. Q. K. Mustaq Ahmed
BARBADE	Haynesley L. Benn	–
BELGIQUE	Jan de Bock	–
BELIZE	Rene Montero	–
BÉNIN	Grégoire Akofodji (Janvier 2010 – Novembre 2010) Michel Sogbossi (Novembre 2010 – )	Abdoulaye Toko
BHOUTAN	Pema Gyamtsho	Sonam Tobden Rabgye (Janvier 2010 – Mai 2010) Yeshey Dorji (Mai 2010 – )
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	Esteban Elmer Catarina Mamani (Janvier 2010 – Octobre 2010) Eduardo Ugarteche Paz Soldán (Octobre 2010 – )	–
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Branko Kesić	Tamara Dogo Kovačević (Janvier 2010 – Février 2010) Vesna Njegić (Février 2010 – )
BOTSWANA	Oreeditse Molebatsi	L.P. Gakale
BRÉSIL	Paulo Bernardo Silva	Alexandre Meira da Rosa (Janvier 2010 – Novembre 2010) Carlos Augusto Vidotto (Novembre 2010 – )
BURKINA FASO	Lucien Marie Noël Bembamba	Léné Sebgo

<sup>14</sup> La trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs, qui s'est tenue les 18 et 19 février 2009, a été présidée par Son Excellence Clémentine Ananga Messina (Cameroun). S. E. Jan de Bock (Belgique) et S. E. Gladys Francisca Urbaneja Durán (République bolivarienne du Venezuela) ont assuré la vice-présidence.

<sup>15</sup> Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du Gouverneur/suppléant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2010 et/ou le départ postérieur à décembre 2010.

BURUNDI	Clotilde Nizigama	Ferdinand Nderagakura (Janvier 2010 – Septembre 2010) Odette Kayitesi (Septembre 2010)
CAMBODGE	Chan Sarun	–
CAMEROUN	Clémentine Ananga Messina	Dominique Awono Essama
CANADA	Diane Jacovella	–
CAP-VERT	José Eduardo Barbosa	Maria Goretti Santos Lima
RÉPUBLIQUE	Fidèle Gouandjika	David Banzokou
CENTRAFRICAINE		
TCHAD	M. Mbaïlaou Naïmbaye Lossimian (Janvier 2010 – Juillet 2010) Albert Pahimit Padacke (Juillet 2010 – )	Hassanty Oumar Chaïb (Janvier 2010 – Août 2010) Oumar Chaïbou (Août 2010)
CHILI	Cristián Barros Melet (Janvier 2010 – Août 2010) Jaime Bascuñan (Août 2010 – Décembre 2010) Oscar Godoy Arcaya (Décembre 2010)	Konrad Paulsen Rivas
CHINE	Li Yong	Zheng Xiaosong
COLOMBIE	Sabas Pretelt de la Vega (Janvier 2010 – Novembre 2010) Andrea Londoño Osorio (Novembre 2010 – )	Francisco José Coy Granados
COMORES	Idi Nadhoim	Ikililou Dhoinine (Janvier 2010 – Mai 2010) Mohamed Bacar Dossar (Mai 2010 – ) Mamadou Kamara Dekamo
CONGO	Rigobert Maboundou	–
ÎLES COOK	Wilkie Rasmussen	Jorge Revollo Franco
COSTA RICA	Luis París Chaverri (Janvier 2010 – Août 2010) Jorge Revollo Franco (Août 2010 – Décembre 2010) Fernando Felipe Sanchez Campos (Décembre 2010)	
CÔTE D'IVOIRE	Amadou Gon Coulibaly (Janvier 2010 – Avril 2010) Mamadou Sangafowo Coulibaly (Avril 2010 – )	–
CROATIE	Tomislav Vidosević	Ivo Resić
CUBA	Rodrigo Malmierca Díaz	Enrique Moret Echeverría
CHYPRE	George F. Poulides	Christina Pitta
RÉPUBLIQUE POPULAIRE	Kim Yong Suk	–
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE		
RÉPUBLIQUE	Norbert Basengezi Katintima	Hubert Ali Ramazani
DÉMOCRATIQUE DU CONGO		
DANEMARK	Susan A. Ulbæk (Janvier 2010 – Mars 2010) Steffen Smidt (Mars 2010 – Septembre 2010) Tomas Anker Christensen (Septembre 2010)	Susanne Rumohr Hækkerup
DJIBOUTI	Abdoulkader Kamil Mohamed	Mohamed Moussa Chehem
DOMINIQUE	Matthew Walter	–

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Mario Arvelo Caamaño Alba Coello (Janvier 2010 – Février 2010)	– –
ÉQUATEUR	María Elsa Viteri Acaiturri (Février 2010 – Juillet 2010) Patricio René Rivera Yánez (Juillet 2010 – )	Ramón Espinel (Février 2010 – )
ÉGYPTE	Amin Ahmed Mohamed Othman Abaza	Ashraf Rashed
EL SALVADOR	José Roberto Andino Salazar	María Eulalia Jiménez Zepeda
GUINÉE ÉQUATORIALE	Teodoro Nguema Obiang Mangue	Domingo Olomo Nve
ÉRYTHRÉE	Arefaine Berhe	Zemedede Tekle Woldetatos Abebe Kelemu (Janvier 2010 – Mai 2010)
ÉTHIOPIE	Tefera Derbew	Fesseha Tesfu (Mai 2010 – )
FIDJI	Mason Smith	–
FINLANDE	Ritva Koukku-Ronde	Pasi Hellman
FRANCE	Delphine D’Amarzit	–
GABON	Raymond Ndong Sima	Yolande Mbeng Bivigou
GAMBIE	Jatto Sillah	Kebba Satou Touray
GÉORGIE	Bakur Kvezereli	Konstantine Gabashvili
ALLEMAGNE	Adolf Kloke-Lesch (Janvier 2010 – Juin 2010) Friedel Eggelmeyer (Juin 2010 – )	
GHANA		Georgina Djameh (Janvier 2010 – Mai 2010) Evelyn Anita Stokes-Hayford (Mai 2010 – )
	Kwesi Ahwoi	Emmanuel Manoussakis (Janvier 2010 – Février 2010) Nike Ekaterini Koutrakou (Février 2010 – )
GRÈCE	Charalambos Rocanas (Janvier 2010 – Mai 2010) Michael Cambanis (Mai 2010 – Juillet 2010) Michael Cambanis (Juillet 2010 – )	
GRENADE	Michael Denis Lett	Stephen Fletcher
GUATEMALA	Alfredo Trinidad Velásquez	Ileana Rivera de Angotti
GUINÉE	Boureima Conde (Janvier 2010 – Mars 2010) Kèlèty Faro (Mars 2010 – )	El Hadj Thierno Mamadou Cellou Diallo
GUINÉE-BISSAU	Carlos Mussá Baldé (Janvier 2010 – Novembre 2010) Barros Bacar Banjai (Novembre 2010 – )	–
GUYANA	Robert Montgomery Persaud	Dindyal Permaul
HAÏTI	Joanas Gué	–
HONDURAS	Héctor Hernández Amador (Janvier 2010 – Mai 2010) Jacobo Regalado Weizemblut (Mai 2010 – )	Nehemías Martínez
ISLANDE	Jón Erlingur Jónasson	Hermann Örn Ingólfsson
INDE	Pranab Mukherjee	Loretta M. Vas
INDONÉSIE	Mulia Panusunan Nasution	Lukito Dinarsyah Tuwo

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Mahmoud Babaei (Janvier 2010 – Février 2010) Mahmoud Barimani (Février 2010 – )	–
IRAQ	Akram Al Hakim	Hassan Janabi
IRLANDE	Patrick Paul Hennessy	–
ISRAËL	Gila Livnat Rosiner (Janvier 2010 – Septembre 2010) Tamar Ziv (Septembre 2010)	–
ITALIE	Nicola Cosentino (Janvier 2010 – Septembre 2010) – (Septembre 2010)	–
JAMAÏQUE	Gail Marie Mathurin (Janvier 2010 – Février 2010) Peter Carlisle Debrosse Black (Février 2010 – )	–
JAPON		Nobumitsu Hayashi (Janvier 2010 – Septembre 2010) Daikichi Monma (Septembre) 2010 Radi Al-Tarawneh
JORDANIE	Jaafar Hassan	–
KAZAKHSTAN	Akylbek Kurishbayev	Ann Belinda Nyikuli (Janvier 2010 – Juillet 2010)
KENYA	William Samoei Ruto (Janvier 2010 – Mai 2010) Sally Kosgei (Mai 2010 – )	Paul Munyao Kaliih (Juillet 2010 – Septembre 2010) Josephine Wangari Gaita (Septembre 2010) Tebwe Ietaake (Janvier 2010 – Février 2010)
KIRIBATI	Tetabo Nakara (Janvier 2010 – Février 2010) Amberoti Nikora (Février 2010 – )	Tarsu Murdoch (Février 2010 – )
KOWEÏT	Mustafa Jasem al-Shamali	Abdulwahab Ahmed Al-Bader
KIRGHIZISTAN	Iskenderbek Aidaraliev (Janvier 2010 – Novembre 2010) Mamatsharip Turdukulov (Novembre 2010 – )	Melis Mambetjanov
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Somdy Douangdy	–
LIBAN	Gloria Abouzeid	Rania Khalil Zarzour
LESOTHO	Lesole Mokoma (Janvier 2010 – Décembre 2010) Ralechate Lincoln Mokose (Décembre 2010)	Mathoriso Molumeli
LIBÉRIA	Florence Chenoweth (Janvier 2010 – Novembre 2010) Charles N. McClain (Novembre 2010 – )	Peter Korvah
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE	Abubaker Al-Mansuri (Janvier 2010 – Mars 2010) Abdulmajid M. Elgaoud (Mars 2010 – )	Fatih Alseddek Beram
LUXEMBOURG	Marie-Josée Jacobs	Anouk Agnès
MADAGASCAR	Jaonina Mamitiana Juscelyno	Monsieur Jean-Pierre Razafy-Andriamihaingo

MALAWI	Margaret Roka Mauwa	Andrew Timothy Daudi
MALAISIE	Wan Abdul Aziz bin Wan Abdullah	Ramli Naam
MALDIVES	Ibrahim Didi	Ahmed Assadh
MALI	Aghatam Ag Alhassane	Gaoussou Drabo
MALTE	Walter Balzan	Ritienne Bonavia
ÎLES MARSHALL	John M. Silk	-
MAURITANIE	Sidi Ould Tah	Aly Ould Haiba
MAURICE	Satya Veyash Faugoo	Moheenee Nathoo
MEXIQUE	Jorge Eduardo Chen Charpentier	Diego Alonso Simancas Gutiérrez
MONGOLIE	Tunjin Badamjunai	Enkhsaikhan Jargalsaikhan
MAROC	Moha Marghi	Ali Lamrani
MOZAMBIQUE	Aiuba Cuereneia	Ernesto Gouveia Gove
MYANMAR	Htay Oo	Maran Ja Taung
NAMIBIE	John Mutorwa	Henry Isak Amalovu Katali
NÉPAL	Mrigendra Kumar Singh Yadav	Braja Kishor Prasad Shah
PAYS-BAS	Albert Gerard Koenders (Janvier 2010 – Mars 2010)	A. M. Agnes van Ardenne-van der Hoeven
	Maxime Jacques Marcel Verhagen (Mars 2010 – Novembre 2010)	
	Ben Knapen (Novembre 2010 – )	
NOUVELLE-ZÉLANDE	Douglas Frederick Lawrence Markes	Catherine Rae McGregor
NICARAGUA	Mónica Robelo Raffone	-
NIGER	Mahaman Moussa (Janvier 2010 – Juillet 2010)	Mireille Fatouma Ausseil
	Malick Adelher (Juillet 2010 – )	
NIGÉRIA	Sayyadi Abba Ruma (Janvier 2010 – Avril 2010)	-
	Sheikh Ahmed Abdullah (Avril 2010 – )	-
NIOUÉ	Toke T. Talagi	Ingrid Glad
NORVÈGE	Henrik Harboe	Said Nasser Al-Harthy
OMAN	Khalfan Bin Saleh Mohammed Al Naebi (Janvier 2010 – Novembre 2010)	
	Isshaq Al-Roqqeishy (Novembre 2010 – )	
PAKISTAN	Nazar Muhammad Gondal	Sibtain Fazal Halim
PANAMA	Alberto Vallarino Clément	Guido Juvenal Martinelli Della Togna
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Patrick Pruaitch (Janvier 2010 – Octobre 2010)	Simon Tosali
	Peter O'Neill (Octobre 2010 – )	
PARAGUAY	Dionisio Borda	Manuel Vidal Caballero Giménez
PÉROU	Augusto Ferrero Costa	Félix Ricardo Denegri Boza (Janvier 2010 – Février 2010)
		Manuel Antonio Álvarez Espinal (Février 2010 – )
PHILIPPINES	Philippe J. Lhuillier (Janvier 2010 – Février 2010)	
	Danilo Tena Ibayan (Février 2010 – Juillet 2010)	-
	Romeo Laset Manalo (Juillet 2010 – Août 2010)	
	Cesar V. Purisima (Août 2010 – )	



PORTUGAL	José António de Sousa Canha	José Fernando Augusto Moreno (Janvier 2010 – Février 2010) Renata Mesquita (Février 2010 – ) Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi
QATAR	Abdullah bin Mubarak bin Aaboud al-Midhadhi	
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Kim Joong-Jae (Janvier 2010 – Octobre 2010) Kim Young-Seok (Octobre 2010 – )	Park Sujin
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA ROUMANIE	Vasile Bumacov Catalin Aurelian Rosculete (Janvier 2010 – Février 2010) Danut Apetrei (Février 2010 – )	Elena Matveeva Razvan Victor Rusu
RWANDA	Agnes Matilda Kalibata	–
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Cedric Roy Liburd	–
SAINTE-LUCIE	Ezechiel Joseph	Hurbert Emmanuel
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	Montgomery Daniel	–
SAMOA	Niko Lee Hang	Taua Tavaga Kitiona Seuala
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	José Luis Xavier Mendes (Janvier 2010 – Octobre 2010) Agostinho Quaresma dos Santos Alfonso Fernandes (Octobre 2010 – )	Carlos Gustavo dos Anjos
ARABIE SAOUDITE	Fahad Bin Abdulrahman Balghunaim	Hamad Sulaiman A. Al Bazai
SÉNÉGAL	Fatou Gaye Sarr (Janvier 2010 – Août 2010) Khadim Gueye (Août 2010)	Papa Cheikh Saadibou Fall
SEYCHELLES	Joel Morgan (Janvier 2010 – Septembre 2010) Peter Sinon (Septembre 2010)	–
SIERRA LEONE	Joseph Sam Sesay	Cristina F.S. Wright (Janvier 2010 – Avril 2010) Jongopie Siaka Stevens (Avril 2010 – )
ÎLES SALOMON	Selwyn Riumana	–
SOMALIE	Mohamed Ibrahim Mohamed Habsade	–
AFRIQUE DU SUD	Thenjiwe Ethel Mtintso	Njabulo Nduli (Janvier 2010 – Novembre 2010) –
ESPAGNE	Luis Calvo Merino	Vera Cruz Soler del Campo
SRI LANKA	Hemantha Warnakulasuriya	Saman Udagedara
SOUDAN	Abdel Halim Ismail Al Mutaafi	Ahmed Magdoub Ahmed
SURINAME	Jaswant Sahtoe	Gerhard Otmar Hiwat (Janvier 2010 – Décembre 2010) Leendert Ch. Doerga (Décembre 2010)
SWAZILAND	Clement N. Dlamini	Christopher Nkwanyana (Janvier 2010 – Février 2010) Bongani Masuku (Février 2010 – )

SUÈDE	Joakim Stymne	Anders Bengtcén (Janvier 2010 – Septembre 2010) Per Örnéus (Septembre 2010) Raymund Furrer
SUISSE	Jörg Frieden (Janvier 2010 – Décembre 2010) Pio Wennubst (Décembre 2010)	
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Adel Safar	Hassan Al-Ahmad
TADJIKISTAN	Sulton Valiev	–
THAÏLANDE	Yukol Limlamthong (Janvier 2010 – Décembre 2010) Chalernporn Phirunsarn (Décembre 2010)	Tritaporn Khomapat
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	Ljupco Dimovski	–
TIMOR-LESTE	Mariano Assanami Sabino	Cesár José da Cruz
TOGO	Kossi Messan Ewovor	Akla-Esso M'Baw Arokoum
TONGA	Sione Ngongo Kioa	–
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Arnold A. Piggott (Janvier 2010 – Juillet 2010) Vasant Bharath (Juillet 2010 – )	–
TUNISIE	Mohamed Nouri Jouini	–
TURQUIE	Ali Yakital (Janvier 2010 – Juillet 2010) Semih Lütfi Turgut (Juillet 2010 – Décembre 2010) Mehmet Erkan Aytun (Décembre 2010)	–
OUGANDA	Syda N.M. Bbumba	–
ÉMIRATS ARABES UNIS	Obeid Humaid Al Tayer	Maryam Hassan Al Shanasi
ROYAUME-UNI	James Harvey	Elizabeth Nasskau
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Stephen Masato Wasira (Janvier 2010 – Décembre 2010) Jumanne Maghembe (Décembre 2010)	Wilfred J. Ngirwa
ÉTATS-UNIS	Timothy F. Geithner	Daniel S. Sullivan
URUGUAY	Alberto Breccia Guzzo (Janvier 2010 – Mars 2010) Jorge Cassinelli Scarpa (Mars 2010 – Septembre 2010) Gustavo Aníbal Álvarez Goyoaga (Septembre 2010)	–
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Alejandro J. Andrade Cedeño (Janvier 2010 – Mars 2010) Edmée Betancourt (Mars 2010 – )	Gladys Francisca Urbaneja Durán
VIET NAM	Tran Xuan Ha	Nguyen Thanh Do
YÉMEN	Mansour Ahmed Al-Hawshabi	Shaya Mohsin Mohamed Zindani (Janvier 2010 – Juillet 2010) Omer Hussein Thebt Saba'a (Juillet 2010 – Décembre 2010) Khalid Abdulrahman Al-Akwa (Décembre 2010)

ZAMBIE

Daniel Kalenga  
(Janvier 2010 – Février 2010)

Alan Mbewe  
(Février 2010 – )  
Joseph M. Made

–

ZIMBABWE

Ministre de l'agriculture

## LISTE DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2010<sup>16</sup>

### MEMBRE

### MEMBRE SUPPLÉANT

#### LISTE A:

<b>CANADA</b>	Kent Vachon <i>(Janvier 2010 – Juillet 2010)</i>	<b>IRLANDE</b>	Ben Siddle <i>(Janvier 2010 – Octobre 2010)</i>
	Ann Adair Heuchan <i>(Août 2010)</i>		Jarlath O'Connor <i>(Novembre 2010 – )</i>
<b>FRANCE</b>	Raphaëlle Simeoni	<b>BELGIQUE</b>	Martine Van Dooren
<b>ALLEMAGNE</b>	Heike Kuhn	<b>SUISSE</b>	Pio Wennubst
<b>ITALIE</b>	Giorgio Leccesi	<b>AUTRICHE</b>	Klaus Oehler
<b>JAPON</b>	Kazumasa Shioya	<b>DANEMARK</b>	Jeanineke Dahl Kristensen <i>(Janvier 2010 – Juillet 2010)</i>
			Maj Hessel <i>(Août 2010)</i>
<b>SUÈDE</b>	Amalia Garcia-Thärn	<b>NORVÈGE</b>	Arne B. Hønningstad
<b>ROYAUME-UNI</b>	Elizabeth Nasskau	<b>PAYS-BAS</b>	A. M. Agnes van Ardenne-van der Hoeven
<b>ÉTATS-UNIS</b>	Elizabeth H. Morris	<b>ESPAGNE</b>	Alberto López García Asenjo <i>(Janvier 2010 – Février 2010)</i>
			Vera Cruz Soler del Campo <i>(Mars 2010 – )</i>

#### LISTE B:

<b>KOWEÏT</b>	Hesham I. Al-Waqayan	<b>ÉMIRATS ARABES UNIS</b>	Nadia Sultan Abdullah
<b>NIGÉRIA</b>	Yaya O. Olaniran	<b>QATAR</b>	Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi
<b>ARABIE SAOUDITE</b>	Bandar Bin Abdel Mohsin Al-Shalhoob	<b>INDONÉSIE</b>	Hasanuddin Ibrahim <i>(Janvier 2010 – Octobre 2010)</i>
			Hari Priyono <i>(Novembre 2010 – )</i>

<sup>16</sup> Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2010 et/ou le départ postérieur à décembre 2010.

**VENEZUELA  
(REPUBLIQUE  
BOLIVARIENNE  
DU)** Luis Arias Bellorín  
*(Janvier 2010 – Août 2010)*  
William Cañas Delgado  
*(Septembre 2010)*

**ALGÉRIE** Mohamed Larbi Ghanem

**LISTE C:**  
**SOUS-LISTE C1:**

**BURKINA FASO** Jacques Zida

**ANGOLA** -

**CAMEROUN** Médi MOUNGUI

**ÉGYPTE** Abdel Aziz Mohamed Hosni  
*(Janvier 2010 – Octobre 2010)*

*Essam Othman Fayed*  
*(Novembre 2010 – )*

**SOUS-LISTE C2:**

**CHINE** Wang Zhongjing

**PAKISTAN** -

Junaid Iqbal Chaudhry  
*(Août 2010)*

**INDE** Loretta M. Vas

**AFGHANISTAN** -

Mohammad Musa Maroofi  
*(Avril 2010 – )*

**SOUS-LISTE C3:**

**BRÉSIL** Carlos Eduardo Lampert Costa

**ARGENTINE** María del Carmen Squeff

**MEXIQUE** Jorge Eduardo Chen Charpentier

**GUATEMALA** Alfredo Trinidad Velásquez



## PUBLICATIONS EN 2010

La présente bibliographie contient une sélection de publications.<sup>17</sup> Les publications et les documents techniques portent sur des sujets spécialisés, apportent une contribution originale aux questions examinées et sont publiés par le FIDA. Les publications diffusées par le Bureau de l'évaluation du FIDA présentent des évaluations indépendantes de nos résultats. Les documents techniques, les articles et les textes rédigés par le personnel et publiés en dehors du FIDA figurent aussi dans cette liste.

Enfin, nous indiquons des liens vers certains de nos supports de communication. La présente section offre un échantillon des différents types de supports d'information et de plaidoyer que nous produisons afin de faire mieux connaître l'impact de l'action du FIDA et ses principaux domaines d'activité.

### Publications et documents techniques

#### Agriculture

- Les agriculteurs prennent la parole: vision et recommandations des organisations paysannes africaines pour le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (anglais et français)
- IFAD and Client-Financed Agricultural Advisory Services

#### Changement climatique

- Changement climatique et gestion durable des ressources hydriques: expérience acquise par le FIDA au Proche-Orient et en Afrique du Nord ainsi qu'en Europe centrale et orientale (anglais, arabe et français)
- From Summit Resolutions to Farmers' Fields: Climate Change, Food Security and Smallholder Agriculture. Comptes rendus des débats du groupe de haut niveau et des événements parallèles du Conseil des gouverneurs

#### Forum paysan

##### **Promouvoir la participation des femmes aux instances dirigeantes des organisations de producteurs agricoles et ruraux (anglais, arabe, espagnol et français)**

- Report of the Third Global Meeting of the Farmers' Forum. Événement parallèle à la trente-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

#### Problématique hommes-femmes

- El Poder de Ser Mujer
- Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways Out of Poverty. Status, Trends and Gaps (avec la FAO/OIT)
- Improving Gender Impact: A BFFS/JP Assessment in Kenya, Mozambique and Niger

#### InnoWat

- Apprentissage et connaissance des innovations autour de l'eau et de la pauvreté rurale
- La Nouvelle Ruralité
- Synthèse des approches stratégiques

---

<sup>17</sup> Sauf indication contraire, toutes les publications sont rédigées dans la langue utilisée pour le titre.

## **Terres**

- Alternatives to Land Acquisitions: Agricultural Investment and Collaborative Business Models
- Entente foncière de Maghama, Mauritanie: Réseaux sociopolitiques et accès équitable à la terre – Expériences de Terrain, N° 1
- Making the Most of Agricultural Investment: A Survey of Business Models that Provide Opportunities for Smallholders
- Syrian Arab Republic: Thematic Study on Land Reclamation Through De-rocking

## **Planification participative**

- Cartographie participative: l'approche évolutive du FIDA (anglais, espagnol et français)
- Participatory Mapping and Communication. A Guide to Developing a Participatory Communication Strategy to Support Participatory Mapping

## **Finance rurale**

- Outils décisionnels du FIDA en matière de finance rurale (anglais, espagnol et français)
- Financing Facility for Remittances. Update, N° 2
- Smallholder Farming in Transforming Economies of Asia and the Pacific: Challenges and Opportunities

## **Pauvreté rurale**

- Valeur ajoutée et création de synergies entre les secteurs socioéconomique et productif (anglais et français)
- Introducing the Multidimensional Poverty Assessment Tool (MPAT): A New Framework for Measuring Rural Poverty
- Rapport sur la pauvreté rurale 2011 (anglais, arabe, espagnol et français)

## **Assurance contre les risques climatiques**

- The Potential for Scale and Sustainability in Weather Index Insurance for Agriculture and Rural Livelihoods

## **Documents occasionnels du FIDA**

- N° 1: Changer l'Afrique de l'intérieur (anglais, arabe, espagnol et français)

## **Documents occasionnels régionaux**

- N° 10: Fiscal Stimulus, Agricultural Growth and Poverty in Asia and the Pacific
- N° 11: Interrelationships between Labour Outmigration, Livelihoods, Rice Productivity and Gender Roles

## **Publications du Bureau de l'évaluation du FIDA**

- Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA évaluées en 2010 (RARI) (anglais, arabe, espagnol et français)
- IFAD's Capacity to Promote Innovation and Scaling Up
- IFAD's Performance with Regard to Gender Equality and Women's Empowerment
- Towards Purposeful Partnerships in African Agriculture: A Joint Evaluation of the Agriculture and Rural Development Policies and Operations in Africa of the African Development Bank and the International Fund for Agricultural Development

### Évaluations de projets et de programmes de pays

- Argentine (anglais et espagnol)
- Bénin: Programme de développement de la culture des racines et des tubercules. Évaluation finale (anglais et français)
- Chine: Qinling Mountain Area Poverty-Alleviation Project
- Chine: West Guangxi Poverty-Alleviation Project
- Inde
- Mozambique (anglais et portugais)
- Yémen: Raymah Area Development Project

### Documents publiés en dehors du FIDA

Carr, M. and M. Hartl. 2010. *Lightening the Load: Labour-saving Technologies and Practices for Rural Women*. Rome: FIDA; Rugby, Royaume-Uni: Practical Action.

Cooke, R. 2010. How Do We Ensure Poverty, Food Security and Climate Change are Better Linked? Document de synthèse du groupe de travail, préparé pour l'Assemblée générale annuelle de la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, 26-27 janvier, FIDA, Rome.

\_\_\_\_\_. 2010. Biodiversity and Sustainable Livelihoods in an Era of Climate Change. International Conference on Biodiversity in Relation to Food and Human Security in a Warming Planet, 15-17 février, Chennai, Inde.

\_\_\_\_\_. 2010. Investing in Agricultural Research and Agricultural Biotechnologies. Agricultural Biotechnologies in Developing Countries Conference, 1-4 mars, Guadalajara, Mexique.

\_\_\_\_\_. 2010. Reform of the Consultative Group on International Agricultural Research and IFAD's Role. Document présenté lors du séminaire informel du Conseil d'administration du FIDA, 20 avril, Rome.

\_\_\_\_\_. 2010. Building Linkages between Rural Bamboo and Rattan Producers and Urban Green Markets Worldwide. Discours liminaire au Congrès international sur le bambou et le rotin, 20-22 mai, Shanghai, Chine.

Liversage, H. 2010. Land Access for Rural Development and Poverty Alleviation: An IFAD Perspective. Document préparé pour la réunion de la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, 24 janvier, Rome.

\_\_\_\_\_. 2010. Responsible Acquisition of Land and Property for Business in Developing Countries: Mozambique Case Study. Document de synthèse présenté à la réunion conjointe FAO/RICS sur les Directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles, 25-26 janvier, Londres.

\_\_\_\_\_. 2010. IFAD's Perspective on Impacts of Land Issues on Agriculture Productivity, Viability and Sustainability in Africa. Rapport établi pour la Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU) 2010 Policy Conference: Land in Southern Africa – Key Issues for Farmers, 29-30 mars, Muldersdrift, Afrique du Sud.

\_\_\_\_\_. 2010. Responding to "Land Grabbing" and Promoting Responsible Investment in Agriculture. Document établi pour le Transnational Institute's "Global Land Grab Debate".

Samii, R. 2010. The Commodity that Survived the Economic Downturn: Mobiles for Development. *i4d vii(9)*: 6-9.

Thierry, B., B. Shapiro, H. Ramilison, A. Rakotondratsima, and A. Woldeyes. 2010. Nourishing the Land, Nourishing the People: A Madagascar Success Story. Rome: FIDA; Wallingford, Royaume-Uni: CABI.

## SUPPORTS DE COMMUNICATION

Le FIDA produit aussi un vaste éventail d'éléments d'information et de plaidoyer.

La **banque d'images** révèle les multiples visages de la vie rurale dans les pays en développement.

<http://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

La "**salle des dépêches**" publie les communiqués les plus récents sur nos activités.

<http://www.ifad.org/media/index.htm>

Les **bulletins électroniques régionaux** donnent des informations sur les cinq régions du FIDA:

- FIDAction en Afrique de l'Ouest et du Centre (anglais et français)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pa/newsletter.htm>
- Making a Difference in Asia and the Pacific  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pi/newsletter.htm>
- Progrès en Afrique orientale et australe (anglais, français et portugais)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/newsletter.htm>
- Rural Echoes in the Near East and North Africa (anglais et arabe)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/newsletters.htm>
- Ventana Rural: Compartiendo Saberes de América Latina y el Caribe (anglais et espagnol)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pl/newsletter.htm>

Le **blog social** du FIDA permet de rester informé des événements et des faits nouveaux sur le terrain et au siège.

<http://ifad-un.blogspot.com/>

Les **récits recueillis sur le terrain** présentent de façon vivante des projets réussis.

<http://www.ifad.org/story/index.htm>

**Nos vidéos** font connaître les succès et les difficultés des activités que nous appuyons dans le monde entier.

<http://www.ifad.org/video/index.htm>

Sans parler de notre page web **Documents et publications**.

<http://www.ifad.org/pub/index.htm>

Cote du document: EB 2011/102/R.42/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 20 f)  
Date: 12 mai 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2010

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Bambis Constantinides**  
Directeur de la Division du Contrôleur  
et des services financiers  
téléphone: +39 06 5459 2054  
courriel: c.constantinides@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session  
Rome, 10-12 mai 2011

---

Pour: **Approbation**



## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la décision suivante:

"En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés du Fonds au 31 décembre 2010 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif et est convenu de les soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa trente-cinquième session en février 2012, pour approbation."

## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2010

1. Le Conseil d'administration est invité à examiner les états financiers consolidés du FIDA (appendices A à K) en vue de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation, ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif.
2. Aux termes de l'article 6, section 11, de l'Accord portant création du FIDA, lesdits états financiers feront partie du Rapport annuel 2010 du FIDA. Comme les années précédentes, une note indiquera qu'ils ont été soumis par le Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation pour leur approbation.
3. Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2010 doivent être examinés en détail lors de la réunion du Comité d'audit qui aura lieu en mai 2011. Le président du Comité présentera officiellement les conclusions de cette réunion au sujet desdits états financiers à la cent deuxième session du Conseil d'administration.

### A. Commentaire de la direction

4. Cette nouvelle section fournit des explications sur les états financiers dans le contexte des orientations et initiatives stratégiques et opérationnelles actuelles du Fonds ainsi que de l'environnement financier extérieur. Son but est d'aider le lecteur à interpréter les états financiers afin de se faire une idée exacte de la situation financière du Fonds.

#### L'environnement financier extérieur

5. Les taux d'intérêt des monnaies entrant dans la composition du droit de tirage spécial (DTS) sont restés à leur plus bas niveau pendant la majeure partie de 2010, avant d'amorcer une légère remontée vers la fin de l'année. Globalement, les taux de base des banques et les taux de référence du marché pour les monnaies entrant dans la composition du DTS ont été un peu plus bas en 2010 qu'en 2009, tandis que les rendements des obligations d'État et les taux des crédits aux entreprises ont manifesté une tendance à la hausse. Ces évolutions se sont fait sentir sur les revenus ainsi que sur la juste valeur ou la valeur actuelle nette (VAN) des avoirs et engagements à long terme comptabilisés dans les bilans.
  - La crise de la dette souveraine qui a principalement touché quelques pays européens en 2010 n'a eu qu'un effet indirect sur le FIDA, via la hausse tendancielle des rendements de certains emprunts publics. Avec une proportion minimale de titres déclassés, le portefeuille de placements du FIDA été protégé par l'excellente qualité de ses avoirs. Le revenu des placements pour l'année, soit 84,3 millions d'USD, représente un taux de rendement de 3,26%, ce qui est très proche de l'objectif de 3,5%, mais inférieur aux 4,45% enregistrés en 2009. Les placements du FIDA se composent pour l'essentiel d'obligations d'État évaluées aux prix du marché, lesquels ont baissé lorsque les rendements ont augmenté.

- Les intérêts perçus sur les prêts ont eux aussi diminué dans la mesure où le taux d'intérêt de référence du FIDA (le taux d'intérêt de base appliqué aux prêts consentis à des conditions ordinaires ou intermédiaires) est une moyenne pondérée des taux à court terme des monnaies entrant dans la composition du DTS, qui ont baissé en 2010 par rapport à 2009. Le tableau 1 ci-dessous présente le montant des intérêts perçus compte tenu des taux en vigueur.

Tableau 1

	2010			2009		
	<i>Ordinaires</i>	<i>Inter-médiâires</i>	<i>Particulièrement favorables</i>	<i>Ordinaires</i>	<i>Inter-médiâires</i>	<i>Particulièrement favorables</i>
Taux d'intérêt au 1 <sup>er</sup> semestre	0,92%	0,46%	0,75%	4,27%	2,14%	0,75%
Taux d'intérêt au 2 <sup>e</sup> semestre	1,10%	0,55%	0,75%	4,27%	2,14%	0,75%
Intérêts perçus	50,7 millions d'USD			57,0 millions d'USD		

- La juste valeur des avoirs et engagements à long terme recouvre principalement l'encours des prêts (dont 92,7% sont assortis de conditions particulièrement favorables), les dons non décaissés et les contributions à recevoir. Le taux d'actualisation appliqué sur la base des taux du marché ayant été légèrement inférieur en moyenne à son niveau de 2009, il en est résulté en 2010 un moindre ajustement de la valeur nominale des prêts et d'autres actifs comme les contributions à recevoir et, en fin de compte, un mouvement positif net de la VAN pour l'exercice (note 25).
  - La baisse des engagements au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, qui sont tombés de 60,9 millions d'USD à 56,2 millions d'USD, est presque entièrement attribuable à une augmentation du taux d'actualisation appliqué, de 5,1% en 2009 à 5,5% en 2010. Conformément aux dispositions des Normes internationales d'information financière (IFRS), le taux d'actualisation utilisé correspond au taux de rendement des instruments à taux fixe de qualité du secteur privé, lequel était plus élevé à la fin de 2010 qu'à la fin de 2009 (note 21).
6. En 2010, à l'exception d'un léger tassement à la fin de l'année, le dollar des États-Unis, monnaie de référence du FIDA, s'est apprécié par rapport aux monnaies faisant partie du panier du DTS. Cette évolution a eu deux effets sur les comptes de l'exercice: i) une baisse des dépenses principalement encourues en euros, telles que les dépenses de personnel (dont la majeure partie est liée à l'euro); et ii) des pertes globales de change du fait de la reconversion en dollars des États-Unis des avoirs et engagements nets exprimés dans les monnaies composant le DTS en fin d'année (le FIDA a un actif net positif dans les monnaies autres que le dollar des États-Unis puisque ses principaux actifs – prêts en cours et placements – sont libellés dans les monnaies composant le panier du DTS ou alignés sur celles-ci). Au total, cela se traduit par une variation négative de 34,7 millions d'USD – pour le FIDA seulement.

### Activités opérationnelles du FIDA

7. En approuvant la résolution relative à la huitième reconstitution, le Conseil des gouverneurs a demandé au FIDA d'accélérer ses investissements dans le développement des petites exploitations agricoles et lui a donné les ressources nécessaires à cet effet. Au cours de la période 2010-2012, les nouveaux engagements au titre des prêts et des dons devraient augmenter de 50%. En 2010, première année de la période couverte par la huitième reconstitution, le volume des activités du FIDA s'est déjà notablement accru: les prêts et dons approuvés ont

atteint le montant record de 854,8 millions d'USD, soit une hausse de 19% par rapport à 2009, tandis que le nombre de projets financés par des prêts ou par des dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) est passé de 221 à 234. Le tableau 2 ci-dessous illustre l'impact de cet accroissement des activités opérationnelles sur différents éléments extraits des états financiers.

Tableau 2

**Flux et soldes des prêts et dons**

(en millions de dollars des États-Unis)

	2010	2009
Prêts approuvés	645,5	477,8
Encours des prêts	5 536,1	5 347,0
Dons non décaissés	80,4	77,0
Décaissements au titre des prêts	457,6	428,5
Décaissements au titre des dons	39,9	39,3
Décaissements au titre du CSD	39,4	14,0
Remboursements du principal des prêts	219,7	201,1

8. En 2010, les activités de supervision directe du FIDA se sont encore étoffées: 29 bureaux de pays étaient opérationnels en fin d'année, contre 27 en 2009. Ces bureaux s'occupent désormais de 51% des projets du portefeuille actuel du FIDA, de sorte que le nombre de projets supervisés par des institutions coopérantes a encore diminué, tombant de 46 en 2009 à 21 en 2010, et que les coûts supportés à ce titre ont été ramenés de 4,8 millions d'USD en 2009 à 2,4 millions d'USD en 2010. Cependant, la croissance rapide des activités opérationnelles et le moindre recours aux institutions coopérantes ont accru le besoin de consultants. En conséquence, les dépenses encourues pour les services de consultants ont augmenté de 9 millions d'USD – soit 29% – par rapport à 2009.
9. L'administration des bureaux de pays est sous-traitée à d'autres organisations, principalement le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui fournissent les services nécessaires. Malgré l'augmentation des effectifs des bureaux de pays, les dépenses de personnel ont pu être contenues car les conditions locales de rémunération, qui s'appliquent dans la plupart des cas, sont sensiblement plus basses qu'au siège du FIDA. Néanmoins, le coût des contrats de sous-traitance passés pour l'administration des bureaux de pays a largement contribué à l'augmentation globale d'environ 4 millions d'USD, soit 13% des dépenses administratives courantes en 2010.

**Activités de financement du FIDA**

10. Le fait que la résolution relative à la huitième reconstitution ait été approuvée en février 2009 et que cette reconstitution soit entrée en vigueur dans le courant de la même année signifie que la grande majorité des instruments de contribution y afférents avaient été déposés en 2009. En témoignent l'augmentation sensible des fonds propres (contributions) entre 2008 et 2009 (543 millions d'USD) et leur progression ensuite plus limitée entre 2009 et 2010 (334 millions d'USD).
11. En 2010, pour la première fois, le FIDA a conclu un accord d'emprunt (via un fonds fiduciaire) avec un État membre. Dans le cadre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le Fonds fiduciaire espagnol), un prêt à long terme d'un montant de 285,5 millions d'EUR a ainsi été mis à la disposition des emprunteurs du FIDA pour leur permettre d'amplifier les projets qu'ils financent grâce à celui-ci. Le Fonds fiduciaire espagnol a été doté de 285,5 millions d'EUR en décembre 2010. Cette somme – à laquelle viendra

s'ajouter un don de 14,5 millions d'EUR devant être versé en 2011/12 – servira à financer des prêts au cours de la période de la huitième reconstitution. Les 285,5 millions d'EUR versés en décembre 2010 ont été comptabilisés au passif du bilan consolidé pour un montant de 383 millions d'USD et inscrits pour un montant équivalant à la rubrique "Liquidités et avoirs en banque" de l'actif, dont le total s'élève à 716 millions d'USD.

12. Si l'on excepte le Fonds fiduciaire espagnol, les contributions provenant de sources autres que les reconstitutions ont accusé un léger recul en 2010, aussi bien en termes d'encaisses que de revenus. Ces contributions comprennent une somme de 15,5 millions d'USD versée par des États membres au titre de l'allègement de la dette d'Haïti, dont le montant total est inclus dans les recettes reportées (78,3 millions d'USD) puisque les mesures d'allègement seront appliquées ultérieurement.

#### **Autres évolutions en 2010**

13. **Gestion des risques financiers: prêts de titres.** Comme il a été indiqué au Conseil d'administration au début 2010, le FIDA a décidé de mettre fin progressivement à son programme de prêt de titres avant la fin de l'exercice. Le solde nul des engagements au titre des garanties en espèces sur prêts de titres et des avoirs détenus en garantie de prêts de titres au 31 décembre 2010 montre que ce programme est maintenant terminé. La fin de ces opérations a permis d'abaisser le niveau global de risque du portefeuille de placements, conformément aux recommandations formulées par le Commissaire aux comptes en 2008 et en 2009 quant aux mesures à prendre en priorité.
14. **Cadre pour la soutenabilité de la dette: modification des règles comptables.** En 2010, le FIDA a adopté, avec effet rétroactif, une nouvelle règle comptable pour les projets financés au titre du CSD. Ces projets sont maintenant comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants. Auparavant, les projets financés au titre du CSD étaient traités comme des dons, c'est-à-dire comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global au moment de leur entrée en vigueur et comme des engagements envers les bénéficiaires. La nouvelle règle permet une meilleure répartition des dépenses au titre du CSD, en les étalant davantage sur la période d'exécution des projets.
15. **Dépenses d'équipement.** En 2010, le FIDA a investi 2,2 millions d'USD (1,2 million d'USD en 2009) dans l'amélioration de ses systèmes informatiques, notamment pour le projet de remplacement du Système prêts et dons (qui en était au stade de la conception en 2010) et pour l'achat de matériel. Les dépenses d'équipement sont restées à un niveau relativement bas en 2010.

#### **Situation financière du Fonds – FIDA seulement**

16. Au 31 décembre 2010, la situation de trésorerie du Fonds était toujours très solide, avec un niveau de liquidités suffisant pour couvrir les besoins de décaissements prévus pendant plus de deux ans. Le niveau de la Réserve générale, qui a été créée pour se prémunir contre le risque de surengagement des ressources, a fait l'objet d'un examen par le Comité d'audit et le Conseil d'administration en 2010: il était alors de 95,0 millions d'USD, ce qui a été jugé suffisant.
17. La viabilité financière à long terme du Fonds fait l'objet d'une étroite surveillance dans le cadre d'un modèle de gestion de bilan ainsi que d'une évaluation par les États membres du FIDA à l'occasion des consultations sur les reconstitutions. La consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du Fonds, pour la période 2013-2015, aura lieu en 2011.

## **B. Annotations spécifiques se rapportant aux états financiers**

### **Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice A)**

18. Il est fait les observations suivantes:
- Le montant consolidé des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer au titre des placements, a augmenté, passant de 2 843,9 millions d'USD au 31 décembre 2009 à 3 155,8 millions d'USD au 31 décembre 2010 (voir note 4).
  - L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), a augmenté, passant de 3 889,3 millions d'USD au 31 décembre 2009 à 4 152,3 millions d'USD au 31 décembre 2010 (sur la base de la juste valeur).
  - Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, ont augmenté, passant de 5 843,9 millions d'USD au 31 décembre 2009 à 6 157,9 millions d'USD au 31 décembre 2010 (sur la base de la juste valeur).

### **État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B) et état des dépenses d'exploitation (FIDA seulement) (appendice K)**

19. Il est fait les observations suivantes:
- Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 50,7 millions d'USD en 2010, contre 57,0 millions d'USD en 2009. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de service dus et non réglés depuis plus de 180 jours. En 2010, ces sommes ont représenté 1,9 million d'USD (2,3 millions d'USD en 2009) (voir note 9).
  - Le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 85,4 millions d'USD en 2010, contre 116,5 millions d'USD en 2009 sur une base consolidée. Les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 4,4 millions d'USD (voir note 17) en 2010, contre 4,3 millions d'USD en 2009 sur une base consolidée (voir note 24).
  - Un état des dépenses d'exploitation du FIDA ventilées par source de financement principale est présenté à l'appendice K.
  - Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés depuis 1997. Comme il ressort de l'appendice I, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le Conseil d'administration s'élevait à 510,7 millions d'USD en valeur nominale au 31 décembre 2010, et le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à quelque 232,5 millions d'USD (principal) plus 82,6 millions d'USD (intérêts).
  - En 2010, un gain comptable net de 4,8 millions d'USD (contre une perte de 10,8 millions d'USD en 2009) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle, au 31 décembre 2010 (voir note 21). Cet élément est inclus dans les dépenses de personnel et les gains actuariels sur l'état du résultat global.

### **État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B1)**

20. Ces états enregistrent les bénéfices non distribués provenant de l'excédent des recettes comptables sur les dépenses et des effets des variations de change.

### **État consolidé des flux de trésorerie (appendice C)**

21. L'appendice C présente un état détaillé des variations consolidées des liquidités et placements (à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance). La quote-part du FIDA dans les liquidités et placements consolidés est d'environ 77,6%.



**Notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D)**

22. Cet appendice contient d'autres informations relatives à la fois aux principes comptables et aux données sur lesquelles se fondent les principaux états financiers.

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés (appendice D1)**

23. L'appendice D1 présente les soldes cumulés et non décaissés au titre des contributions complémentaires et supplémentaires versées par les États membres et provenant d'autres donateurs.

**Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (appendice E)**

24. L'appendice E présente, pour information seulement, le bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (DTS).

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F)**

25. Cet état présente tous les avoirs en monnaies librement convertibles qui peuvent être considérés comme des ressources disponibles pour engagement, conformément à la politique adoptée à la trente-quatrième session du Conseil d'administration. Il est à noter qu'en 2010, comme les années précédentes, le Fonds a recouru au pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pour couvrir les engagements au titre des prêts et des dons.

**État des contributions (appendice G)**

26. L'appendice G présente l'ensemble des contributions versées au titre des reconstitutions par les États membres et par des États non membres. Le détail des montants non réglés figure à l'appendice D (Notes relatives aux états financiers consolidés). Le détail des contributions au titre de la septième reconstitution est indiqué séparément.

**État des prêts (appendice H), état des dons (FIDA seulement) (appendice H1) et Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement) (appendice H2)**

27. L'appendice H présente la position des emprunteurs du Fonds, pays par pays.
28. Les appendices H1 et H2 présentent des informations sur les dons et sur le CSD, pays par pays.

**État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (appendice I)**

29. Cet appendice présente le détail, pays par pays, des allègements de dette que le FIDA a consentis à ce jour ainsi que des allègements qu'il s'est engagé à accorder à l'avenir, conformément aux autorisations données par le Conseil d'administration. Les sommes sont exprimées en droits de tirage spéciaux et en dollars des États-Unis.

**État récapitulatif des opérations liées à l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (appendice J)**

30. Cet appendice présente les contributions reçues par des États membres et fournies par le Fonds ainsi que les allègements de dette consentis à ce jour dans le cadre de cette initiative.

## **États financiers consolidés**

pour l'exercice clos le 31 décembre 2010

- Appendice A** Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B** État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B1** État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice C** État consolidé des flux de trésorerie
- Appendice D** Notes relatives aux états financiers consolidés
- Appendice D1** État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

## **Rapport du Commissaire aux comptes**

### **Information complémentaire**

- Appendice E** Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux
- Appendice F** État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)
- Appendice G** État des contributions
- Appendice H** État des prêts
- Appendice H1** État des dons – FIDA seulement
- Appendice H2** Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement
- Appendice I** État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
- Appendice J** État récapitulatif des opérations liées à l'initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti
- Appendice K** État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

**Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)**

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

<i>Actif</i>	<i>Actif consolidé</i>			<i>FIDA seulement</i>		
	<i>2010</i>	<i>2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>2010</i>	<i>2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	716 363	421 354	491 548	219 788	285 778	263 681
Placements (note 4)	2 508 252	2 488 006	2 427 658	2 371 260	2 375 687	2 358 008
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres (note 4)	0	215 780	455 953	0	215 780	455 953
Billets à ordre à encaisser (note 5)	438 775	400 491	283 980	422 250	379 710	264 441
Contributions à recevoir (note 5)	478 509	484 943	281 061	328 468	377 557	207 747
Moins: provisions (note 6)	(168 448)	(168 448)	(168 485)	(168 448)	(168 448)	(168 485)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	748 836	716 986	396 556	582 270	588 819	303 703
Autres sommes à recevoir (note 7)	103 096	67 881	104 894	231 777	160 669	253 391
Actifs fixes (note 8)	3 458	1 802	996	3 458	1 802	996
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	4 257 358	4 006 668	3 777 607	4 257 358	4 006 668	3 777 607
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9a))	(24 099)	(27 311)	(62 822)	(24 099)	(27 311)	(62 822)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(80 937)	(90 091)	(117 985)	(80 937)	(90 091)	(117 985)
Encours net des prêts	4 152 322	3 889 266	3 596 800	4 152 322	3 889 266	3 596 800
<b>Total actif</b>	<b>8 232 327</b>	<b>7 801 075</b>	<b>7 474 405</b>	<b>7 560 875</b>	<b>7 517 801</b>	<b>7 232 532</b>
	<i>Passif consolidé</i>			<i>FIDA seulement</i>		
	<i>2010</i>	<i>2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>2010</i>	<i>2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>	<i>1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></i>
<i>Passif et fonds propres</i>						
<b>Passif</b>						
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	268 594	221 632	326 626	279 374	242 786	342 010
Engagements au titre des garanties en espèces sur prêts de titres (note 12)	0	217 872	474 229	0	217 872	474 229
Dons non décaissés (note 14)	263 729	213 780	127 033	78 462	64 338	70 752
Recettes reportées (note 13)	177 342	209 047	269 445	78 303	76 647	77 840
Emprunt au titre du Fonds fiduciaire espagnol (note 15)	383 026	0	0	0	0	0
<b>Total passif</b>	<b>1 092 691</b>	<b>862 331</b>	<b>1 197 333</b>	<b>436 139</b>	<b>601 643</b>	<b>964 831</b>
<b>Fonds propres</b>						
Contributions						
Ordinaires	6 137 537	5 823 593	5 281 367	6 137 537	5 823 593	5 281 368
Spéciales	20 349	20 349	20 349	20 349	20 349	20 348
<b>Total contributions (appendice G)</b>	<b>6 157 886</b>	<b>5 843 942</b>	<b>5 301 716</b>	<b>6 157 886</b>	<b>5 843 942</b>	<b>5 301 716</b>
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués	886 750	999 802	880 356	871 850	977 216	870 985
<b>Total fonds propres</b>	<b>7 139 636</b>	<b>6 938 744</b>	<b>6 277 072</b>	<b>7 124 736</b>	<b>6 916 158</b>	<b>6 267 701</b>
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 232 327</b>	<b>7 801 075</b>	<b>7 474 405</b>	<b>7 560 875</b>	<b>7 517 801</b>	<b>7 232 532</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

<sup>1</sup> Les soldes de 2009 ont été recalculés pour tenir compte de la nouvelle règle de comptabilisation des projets financés au titre du CSD. Voir la note 2 a) i).

**État consolidé du résultat global**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	2010	2009 (après ajustement) <sup>1</sup>
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	50 668	56 957
Produit des liquidités et des placements (note 17)	85 448	116 493
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	10 035	9 841
Contributions (note 19)	142 873	225 878
<b>Total des recettes</b>	<b>289 024</b>	<b>409 169</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 20)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(80 820)	(87 078)
Dépenses administratives courantes	(34 343)	(30 394)
Consultants et personnel extérieur	(39 410)	(30 549)
Institutions coopérantes	(3 151)	(4 877)
Charges d'intérêt	(13)	0
Frais financiers directs (banques et placements) (note 24)	(4 355)	(4 269)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(162 092)</b>	<b>(157 167)</b>
Provision pour dépréciation des prêts (note 9 a))	2 187	37 096
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	(25 127)	(7 420)
Dons (note 22) <sup>1</sup>	(172 583)	(227 750)
Projets CSD (note 23) <sup>1</sup>	(39 378)	(13 997)
Dépréciation (note 8)	(615)	(365)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(397 608)</b>	<b>(369 603)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(108 584)</b>	<b>39 566</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 25)	28 274	(46 244)
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(80 310)</b>	<b>(6 678)</b>
<b>Autres éléments positifs/(négatifs) du résultat global:</b>		
(Pertes)/gains de change (note 16)	(43 342)	132 379
Variation de la provision pour assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	10 600	(6 255)
<b>(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(32 742)</b>	<b>126 124</b>
<b>(Déficit)/excédent total du résultat global</b>	<b>(113 052)</b>	<b>119 446</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

<sup>1</sup> Les soldes de 2009 ont été recalculés pour tenir compte de la nouvelle règle de comptabilisation des projets financés au titre du CSD. Voir la note 2 a) i).

**État du résultat global (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	2010	2009 (après ajustement) <sup>1</sup>
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	50 667	56 957
Produit des liquidités et des placements (note 17)	84 271	114 999
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	14 412	14 066
Recettes provenant des contributions (note 19)	24	30 000
<b>Total des recettes</b>	<b>149 374</b>	<b>216 022</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 20)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(77 880)	(83 961)
Dépenses administratives courantes	(32 404)	(28 991)
Consultants et personnel extérieur	(34 496)	(25 106)
Institutions coopérantes	(2 377)	(4 819)
Frais financiers directs (banques et placements)	(4 288)	(4 212)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(151 445)</b>	<b>(147 089)</b>
Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	2 187	37 096
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	(25 127)	(7 371)
Dons (note 22) <sup>1</sup>	(43 337)	(46 700)
Projets CSD (note 23) <sup>1</sup>	(39 378)	(13 997)
Dépréciation (note 8)	(615)	(365)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(257 715)</b>	<b>(178 426)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(108 341)</b>	<b>37 596</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 25)	27 103	(50 937)
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(81 238)</b>	<b>(13 341)</b>
<b>Autres éléments positifs/(négatifs) du résultat global:</b>		
(Pertes)/gains de change	(34 728)	125 827
Variation de la provision pour assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	10 600	(6 255)
<b>Excédent/(déficit) total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(24 128)</b>	<b>119 572</b>
<b>Excédent/(déficit) total du résultat global</b>	<b>(105 366)</b>	<b>106 231</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

<sup>1</sup> Les soldes de 2009 ont été recalculés pour tenir compte de la nouvelle règle de comptabilisation des projets financés au titre du CSD. Voir la note 2 a) i).



**État consolidé des bénéfices non distribués**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></b>	<b>880 356</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses <i>(après ajustement)</i>	(6 678)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global <i>(après ajustement)</i>	126 124
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></b>	<b>999 802</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(80 310)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(32 742)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2010</b>	<b>886 750</b>

**État des bénéfices non distribués (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></b>	<b>870 985</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses <i>(après ajustement)</i>	(13 341)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global <i>(après ajustement)</i>	119 572
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009 (après ajustement)<sup>1</sup></b>	<b>977 216</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(81 238)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(24 128)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2010</b>	<b>871 850</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

<sup>1</sup> Les soldes de 2009 ont été recalculés pour tenir compte de la nouvelle règle de comptabilisation des projets financés au titre du CSD. Voir la note 2 a) i).

**État consolidé des flux de trésorerie**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	2010	2009
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA</b>		
Intérêts sur prêts	54 938	56 768
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	71 886	107 275
Autres sommes (payées)/reçues	(27 072)	24 034
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(156 996)	(151 160)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(39 873)	(39 308)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(92 175)	(89 766)
Décaissements au titre des projets CSD	(39 378)	(13 997)
Transfert aux liquidités soumises à restriction	(451)	0
<b>Flux nets de trésorerie dégagés par les activités d'exploitation</b>	<b>(229 121)</b>	<b>(106 154)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Décaissements de prêts	(457 577)	(428 522)
Remboursements de prêts – principal	219 708	201 093
Somme reçue/(payée) au titre des placements	74 880	2 544
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(162 989)</b>	<b>(224 885)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Contributions aux reconstitutions	320 493	287 110
Emprunt au titre du Fonds fiduciaire espagnol	383 013	0
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>703 506</b>	<b>287 110</b>
<b>Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents</b>	<b>8 892</b>	<b>38 901</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction</b>	<b>320 288</b>	<b>(5 028)</b>
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 504 972	2 510 000
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice</b>	<b>2 825 260</b>	<b>2 504 972</b>
<b>DONT:</b>		
Liquidités non soumises à restriction	715 856	421 297
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des garanties en espèces sur prêts de titres	2 109 404	2 083 675
<b>Liquidités et équivalents en fin d'exercice</b>	<b>2 825 260</b>	<b>2 504 972</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

## Notes relatives aux états financiers consolidés

## NOTE 1

## BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

## NOTE 2

## PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

## a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique, à l'exception de certains actifs et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût amorti selon la méthode des taux d'intérêt effectifs. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Elle suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

## i) Modifications comptables

Les changements suivants ont eu lieu en 2010:

a) En 2010, le FIDA a modifié la règle adoptée pour la comptabilisation des projets financés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD). Ces projets sont maintenant comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants. Auparavant, les projets financés au titre du CSD étaient comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global au moment de leur entrée en vigueur et comme des engagements envers les bénéficiaires. Conformément à la norme comptable internationale IAS 8, cette modification a été appliquée de

manière rétroactive et les soldes des exercices antérieurs ont été retraités comme si la nouvelle règle comptable avait toujours été appliquée. Étant donné que les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue (en moyenne sept ans) et que leur financement est soumis à diverses conditions au fur et à mesure de leur avancement, la nouvelle règle comptable donne une image plus fidèle de leurs effets sur les résultats de chaque exercice ainsi que sur la situation financière du FIDA.

Les effets de cette modification comptable sont indiqués ci-dessous:

En millions d'USD						
	31 déc. 2009 (avant retraitement)	31 déc. 2009 (après retraitement)	Différence	1 <sup>er</sup> janv. 2009 (avant retraitement)	1 <sup>er</sup> janv. 2009 (après retraitement)	Différence
<b>Bilan (FIDA seulement)</b>						
Dons non décaissés	(253,5)	(64,3)	189,2	(138,6)	(70,7)	67,9
Bénéfices non distribués	(788,0)	(977,2)	(189,2)	(803,1)	(871,0)	(67,9)
<b>Bilan (chiffres consolidés)</b>						
Dons non décaissés	(403,0)	(213,8)	189,2	(194,9)	(127,0)	67,9
Bénéfices non distribués	(810,6)	(999,8)	(189,2)	(812,5)	(880,4)	(67,9)

En millions d'USD			
	31 déc. 2009 (avant retraitement)	31 déc. 2009 (après retraitement)	Différence
<b>État du résultat global (FIDA seulement)</b>			
Décaissements au titre des dons	(205,4)	(46,7)	158,7
Projets CSD	0	(14,0)	(14,0)
Ajustement sur la base de la juste valeur	(23,4)	(50,9)	(27,5)
Variation de change nette	121,7	125,8	4,1
(Déficit)/excédent total du résultat global	(15,0)	106,2	121,2
<b>État du résultat global (chiffres consolidés)</b>			
Dons	(386,5)	(227,8)	158,7
Projets CSD	(14,0)	(14,0)	(14,0)
Ajustement sur la base de la juste valeur	(18,7)	(46,2)	(27,5)
Variation de change nette	128,2	132,4	4,2
(Déficit)/excédent total du résultat global	(1,8)	119,4	121,2

b) En 2010, le périmètre de consolidation a été étendu aux deux nouvelles entités suivantes:

- À sa quatre-vingt-dix-neuvième session, le Conseil d'administration a approuvé la création de comptes administratifs pour mobiliser des ressources en vue de consentir des allègements de dette à Haïti au fur et à mesure des échéances. Cette décision a été prise à la suite du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays en janvier 2010.
- À sa centième session tenue en septembre 2010, le Conseil d'administration a approuvé la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le Fonds fiduciaire espagnol) et autorisé ledit Fonds fiduciaire à conclure un accord d'emprunt avec l'Espagne. Cet accord a été signé en décembre 2010. Le Fonds fiduciaire espagnol est une entité distincte dont les opérations sont intégrées dans les comptes consolidés du FIDA.

## b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des

comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FGC)
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint FIDA-Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC-FBSA) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le Fonds fiduciaire du FIDA au titre l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS);
- le compte administratif de l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti;
- le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le Fonds fiduciaire espagnol).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

À la différence des autres entités hébergées par le FIDA, le programme de travail du PC-FBSA est préparé par le FIDA et arrêté chaque année avec l'accord du Gouvernement belge lors d'une réunion du comité directeur. Le PC-FBSA est une entité complémentaire dont les opérations font partie des activités de base du FIDA.

**Entités hébergées par le FIDA.** Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales et ne sont donc pas consolidées dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté"), de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF) et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

#### **c) Conversion des monnaies et variations de change**

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis. C'est donc en dollar des États-Unis que sont présentés ces états financiers consolidés du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération ou en fonction du taux de change applicable. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état du résultat global.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux de clôture, de même que les recettes et dépenses.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

#### **d) Comptabilisation des actifs et passifs financiers**

##### **• Fonds propres**

Ils comprennent les trois éléments suivants: **i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.**

##### **i) Contributions (fonds propres)**

###### **a) Généralités**

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, conformément à la norme IAS 39, au niveau 2.

###### **b) Provisions**

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

##### **ii) Réserve générale**

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans.

##### **iii) Bénéfices non distribués**

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations de change. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F).

**e) Prêts****i) Généralités**

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt prend effet ou entre en vigueur lorsque les conditions préalables ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès la signature du prêt.

Tous les prêts du FIDA sont approuvés et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; b) les prêts consentis à des conditions durcies seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; c) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de cinq (5) ans; d) les prêts consentis à des conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, dont un différé d'amortissement de trois (3) ans; e) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.

**ii) Prêts à des États non membres**

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

**iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ)**

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTÉ. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTÉ des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations annulées au titre du service de la dette doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTÉ et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTÉ sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTÉ comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTÉ, pour financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire PPTÉ administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés sur la base de la valeur actuelle nette de l'estimation des flux futurs liés aux allègements de dette.

**iv) Comptabilisation des prêts**

Conformément à la norme IAS 39, les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour (au moment du versement intégral du montant du prêt à l'emprunteur) puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé, au moment de la clôture du prêt (c'est-à-dire lorsque celui-ci est entièrement décaissé). Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe des taux d'intérêt prévus pour l'année de clôture, selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-pays compte tenu de la très faible probabilité de non-recouvrement qui caractérise le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et s'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, une provision est constituée. Cette méthode d'évaluation à la juste valeur relève du niveau 2.

**v) Provision cumulée pour dépréciation**

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

**vi) Situation de non-comptabilisation**

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.



**f) Placements**

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan (juste valeur de niveau 1). Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global.

Le Fonds prend part à des opérations de prêt de titres par l'intermédiaire du dépositaire global qui intervient en tant qu'agent. Il reçoit en contrepartie des garanties qui peuvent être versées sous la forme soit de titres, soit d'espèces, conformément aux pratiques du marché. Ces opérations de prêt de titres sont des contrats passés avec des contreparties selon les règles établies par le marché et les dispositions convenues avec le dépositaire global. Les titres prêtés ne sont pas sortis du bilan, sauf en cas de transfert des risques et des revenus liés à leur détention. De même, le FIDA ne comptabilise pas les titres qu'il reçoit en garantie, à moins que les risques et les revenus attachés à leur propriété ne lui soient également transférés. Les garanties versées en espèces sont investies sur le marché monétaire et dans d'autres instruments financiers liquides inscrits dans la catégorie des titres de transaction à l'actif du bilan. En tant que prêteur, le FIDA est tenu de verser des intérêts (ou "rebate") sur les garanties qui lui sont fournies en espèces. Le cas échéant, c'est à lui qu'il incombe juridiquement de supporter les pertes encourues sur les garanties réinvesties. L'obligation de restituer les garanties en espèces versées par les emprunteurs de titres constitue un engagement porté au passif du FIDA.

Les revenus et les pertes latents ou réalisés sur les opérations de prêt de titres sont comptabilisés en recettes ou en charges sur la base des droits constatés.

Depuis décembre 2010, le Fonds n'effectue plus de prêts de titres. Au 31 décembre 2010, tous les avoirs du compte de garanties avaient été liquidés et toutes les garanties, restituées aux emprunteurs.

**g) Liquidités et équivalents**

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

**h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)**

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le programme conjoint PC-FBSA et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont diminuées, sur l'état du résultat global, du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), plus l'intérêt produit, auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes

comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Des donateurs individuels ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

**i) Dons**

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à leur date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 (juste valeur de niveau 2). À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons prennent effet à la date d'entrée en vigueur de l'accord de don à compter de laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

**j) Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)**

Dans le cadre du CSD, les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement favorables reçoivent une aide financière sous forme de dons et non de prêts. Le manque à gagner sur le montant principal de l'aide doit être compensé par le pays membre bénéficiaire au moyen d'un mécanisme d'amortissement périodique (selon le calendrier de remboursement du prêt sous-jacent), tandis que le FIDA abandonne les intérêts. Les modalités de compensation du principal seront négociées lors de futures consultations sur les reconstitutions. Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

**k) Emprunt au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire**

Le Fonds fiduciaire espagnol a été créé en 2010. Le 31 décembre 2010, il a été doté d'un montant de 385,5 millions d'EUR (383,0 millions d'USD) prêtés par l'Espagne. Cet engagement est comptabilisé à sa juste valeur, au niveau 2. Les fonds serviront à financer des prêts en faveur des emprunteurs du FIDA (à l'exception des pays bénéficiaires du CSD), selon les procédures en vigueur.

Les remboursements du Fonds fiduciaire s'effectueront parallèlement aux remboursements des pays emprunteurs sur une période de 45 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le taux d'intérêt payé à l'Espagne sera un taux variable basé sur l'Euribor à 12 mois. Les intérêts seront versés à l'Espagne le 15 janvier de chaque année; ils seront comptabilisés sur la base des droits constatés.

Les liquidités du Fonds fiduciaire espagnol seront investies de manière à couvrir les besoins de décaissement tout en générant un niveau adéquat de rendement corrigé des risques.

Le produit excédentaire des placements sera déposé dans un compte de réserve permettant au FIDA de gérer les risques.

S'il s'avère que le Fonds fiduciaire espagnol ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses engagements de paiement, l'Espagne fournira des fonds supplémentaires.

**l) Régimes applicables au personnel****i) Obligations concernant les pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Étant donné que le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

**ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels.

**m) Provisions**

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

**n) Imposition**

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

**o) Comptabilisation des recettes**

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

**p) Actifs fixes – actifs incorporels**

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

• Aménagements et installations	10 ans
• Mobilier	5 ans
• Matériel de bureau	4 ans

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels si de cette immobilisation résultent des avantages économiques futurs pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (deux à cinq ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs incorporels amortissables de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée (durée du bail portant sur les locaux du siège du FIDA).

**q) Ressources du FIDA disponibles pour engagement**

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de paiement au titre des billets à ordre ont été constituées.

iii) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 concernant les états financiers.

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2010, comme par le passé, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'il est approuvé par l'autorité compétente. Les prêts et les dons de montant élevé doivent être approuvés par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation lors de la session ou susceptibles

d'être approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition avant la session suivante.

**NOTE 3****ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS****a) Estimations et hypothèses retenues**

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à une catégorie sur la base de la technique d'évaluation appliquée:

Niveau 1: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement, pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

ii) Initiative PPTÉ

L'estimation des pertes imputables à l'Initiative PPTÉ et aux arriérés de remboursement des prêts repose dans une large mesure sur le jugement de la direction. Les principales hypothèses retenues pour les calculs concernent le taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis, la date d'entrée en vigueur de l'allègement de dette et le niveau des décaissements.

**b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables**

i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

**NOTE 4****SOLDE DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS****a) Ventilation des soldes (consolidés)**

	En milliers d'USD	
	2010	2009
Liquidités non soumises à restriction	715 856	421 297
Liquidités soumises à restriction	507	57
<b>Sous-total liquidités</b>	<b>716 363</b>	<b>421 354</b>
Placements non soumis à restriction	2 507 801	2 487 548
Placements soumis à restriction	451	458
<b>Sous-total placements hors garanties en espèces sur prêts de titres</b>	<b>2 508 252</b>	<b>2 488 006</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	-	215 780
<b>Sous-total placements</b>	<b>-</b>	<b>2 703 786</b>
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 224 615</b>	<b>3 125 140</b>

La composition du portefeuille par entité au 31 décembre 2010 était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2010	2009
FIDA	2 591 048	2 661 466
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	57 796	60 014
Fonds fiduciaire PPTÉ	9 292	38 489
Programme conjoint-FBSA	5 791	11 259
Fonds supplémentaires	146 655	138 132
Fonds fiduciaire espagnol (STF)	383 012	0
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (appendice J)	31 021	0
<b>Sous-total</b>	<b>3 224 615</b>	<b>2 909 360</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	-	215 780
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 224 615</b>	<b>3 125 140</b>

**i) Liquidités et placements soumis à restriction**

Monnaies non librement convertibles. Au 31 décembre 2010, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 57 000 USD (57 000 USD en 2009) et à 451 000 USD (458 000 USD en 2009).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

En 2010, le FIDA a ouvert un compte bloqué dont le solde se montait à 450 588 USD en fin d'année.

**ii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument**

Au 31 décembre 2010, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 3 155 809 000 USD (2 843 974 000 USD en 2009), à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles. Ils se décomposaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Liquidités	715 856	421 297
Titres à revenu fixe	2 323 253	2 350 258
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	13 069	(8 753)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	171 705	143 470
Contrats à terme	(226)	2 615
Options	-	(42)
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	-	215 780
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 223 657</b>	<b>3 124 625</b>
Sommes à recevoir sur cessions de titres	71 019	37 685
Somme à payer sur achats de titres	(138 867)	(100 464)
Engagements au titre des garanties en espèces	-	(217 872)
<b>Total des placements</b>	<b>3 155 809</b>	<b>2 843 974</b>

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2010, 397 662 000 USD de titres détenus jusqu'à échéance (402 209 000 USD en 2009).

### iii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Euro	1 319 953	955 038
Yen japonais	392 977	355 143
Livre sterling	237 269	257 430
Dollar des États-Unis	1 205 610	1 278 455
<b>Total</b>	<b>3 155 809</b>	<b>2 846 066</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	-	215 780
Engagements au titre des garanties en espèces	-	(217 872)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>3 155 809</b>	<b>2 843 974</b>

### iv) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Moins de 1 an	1 087 772	638 027
1 à 5 ans	1 653 319	1 736 209
5 à 10 ans	205 454	204 159
Plus de 10 ans	209 264	267 671
<b>Total</b>	<b>3 155 809</b>	<b>2 846 066</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	-	215 780
Engagements au titre des garanties en espèces	-	(217 872)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>3 155 809</b>	<b>2 843 974</b>

Au 31 décembre 2010, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 41 mois (52 mois en 2009).

### b) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Dans l'hypothèse de la poursuite de ses activités, le Fonds encourt aussi un risque de

perte de ressources qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

### i) Risque de marché

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont gérés en interne. Les autres placements sont répartis entre 10 mandats de gestion externe.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2010 et 2009. Les chiffres présentés concernent uniquement le FIDA.

Tableau 1  
**Répartition effective des placements par classe d'actifs et répartition préconisée par la politique de placement (FIDA seulement)**  
Aux 31 décembre 2010 et 2009

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	2010	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	7,2	182,6	5,5	
Placements détenus jusqu'à échéance	15,8	397,7	15,8	
Obligations d'État	40,2	1 013,7	43,5	
Placements diversifiés à taux fixe	17,6	444,2	15,2	
Placements indexés sur l'inflation	19,2	484,6	20,0	
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>2 522,8</b>	<b>100,0</b>	

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	2009	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	7,1	184,2	5,5	
Placements détenus jusqu'à échéance	15,5	402,8	15,5	
Obligations d'État	42,7	1 110,8	43,6	
Placements diversifiés à taux fixe	18,0	467,0	15,4	
Placements indexés sur l'inflation	16,7	433,9	20,0	
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>2 598,7</b>	<b>100,0</b>	

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres et qui imposent des restrictions sur le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Ces restrictions prennent la forme suivante:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé en termes de durée;
2. erreurs de réplique maximales;
3. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa h) Risque de crédit).

Les indices de référence sélectionnés pour les différentes classes d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2  
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités à court terme	s.o.
Obligations d'État	Indice JP Morgan pour les obligations d'État multimarchés de 1 à 3 ans, ajusté en fonction des quatre monnaies entrant dans la composition du panier du DTS
Placements diversifiés à taux fixe	Indice composite Barclays pour les États-Unis (Aa+ au minimum) et indice global Barclays pour les États-Unis (Aa+ au minimum), à l'exclusion des ABS et CMBS.
Placements indexés sur l'inflation	Indice "Barclays Capital" pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Placements détenus jusqu'à échéance	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)

Note: ABS – titres adossés à des actifs; CMBS – titres adossés à des crédits hypothécaires.

En matière d'échéance, les limites sont les suivantes:

- Un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarché.
- Deux ans de plus que la référence pour les placements diversifiés à taux fixe.
- Deux ans de plus que la référence pour les obligations indexées sur l'inflation.

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres. Pour les valeurs à revenu fixe, la durée maximale est fixée à deux ans au-delà de l'échéance du portefeuille de référence. Le Fonds n'effectue pas de placements sur les marchés d'actions.

La durée moyenne des placements du FIDA aux 31 décembre 2010 et 2009 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3  
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)  
Aux 31 décembre 2010 et 2009

Classe d'actifs	Portefeuille		Durée de référence	
	2010	2009	2010	2009
Liquidités à court terme	-	-		n. d.
Obligations d'États	1,9	2,0	1,8	1,8
Placements diversifiés à taux fixe	4,4	4,2	4,6	4,2
Placements indexés sur l'inflation	2,9	4,0	5,0	4,2
Placements détenus jusqu'à échéance	2,3	2,3	2,3	2,3
<b>Durée moyenne totale</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>3,7</b>	<b>2,6</b>

L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2010.

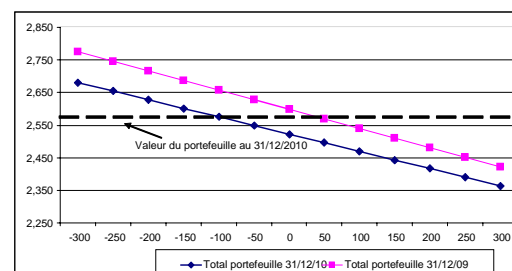
Tableau 4  
Analyse de sensibilité du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Variation de la courbe de rendement en points de base	2010			2009	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	Variation de la valeur du portefeuille sans mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	
-300	159	2 681	177	2 755	
-250	132	2 654	147	2 746	
-200	106	2 628	118	2 717	
-150	79	2 602	88	2 687	
-100	53	2 575	59	2 658	
-50	26	2 549	29	2 628	
<b>0</b>	<b>-</b>	<b>2 522</b>	<b>-</b>	<b>2 599</b>	
50	(26)	2 496	(29)	2 569	
100	(53)	2 469	(59)	2 540	
150	(79)	2 443	(88)	2 510	
200	(106)	2 417	(118)	2 481	
250	(132)	2 390	(147)	2 451	
300	(159)	2 364	(177)	2 422	

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus ne tient pas compte des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres. Les taux d'intérêt étant actuellement faibles, les variations de la courbe de rendement en points de base sont données à titre d'exemple.

Le graphique 1 ci-dessous illustre la relation négative entre rendements et valeur des placements à revenu fixe.

Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)  
(En millions d'USD)



Au 31 décembre 2010, si le niveau général des taux d'intérêt des monnaies entrant dans la composition du papier du DTS avait été supérieur/inférieur de 100 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), le produit de l'ensemble du portefeuille de placements aurait été inférieur/supérieur de 159 millions d'USD du fait des pertes (gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

Le tableau 5 ci-dessous indique l'écart de suivi (*tracking error*) maximal autorisé par les lignes directrices de la politique de placement. L'écart de suivi représente l'écart type annualisé de la performance du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure le risque actif encouru par les gestionnaires de placements.

Tableau 5  
Écart de suivi maximal autorisé par classe d'actifs

Classe d'actifs	Écart de suivi (en % par an)
Obligations d'État	0,75-1,00
Placements diversifiés à taux fixe	0,75-1,00
Placements indexés sur l'inflation	2,00
Placements détenus jusqu'à échéance	s.o.

Au 31 décembre 2010, l'écart de suivi du portefeuille, sur la base des trois années précédentes, était de 0,39%.

ii) **Risque de crédit**

Les lignes directrices de la politique de placement fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière, comme indiqué au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6  
Notes de crédit minimales exigées par la politique de placement

Classe d'actifs	Titres	Dépôts à terme et CD <sup>a</sup>	Opérations	
			au comptant et à terme <sup>b</sup>	Swaps de taux d'intérêt <sup>b</sup>
Liquidités à court terme	s.o.	A-1/P-1	s.o.	s.o.
Obligations d'État <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou Standard & Poor's (S&P) AA- ou Fitch AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements diversifiés à taux fixe <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA- ou Fitch AA (exception: MBS et ABS AAA/Aaa par deux des trois institutions)	A-1/P-1	A-1/P-1	AA-/Aa3
Placements indexés sur l'inflation <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements détenus jusqu'à échéance	Moody's Aa3 ou S&P AA- (exception: obligations de sociétés AAA/Aaa)	A-1/P-1	s.o.	s.o.

<sup>a</sup> La note de crédit minimale (P-1 de Moody's ou A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

<sup>b</sup> La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

<sup>c</sup> Seuls sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Note: ABS = titres adossés à des actifs  
MBS = titres adossés à des crédits hypothécaires

Au 31 décembre 2010, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure au minimum autorisé par la politique de placement (tableau 7).

Tableau 7  
Note de crédit moyenne par classe d'actifs (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2010 et 2009

Classe d'actifs	Note de crédit <sup>a</sup>	
	2010	2009
Liquidités à court terme	P1	P1
Obligations d'État	Aaa	Aaa
Placements diversifiés à taux fixe	Aa1	Aa1
Placements indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Placements détenus jusqu'à échéance	Aaa	Aaa

<sup>a</sup> La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2010 et 2009; pour les placements détenus jusqu'à échéance, la note moyenne est calculée sur la base des valeurs nominales. Les notes de crédit sont celles attribuées par Moody's.

iii) **Placements en titres détenus jusqu'à échéance**

	Équivalent en milliers d'USD			
	USD	Euro	Livre sterling	Total
Obligations de sociétés	61 430	73 861	7 915	143 206
Obligations publiques	102 889	47 335	8 163	158 387
Obligations d'État	10 136	34 854	-	44 990
Titres adossés à des actifs		10 790		10 790
Obligations d'entités supranationales	31 380	8 909	-	40 289
<b>Total 2010</b>	<b>205 835</b>	<b>175 749</b>	<b>16 078</b>	<b>397 662</b>
<b>Total 2009</b>	<b>195 337</b>	<b>191 032</b>	<b>16 440</b>	<b>402 809</b>

Au 31 décembre 2010, la juste valeur des placements détenus jusqu'à échéance se montait à 407 098 000 USD (418 592 000 USD en 2009).

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers d'USD	
	2010	2009
Moins d'un an	72 555	88 632
1-2 ans	76 362	73 399
2-3 ans	74 560	77 951
3-4 ans	81 285	78 852
4-5 ans	82 110	74 349
5-6 ans	10 790	9 626
<b>Total</b>	<b>397 662</b>	<b>402 809</b>

Tous les titres à moins d'un an ont une échéance de plus de trois mois à compter de la date d'acquisition.

iv) **Prêts de titres**

Après avoir analysé le profil risque/rendement de ses opérations de prêt de titres et en consultation avec son conseiller financier, le FIDA a décidé de mettre fin à cette activité. En conséquence, les derniers avoirs du compte de garanties du FIDA ont été liquidés au mois de novembre et le programme de prêt de titres a été définitivement clôturé.

v) **Risque de change**

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à minimiser globalement les risques de change encourus par le FIDA. La majeure partie des engagements du FIDA se composent de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons



libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans cette même monnaie.

L'alignement de l'actif sur le panier du DTS fait l'objet d'un contrôle généralement effectué tous les mois.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, la direction entame une procédure de réaligement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière à ce que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2010.

Tableau 8  
**Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)**  
Au 31 décembre 2010

Monnaie	Part de l'actif net (%)	Pondération du DTS	Écart
USD	40,2	40,8	(0,6)
EURO	36,3	35,5	0,8
JPY	15,4	14,6	0,8
GBP	8,1	9,1	(1,0)
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>

Au 31 décembre 2010, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, la composition de l'actif aligné sur le panier du DTS aurait été celle indiquée au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9  
**Sensibilité de l'actif aligné sur le panier du DTS (FIDA seulement)**  
Au 31 décembre 2010

Monnaie	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD -10% (%)	USD +10% (%)
USD	-2,3	2,5
EURO	1,3	-1,6
JPY	0,7	-0,5
GBP	0,3	-0,4
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

#### vi) **Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux dépenses administratives lorsqu'il y a lieu. Pour assurer au FIDA la souplesse de financement dont il a besoin, les services de la trésorerie estiment le montant des fonds disponibles à partir de toutes les sources utiles à cet égard et surveillent la situation des liquidités selon divers échéanciers. Le FIDA a élaboré une politique en matière de liquidités, adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2006, visant à mettre en place de nouveaux dispositifs de sauvegarde dans ce domaine. Cette politique prévoit le maintien d'un niveau minimum d'actifs très liquides dans le portefeuille de placements du FIDA, à hauteur de 60% du total des décaissements bruts annuels, niveau qui peut être majoré en cas de crise durant la période de la septième reconstitution (2007-2009). À l'heure actuelle, la part des actifs très liquides détenus par le Fonds couvre largement le minimum de liquidités requis. Les services du FIDA examinent actuellement la pertinence du niveau de liquidité, compte tenu de l'expansion du programme de travail et de l'évolution des besoins de liquidité pour la période couvrant la huitième reconstitution (2010-2012).

#### vii) **Risque de ressources**

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers la position de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et de dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La révision des ressources à long terme est effectuée à l'aide du modèle financier du FIDA.

#### NOTE 5

#### BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS

	En milliers d'USD	
	2010	2009
<b>Billets à ordre à encaisser</b>		
Contributions aux reconstitutions	428 451	387 911
Contributions du FBSA	16 774	21 228
<b>Total</b>	<b>445 225</b>	<b>409 139</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(6 451)	(8 648)
<b>Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur</b>	<b>438 774</b>	<b>400 491</b>
<b>Contributions à recevoir</b>		
Contributions aux reconstitutions	335 630	390 427
Contributions du FBSA	18 449	28 509
Contributions supplémentaires	117 404	84 375
Fonds fiduciaire espagnol	19 452	0
<b>Total</b>	<b>490 935</b>	<b>503 311</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(12 426)	(18 368)
<b>Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur</b>	<b>478 509</b>	<b>484 943</b>

#### a) **Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions des ressources**

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

#### Contributions non versées/encaissées

Au 31 décembre 2010

Donateur	En milliers d'USD	
	Reconstitution	Montant
États-Unis <sup>a</sup>	Sixième	459
Brésil <sup>a</sup>	Septième	7 916
Bolivie (État plurinational de)	Septième	100
France <sup>a</sup>	Septième	21 465
États-Unis <sup>a</sup>	Septième	23 143

<sup>a</sup> Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

#### b) **Huitième reconstitution des ressources**

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la huitième reconstitution sont données à l'appendice G. La huitième reconstitution est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

#### c) **Programme spécial pour l'Afrique (PSA)**

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

#### d) **Risque de crédit**

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement encaissée. Le

risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

**NOTE 6****PROVISIONS**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2010	2009
Solde en début d'exercice	168 448	168 485
Variation totale	0	(37)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>168 448</b>	<b>168 448</b>
dont:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 861	80 861
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 587	87 587
<b>Total</b>	<b>168 448</b>	<b>168 448</b>

**a) Provisions au titre des billets à ordre**

Au 31 décembre 2010, toutes les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la septième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100% et 30% pour la huitième reconstitution (100% pour la septième reconstitution au 31 décembre 2009).

Aux 31 décembre 2010 et 2009, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2010	2009
<b>FIDA</b>		
<b>Contributions initiales</b>		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
<b>Première reconstitution</b>		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
<b>Troisième reconstitution</b>		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 087
	6 687	6 687
<b>Total FIDA</b>	<b>80 861</b>	<b>80 861</b>
<b>Total général</b>	<b>80 861</b>	<b>80 861</b>

**b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants**

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	En milliers d'USD	
	2010	2009
<b>Contributions initiales</b>		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
<b>Deuxième reconstitution</b>		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
<b>Troisième reconstitution</b>		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
<b>Total</b>	<b>87 587</b>	<b>87 587</b>

**NOTE 7****AUTRES SOMMES À RECEVOIR**

	En milliers d'USD	
	2010	2009
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	71 019	37 685
Autres montants à recevoir	32 077	30 196
<b>Total</b>	<b>103 096</b>	<b>67 881</b>

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

**NOTE 8****IMMOBILISATIONS**

	En milliers d'USD		
	1 <sup>er</sup> janv. 2010	Ajouts	31 déc. 2010
<b>Coût</b>			
Informatique - matériel	920	872	1 792
Informatique - logiciels	659	1 365	2 024
Mobilier et installations	426	(25) <sup>a</sup>	401
Aménagements des locaux loués	208	59	267
<b>Coût total</b>	<b>2 213</b>	<b>2 271</b>	<b>4 484</b>
<b>Dépréciation</b>			
Informatique - matériel	(318)	(347)	(665)
Informatique - logiciels	(22)	(127)	(149)
Mobilier et installations	(71)	(124)	(195)
Aménagements des locaux loués	0	(17)	(17)
<b>Total dépréciation</b>	<b>(411)</b>	<b>(615)</b>	<b>(1 026)</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>1 802</b>	<b>1 656</b>	<b>3 458</b>

<sup>a</sup> Résultat dû à des variations de change.

**NOTE 9****PRÊTS****a) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	En milliers d'USD	
	2010	2009
Solde en début d'exercice	98 424	133 103
Augmentation/(diminution) nette de la provision	(2 187)	(37 096)
Réévaluation	(743)	2 417
<b>Solde en fin d'exercice en valeur nominale</b>	<b>95 494</b>	<b>98 424</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(71 395)	(71 113)
<b>Total</b>	<b>24 099</b>	<b>27 311</b>

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont compromis à 100%.

**b) Situation de non-comptabilisation**

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué sur l'état du résultat global pour l'exercice 2010 aurait été supérieur de 1 879 000 USD (2 294 000 USD en 2009). Les chiffres correspondants sont respectivement de 1 848 000 USD

(2 262 000 USD en 2009) pour le FIDA et de 31 000 USD (32 000 USD en 2009) pour le PSA. Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

i) **Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**  
Au 31 décembre 2010

	<i>En milliers d'USD</i>			
	<i>Principal non amorti</i>	<i>Principal en arriéré</i>	<i>Produit non comptabilisé en 2010</i>	<i>En retard de paiement depuis</i>
Cuba	12 880	12 880	507	Sept. 1989
Comores	970	36	7	Janv. 2010
République populaire démocratique du Corée	37 279	2 724	186	
République démocratique du Congo	22 643	6 970	226	Fév. 1993
Guinée-Bissau	6 798	2 463	67	Nov. 1995
Somalie	26 817	15 774	264	Janv. 1991
Zimbabwe	25 689	15 001	591	Oct. 2001
<b>Total</b>	<b>133 076</b>	<b>55 848</b>	<b>1 848</b>	

ii) **Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA**  
Au 31 décembre 2010

	<i>En milliers d'USD</i>			
	<i>Principal non amorti</i>	<i>Principal en arriéré</i>	<i>Produit non comptabilisé en 2010</i>	<i>En retard de paiement depuis</i>
Guinée-Bissau	3 173	1 030	31	Déc. 1995
<b>Total</b>	<b>3 173</b>	<b>1 030</b>	<b>31</b>	

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

c) **Ventilation de l'encours des prêts**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
<b>FIDA – Prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2010 – 10 071 087 USD</b>		
<b>2009 – 9 645 695 USD</b>		
Prêts en vigueur	9 454 621	9 078 516
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 387 715)	(2 405 049)
Remboursements	(1 805 732)	(1 617 360)
Intérêts/principal à recevoir	18 416	23 183
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>5 279 590</b>	<b>5 079 290</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 168 031)	(1 225 698)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>4 111 559</b>	<b>3 853 592</b>
<b>PSA – Prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2010 – 344 450 USD</b>		
<b>2009 – 347 105 USD</b>		
Prêts en vigueur	344 450	347 105
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	0	(228)
Remboursements	(88 549)	(79 972)
Intérêts/principal à recevoir	562	782
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>256 463</b>	<b>267 687</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(110 664)	(114 611)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>145 799</b>	<b>153 076</b>

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
<b>Total des prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS</b>		
<b>2010 – 10 415 536 USD</b>		
<b>2009 – 9 992 800 USD</b>		
Prêts en vigueur	9 799 071	9 425 621
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 387 715)	(2 405 277)
Remboursements	(1 894 281)	(1 697 332)
Intérêts/principal à recevoir	18 978	23 965
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>5 536 053</b>	<b>5 346 977</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 278 695)	(1 340 309)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>4 257 358</b>	<b>4 006 668</b>

d) **Risque de crédit**

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) **Risque de marché**

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 92,7% (92,5% au 31 décembre 2009) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire non susceptibles de varier sur une base annuelle. On trouvera une ventilation du portefeuille selon les conditions de prêt à l'appendice H, sections 4 et 9.

f) **Estimation de la juste valeur**

En dehors de l'évaluation et de la comptabilisation initiales, les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

**NOTE 10****INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs du FIDA se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

<i>En milliers d'USD</i>			
<i>2010</i>	<i>Prêts et créances</i>	<i>Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>
Encours net des prêts		4 152 322	
Autres créances	103 096		
Placements détenus jusqu'à échéance			397 662
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats		2 862 884	
Liquidités et équivalents		716 363	
<b>Total</b>	<b>103 096</b>	<b>7 731 569</b>	<b>397 662</b>

<i>En milliers d'USD</i>			
<i>2009</i>	<i>Prêts et créances</i>	<i>Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>
Encours net des prêts		3 889 266	
Autres créances	67 881		
Placements détenus jusqu'à échéance			402 809
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats		3 019 765	
Liquidités et équivalents		421 354	
<b>Total</b>	<b>67 881</b>	<b>7 330 385</b>	<b>402 809</b>

**NOTE 11****INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)****a) Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 124 670 000 USD au cours de la période 1998-2010. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs

de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Érythrée, Somalie et Soudan. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2011 et 2012 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2010 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 149 726 852 USD (156 251 000 USD en 2009, pour les Comores, l'Érythrée, la Somalie et le Soudan).

Le produit brut des placements du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 17 418 USD (43 510 USD en 2009).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

<i>En milliers d'USD</i>			
	<i>2010</i>	<i>Variation</i>	<i>2009</i>
Contributions du FIDA 1998-2010	124 670	30 000	94 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	193 741	0	193 741
Produit net cumulé des placements	7 949	18	7 931
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	142 997	(14 645)	157 642
Écarts de change nets cumulés	41 349	1 588	39 761
<b>Total (appendice I)</b>	<b>510 706</b>	<b>16 961</b>	<b>493 745</b>

**b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE**

Les soldes des deux exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Solde en début d'exercice	147 174	160 337
Nouveaux montants approuvés	2 519	4 644
Variation de la provision	(23 748)	(20 663)
Variation de change	(1 588)	2 856
Solde en fin d'exercice	124 357	147 174
Ajustement sur la base de la juste valeur	(43 420)	(57 083)
<b>Équivalent sur la base de la juste valeur</b>	<b>80 937</b>	<b>90 091</b>

**NOTE 12****MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE**

<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Engagements au titre des garanties en espèces	0	217 872
Sommes à payer pour achat de titres	138 867	100 464
Engagements au titre de l'AMACS	56 172	60 919
Autres sommes à payer et engagements exigibles	73 556	60 249
<b>Sous-total</b>	<b>268 595</b>	<b>221 632</b>
<b>Total</b>	<b>268 595</b>	<b>439 504</b>

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 79 784 000 USD (157 075 000 USD en 2009) devrait être à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

**NOTE 13****RECETTES REPORTÉES**

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Recettes reportées	182 403	214 539
Ajustement sur la base de la juste valeur	(5 060)	(5 492)
<b>Équivalent en juste valeur</b>	<b>177 343</b>	<b>209 047</b>

**NOTE 14****DONS NON DÉCAISSÉS**

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

	2010	<i>1<sup>er</sup> janv. 2009</i>	
		<i>(après ajustement)</i>	<i>(après ajustement)</i>
FIDA	80 390	77 001	69 299
Fonds supplémentaires	174 536	137 379	38 431
FBSA	17 995	18 399	19 488
Solde en fin d'exercice	272 921	232 779	127 218
Ajustement sur la base de la juste valeur	<b>(9 192)</b>	<b>(18 999)</b>	<b>(185)</b>
<b>Dons non décaissés</b>	<b>263 729</b>	<b>213 780</b>	<b>127 033</b>

**NOTE 15****EMPRUNT AU TITRE DU FONDS FIDUCIAIRE ESPAGNOL**

Le prêt consenti par l'Espagne pour la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire s'élève à 383,0 millions d'USD (285,5 millions d'EUR). Il est remboursable sur 45 ans avec un différé d'amortissement de cinq ans.

**NOTE 16****GAINS/PERTES DE CHANGE NETS**

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>USD</i>
2010	1,55027
2009	1,56372

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier	<b>989 019</b>	<b>860 796</b>
Variations de change pour l'année:		
Liquidités et placements	(5 069)	44 855
Montants nets à recevoir/à payer	(2 773)	3 600
Encours des prêts et des dons	(31 236)	69 985
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	2 658	12 040
Contributions des États membres	(6 922)	(2 257)
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>(43 342)</b>	<b>128 223</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>945 677</b>	<b>989 019</b>

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

**NOTE 17****PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS****a) Gestion du portefeuille de placements**

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2010, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 888 430 000 USD (1 955 860 000 USD en 2009), ce qui représente environ 75% du total des liquidités et placements (75% en 2009).

**b) Instruments dérivés**

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants à des fins de couverture (ils ne sont pas admis en revanche pour la comptabilité de couverture), principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

**i) Contrats à terme**

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	2010	2009
Nombre de contrats en cours:		
achat	638	1 101
vente	(184)	719
Gains nets latents (en milliers d'USD)	172	2 550
Échéances (en jours)	67 à 444	67 à 809

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2010 portaient sur des obligations d'État et des devises.

**ii) Options**

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des marchés organisés. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	<i>31 décembre</i>	
	2010	2009
Nombre de contrats en cours:		
achat	0	852
vente	0	469
Valeur de marché (en milliers d'USD)	s.o.	(34)
Gains/(pertes) nets latents (en milliers d'USD)	s.o.	(44)
Échéances (en jours)	s.o.	22 à 349

Pas de contrats d'option en cours au 31 décembre 2010.

iii) *Contrats à terme couverts*

Au 31 décembre 2010, les contrats à terme affichaient un gain de 13 069 000 USD (perte de 8 753 000 USD en 2009). Leurs échéances s'échelonnaient entre 4 et 80 jours au 31 décembre 2010 (entre 7 et 82 jours au 31 décembre 2010).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2010 portaient sur des devises.

c) *Produit des liquidités et des placements*

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 85 448 000 USD (116 493 000 USD en 2009). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 4 355 000 USD (4 269 000 USD en 2009), qui sont inclus dans les charges.

	<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>2010</i>		
	<i>Placements au cours du marché</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>	<i>Total</i>
Intérêts sur titres à revenu fixe	55 523	16 497	<b>72 020</b>
Revenu net sur les contrats à terme et swaps	(2 932)	-	<b>(2 932)</b>
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	29 502	(740) <sup>a</sup>	<b>28 762</b>
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(13 882)	-	<b>(13 882)</b>
Produit net des avoirs détenus en garantie de prêts de titres	869	-	<b>869</b>
Produit des prêts de titres	184	36	<b>220</b>
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	391	-	<b>391</b>
<b>Total</b>	<b>69 655</b>	<b>15 793</b>	<b>85 448</b>

<sup>a</sup> Amortissement des titres détenus jusqu'à échéance.

	<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>2009</i>		
	<i>Placements au cours du marché</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>	<i>Total</i>
Intérêts sur titres à revenu fixe	64 750	18 004	<b>82 754</b>
Perte nette des contrats à terme et des options	(74)	-	<b>(74)</b>
Moins-value sur titres à revenu fixe	38 613	(879)	<b>37 734</b>
Moins-value latente sur titres à revenu fixe	(23 189)	-	<b>(23 189)</b>
Plus-value/(moins-value) latente sur les avoirs détenus en garantie de prêts de titres	17 007	-	<b>17 007</b>
Produit des prêts de titres	1 073	227	<b>1 300</b>
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	959	2	<b>961</b>
<b>Total</b>	<b>99 139</b>	<b>17 354</b>	<b>116 493</b>

Dans le cas des placements détenus jusqu'à échéance, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
FIDA	84 271	114 999
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	393	869
Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTe	17	49
PC-FBSA	233	417
Autres fonds supplémentaires	1 034	988
À déduire: recettes reportées/reclassées	(500)	(829)
<b>Total</b>	<b>85 448</b>	<b>116 493</b>

Le taux de rendement annuel des liquidités et des placements consolidés en 2010 s'est établi à 2,7% net de charges (4,06% net de charges en 2009). Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2010 s'est établi à 3,26% net de charges (4,45% net de charges en 2009).

## NOTE 18

## RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

<i>Montants consolidés</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Remboursements du Gouvernement hôte	8 799	8 957
Recettes provenant d'autres sources	1 236	884
<b>Total</b>	<b>10 035</b>	<b>9 841</b>

<i>FIDA seulement</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Commissions de service	5 166	4 098
Remboursements du Gouvernement hôte	8 799	8 957
Recettes provenant d'autres sources	447	1 011
<b>Total</b>	<b>14 412</b>	<b>14 066</b>

## NOTE 19

## RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
FIDA	24	30 000
Fonds supplémentaires	133 451	189 824
PC-FBSA	9 398	6 054
<b>Total</b>	<b>142 873</b>	<b>225 878</b>

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTe tiennent compte des charges correspondantes.



## NOTE 20

## DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice K. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés.

	En milliers d'USD	
	2010	2009
FIDA	151 445	147 089
Autres entités	10 647	10 078
<b>Total</b>	<b>162 092</b>	<b>157 167</b>

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

## NOTE 21

## EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

## a) Agents du FIDA

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO.

En 2010, les effectifs à plein temps du FIDA et des autres entités consolidées admis à bénéficier du régime de pensions du FIDA, classés par principale source budgétaire, se décomposaient comme suit:

	Cadre organique	Services généraux	Total
Budget administratif - FIDA	209	198	407
Autres sources - FIDA	24	18	42
PC-FBSA	2	1	3
Cadres associés/cadres programmes spéciaux	17		17
Fonds	1	1	2
programmatisés			
<b>Total 2010</b>	<b>253</b>	<b>218</b>	<b>471</b>
<b>Total 2009<sup>a</sup></b>	<b>249</b>	<b>225</b>	<b>474</b>

<sup>a</sup> Recalculé pour tenir compte de l'effectif en équivalents temps plein admis à bénéficier d'une pension.

## b) Personnel extérieur

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

## c) Pensions

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2009, a fait apparaître un déficit actuariel s'élevant à 0,38% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Malgré cela, il a été jugé que les avoirs de la Caisse commune des pensions étaient suffisants. En conséquence, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26 selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2010 s'est élevé à 9 898 000 USD (9 806 000 USD en 2009).

## d) Plan d'assurance maladie après cessation de service

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2010, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 5,5%; rendement des placements: 4,0%; augmentations de salaires prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR = 1,314 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2010 était de l'ordre de 56 172 000 USD. Le tableau ci-dessous présente les actifs du plan d'assurance maladie après cessation de service et la provision constituée à ce titre au 31 décembre, tels qu'ils figurent dans les états financiers 2010 et 2009.

	En milliers d'USD	
	2010	2009
<b>Passif (services passés)</b>		
Total de la provision au 1 <sup>er</sup> janvier	(60 919)	(50 113)
Charges d'intérêts	(2 762)	(2 359)
Coût des services actuels	(3 091)	(2 759)
Reclassement des services actuels afférents aux entités autres que le FIDA	0	567
Gains/(pertes) actuarielles	10 600	(6 255)
<b>Provision au 31 décembre</b>	<b>(56 172)</b>	<b>(60 919)</b>
<b>Actif</b>		
Total des actifs au 1 <sup>er</sup> janvier	60 014	57 482
Intérêt sur solde	392	869
Contributions	9 027	0
Solde des variations de change	(2 611)	1 663
<b>Total des actifs au 31 décembre</b>	<b>66 822</b>	<b>60 014</b>

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis dans des dépôts à vue et à terme, conformément à la politique de placement du FIDA.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2010, ce coût, inclus dans les traitements et indemnités du personnel, s'est élevé à 5 853 000 USD (5 118 000 USD – en 2009).

Compte tenu des résultats de l'exercice 2010 et de la récente évaluation actuarielle, le montant des actifs du fonds fiduciaire irrévocable est suffisant pour couvrir le niveau actuel des engagements.

## e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des services au titre de l'AMACS au 31 décembre 2010.

Incidence sur:	Engagements (%)	Coût des services (%)
Hausse des frais médicaux:		
6,0% au lieu de 5,0%	14,0	0,8
4,0% au lieu de 5,0%	(11,2)	(0,6)

**NOTE 22****DONS**

Les dons se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Dons du FIDA	43 337	46 700
PC-FBSA	8 649	4 930
Fonds supplémentaires	120 597	176 120
<b>Total</b>	<b>172 583</b>	<b>227 750</b>

**NOTE 23****PROJETS CSD**

Pour plus de détails sur les projets financés au titre du CSD, voir l'appendice H2.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009 (après ajustement)
<i>FIDA seulement</i>		
Projets CSD	39 378	13 997
<b>Total</b>	<b>39 378</b>	<b>13 997</b>

Les financements non décaissés au titre des projets CSD entrés en vigueur au 31 décembre 2010 s'élevaient à 439,6 millions d'USD.

**NOTE 24****FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Frais de gestion des placements	(3 682)	(3 624)
Autres charges	(678)	(652)
Impôt récupérable (payé)/reçu	5	7
<b>Total</b>	<b>(4 355)</b>	<b>(4 269)</b>

**NOTE 25****AJUSTEMENT SUR LA BASE DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Encours des prêts	50 181	(72 499)
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	950	(6 485)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(13 292)	13 932
Encours des prêts (net)	37 839	(65 052)
Billets à ordre des contributeurs	2 197	3 639
Contributions à recevoir	5 943	(13 049)
Contributions	(7 707)	4 915
Dons non décaissés	(9 566)	46 385
Recettes reportées	(432)	4 495
<b>Total</b>	<b>28 274</b>	<b>(18 667)</b>

**NOTE 26****INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES**

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial, comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Coalition internationale	-	-
Mécanisme mondial	-	-
Équipe spéciale de haut niveau	-	200
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>200</b>

Au 31 décembre, les dettes/(créances) des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2010	2009
Coalition internationale	531	(266)
Mécanisme mondial	536	1 374
Équipe spéciale de haut niveau	98	37
<b>Total</b>	<b>1 165</b>	<b>1 145</b>

**NOTE 27****ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF CONDITIONNELS****a) Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de neuf pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

Comme indiqué à la note 23, le FIDA a un passif conditionnel de 439,6 millions d'USD au titre des projets CSD entrés en vigueur mais dont le financement n'a pas encore été décaissé. Les décaissements auront lieu dès que seront remplies les conditions nécessaires à cet effet.

**b) Éléments d'actif conditionnels**

À la suite d'un arrêt du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail relatif à un membre du personnel du Mécanisme mondial, une entité hébergée par le FIDA, ce dernier a reçu instruction de verser à cette personne des dommages et intérêts et d'acquitter les frais de justice. En conséquence, une provision d'un montant de 450 000 USD a été comptabilisée pour faire face à cet engagement probable. Cette personne étant employée par le Mécanisme mondial et rémunérée sur le budget du Mécanisme mondial, le FIDA fait appel de cette décision au motif qu'il revient au Mécanisme mondial de prendre en charge tout le montant des dommages et intérêts éventuels. Si cet appel reçoit une issue favorable, le Mécanisme mondial remboursera cette somme au FIDA. C'est la raison pour laquelle il est fait état de cet élément d'actif conditionnel.

**NOTE 28****DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion d'avril 2011 et approbation par le Conseil d'administration à sa session de mai 2011. Les états financiers consolidés de l'exercice 2010 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2012. Les états financiers consolidés de l'exercice 2010 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trentième-quatrième session, en février 2011.

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2010<sup>1</sup>**

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie			102		102
Angola			7		7
Australie <sup>2</sup>	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Bangladesh			58		58
Belgique <sup>3</sup>	10 214	1 852	597		12 663
Belgique pour le PC-FBSA			143 563		143 563
Cameroun			35		35
Canada	1 745		3 353		5 098
Chine			407		407
Colombie			25		25
Danemark	9 052	3 438	3 946		16 436
Finlande	2 744	3 465	5 563		11 772
France	1 032	1 137	3 741		5 910
Allemagne	46	5 718	6 389		12 153
Ghana			102		102
Grèce			102		102
Inde			1 000		1 000
Indonésie			50		50
Irlande	6 723		784		7 507
Italie	29 358	5 294	24 827		59 479
Japon	1 876	2 026	3 972		7 874
Jordanie <sup>4</sup>			165		165
Koweït			146		146
Luxembourg	1 412		1 073		2 485
Malaisie			28		28
Mauritanie <sup>5</sup>			100		100
Maroc			50		50
Pays-Bas	84 681	4 629	11 111		100 421
Nigéria			50		50
Norvège	22 440	1 784	6 141		30 365
Pakistan <sup>6</sup>			125		125
Paraguay			15		15
Portugal	142		738		880
Qatar			146		146
République de Corée		3 574			3 574
Arabie saoudite			146		146
Sénégal <sup>7</sup>			135		135
Sierra Leone <sup>8</sup>			100		100
Afrique du Sud			10		10
Espagne	5 220		12 814		18 034
Suriname	2 019				2 019
Suède	9 209	2 608	15 909		27 726
Suisse	8 384	343	10 712		19 439
Turquie			47		47
Royaume-Uni	20 826		16 856		37 682
États-Unis		322	86		408
<b>Total États membres</b>	<b>220 599</b>	<b>36 190</b>	<b>275 410</b>		<b>532 200</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.<sup>2</sup> L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.<sup>3</sup> La contribution de la Belgique comprend une somme de 942 000 USD versée par le Programme conjoint – Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC-FBSA).<sup>4</sup> Dont 150 000 USD au titre du Fonds spécial pour les changements climatiques.<sup>5</sup> 100 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.<sup>6</sup> 125 000 USD au titre du Fonds spécial pour les changements climatiques.<sup>7</sup> Dont 120 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.<sup>8</sup> 100 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2010<sup>1</sup> (suite)**  
(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		1 053		<b>3 853</b>
Agence française de développement			173		<b>173</b>
Banque arabe	1 097		25		<b>1 122</b>
Fonds arabe de développement économique et social	2 983				<b>2 983</b>
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				<b>299</b>
Fondation Bill et Melinda Gates			1 015		<b>1 015</b>
Programme Cassava			70		<b>70</b>
Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS) Secrétariat, Genève			813		<b>813</b>
Congressional Hunger Center			183		<b>183</b>
Coopernic			4 386		<b>4 386</b>
Commission européenne	814		293 875		<b>294 689</b>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14		83		<b>97</b>
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	20 000		3 430		<b>23 430</b>
Fonds pour les pays les moins avancés			32		<b>32</b>
Liechtenstein			5		<b>5</b>
Fédération nationale des coopératives agricoles	35				<b>35</b>
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	2 976				<b>2 976</b>
Organisation des pays exportateurs de pétrole	652				<b>652</b>
Autres	251		912		<b>1 163</b>
Excédent des commissions de service	50		96		<b>146</b>
Fonds spécial pour les changements climatiques <sup>2</sup>			166		<b>166</b>
Fonds d'équipement des Nations Unies	464		97		<b>561</b>
Programme des Nations Unies pour le développement	467		33		<b>500</b>
Fonds des Nations Unis pour les partenariats internationaux	82		145		<b>227</b>
Banque mondiale	1 580		541	72 066	<b>74 187</b>
<b>Total États non membres et autres sources</b>	<b>34 564</b>		<b>307 133</b>	<b>72 066</b>	<b>413 763</b>
<b>Total 2010</b>	<b>255 163</b>	<b>36 190</b>	<b>582 543</b>	<b>72 066</b>	<b>945 962</b>
Total 2009	<b>221 035</b>	<b>33 213</b>	<b>407 051</b>	<b>71 889</b>	<b>733 188</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

<sup>2</sup> Dont 125 000 USD pour la Mongolie.

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2010

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Arabie saoudite	30 000
Suède	13 826
Royaume-Uni	11 993
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBSA dans le cadre des reconstitutions	76 605
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	<b>19 679</b>
<b>Total contributions complémentaires 2009</b>	<b>155 072</b>
<b>Total contributions complémentaires 2009</b>	<b>153 415</b>

### État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE (voir tableau précédent)</i>	
	19 679
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale	122 217
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2010</b>	<b>193 741</b>
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2009</b>	<b>193 741</b>

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires reçues en 2010

#### Contributions reçues pour le nouveau bâtiment du siège en 2010

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Cameroun	EUR	24	32
Chine	EUR	108	136
Grèce	EUR	2	2
Madagascar	EUR	2	2
Qatar	EUR	50	66
<b>Total</b>		<b>186</b>	<b>238</b>

#### Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2010

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Belgique	EUR	2 000	2 520
Danemark	DKK	8 000	1 374
Pays-Bas	USD		2 573
<b>Total</b>			<b>6 467</b>

#### Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2010

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers d'USD</i>
Belgique	USD		1 094
Danemark	USD		112
Finlande	USD		698
France	USD		120
Allemagne	USD		272
Allemagne	EUR	97	126
Norvège	USD		138
République de Corée	USD		343
Suède	USD		125
<b>Total</b>			<b>3 028</b>

#### Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2010

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Coopernic	EUR	1 000	1 376
Commission européenne	EUR	29 881	39 142
Finlande	EUR	500	664
Italie	EUR	300	407
Fonds pour les pays les moins avancés	USD		132
Pays-Bas	USD		58
Norvège	NOK	1 500	256
Autres institutions financières internationales et organismes des Nations Unies	USD		1 381
Espagne	EUR	3 500	5 053
Fonds spécial pour les changements climatiques	USD		275
Suisse	CHF	1 360	1 412
Suisse	EUR	333	463
Banque mondiale (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire)	USD		3 430
<b>Total</b>			<b>54 049</b>



## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et supplémentaires non décaissés

(en milliers d'USD)

#### Cofinancement de projets – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
<b>États membres</b>		
Belgique	1 502	1 454
Canada	89	1 365
Danemark	1 313	4
Finlande	25	61
Irlande	560	1 327
Italie	6 093	3 644
Japon	164	164
Luxembourg	86	69
Pays-Bas	3 775	3 670
Norvège	2 292	2 733
Espagne	2 739	269
Suède		170
Suisse		
Royaume-Uni	1 504	2 460
<b>Total États membres</b>	<b>20 142</b>	<b>17 390</b>
<b>États non membres</b>		
Banque arabe	1 097	1 086
Organisation des pays exportateurs de pétrole	89	89
Autres	251	
Fonds d'équipement des Nations Unies	228	25
Programme des Nations Unies pour le développement	114	213
Banque mondiale	268	
<b>Total États non membres</b>	<b>2 047</b>	<b>1 413</b>
<b>Total</b>	<b>22 189</b>	<b>18 803</b>

#### Programme de cadres associés – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		<i>Nombre cumulé de cadres associés</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Belgique	870	9	4	4
Danemark	86	80	21	21
Finlande	475	442	15	13
France	113	109	5	5
Allemagne	497	548	32	31
Italie	52	261	22	22
Japon	47	47	11	11
Pays-Bas			29	29
Norvège	126	4	9	9
République de Corée	131	26	9	9
Suède	122	237	15	14
Suisse			3	3
États-Unis			3	3
<b>Total</b>	<b>2 519</b>	<b>1 763</b>	<b>178</b>	<b>174</b>

Au total 20 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2010 (17 en 2009). Leurs postes étaient financés par la Belgique (3), le Danemark (1), la Finlande (6), la France (1), l'Allemagne (5), l'Italie (2), la République de Corée (1) et la Suède (1).

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés (suite)**

(en milliers d'USD)

**Contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés**

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	2010	2009
<b>États membres</b>		
Belgique	19	19
Cameroun	35	23
Canada	502	809
Chine	175	215
Danemark	130	130
Finlande	1 045	906
France		105
Allemagne	518	1 155
Inde	1 000	1 000
Irlande	47	35
Italie	4 242	8 710
Japon	4	123
Jordanie	89	
Luxembourg	805	831
Madagascar		57
Malaisie	13	13
Mauritanie	36	
Maroc		57
Pays-Bas	87	128
Norvège	672	1 337
Pakistan	100	
Portugal	24	24
Qatar	65	68
Sénégal	110	
Sierra Leone	11	
Espagne	11 068	11 422
Suède	9 030	14 058
Suisse	2 736	737
Turquie		100
Royaume-Uni	4 487	4 852
États-Unis	1	1
<b>Total États membres</b>	<b>37 051</b>	<b>46 915</b>
<b>États non membres</b>		
Banque africaine de développement	115	139
Agence française de développement	155	
Fondation Bill et Melinda Gates	3	159
Programme Cassava	42	
Secrétariat du CCS, Genève	482	
Coopernic	464	1 192
Commission européenne	44 214	53 095
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	17	18
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	3 115	
Fonds pour les pays les moins avancés	12	200
Fonds spécial pour les changements climatiques	101	124
Fonds d'équipement des Nations Unies	88	315
Programme des Nations Unies pour le développement		
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux		6
Banque mondiale	32	178
Autres	369	126
<b>Total États non membres</b>	<b>49 209</b>	<b>55 552</b>
<b>Total</b>	<b>86 260</b>	<b>102 467</b>

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés (suite)

(en milliers d'USD)

#### Fonds pour l'environnement mondial

Bénéficiaires	Contributions cumulées reçues au 31 décembre 2010	Solde non décaissé au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Fonds reçus des donateurs	Décaissements	Solde non décaissé au 31 décembre 2010
ANASE <sup>1</sup> régional	4 639				
Brésil	5 988	100		(43)	57
Burkina Faso	2 016				
Chine	4 895	4 545			4 545
Comores	1 000				
Équateur	100	82		(64)	18
Érythrée	4 500	4 391		(4 361)	30
Éthiopie	4 750	4 400		(4 400)	
Gambie	100	4			4
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD <sup>2</sup>	456	25	(25)		
Jordanie	6 875	1	80	(52)	29
Kenya	4 700				
Mali <sup>3</sup>	6 326	11			11
Mauritanie	4 350	4 190		(4 190)	
MENARID <sup>4</sup> suivi et évaluation	705	667		(667)	
Mexique	100		100	(96)	4
Maroc	410	80	(20)	20	80
Niger	4 326	4 222	(24)	2	4 200
Panama	80	80		(35)	45
Pérou	100	100		(89)	11
Sri Lanka	7 270				
Soudan	100		100		100
Swaziland	2 051	1 997	(22)	(1 975)	
Tunisie	5 350	5 000		(5 000)	
Venezuela (République bolivarienne du)	100	100			100
Viet Nam	754	654		(654)	
<b>Total</b>	<b>72 041</b>	<b>30 649</b>	<b>189</b>	<b>(21 604)</b>	<b>9 234</b>
Intérêts					
<b>Total</b>	<b>72 041</b>	<b>30 649</b>	<b>189</b>	<b>(21 604)</b>	<b>9 234</b>
Fonds provenant de cofinanciers pour les activités du FEM	25				
<b>Total</b>	<b>72 066</b>	<b>30 649</b>	<b>189</b>	<b>(21 604)</b>	<b>9 234</b>

<sup>1</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

<sup>3</sup> Dont une somme de 326 000 USD reçue avant la signature de l'accord financier entre le FIDA et l'administrateur du FEM.

<sup>4</sup> MENARID: Programme de gestion intégrée des ressources naturelles dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.



## INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the International Fund for Agricultural Development

We have audited the accompanying consolidated financial statements of the International Fund for Agricultural Development which comprise the consolidated and IFAD-only balance sheet as at 31 December 2010, and the consolidated and IFAD-only statements of comprehensive income and changes in retained earnings and the consolidated cash-flow statement for the year then ended, the statement of complementary and supplementary contributions and unspent funds, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

### *Management's responsibility for the consolidated financial statements*

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

### *Auditor's responsibility*

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those Standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

---

### **PricewaterhouseCoopers SpA**

Sede legale e amministrativa: Milano 20149 Via Monte Rosa 91 Tel. 0277851 Fax 027785240 Cap. Soc. 3.754.400,00 Euro i.v., C.F. e P.IVA e Reg. Imp. Milano 12979880155 Iscritta al n. 43 dell'Albo Consob - Altri Uffici: **Bari** 70124 Via Don Luigi Guanella 17 Tel. 0805640211 - **Bologna** Zola Predosa 40069 Via Tevere 18 Tel. 0516186211 - **Brescia** 25123 Via Borgo Pietro Wuhler 23 Tel. 0303697501 - **Firenze** 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 0552482811 - **Genova** 16121 Piazza Dante 7 Tel. 01029041 - **Napoli** 80121 Piazza dei Martiri 58 Tel. 08136181 - **Padova** 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049873481 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091349737 - **Parma** 43100 Viale Tanara 20/A Tel. 0521242848 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06570251 - **Torino** 10129 Corso Montevecchio 37 Tel. 011556771 - **Trento** 38122 Via Grazioli 73 Tel. 0461237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422696911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 0403480781 - **Udine** 33100 Via Poscolle 43 Tel. 043225789 - **Verona** 37122 Corso Porta Nuova 125 Tel. 0458002561

[www.pwc.com/it](http://www.pwc.com/it)



*Opinion*

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the International Fund for Agricultural Development as at 31 December 2010, and its financial performance and cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 4 May 2011

PricewaterhouseCoopers SpA

  
Scott Cunningham  
(Partner)

## **Information complémentaire**



## Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux

Aux 31 décembre 2010 et 2009

Actifs	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2010	Recalculé 2009	2010	Recalculé 2009
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	219 788	285 778	141 774	182 755
Placements (note 4)	2 371 260	2 375 687	1 529 582	1 519 252
Actifs détenus en garantie de prêts de titres (note 4)	0	215 780	0	137 992
Billets à ordre à encaisser (note 5)	428 451	387 911	276 372	248 069
Contributions à recevoir (note 5)	335 630	390 427	216 498	249 678
Moins: provisions (note 6)	(168 448)	(168 448)	(108 657)	(107 723)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	595 633	609 890	384 213	390 024
Autres comptes débiteurs (note 7)	231 776	160 669	149 507	102 748
Actifs fixes (note 8)	3 458	1 802	2 230	1 153
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	5 536 053	5 346 977	3 571 031	3 419 391
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(95 494)	(98 424)	(61 598)	(62 941)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(124 357)	(147 174)	(80 217)	(94 118)
Encours net des prêts	5 316 202	5 101 379	3 429 216	3 262 332
<b>Total actifs</b>	<b>8 738 117</b>	<b>8 750 985</b>	<b>5 636 522</b>	<b>5 596 256</b>

Passif et fonds propres	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2010	Recalculé 2009	2010	Recalculé 2009
<b>Passif</b>				
Comptes créditeurs et passif exigible (note 12)	279 374	242 786	180 210	156 599
Garanties en espèces (note 12)	0	217 872	0	137 992
Dons non décaissés (appendice H1)	80 390	77 002	51 855	49 243
Recettes reportées (note 13)	78 303	76 647	50 510	49 016
<b>Total passif</b>	<b>438 067</b>	<b>614 307</b>	<b>282 575</b>	<b>392 850</b>
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	6 150 901	5 844 665	5 218 160	5 054 637
Spéciales	20 348	20 348	15 219	15 219
<b>Total contributions (appendice G)</b>	<b>6 171 249</b>	<b>5 865 013</b>	<b>5 233 379</b>	<b>5 069 856</b>
Réserve générale	95 000	95 000	61 279	60 752
Bénéfices non distribués	2 033 801	2 176 665	59 289	72 798
<b>Total fonds propres</b>	<b>8 300 050</b>	<b>8 136 678</b>	<b>5 353 947</b>	<b>5 203 406</b>
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 738 117</b>	<b>8 750 985</b>	<b>5 636 522</b>	<b>5 596 256</b>

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

		2010	2009
<b>Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles</b>	Liquidités	218 397	284 508
	Placements	2 370 809	2 591 010
	Billets à ordre	427 052	386 512
	Autres montants à recevoir <sup>1</sup>	93 961	67 211
		<b>3 110 219</b>	<b>3 329 241</b>
<b>Moins</b>	Montants à payer et passif exigible	250 139	461 345
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	0	7 150
	Réserve générale	95 000	95 000
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	2 387 715	2 405 277
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	45 500	161 268
	Dons non décaissés et CSD	520 037	305 795
		<b>3 298 391</b>	<b>3 435 835</b>
	Provision pour billets à ordre	80 861	80 861
		<b>3 379 252</b>	<b>3 516 696</b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>(269 033)</b>	<b>(187 455)</b>
<b>Moins</b>	Prêts non encore signés	570 965	405 911
	Dons non encore signés	96 137	195 732
<b>Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés (PEA)</b>		<b>(936 135)</b>	<b>(789 098)</b>
<b>PEA reportés au 1<sup>er</sup> janvier</b>		789 098	742 378
<b>PEA approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice</b>		299 100	90 000
		<b>1 088 198</b>	<b>832 378</b>
<b>Moins</b>	PEA couverts pendant l'exercice	<b>(152 063)</b>	<b>(43 280)</b>
<b>Engagements anticipés reportés au 31 décembre<sup>2</sup></b>		<b>936 135</b>	<b>789 098</b>
<b>Montant net des ressources disponibles pour engagement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Ce poste ne comprend pas les sommes exigibles au titre des fonds fiduciaires PPTE et AMACS du FIDA et de l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti.

<sup>2</sup> Le montant reporté au titre du PEA est largement inférieur au plafond de sept ans de rentrées futures au titre des prêts (soit environ 2 103 millions d'USD) conformément à ce qui a été fixé dans la huitième reconstitution.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État récapitulatif des contributions**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Contributions initiales	1 017 314	1 017 314
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 776	553 776
Quatrième reconstitution	361 396	361 396
Cinquième reconstitution	441 370	441 370
Sixième reconstitution	566 988	566 988
Septième reconstitution	639 020	622 157
Huitième reconstitution	805 322	515 948
<b>Total FIDA</b>	<b>5 968 118</b>	<b>5 661 881</b>
PSA première phase	288 868	288 868
PSA deuxième phase	62 364	62 364
<b>Total PSA</b>	<b>351 232</b>	<b>351 232</b>
Contributions spéciales <sup>1</sup>	20 348	20 348
<b>Total des contributions aux reconstitutions</b>	<b>6 339 698</b>	<b>6 033 461</b>
<b>États des contributions complémentaires</b>		
Fonds belge de survie	76 605	74 948
Initiative PPTE	19 679	19 679
Autres contributions complémentaires	58 788	58 788
<b>Total contributions complémentaires</b>	<b>155 072</b>	<b>153 415</b>
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	174 062	174 062
Contributions du FBSA ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
<b>État des contributions supplémentaires<sup>2</sup></b>		
Cofinancement des projets	255 163	221 035
Programme de cadres associés	36 190	33 213
Autres fonds supplémentaires	442 102	407 051
Fonds pour l'environnement mondial	72 066	71 852
<b>Total contributions supplémentaires</b>	<b>1 043 419</b>	<b>971 049</b>
<b>Total contributions</b>	<b>7 537 609</b>	<b>7 157 925</b>
Total des contributions réparti comme suit:		
<b>Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)</b>	<b>6 339 698</b>	<b>6 033 461</b>
Moins provisions	(168 448)	(168 448)
Total net des contributions aux reconstitutions	6 171 250	5 865 013
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(13 364)	(21 071)
<b>Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur</b>	<b>6 157 886</b>	<b>5 843 942</b>

<sup>1</sup> Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.<sup>2</sup> Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
<b>États membres</b>							
Afghanistan	<b>0</b>						
Albanie	<b>40</b>	USD	10	10	10	0	10
Algérie	<b>52 430</b>	USD	10 000	10 000	3 000	7 000	10 000
Angola	<b>460</b>	USD	1 900	1 900	1 900	0	1 900
Argentine	<b>9 900</b>						
Arménie	<b>22</b>	USD	4	4	4	0	4
Australie <sup>2</sup>	<b>37 247</b>						
Autriche	<b>55 494</b>	EUR	11 034	14 378	4 460	9 918	14 378
Azerbaïdjan	<b>100</b>	USD	100	100	100	0	100
Bangladesh	<b>4 356</b>	USD	600	600	180	420	600
Barbade	<b>10</b>						
Belgique	<b>92 754</b>	EUR	21 000	28 112	9 330	0	9 330
Belize	<b>205</b>						
Bénin	<b>197</b>						
Bhoutan	<b>135</b>	USD	30	30	30	0	30
Bolivie (État plurinational de)	<b>1 500</b>						
Bosnie-Herzégovine	<b>75</b>	USD	90	90	90	0	90
Botswana	<b>410</b>	USD	50	50	50	0	50
Brésil <sup>3</sup>	<b>51 936</b>	USD	13 360	13 360	0	13 360	13 360
Burkina Faso	<b>259</b>	USD	100	100	0	0	0
Burundi	<b>80</b>						
Cambodge	<b>630</b>	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	<b>1 649</b>	EUR	610	791	791	0	791
Canada	<b>203 446</b>	CAD	75 000	74 288	49 128	12 580	61 708
Cap-Vert	<b>26</b>						
République centrafricaine	<b>11</b>						
Chili	<b>800</b>	USD	60	60	60	0	60
Chine	<b>56 839</b>	USD	22 000	22 000	8 000	0	8 000
Colombie	<b>640</b>	USD	200	200	200	0	200
Comores <sup>4</sup>	<b>33</b>						
Congo	<b>751</b>						
Îles Cook	<b>5</b>						
Côte d'Ivoire	<b>1 559</b>						
Cuba	<b>9</b>						
Chypre	<b>192</b>	USD	60	60	20	0	20
République populaire démocratique de Corée	<b>800</b>						
République démocratique du Congo	<b>1 380</b>						
Danemark	<b>124 609</b>	DKK	75 000	13 667	4 666	0	4 666
Djibouti	<b>6</b>						
Dominique	<b>51</b>						
République dominicaine	<b>88</b>						
Équateur	<b>791</b>	USD	50	50	50	0	50
Égypte	<b>17 409</b>						
El Salvador	<b>100</b>						
Érythrée	<b>30</b>	USD	10	10	10	0	10
Éthiopie	<b>221</b>						

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Fidji	<b>204</b>						
Finlande	<b>40 268</b>	EUR	12 000	16 248	4 174	0	4 174
France	<b>238 356</b>	EUR	35 000	46 954	0	15 562	15 562
Gabon	<b>3 356</b>	USD	41	41	41	0	41
Gambie	<b>45</b>						
Allemagne	<b>335 873</b>	EUR	45 184	59 620	17 188	21 216	38 404
Ghana	<b>1 666</b>						
Grèce	<b>4 196</b>						
Grenade	<b>75</b>						
Guatemala	<b>1 043</b>						
Guinée	<b>330</b>						
Guinée-Bissau	<b>30</b>						
Guyana	<b>635</b>						
Haïti	<b>107</b>						
Honduras	<b>801</b>						
Islande	<b>315</b>	USD	10	10	10	0	10
Inde	<b>79 812</b>	USD	25 000	25 000	17 000	0	17 000
Indonésie	<b>46 959</b>	USD	5 000	5 000	1 500	0	1 500
Iran (République islamique d) <sup>4</sup>	<b>128 750</b>						
Iraq <sup>4</sup>	<b>55 099</b>						
Irlande <sup>5</sup>	<b>15 968</b>	EUR	2 000	2 530	2 530	0	2 530
Israël	<b>300</b>						
Italie	<b>262 468</b>						
Jamaïque	<b>326</b>						
Japon	<b>362 122</b>	JPY	6 375 300	78 741	19 787	58 954	78 741
Jordanie	<b>840</b>	USD	100	100	100	0	100
Kenya	<b>4 618</b>	USD	81	81	81	0	81
Kiribati	<b>5</b>						
Koweït	<b>161 041</b>						
République démocratique populaire lao	<b>154</b>						
Liban	<b>195</b>						
Lesotho	<b>389</b>	USD	100	100	100	0	100
Libéria	<b>39</b>						
Jamahiriya arabe libyenne <sup>4</sup>	<b>52 000</b>						
Luxembourg	<b>3 460</b>	EUR	1 576	2 080	600	1 480	2 080
Madagascar	<b>377</b>	USD	198	198	198	0	198
Malawi	<b>73</b>	USD	50	50	50	0	50
Malaisie	<b>1 125</b>	USD	50	50	50	0	50
Maldives	<b>51</b>						
Mali	<b>190</b>	USD	97	97	97	0	97
Malte	<b>55</b>						
Mauritanie	<b>50</b>						
Maurice	<b>270</b>	USD	5	5	5	0	5
Mexique	<b>33 131</b>						
Mongolie	<b>2</b>						
Maroc	<b>6 544</b>						
Mozambique	<b>400</b>	USD	85	85	0	85	85

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Myanmar	<b>250</b>						
Namibie	<b>360</b>						
Népal	<b>160</b>	USD	50	50	50	0	50
Pays-Bas	<b>269 656</b>	USD	75 000	75 000	25 000	50 000	75 000
Nouvelle-Zélande	<b>7 991</b>						
Nicaragua	<b>119</b>						
Niger	<b>225</b>	USD	50	50	50	0	50
Nigéria	<b>106 459</b>	USD	15 000	15 000	15 000	0	15 000
Norvège	<b>179 863</b>	NOK	240 135	41 282	13 739	0	13 739
Oman	<b>250</b>	USD	50	50	50	0	50
Pakistan	<b>14 934</b>	USD	8 000	8 000	0	0	0
Panama	<b>200</b>	USD	8	8	8	0	8
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<b>170</b>						
Paraguay	<b>705</b>	USD	500	500	1	0	1
Pérou	<b>960</b>	USD	200	200	200	0	200
Philippines	<b>1 978</b>						
Portugal	<b>4 384</b>						
Qatar	<b>39 980</b>						
République de Corée	<b>13 239</b>	USD	2 000	2 000	2 000	0	2 000
République de Moldova	<b>19</b>	USD	10	10	10	0	10
Roumanie	<b>250</b>						
Rwanda	<b>171</b>						
Saint-Kitts-et-Nevis	<b>20</b>						
Sainte-Lucie	<b>22</b>						
Samoa	<b>50</b>						
Sao Tomé-et-Principe	<b>10</b>						
Arabie saoudite	<b>389 778</b>	USD	20 000	20 000	0	20 000	20 000
Sénégal	<b>386</b>						
Seychelles	<b>20</b>						
Sierra Leone	<b>37</b>						
Îles Salomon	<b>10</b>						
Somalie	<b>10</b>						
Afrique du Sud	<b>500</b>	USD	500	500	500	0	500
Espagne	<b>47 789</b>	EUR	38 000	53 874	53 874	0	53 874
Sri Lanka	<b>7 885</b>	USD	1 001	1 001	0	0	0
Soudan	<b>1 139</b>						
Swaziland	<b>273</b>						
Suède	<b>201 692</b>	SEK	360 000	52 455	16 756	35 699	52 455
Suisse	<b>115 697</b>	CHF	21 300	22 853	0	7 617	7 617
République arabe syrienne	<b>1 317</b>	USD	500	500	500	0	500
Tadjikistan	<b>1</b>	USD	0	0	0	0	0
Thaïlande	<b>900</b>	USD	300	300	300	0	300
Togo	<b>35</b>						
Tonga	<b>55</b>						
Tunisie	<b>3 178</b>	USD	600	600	203	0	203
Turquie	<b>16 236</b>	USD	1 200	1 200	700	0	700
Ouganda	<b>290</b>	USD	50	50	50	0	50



**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Émirats arabes unis	<b>52 180</b>	USD	1 000	1 000	0	1 000	1 000
Royaume-Uni	<b>218 454</b>						
République-Unie de Tanzanie	<b>324</b>	USD	120	120	120	0	120
États-Unis <sup>3</sup>	<b>701 674</b>	USD	90 000	90 000	18 000	12 000	30 000
Uruguay	<b>425</b>	USD	100	100	100	0	100
Venezuela (République bolivarienne du)	<b>189 689</b>						
Viet Nam	<b>1 603</b>	USD	500	500	100	0	100
Yémen	<b>2 376</b>	USD	972	972	972	0	972
Yougoslavie	<b>108</b>						
Zambie	<b>407</b>	USD	87	87	87	0	87
Zimbabwe	<b>2 105</b>						
<b>Total contributions</b>							
<b>31 décembre 2010</b>	<b>5 162 796</b>			<b>805 322</b>	<b>294 170</b>	<b>266 891</b>	<b>561 061</b>

<sup>1</sup> Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers d'USD, les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent pas dans l'appendice G. Les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (400 USD) ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessus.

<sup>2</sup> L'Australie ne fait plus partie des États membres du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> Voir appendice D, note 5 a).

<sup>4</sup> Voir appendice D, notes 6 a) et b).

<sup>5</sup> Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la huitième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**Programme spécial pour l'Afrique**

	<i>Première phase</i>			<i>Deuxième phase</i>		
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Instruments déposés</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Total</i>
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD		0	15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD		0	250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
<b>31 décembre 2010</b>			<b>288 868</b>		<b>62 364</b>	<b>351 232</b>
<b>31 décembre 2009</b>			<b>288 868</b>		<b>62 364</b>	<b>351 232</b>

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2010<sup>1</sup> (suite)**

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paielements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
<b>Sixième reconstitution</b>				
Brésil				2 639
<b>Total</b>				<b>2 639</b>
<b>Septième reconstitution</b>				
République démocratique du Congo			200	
Égypte				2 100
France				9 799
Gabon			59	
Allemagne				14 000
Guatemala			5	
Islande			10	
Italie			18 474	
Japon				11 284
Nigéria			289	
Pakistan				1 588
Sri Lanka			333	
Suisse				13 502
Tunisie			200	
Royaume-Uni		13 169		12 955
République-Unie de Tanzanie			3	
États-Unis				7 714
<b>Total</b>		<b>13 169</b>	<b>19 573</b>	<b>72 942</b>
<b>Huitième reconstitution</b>				
Albanie			10	
Arménie			4	
Algérie				3 000
Autriche		15 590		4 460
Bangladesh	600	600		180
Belgique	27 362		9 330	
Bosnie-Herzégovine			90	
Botswana			50	
Brésil		13 360		
Canada	73 407	60 668		49 128
Chine			8 000	
Colombie			200	
Chypre	60		20	
Danemark			4 666	
Finlande	17 261		4 174	
France	45 127	14 956		
Gabon			41	
Allemagne		21 415		17 188
Inde			8 000	
Indonésie	5 000		1 500	
Islande			10	
Irlande			2 530	
Japon		37 699		19 787
Kenya			11	
Lesotho			100	
Luxembourg				600
Mali			97	

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2010 et 2009

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2010<sup>1</sup>** (suite)

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Népal			50	
Nigéria			15 000	
Pays-Bas				25 000
Norvège			13 739	
Panama			8	
Paraguay	500			
Pérou	200		200	
République de Corée			2 000	
République de Moldova			7	
Suède		49 363		16 756
Suisse		6 825		
Tadjikistan			0	
Thaïlande			300	
Tunisie			203	
Turquie			500	
Ouganda			50	
République-Unie de Tanzanie			62	
États-Unis	90 000	30 000		18 000
Uruguay			100	
Vietnam			100	
Zambie			87	
<b>Total FIDA 8<sup>e</sup> reconstitution</b>	<b>259 517</b>	<b>250 476</b>	<b>71 239</b>	<b>154 099</b>
<b>Total général</b>	<b>259 517</b>	<b>263 645</b>	<b>90 812</b>	<b>229 680</b>

<sup>1</sup> Les montants étant exprimés en milliers d'USD, le paiement effectué par le Tadjikistan (400 USD) pour la huitième reconstitution n'apparaît pas.

<sup>2</sup> Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

<sup>3</sup> Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

## État des prêts

## 1. FIDA: Encours des prêts

Aux 31 décembre 2010 et 2009

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur		Encours des prêts	
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée Remboursements		
<b>Prêts (en milliers d'USD)<sup>1</sup></b>						
Bangladesh	30 000			30 000	16 500	13 500
Cap-Vert	2 003			2 003	1 102	901
Haïti	3 500			3 500	1 969	1 531
Népal	11 538			11 538	6 354	5 184
Sri Lanka	12 000			12 000	6 900	5 100
République-Unie de Tanzanie	9 488			9 489	5 337	4 152
<b>Sous-total<sup>1</sup></b>	<b>68 529</b>			<b>68 530</b>	<b>38 162</b>	<b>30 368</b>
Ajustement de change sur les prêts en USD	3 157			3 156	3 204	(48)
<b>Sous-total - prêts en USD<sup>1</sup></b>	<b>71 686</b>			<b>71 686</b>	<b>41 366</b>	<b>30 320</b>
<b>Prêts (en milliers de DTS)<sup>1</sup></b>						
Albanie	35 080		6 416	28 664	2 945	25 719
Angola	16 981		4 907	12 074	1 630	10 444
Argentine	50 595		28 667	21 928	17 605	4 323
Arménie	54 549	8 900	3 440	42 209	1 945	40 264
Azerbaïdjan	32 659		10 270	22 389	841	21 548
Bangladesh <sup>2</sup>	327 940	30 860	60 107	236 973	54 223	182 750
Belize	3 067		1 816	1 251	781	470
Bénin	78 254		12 742	65 512	14 958	50 554
Bhoutan	32 630	5 600	1 845	25 185	4 287	20 898
Bolivie (État plurinational de)	58 079	5 050	5 513	47 516	17 701	29 815
Bosnie-Herzégovine	40 254		9 999	30 255	1 994	28 261
Botswana	2 600	2 600				
Brésil	93 871	28 871	9 869	55 131	34 015	21 116
Burkina Faso	81 458		25 328	56 130	8 150	47 980
Burundi <sup>2</sup>	41 689		3 117	38 572	9 132	29 440
Cambodge	32 028		5 504	26 524	664	25 860
Cameroun	53 172		25 307	27 865	4 668	23 197
Cap-Vert	13 490		2 833	10 657	1 512	9 145
République centrafricaine	23 044			23 044	7 312	15 732
Tchad	20 350	5 700	2 642	12 008	137	11 871
Chine	401 344		76 967	324 377	56 960	267 417
Colombie	23 345		5 617	17 728	7 906	9 822
Comores	4 182			4 182	1 168	3 014
Congo	13 950		5 920	8 030		8 030
Costa Rica	3 400			3 400	3 060	340
Côte d'Ivoire	18 371		2 896	15 475	2 537	12 938
Cuba	10 581			10 581	2 273	8 308
République populaire démocratique de Corée	50 496			50 496	7 299	43 197
République démocratique du Congo	39 693		14 331	25 362	4 136	21 226
Djibouti	4 462		854	3 608	772	2 836
Dominique	2 902			2 902	1 698	1 204
République dominicaine	31 663	9 250	9 450	12 963	7 027	5 936
Équateur	40 426	8 200	7 175	25 051	17 017	8 034
Égypte	163 335		45 242	118 093	44 890	73 203
El Salvador	84 114	11 150	18 905	54 059	25 338	28 721
Guinée équatoriale	5 794			5 794	1 585	4 209
Érythrée	24 643		4 085	20 558	1 694	18 864
Éthiopie	158 802		42 580	116 222	22 203	94 019
Gabon	3 800		3 000	800		800
Gambie	29 214		3 163	26 051	5 167	20 884
Géorgie	21 818		6 460	15 358	576	14 782
Ghana	113 377		32 556	80 821	12 740	68 081
Grenade	4 400	1 930		2 470	975	1 495
Guatemala	86 010	22 950	27 454	35 606	22 769	12 837
Guinée-Bissau	5 117			5 117	732	4 385
Guinée	69 238		12 495	56 743	11 056	45 687
Guyana	8 523		1 461	7 062	929	6 133
Haïti	60 852		10 771	50 081	10 494	39 587
Honduras	74 200	6 650	5 555	61 995	7 300	54 695
Inde	450 528		144 142	306 386	96 273	210 113
Indonésie <sup>2</sup>	138 349		50 005	88 344	34 579	53 765
Jordanie	32 248		3 258	28 990	15 699	13 291

## État des prêts

## 1. FIDA: Encours des prêts (suite)

Aux 31 décembre 2010 et 2009

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Kenya	101 061		50 909	50 152	7 144	43 008
Kirghizistan	9 647	2 550		7 097	852	6 245
République démocratique populaire lao	49 573		4 057	45 516	6 236	39 280
Liban	17 133		2 600	14 533	11 751	2 782
Lesotho	24 164		2 701	21 463	4 010	17 453
Libéria	10 180			10 180	8 047	2 133
Madagascar <sup>2</sup>	99 769		25 374	74 395	13 911	60 484
Malawi <sup>2</sup>	69 673		9 124	60 549	15 832	44 717
Maldives	10 894		4 017	6 877	1 731	5 146
Mali	116 465	21 000	27 289	68 176	15 110	53 066
Mauritanie	45 323		8 808	36 515	6 251	30 264
Maurice	11 650		5 143	6 507	3 280	3 227
Mexique	43 132	3 200	14 088	25 844	19 783	6 061
Mongolie	13 705		564	13 141	376	12 765
Maroc	91 299	14 740	31 826	44 733	30 919	13 814
Mozambique <sup>2</sup>	126 390	13 850	35 540	77 000	13 304	63 696
Namibie	4 200			4 200	4 200	
Népal	77 132		18 384	58 928	18 432	40 496
Nicaragua	41 772	2 550	9 148	30 074	3 069	27 005
Niger	41 639	4 150	7 606	29 883	5 986	23 897
Nigéria	89 520		45 075	44 445	3 890	40 555
Pakistan <sup>2</sup>	275 877	26 350	52 956	196 571	68 279	128 292
Panama	39 143		13 812	25 331	22 024	3 307
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 121		9 220	3 901	3 308	593
Paraguay	21 808	2 000	3 937	15 871	10 922	4 949
Pérou	60 150		13 422	46 728	26 331	20 397
Philippines	84 196		26 551	57 645	11 968	45 677
République de Moldova	45 700	12 400	5 637	27 663	193	27 470
Roumanie	12 400			12 400	5 787	6 613
Rwanda <sup>2</sup>	84 048		5 437	78 611	11 401	67 210
Sainte-Lucie	1 242			1 242	843	399
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 484			1 484	1 344	140
Samoa	1 908			1 908	625	1 283
Sao Tomé-et-Principe	13 761		3 287	10 474	1 761	8 713
Sénégal	71 312		12 969	58 343	5 484	52 859
Sierra Leone	33 550	7 050	3 128	23 372	9 076	14 296
Îles Salomon	2 519			2 519	935	1 584
Somalie	17 710			17 710	411	17 299
Sri Lanka	128 055		48 088	79 967	18 270	61 697
Soudan	129 498		22 803	106 695	24 458	82 237
Swaziland	20 403		8 346	12 057	7 253	4 804
République arabe syrienne	78 768	17 400	19 610	41 758	26 761	14 997
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721			11 721	835	10 886
Togo	17 565			17 565	2 920	14 645
Tonga	4 837			4 837	1 343	3 494
Tunisie	43 840		8 143	35 697	18 781	16 916
Turquie	45 657		23 913	21 744	11 344	10 400
Ouganda	198 024	31 800	57 667	108 557	20 389	88 168
République-Unie de Tanzanie	223 458	59 400	37 469	126 589	9 722	116 867
Uruguay	18 880		1 156	17 724	12 863	4 861
Venezuela (République bolivarienne du)	25 254		10 369	14 885	9 521	5 364
Viet Nam	174 760	31 500	53 074	90 186	5 500	84 686
Yémen <sup>2</sup>	138 935		19 919	119 016	32 482	86 534
Zambie	90 528		22 366	68 162	13 742	54 420
Zimbabwe	32 176			32 176	15 605	16 571
<b>Total</b>	<b>6 527 576</b>	<b>397 651</b>	<b>1 540 196</b>	<b>4 589 909</b>	<b>1 217 947</b>	<b>3 371 962</b>
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie <sup>3</sup>	2 513	0	0	2 513	313	2 200
<b>Équivalent en USD</b>	<b>10 123 664</b>	<b>616 465</b>	<b>2 387 715</b>	<b>7 119 484</b>	<b>1 764 366</b>	<b>5 355 118</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(124 264)	0	0	(124 264)	0	(124 264)
<b>Sous-total en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2010</b>	<b>9 999 400</b>	<b>616 465</b>	<b>2 387 715</b>	<b>6 995 220</b>	<b>1 764 366</b>	<b>5 230 854</b>
<b>Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2010</b>	<b>10 071 086</b>	<b>616 465</b>	<b>2 387 715</b>	<b>7 066 906</b>	<b>1 805 732</b>	<b>5 261 174</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 168 031)
<b>Total USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2010</b>						<b>4 093 143</b>
<b>Total USD en valeur nominale au 31 décembre 2009</b>	<b>9 645 695</b>	<b>567 179</b>	<b>2 405 049</b>	<b>6 673 467</b>	<b>1 617 360</b>	<b>5 056 107</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 225 698)
<b>Total USD en juste valeur au 31 décembre 2009</b>						<b>3 830 409</b>



## État des prêts

### 2. FIDA: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Aux 31 décembre 2010 et 2009

	Prêts approuvés en milliers de DTS				Valeur en milliers d'USD					
		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Prêts annulés	Prêts intégralemen t remboursés	Au 31 décembre 2010	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Prêts annulés	Prêts intégralemen t remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2010
1978	USD	68 530			68 530	68 530			0	68 530
1979	DTS	201 486			201 486	315 068	0	0	(2 711)	312 357
1980	DTS	187 228			187 228	292 773	0	0	(2 520)	290 253
1981	DTS	188 716			188 716	295 100	0	0	(2 540)	292 560
1982	DTS	103 110			103 110	161 235	0	0	(1 387)	159 848
1983	DTS	143 589			143 589	224 534	0	0	(1 933)	222 601
1984	DTS	131 907			131 907	206 266	0	0	(1 775)	204 491
1985	DTS	60 332			60 332	94 343	0	0	(812)	93 531
1986	DTS	23 664			23 664	37 002	0	0	(316)	36 686
1987	DTS	43 793			43 793	68 480	0	0	(589)	67 891
1988	DTS	68 380			68 380	106 927	0	0	(920)	106 007
1989	DTS	103 343			103 343	161 600	0	0	(1 391)	160 209
1990	DTS	91 018		(10 850)	80 168	142 327	0	(16 820)	(1 225)	124 282
1991	DTS	127 804			127 804	199 850	0	0	(1 720)	198 130
1992	DTS	150 231			150 231	234 917	0	0	(2 019)	232 898
1993	DTS	168 976			168 976	264 231	0	0	(2 273)	261 958
1994	DTS	179 425			179 425	280 571	0	0	(2 414)	278 157
1995	DTS	221 732			221 732	346 728	0	0	(2 984)	343 744
1996	DTS	230 440	(3)	(4 671)	225 766	360 344	(5)	(7 241)	(3 100)	349 998
1997	DTS	268 955			268 955	420 570	0	0	(3 618)	416 952
1998	DTS	269 194	(110)		269 084	420 944	(171)	0	(3 621)	417 152
1999	DTS	301 517	(8 635)		292 882	471 489	(13 387)	0	(4 057)	454 045
2000	DTS	299 338	(3 699)		295 639	468 081	(5 734)	0	(4 027)	458 320
2001	DTS	286 001	(3 187)	(602)	282 212	447 228	(4 941)	0	(3 850)	437 504
2002	DTS	245 100	(29)		245 071	383 267	(45)	0	(3 296)	379 926
2003	DTS	267 711	(13 368)	(11)	254 332	418 626	(20 724)	(17)	(3 602)	394 283
2004	DTS	275 750	(15 450)		260 300	431 197	(23 952)	0	(3 711)	403 535
2005	DTS	324 810	(5 500)		319 310	507 913	(8 526)	0	(4 371)	495 016
2006	DTS	350 350	(2 851)		347 499	547 850	(4 420)	0	(4 714)	538 716
2007	DTS	293 230	(26 900)		266 330	458 530	(41 702)	0	(3 945)	412 883
2008	DTS	295 006	(5 850)	0	289 156	461 307	(9 069)	0	(3 969)	448 269
2009	DTS	307 584	(29)		307 555	480 977	(45)	0	(4 140)	476 792
2010	DTS	0			422 295		0	0	0	654 670
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>6 209 720</b>	<b>(85 611)</b>	<b>(16 134)</b>	<b>6 530 270</b>	<b>9 710 275</b>	<b>(132 720)</b>	<b>(25 012)</b>	<b>(83 548)</b>	<b>10 123 665</b>
<b>Total</b>	<b>USD</b>	<b>68 530</b>				<b>68 530</b>				<b>68 530</b>
<b>Ajustement de change sur les prêts décaissés</b>										
<b>Total</b>										
<b>(121 107)</b>										
<b>10 071 086</b>										

### 3. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

Durée résiduelle	2010	2009
moins de 1 an	268 440	268 054
1-2 ans	210 853	203 552
2-3 ans	210 587	210 807
3-4 ans	213 917	205 945
4-5 ans	223 423	207 410
5-10 ans	1 144 963	1 098 720
10-15 ans	1 022 720	970 961
15-20 ans	919 248	854 781
20-25 ans	673 999	639 648
Plus de 25 ans	373 023	396 239
<b>Total</b>	<b>5 261 174</b>	<b>5 056 117</b>

<sup>1</sup> Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2010, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,55027.

<sup>2</sup> Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

<sup>3</sup> Le montant du prêt accordé au Fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

**État des prêts****4. FIDA: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt**

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	2010	2009
Conditions particulièrement favorables	4 875 987	4 657 355
Conditions intermédiaires	238 374	250 015
Conditions ordinaires	146 813	148 747
<b>Total</b>	<b>5 261 174</b>	<b>5 056 117</b>

**5. Structure des échéances des prêts non décaissés en valeur nominale**

Prévisions aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	2010	2009
Moins de 1 an	553 796	491 330
1-2 ans	523 487	473 673
2-3 ans	468 903	432 232
3-4 ans	408 497	382 242
4-5 ans	333 576	322 754
5-10 ans	697 654	816 791
Plus de 10 ans	18 270	53 433
<b>Total</b>	<b>3 004 183</b>	<b>2 972 455</b>

## État des prêts

## 6. Programme spécial pour l'Afrique: État des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2010 et 2009

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
<b>Prêts (en milliers de DTS)</b>					
Angola	2 714	-	2 714	510	2 204
Burkina Faso	10 546	-	10 546	2 834	7 712
Burundi	4 494	-	4 494	860	3 634
Cap-Vert	2 183	-	2 183	583	1 600
Tchad	9 617	-	9 617	2 220	7 397
Comores	2 289	-	2 289	439	1 850
Djibouti	114	-	114	33	81
Éthiopie	6 660	-	6 660	2 225	4 435
Gambie	2 639	-	2 639	725	1 914
Ghana	22 321	-	22 321	5 718	16 603
Guinée-Bissau	2 126	-	2 126	80	2 046
Guinée	10 762	-	10 762	3 229	7 533
Kenya	12 241	-	12 241	2 836	9 405
Lesotho	7 481	-	7 481	1 966	5 515
Madagascar	1 098	-	1 098	201	897
Malawi	5 777	-	5 777	1 012	4 765
Mali	10 193	-	10 193	3 314	6 879
Mauritanie	19 020	-	19 020	5 263	13 757
Mozambique	8 291	-	8 291	2 798	5 493
Niger	11 119	-	11 119	3 521	7 598
Sénégal	23 234	-	23 234	5 911	17 323
Sierra Leone	1 505	-	1 505	301	1 204
Soudan	26 012	-	26 012	7 019	18 993
Ouganda	8 124	-	8 124	2 640	5 484
République-Unie de Tanzanie	6 790	-	6 790	1 867	4 923
Zambie	8 607	-	8 607	2 783	5 824
<b>Total</b>	<b>225 957</b>	<b>0</b>	<b>225 957</b>	<b>60 888</b>	<b>165 069</b>
<b>Équivalent en USD</b>	<b>350 295</b>	<b>0</b>	<b>350 295</b>	<b>88 549</b>	<b>261 746</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS (5 845) (5 845)					
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2010</b>	<b>344 450</b>	<b>0</b>	<b>350 295</b>	<b>88 549</b>	<b>255 901</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (110 664)					
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2010</b>					<b>145 237</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2009</b>	<b>347 105</b>	<b>228</b>	<b>346 877</b>	<b>79 971</b>	<b>266 906</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (114 611)					
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2009</b>					<b>152 295</b>

## 7. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale

Au 31 décembre 2010

	<i>Prêts approuvés en milliers de DTS</i>			<i>Valeur en milliers d'USD</i>			
	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Au 31 décembre 2010</i>	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Variation de change DTS/USD</i>	<i>Au 31 décembre 2010</i>
1986	DTS	24 902	24 902	38 940		(335)	38 605
1987	DTS	41 292	41 292	64 569		(555)	64 014
1988	DTS	34 770	34 770	54 371		(468)	53 903
1989	DTS	25 756	25 756	40 275		(346)	39 929
1990	DTS	17 370	17 370	27 162		(234)	26 928
1991	DTS	18 246	18 246	28 532		(246)	28 286
1992	DTS	6 952	6 952	10 871		(94)	10 777
1993	DTS	34 414	(147)	34 268	53 814	(689)	53 125
1994	DTS	16 320	16 320	25 520		(220)	25 300
1995	DTS	6 082	6 082	9 510		(82)	9 428
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>226 104</b>	<b>(147)</b>	<b>225 957</b>	<b>353 564</b>	<b>(3 269)</b>	<b>350 295</b>

## État des prêts

### 8. Programme spécial pour l'Afrique: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Moins de 1 an	10 171	10 108
1-2 ans	9 006	9 091
2-3 ans	9 006	9 091
3-4 ans	9 006	9 091
4-5 ans	9 006	9 091
5-10 ans	45 030	45 454
10-15 ans	45 030	45 454
15-20 ans	45 030	45 454
20-25 ans	43 815	45 108
Plus de 25 ans	30 801	38 964
<b>Total</b>	<b>255 901</b>	<b>266 906</b>

### 9. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Conditions particulièrement favorables	255 901	266 906
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
<b>Total</b>	<b>255 901</b>	<b>266 906</b>

**État des dons – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2010</i>	<i>Variations en 2010</i>			<i>Effet de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre 2010</i>
		<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>		
Autres dons	77 002	44 679	(39 873)	(1 342)	(76)	80 390
Ajustement sur la base de la juste valeur						<b>(1 928)</b>
<b>Total 2010 en juste valeur</b>						<b>78 462</b>
<b>Total 2009</b>	<b>149 239</b>	<b>207 425</b>	<b>(53 307)</b>	<b>(2 030)</b>	<b>4 468</b>	<b>305 795</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(52 291)
<b>Total 2009 en juste valeur</b>						<b>253 504</b>

**Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2010</i>	<i>Dons entrés en vigueur en 2010</i>	<i>Décaissements en 2010</i>	<i>Variation de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre 2010</i>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en USD</b>					
Afghanistan	98	0	0	0	98
Cambodge	0	0	0	0	0
Tchad	0	494	(444)	0	49
République démocratique du Congo	0	500	0	0	500
Guinée	0	200	(160)	0	40
Haïti	0	500	0	0	500
Lesotho	20	0	0	0	20
Malawi	202	0	(182)	0	20
Népal	1 110	500	(498)	0	1 112
Niger	70	500	(450)	0	120
Soudan	15	0	(15)	0	0
Yémen	18	179	(162)	0	36
<b>Sous-total CSD en USD</b>	<b>1 533</b>	<b>2 873</b>	<b>(1 911)</b>	<b>0</b>	<b>2 495</b>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en DTS</b>					
Afghanistan	25 020	0	(3 378)	(236)	21 406
Bénin	0	9 352	(354)	(42)	8 956
Burkina Faso	0	8 296	0	75	8 371
Burundi	24 886	38 549	(3 166)	1 360	61 629
Cambodge	6 281	6 514	(2 200)	(43)	10 552
Tchad	0	19 649	(225)	(128)	19 296
Comores	3 691	0	(1 098)	(55)	2 538
Congo	7 192	0	(969)	(66)	6 157
Côte d'Ivoire	9 851	0	0	(85)	9 766
République démocratique du Congo	0	24 093	0	246	24 339
Djibouti	2 696	0	(340)	(32)	2 324
Érythrée	0	20 630	(1 160)	63	19 533
Éthiopie	19 728	25 619	(4 388)	519	41 478
Gambie	0	7 750	(1 000)	66	6 816
Guinée-Bissau	3 911	0	(643)	(50)	3 218
Guinée	10 320	9 154	(1 045)	(261)	18 168
Guyana	2 545	0	(257)	(23)	2 265
Haïti	0	5 682	(389)	(27)	5 266
Kirghizistan	8 738	0	(1 458)	(98)	7 182
République démocratique populaire lao	14 323	0	0	(123)	14 200
Lesotho	3 643	0	(766)	(39)	2 838
Libéria	4 926	0	(955)	(94)	3 877
Malawi	7 740	0	(893)	(78)	6 769
Mauritanie	0	5 879	0	99	5 978
Népal	3 174	7 086	(717)	246	9 789
Nicaragua	4 283	0	(222)	(36)	4 025
Niger	8 444	0	(827)	(94)	7 523
Rwanda	18 302	8 802	(5 179)	26	21 951
Sao Tomé-et-Principe	0	3 054	0	31	3 085
Sierra Leone	8 360	0	(2 002)	(105)	6 253
Soudan	16 115	12 438	(272)	137	28 418
Tadjikistan	11 253	0	(544)	(98)	10 611
Togo	0	13 240	0	170	13 410
Yémen	1 838	20 410	(3 020)	(63)	19 165
<b>Sous-total CSD en DTS</b>	<b>227 260</b>	<b>246 197</b>	<b>(37 467)</b>	<b>1 162</b>	<b>437 152</b>
<b>Total CSD en USD et DTS</b>	<b>228 793</b>	<b>249 071</b>	<b>(39 378)</b>	<b>1 162</b>	<b>439 647</b>
2009	79 940	158 694	(13 998)	(4 157)	228 793

## État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2010, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTE initiale et renforcée:

	Allègements consentis au 31 décembre 2010		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration			Total des allègements de dette
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA		À la charge de la Banque mondiale	
			Principal	Intérêts		
<b>Pays parvenus au point d'achèvement</b>						
Bénin	4 568	1 643	0	0	0	6 211
Bolivie (État plurinational de)	5 900	1 890	0	0	0	7 790
Burkina Faso	6 769	2 668	0	0	0	9 437
Burundi	1 556	504	14 141	2 727	0	18 928
Cameroun	1 313	402	646	184	1 144	3 689
République centrafricaine	5 761	2 043	4 169	969	0	12 942
Congo	0	19	0	80	0	99
République démocratique du Congo	1 070	679	9 556	2 437	0	13 742
Éthiopie	11 795	3 933	2 876	709	7 169	26 482
Gambie	1 523	390	331	74	810	3 128
Ghana	10 400	3 802	1 713	391	4 267	20 573
Guinée-Bissau	0	0	5 491	1 282	0	6 773
Guyana	1 526	299	0	0	0	1 825
Haïti	1 535	473	432	141	0	2 581
Honduras	1 077	767	0	0	0	1 844
Libéria	8 044	6 073	91	28	0	14 236
Madagascar	7 010	1 909	281	63	643	9 906
Malawi	4 952	1 387	5 093	1 038	12 358	24 828
Mali	6 211	2 431	0	0	0	8 642
Mauritanie	7 131	2 252	457	112	1 134	11 086
Mozambique	11 616	3 699	68	15	260	15 658
Nicaragua	7 259	943	0	0	0	8 202
Niger	4 960	1 531	1 986	414	4 899	13 790
Rwanda	4 903	2 184	7 912	1 815	5 233	22 047
Sao Tomé-et-Principe	511	152	1 033	179	2 466	4 341
Sénégal	2 247	882	0	0	0	3 129
Sierra Leone	4 705	1 333	2 076	347	4 840	13 301
Togo	0	0	1 215	1 580	0	2 795
Ouganda	12 449	4 654	0	0	0	17 103
République-Unie de Tanzanie	10 753	3 792	668	157	1 615	16 985
Zambie	8 384	2 695	3 579	736	8 699	24 093
<b>Pays parvenus au point de décision</b>						
Tchad	0	0	2 228	443	0	2 671
Cote d'Ivoire	0	0	1 821	269	0	2 090
Comores	0	0	2 519	355	0	2 874
Guinée	0	0	9 833	1 695	0	11 528
<b>31 décembre 2010, DTS</b>	<b>155 928</b>	<b>55 429</b>	<b>80 215</b>	<b>18 240</b>	<b>55 537</b>	<b>365 349</b>
<b>Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts à la charge de la Banque mondiale)</b>						<b>(27 831)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2010 (en milliers de DTS)</b>						<b>337 518</b>
<hr/>						
<b>31 décembre 2010, USD</b>	<b>232 496</b>	<b>82 627</b>	<b>124 357</b>	<b>28 278</b>	<b>86 094</b>	<b>553 852</b>
<b>Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris la Banque mondiale)</b>						<b>(43 146)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2010 (en milliers d'USD)</b>						<b>510 706</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur			(43 420)			
<b>31 décembre 2010 en juste valeur</b>			<b>80 937</b>			
<hr/>						
31 décembre 2009, DTS	128 429	43 614	94 118	24 559	70 410	361 130
Moins les allègements d'intérêts non échus						(37 166)
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2009 (en milliers de DTS)</b>						<b>323 964</b>
31 décembre 2009, USD	191 286	64 628	147 174	38 405	110 101	551 594
Moins les allègements d'intérêts non échus						(58 118)
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2009 (en milliers d'USD)</b>						<b>493 476</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur			(57 083)			
<b>31 décembre 2009 en juste valeur</b>			<b>90 091</b>			



**État récapitulatif des opérations liées à l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti**

Au 31 décembre 2010

<i>État membre</i>	<i>En milliers d'USD</i>	<i>En milliers de DTS</i>
Autriche	685	438
Canada	3 500	2 303
Danemark	513	339
Luxembourg	280	178
Maurice	5	3
Norvège	1 626	1 066
Suisse	962	637
États-Unis	8 000	5 217
<b>Total des contributions reçues par les États membres</b>	<b>15 571</b>	<b>10 181</b>
Intérêts perçus	7	5
Allègements consentis	(24)	(16)
<b>Total comptes administratifs États membres</b>	<b>15 554</b>	<b>10 170</b>
Contribution FIDA	15 200	10 088
Intérêts perçus	11	7
Allègements consentis	0	0
<b>Total compte administratif FIDA</b>	<b>15 211</b>	<b>10 095</b>
<b>Total général</b>	<b>30 765</b>	<b>20 265</b>
<i>Variation de change</i>	255	
<b>Liquidités et placements au titre de l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti</b>	<b>31 020</b>	

**État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale  
Pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009 (en milliers d'USD)

	<i>Budget ordinaire<sup>1</sup></i>	<i>Plan d'action</i>	<i>Dépenses directes<sup>2</sup></i>	<i>Autres sources<sup>3</sup></i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	73 731	426	0	3 723	77 880
Dépenses administratives courantes	22 462	251	439	9 252	32 404
Consultants et autres coûts salariaux (personnel extérieur)	32 956	370	62	1 109	34 497
Institutions coopérantes	2 302	4		70	2 376
Frais financiers directs (banques et placements)			4 288		4 288
<b>Total 2010</b>	<b>131 451</b>	<b>1 051</b>	<b>4 789</b>	<b>14 154</b>	<b>151 445</b>
<b>Total 2009</b>	<b>126 531</b>	<b>1 300</b>	<b>4 706</b>	<b>14 554</b>	<b>147 089</b>

<sup>1</sup> Il s'agit du budget ordinaire du FIDA et de son Bureau de l'évaluation; les chiffres comprennent les montants reportés.

<sup>2</sup> Charges directes imputées sur le produit des placements.

<sup>3</sup> Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Margarita Ventura Pinula, membre de la coopérative agricole AGRISEM, vend des légumes sur le marché de Chicamán.

Guatemala: Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest

© FIDA/S.A. Pons

© 2011 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2011

Imprimé sur papier écologique

## **Table des matières du CD-ROM**

Tableau synoptique, 1978-2010

Avant-propos du Président

Questions dictant les opérations du FIDA

Programme de travail pour 2010

Mesurer les résultats et améliorer l'efficacité en matière de développement

Partenariats

Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2010

Organisation, États membres et représentation

Publications en 2010

États financiers consolidés

Le CD-ROM contient le texte intégral du Rapport annuel en anglais, arabe, espagnol et français.





Fonds international de  
développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
www.ifad.org  
www.ruralpovertyportal.org

ISBN 978-92-9072-239-7



9 789290 722397